Numéro 574

Décembre 76

LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4e Internationale)

- **REVOLUTION EUROPEENNE : VERS LES FRONTS POPULAIRES**
- **mettre en pratique la politique de l'OCI**
- **Espagne : un an après la mort de Franco**

Le droit à la santé, la Sécurité sociale

DES CONQUETES SOCIALES REVOLUTIONNAIRES

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) : 60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.
Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

Révolution européenne : vers les fronts populaires

par Stéphane JUST

« La révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851 (date du coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte), elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : « Bien creusé, vieille taupe ! »

Ainsi Marx s'exprimait-il en 1852, analysant dans sa brochure : « Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte », le rapport entre la forme de domination politique de la bourgeoisie et la révolution prolétarienne.

L'analyse de la situation politique internationale, européenne ou bien française, amène irrésistiblement à considérer aujourd'hui, cette analyse et l'expression qui l'a conclue : « Bien creusé, vieille taupe ! » comme parfaitement caractéristiques, plus d'un siècle après, de tout le mouvement actuel de la marche à la révolution.

« BIEN CREUSE, VIEILLE TAUPE ! »

La révolution semble bien aller au fond des choses. Nulle fatalité n'est certes responsable de ce que la révolution prolétarienne n'a pas été victorieuse plus tôt en Europe et dans le monde. Aussi bien entre 1917 et 1938, que depuis 1943 jusqu'à aujourd'hui, maintes situations révolutionnaires, crises révolutionnaires, vagues révolutionnaires ont ébranlé l'ensemble du système capitaliste et pouvaient le renverser totalement et définitivement. Seul, a

manqué le parti révolutionnaire dans chaque pays, l'Internationale, unifiant et dirigeant ces luttes de classes pour que la victoire soit assurée. En l'absence de direction révolutionnaire, les assauts révolutionnaires se sont souvent transformés en défaites. L'action politique des partis de la classe ouvrière, soit ceux directement liés à la bourgeoisie (partis social-démocrates) ou ceux l'étant par la médiation de la bureaucratie du Kremlin (partis staliniens) a contenu, endigué, puis refoulé, nombre d'entre eux, préparant leur écrasement, quelquefois de la façon la plus brutale et la plus sanglante, sous la botte de différentes formes de fascisme. Pas totalement cependant.

Si loin que la réaction soit allée entre 1933 et 1943, si dures qu'aient été les défaites du prolétariat et si profond que fut son recul à l'échelle mondiale, les rapports de production nés de la révolution d'Octobre sont restés debout en URSS, bien que déformés en raison de leur gestion par la bureaucratie parasitaire. La conjonction des contradictions inter-impérialistes et du combat héroïque des masses de l'URSS défendant les rapports de production issus de la révolution d'Octobre, a disloqué puis brisé la lourde machine de guerre nazie qui écrasait les masses européennes. Parallèlement, sous les coups de l'impérialisme américain, l'impérialisme japonais s'effondrait.

BOULEVERSEMENT DE L'ANCIEN ORDRE MONDIAL

L'ancien ordre mondial ne pouvait, du même coup, renaître de ses cendres sous la même forme. La défaite d'Hitler en Europe, puis celle du Japon en Asie, ne pouvaient aboutir au rétablissement de l'ancienne puissance, à la stabilité des vieux Etats bourgeois et des vieux impérialismes. L'ordre mondial d'avant-guerre était profondément bouleversé, et ces bouleversements ouvraient un nouveau chapitre du grand livre de la révolution prolétarienne mondiale : une vague révolutionnaire prit son essor en Italie en 1943 et s'étendit sur toute l'Europe : la révolution se développait et était victorieuse en Chine ; les vieux empires coloniaux européens étaient détruits.

Toute la puissance du prolétariat n'a pas pour autant été libérée et elle ne s'est pas pleinement manifestée au cours de cette vague révolutionnaire. Le passé restait présent, alors même que l'ancien ordre mondial était bouleversé. La puissance du capital se concentrait en celle de l'impérialisme US ; les vieilles bourgeoisies dominantes d'Europe et les éléments de leurs Etats disloqués demeuraient ; mais surtout, les vieilles forces contre-révolutionnaires enracinées au sein du mouvement ouvrier, ou issues de lui, subsistaient : la bureaucratie des organisations syndicales, les partis social-démocrates, les PC, rouages de l'appareil international du Kremlin, la bureaucratie du Kremlin elle-même. Amarrée à la puissance économique de l'impérialisme américain, l'action contre-révolutionnaire de ces appareils bureaucratiques agissant à l'intérieur du mouvement ouvrier, principalement celle de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international parvenait à contenir la vague révolutionnaire en Europe, non sans qu'il en coûtât cher au système capitaliste.

Il avait en effet abandonné l'Est de l'Europe au contrôle du Kremlin, le capital y était exproprié, ainsi qu'en Yougoslavie ; il était extrêmement affaibli dans les pays d'Europe de l'Ouest, face à une classe ouvrière qui reconquérait ses anciennes positions, en arrachait de nouvelles, se renforçait socialement et politiquement.

L'action conjointe de l'impérialisme US et de la bureaucratie du Kremlin parvenait néanmoins à instituer un nouvel ordre européen basé sur la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, sur la reconstruction des vieux Etats capitalistes et de leurs économies à l'Ouest de l'Europe.

A Yalta et à Potsdam, les alliés s'accordaient pour que la Chine soit intégrée à la zone d'influence américaine. Cependant, l'action conjointe de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin ne parvenait pas à éviter la révolution chinoise. Rien ne pouvait empêcher la décomposition de l'Etat, du gouvernement, des armées de Tchang Kaï-Chek et de toute la structure sociale chinoise. Un puissant mouvement agraire se développait. Le PCC rompait avec le Kremlin, prenait le contrôle et la tête de ce mouvement, engageait la guerre révolutionnaire contre Tchang, le chassait de Chine et prenait le pouvoir. La révolution chinoise, en dépit de ses limites, fut une victoire considérable remportée sur l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, en dernière analyse au compte de la révolution prolétarienne mondiale. Mais ces limites existent. Le PCC a exercé dès le début un pouvoir absolu. Le nouvel appareil d'Etat a été construit à partir et autour de lui. Il est un Etat ouvrier bureaucratique. Le prolétariat n'a jamais exercé le pouvoir. La dictature du prolétariat n'a jamais existé. La révolution chinoise a été contenue, elle est inachevée et sujette à maintes fluctuations.

L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, NOUVEAUX PILIERS DE L'ORDRE MONDIAL

Quelques années après la Seconde Guerre mondiale, il pouvait sembler qu'un nouvel ordre mondial, appuyé sur deux piliers puissants, l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin, était donc établi, mais que ces deux forces étaient fondamentalement antagonistes et se dirigeaient vers un affrontement au cours duquel toutes les autres forces sociales et politiques devraient s'aligner derrière l'une ou l'autre. De cette apparence est née la nouvelle (à ce moment) théorie des « blocs », d'où a découlé celle de « la guerre-révolution, révolution-guerre » ; celle selon laquelle « la bureaucratie du Kremlin, contrainte et forcée, ne pouvait trahir la « guerre-révolution, révolution-guerre », et devait nécessairement se mettre à sa tête et la diriger jusqu'à la « victoire finale », celle « des siècles de transition avant le socialisme », pendant lesquels existerait une bureaucratie inévitable. Le pablisme était né. Il devait disloquer la IV[e] Internationale et entreprendre sa destruction.

« Bien creusé, vieille taupe ! », le nouvel essor de la révolution depuis 1943, la crise de l'impérialisme mondial semblaient ainsi avoir été canalisés et confisqués à son avantage par la bureaucratie du Kremlin, et l'avoir renforcée. L'impérialisme américain paraissait avoir réussi, avec le concours du Kremlin, à stabiliser les rapports entre les classes en Europe de l'Ouest. Dix ans après que la nouvelle vague révolutionnaire ait pris son essor, sa véritable nature se dégageait et un premier alignement des forces de classes, de la révolution et de la contre-révolution, apparaissait en pleine lumière.

En juin 1953, le prolétariat de l'Allemagne de l'Est se dressait contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents indigènes. La première phase de la révolution politique commençait, puis continuait en 1956 en Pologne et en Hongrie. Qui plus est, presque simultanément, une grève spontanée s'étendait en France, en août 1953, à la vitesse où s'enflamme une traînée de poudre. Rapidement, c'était la grève générale de cinq millions de travailleurs, fonctionnaires ou agents de l'Etat, débordant les centrales syndicales, contre le gouvernement Laniel et ses décrets. Au printemps de 1954 l'impérialisme français subissait l'historique défaite de Dien Bien Phu. Sauvé du désastre grâce aux accords de Genève, il devait immédiatement répondre à la guerre révolutionnaire qui s'engageait en Algérie, en novembre de la même année.

REPLI, RESISTANCE

Mais la révolution n'avait pas encore mené assez loin, notamment en Europe, ses préparatifs. Une fois encore, elle fut contenue et dut même refluer à la suite de l'écrasement de la révolution hongroise des conseils par les tanks de la bureaucratie du Kremlin. De Gaulle accédait au pouvoir en 1958. En Amérique latine, en Indochine, en Grèce, l'impérialisme américain organisait des coups d'Etat militaires qui réprimaient de façon sanglante les masses. Le moment venait où, bénéficiant de l'appui de la bureaucratie du Kremlin qui rompait ouvertement avec la Chine et s'efforçait de l'isoler politiquement, l'impérialisme US allait intervenir massivement au Viet-Nam et en Indochine, préparant une agression contre la Chine.

Ce n'était qu'un repli du mouvement de la révolution. Elle restait vivante en Europe, en Asie, en Amérique latine. De puissants mouvements de grève éclataient en Belgique, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en France ; le prolétariat espagnol se relevait, le feu couvait sous la cendre en Europe de l'Est. En Amérique latine, la révolution cubaine donnait une puissante impulsion au combat anti-impérialiste, menaçant directement l'impérialisme américain. La magnifique résistance du peuple vietnamien mettait en échec l'espoir de l'impérialisme américain d'imposer rapidement sa loi à ce pays. Les masses américaines n'acceptaient pas de faire les frais de cette guerre, ni que les « boys » tombent au cours d'une guerre qui leur était étrangère. « La vieille taupe » continuait à creuser.

Le recul de l'histoire permet d'écrire que la révolution se repliait pour mieux approfondir son travail de sape. Son repli donnait la possibilité immédiate à l'impérialisme dominant l'ensemble du système de mobiliser ses ressources et ses forces, en vue de soutenir la vie de tout le système sur le plan économique, de s'orienter vers une offensive contre-révolutionnaire généralisée menaçant toutes les conquêtes du prolétariat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, celles résultant de la révolution chinoise, et finalement l'URSS.

Mais, s'engageant ainsi, l'impérialisme américain tendait à l'extrême les contradictions insolubles des vieilles puissances impérialistes décadentes, faisait ressortir les siennes et les multipliait, ainsi que celles des bureaucraties parasitaires de l'URSS et de la Chine — cela sur tous les plans, économiques, sociaux et politiques. En quelques mots, ainsi que l'OCI l'avait analysé à ce moment, la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, de chronique, devenait aiguë. A la différence de ce qui s'était passé avant la deuxième guerre, le prolétariat mondial en repli n'était pas écrasé, particulièrement dans les pays développés, dont l'URSS.

Parodiant Marx, nous sommes en droit de dire que les contradictions économiques, sociales et politiques s'accentuant dans ces conditions, la vieille taupe creusait en profondeur le sol, les fondements sur lesquels reposent l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires. La « révolution menait son affaire avec méthode » : elle perfectionnait le rôle de l'impérialisme US, des bureaucraties parasitaires, mettait à nu et exposait leur violence contre-révolutionnaire et leur caractère totalement réactionnaire, « pour diriger contre eux tous les reproches et concentrer sur eux toutes ses forces de destruction ». En 1968, la grève générale française et le processus de révolution politique réémergeant en Tchécoslovaquie ouvraient une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, avec comme champ d'action déterminant l'Europe, cela d'autant plus que, de façon inégale sans doute, la révolution était en œuvre sur tous les continents. Elle réapparaissait au grand jour, elle ne cessait pas de creuser pour autant les soubassements de l'ordre européen et mondial que l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires continuaient de maintenir.

128 ANS APRES

Marx a écrit sa brochure « Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte » en 1852. Le coup d'Etat avait clos la révolution de 1848. Rappelons-le, la révolution de 1848 avait été une révolution européenne, tout à la fois première révolution à l'échelle du continent et révolution où le prolétariat faisait irruption sur la scène de l'histoire, non plus comme en 1830 en France, en tant que force de frappe de la bourgeoisie, mais avec la prétention de tenir le rôle de premier violon pour son propre compte. Le prolétariat parisien réclamait en février 1848, non seulement des réformes sociales et politiques, mais la République sociale. A la manière dont il pouvait le faire à l'époque, il réclamait ainsi un pouvoir politique qui émanât du prolétariat. Cela suffit pour donner à tous les mouvements révolutionnaires qui s'étendaient en Europe, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie, un caractère radicalement différent des révolutions du passé.

Pourtant, dans tous ces pays, le prolétariat comme tel n'existait pas toujours, en tout cas il n'avait pas une conscience très nette de lui-même ; les tâches historiques à résoudre restaient des tâches de la révolution démocratique bourgeoise, indépendance et unité nationale, réforme agraire, libertés démocratiques. Mais ainsi que Engels l'écrivit :

> « La bourgeoisie engendre le prolétariat, dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce et ses moyens de communication. Et à certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout et ne doit pas absolument arriver au même degré de développement — elle commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique, elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement selon les circonstances.
>
> « En Allemagne, ce tournant a été atteint par la bourgeoisie dès 1848. Et à ce moment-là, la bourgeoisie allemande prit peur, bien plus du prolétariat français que du prolétariat allemand. Les combats de juin 1848 lui montrèrent ce qui l'attendait. Le prolétariat allemand était juste assez agité pour lui prouver qu'ici aussi la semence était jetée pour la même récolte, et à partir de ce jour, la pointe de l'action politique de la bourgeoisie fut émoussée. Elle chercha des alliés et se vendit à tout prix et, aujourd'hui, elle n'a pas avancé d'un pas » (préface à « *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* », écrite en 1871).

La révolution de février 1848, la lutte de classe armée, féroce, sanglante, entre le prolétariat parisien et la soldatesque agissant au nom de la bourgeoisie en juin, ont signifié à toute l'Europe ce grand tournant historique : le prolétariat posait sa candidature au pouvoir. Les tâches révolutionnaires ne pouvaient être accomplies que sous sa direction, y compris celles considérées comme relevant de la bourgeoisie dans le passé. C'en était fini de la période des révolutions dites bourgeoises, sans doute parce qu'elles avaient été faites par les masses, mais au bénéfice de la bourgeoisie. En Europe, le chef révolutionnaire était désormais le prolétariat. Il suffisait que cela fut vrai en France pour qu'il en soit ainsi à l'échelle de l'Europe, avis à ceux qui divisent le monde et l'Europe en « blocs »... en 1976, 128 ans plus tard.

La révolution de 1848 a été annonciatrice de temps nouveaux, la préface d'un nouveau volume de l'histoire de l'humanité. Si nets qu'ils aient été, les nouveaux rapports entre les classes, le rôle du prolétariat, n'étaient qu'embryonnaires, le mode de production capitaliste avait encore une longue histoire devant lui, bien que marqué de manière indélébile par ces nouveaux

rapports entre les classes. Mais, on le sait, des traits essentiels se manifestent dans l'enfance, s'atténuent ensuite, et se retrouvent à l'âge de la décrépitude et de la vieillesse, devenant caricaturaux et dominants. L'époque de l'impérialisme est précisément celle de la décadence du mode de production capitaliste, de la décomposition des rapports bourgeois, et celle de la révolution prolétarienne. Son cours n'est cependant pas régulier ni rectiligne, et cette époque est elle-même articulée en périodes successives.

LE CONTENU DE LA NOUVELLE PERIODE REVOLUTIONNAIRE

La révolution de 1848 peut être considérée comme le prologue de la révolution prolétarienne en Europe. La nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968 pourrait bien être la conclusion de la révolution prolétarienne en Europe, dont le premier chapitre fut la révolution russe de 1917, quelque longue et tumultueuse que doive être cette nouvelle période. La vieille taupe de la révolution a creusé le sol et miné les fondements de l'ordre européen, que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont réussi à établir et à maintenir au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à ce que la révolution sociale et la révolution politique se lient et forment un ensemble indivisible. Depuis, tous les rapports économiques, sociaux et politiques de ce monde ont été encore tendus plus durement et plus profondément corrodés.

L'impérialisme américain a dû réajuster sa politique internationale, nouer et animer une nouvelle sainte-alliance contre-révolutionnaire mondiale en s'appuyant, d'un côté sur le Kremlin, de l'autre sur Pékin. Le 15 août 1971, Nixon suspendait la libre convertibilité du dollar et annonçait aux impérialismes européen et japonais qu'ils devraient désormais supporter leur part du fardeau de la défense du système impérialiste, en d'autres termes faire place aux intérêts spécifiques du capital US. Le bilan n'en est pas moins lourd, qui va de la défaite de l'impérialisme américain et de l'échec de la sainte-alliance contre-révolutionnaire au Viet-Nam, de la liquidation du gouvernement et de l'Etat compradore que garantissaient les accords de Paris de janvier 1973, à l'éclatement de la révolution portugaise, aux mouvements révolutionnaires en Pologne, à l'approche de la crise révolutionnaire dans des pays comme l'Espagne, la France, l'Italie. La crise du système politique de ces pays s'entrelace avec la montée zigzagante, mais certaine, de la crise économique qui disloquera les échanges internationaux. L'effondrement économique de pays comme l'Angleterre ou l'Italie, entraînera rapidement, si elle ne la précède pas, la dislocation de ces échanges.

C'est ce que le 20e Congrès de l'OCI a caractérisé comme un tournant vers la révolution européenne, s'inscrivant dans le cadre de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968.

La vieille taupe continue à creuser, à mener son affaire avec méthode. L'actualité de la révolution en Europe dans son ensemble, et en chacune de ses parties, devient une évidence, bien que le développement de la marche à la révolution soit inégal et particularisé. La révolution a reflué au Portugal à la suite du 25 novembre 1975. Elle reste vivante. L'article que ce numéro de la Vérité publie sur l'Espagne fait le point du mouvement vers la révolution. Le précédent numéro avait analysé la situation en Italie à la suite des élections anticipées.

L'IMPERIALISME BRITANNIQUE AU BORD DE L'ABIME

La crise de la livre a un caractère de gravité pour tout l'édifice impérialiste, qui ne se mesure pas à la place

de troisième ordre que le capitalisme anglais occupe désormais dans le monde. Le présent est autre que le passé, mais il part du passé et le condense. Les anciennes grandes puissances impérialistes de l'Europe, berceau du capitalisme et de l'impérialisme, ont une importance mondiale qui se mesure à leurs rôles dans l'histoire et pas seulement à leurs poids apparents dans le monde actuel. L'Angleterre n'est pas n'importe quelle puissance capitaliste : elle a été à l'origine du système lui-même et sa force motrice pendant plus d'un siècle ; elle a joué le rôle majeur au cours de l'extension du capitalisme au monde entier, de la subordination de tous les modes de production au mode de production capitaliste, de la formation du système impérialiste mondial, y compris par rapport au grand impérialisme qui domine aujourd'hui le système, l'impérialisme US.

La constitution et le développement du mode de production capitaliste ne sont pas seulement ceux des rapports économiques et sociaux, mais aussi l'édification sur cette base de toute une superstructure de rapports politiques, institutionnels, idéologiques et affectifs (qui interfèrent d'ailleurs dialectiquement sur le développement du mode de production), dont l'utilisation de la langue anglaise donne par exemple un aperçu.

Le capitalisme britannique se disloquant, tombant à l'abîme, c'est le système capitaliste international, ce sont les rapports bourgeois de toutes natures, non seulement en Europe, mais dans le monde, qui sont atteints au plus profond, de façon irréversible.

Voilà ce que la crise de la livre, à son point actuel, met à l'ordre du jour. Les circonstances politiques en Angleterre aggravent cette menace : cela se produit alors que le Labour Party est au pouvoir, que Callaghan a obtenu de la direction du TUC qu'elle limite les demandes d'augmentation nominale des salaires, c'est-à-dire impose au prolétariat une forme de politique des revenus. Les défaites électorales du Labour Party, au cours des récentes élections partielles, sont compréhensibles. En déduire que la classe ouvrière reflue ou que le Labour Party n'est plus, ou est moins, le parti du prolétariat britannique serait politique erroné.

La bourgeoisie anglaise le sait bien, qui ne pousse pas à la dissolution des Communes et à de nouvelles élections, même et surtout si le parti conservateur devait y obtenir la majorité. Le Labour est le seul parti qui puisse, aujourd'hui encore, assurer la gestion des affaires de la bourgeoisie.

Une autre question est de savoir pour combien de temps cela sera encore possible sous cette forme, à quel moment la dislocation des rapports économiques, l'accentuation de la crise politique ou tout autre événement de la lutte des classes obligeront la bourgeoisie anglaise à rechercher une autre variante à sa forme de domination politique, par exemple sous l'aspect d'une nouvelle sorte d'« union nationale », variante dont le Labour Party resterait de toute façon l'élément déterminant.

Mais l'important aujourd'hui, c'est que les processus fondamentaux qui sont en cours traversent d'ores et déjà les syndicats, le Labour, qu'ils trouvent une traduction directe dans la lutte des classes. Il commence à s'exprimer un début de différenciation au sein du TUC et du Labour Party. L'exigence d'une rupture avec la politique de gestion des affaires de la bourgeoisie, que les dirigeants du TUC et du Labour ont pratiqués jusqu'alors, tend à se faire jour.

La précipitation de la crise de la livre, la marche à l'abîme multiplient la vitesse de ces processus et mettent en cause les institutions politiques traditionnelles anglaises en même temps que le système social. En bref : la crise révolutionnaire se prépare à éclater en Angleterre, avec toutes ses répercussions à l'échelle européenne et mondiale.

LA MARCHE A LA DISLOCATION DU MARCHE MONDIAL

Dès lors, on comprend que les déclarations du maintenant ex-secrétaire d'Etat américain au Trésor sont une chose, et que les exigences du maintien autant que possible du fonctionnement du mode de production capitaliste, comme la nécessité de retarder la venue de la crise révolutionnaire en un pays comme l'Angleterre, ou l'irruption de la révolution en Espagne, en Italie, en France, en sont une autre. M. Simpson a en effet affirmé, dans son discours devant le FMI, que celui-ci ne devait pas fonctionner comme une sorte de planche à billets internationale ; mais c'est par milliards de dollars que le FMI et les banques internationales sont contraints de prêter à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Espagne. On sait que la Deutschbank joue en ce domaine un rôle particulier, finalement bien au-dessus des moyens du capitalisme allemand, pour retarder les échéances de la dislocation de l'économie capitaliste. On parle maintenant d'un prêt massif que consentiraient les USA, l'Allemagne fédérale, la Suisse et le Japon à la Grande-Bretagne, survenant après ceux déjà consentis sous une forme ou une autre à l'Italie, à l'Espagne et au Portugal.

Mais une telle politique alimente une inflation mondiale, dont la limite ne peut être qu'une catastrophe monétaire internationale. Ne pas la pratiquer équivaut par contre à une catastrophe immédiate.

L'Europe de l'Ouest, les principales puissances capitalistes ne sont pas seules concernées ; l'imbrication des rapports économiques inclut de plus l'Europe de l'Est et l'URSS. L'impasse économique de ces pays est due à la gestion de la planification par les bureaucraties parasitaires sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, en fonction de ses besoins. Elle se traduit par une augmentation énorme de leurs dettes vis-à-vis des pays capitalistes d'Europe, du Japon et des USA, l'Allemagne de l'Ouest occupant une fois encore la place de créancier privilégié de ces pays.

Mais, dans les pays de l'Est de l'Europe, l'interruption des crédits émanant des pays capitalistes se traduirait, d'un côté par la perte d'importants débouchés, et de l'autre par une situation économique sans issue, une crise sociale et politique aux conséquences imprévisibles. Il suffit de savoir que les dettes de la Pologne vis-à-vis de l'Ouest, principalement de l'Allemagne fédérale, s'élèvent à sept milliards de dollars, soit deux fois et demie le montant annuel de ses exportations !

L'IMPERIALISME, LA BUREAUCRATIE COMBATTENT

L'ensemble de l'Europe est économiquement, socialement et politiquement, étroitement imbriqué. Crises économiques, sociales, politiques, dislocation et déstabilisation de tous les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes forment un ensemble dont chaque composante agit et réagit sur les autres, se nourrit des autres et les nourrit. C'est un cycle infernal, un cercle vicieux. Mais c'est une lutte des classes et non la lutte d'une seule classe qui avancerait droit devant elle. « La Vérité » l'a souvent montré, et insisté là-dessus : l'impérialisme, chaque bourgeoisie, les bureaucraties combattent ; ils ne sont ni ne restent passifs.

Leurs efforts empiriques et vacillants afin de maintenir en action la machine économique est un des aspects de ce combat. Les masses de Bolivie, du Chili, d'Argentine, du Pérou, du Liban, le peuple palestinien en font la cruelle expérience, la sainte-alliance contre-révolutionnaire n'est pas un vain mot. En ce moment, la combinaison des moyens militaires et politiques que consacrent

les accords de Ryad, et bien que s'y expriment les intérêts contradictoires d'Israël, de la Syrie et des autres régimes féodaux bourgeois arabes, ces accords que l'impérialisme US a dictés par la voix de l'Arabie Saoudite visent à étrangler le peuple palestinien, après l'avoir en partie saigné.

Au Portugal, l'action du PCP, que la direction du PS a relayé, a entraîné un reflux de la révolution. En Espagne, l'héritier de Franco, un an après la mort du dictateur fasciste, chancelle mais reste en place, bénéficie de l'appui des partis ouvriers reconstitués qui engagent le dialogue avec la dictature. En Italie, le gouvernement Andreotti maintient au pouvoir la démocratie chrétienne, impose « l'austérité » avec l'appui direct et ouvert du PCI. En France, l'agonie de la Ve République se prolonge, l'« Union de la gauche » est le seul soutien vraiment efficace du système politique et de ses institutions. En Angleterre, c'est la marche au bord de l'abîme, mais, grâce aux dirigeants du Labour et des TUC, cela dure. En Allemagne, où l'instabilité semble moins grande, la menace de crise économique, sociale et politique n'en est pas moins imminente que dans d'autres pays capitalistes d'Europe. La division en deux de l'Allemagne, l'action de la bureaucratie du Kremlin et de son agent, l'Etat est-allemand, concourent à freiner le prolétariat, tout autant que celle de la social-démocratie dont la présence au pouvoir reste indispensable en Allemagne fédérale. En Europe de l'Est, que ce soit en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, la répression bureaucratique, la présence directe des troupes de la bureaucratie du Kremlin parviennent à maintenir l'ordre, un ordre dont la situation en Pologne démontre la fragilité, et qui est miné en raison même de la crise qui déchire la bureaucratie de l'URSS.

L'impérialisme, et à sa tête celui des USA, les bourgeoisies, la bureaucratie du Kremlin et ses agents portent des coups aux prolétariats, aux masses exploitées dans le monde.

COURS REACTIONNAIRE EN CHINE

Les événements qui se déroulent en Chine démontrent que l'action de la sainte-alliance contre-révolutionnaire à laquelle participe la bureaucratie chinoise est également à usage interne dans les pays où le capital a été exproprié. L'offensive déclenchée depuis la mort de Mao Tsé-Toung, est réactionnaire de A jusqu'à Z. Sa pointe est dirigée contre les masses et leurs conquêtes, et non pas seulement contre une partie de la bureaucratie chinoise. Elle survient à la suite de l'échec que l'effondrement des accords de Paris a constitué pour la bureaucratie chinoise. Il faut en finir maintenant avec tout ce qui rappelle cette dangereuse période que fut « la révolution culturelle », pendant laquelle la bureaucratie chinoise dut, en fonction de ses propres besoins et pour ses propres objectifs, faire appel, tout en la contrôlant, à la mobilisation des masses, mobilisation dont elle ne garda pas partout et en toutes circonstances le contrôle absolu.

Il faut empêcher à tout prix que les contradictions qui déchirent aujourd'hui la bureaucratie chinoise, dont la politique a subi un si dur échec au Viet-Nam et certainement aussi en fonction de ses difficultés économiques, n'ouvrent une voie, même étroite, aux masses. La réaction bureaucratique se déchaîne. Elle affirme ouvertement qu'un de ses objectifs est le rétablissement du libre jeu des lois qui s'expriment sur le marché comme régulateurs de l'économie. Elle cherche une alliance plus étroite avec l'impérialisme US et, peut-être, à renouer avec la bureaucratie du Kremlin. Le « socialisme dans un seul pays » à la chinoise n'est pas plus le « socialisme » et n'est pas plus viable qu'il ne l'est en URSS.

Ainsi, le cours de la lutte mondiale des classes est fait aussi des initiatives, du combat, des coups que portent la réaction mondiale, dont l'impérialisme

américain est le pivot et la force motrice. A l'échelle mondiale, la révolution a progressé, le prolétariat s'est renforcé socialement et politiquement, le capital a été exproprié sur un tiers de la planète, mais nul part le prolétariat n'est au pouvoir. Partout, la bourgeoisie ou les bureaucraties parasitaires détiennent le pouvoir politique. Là est leur principal avantage. Tant qu'elles le détiendront, elles utiliseront à fond cet avantage majeur contre le prolétariat.

APRES LES ELECTIONS AMERICAINES

Pourtant, la ligne de développement se dessine nettement. L'impérialisme, les bureaucraties parasitaires ne parviennent pas à dominer, à contrôler les processus de la lutte des classes mondiale. Leurs actions et leurs initiatives aboutissent au contraire à tendre tous les rapports entre les classes, les rapports entre les impérialismes et à l'intérieur de chaque bourgeoisie, les rapports entre les bureaucraties parasitaires, entre elles et à l'intérieur de chacune d'elle, leurs relations avec l'impérialisme. Cela sur le fond d'une situation où les coups portés n'ont rien de comparable à ceux que le prolétariat et les masses avaient subis avant la deuxième guerre mondiale, où la puissance révolutionnaire du prolétariat s'accroît et mûrit, en particulier en Europe, mais pas seulement.

Les élections américaines confirment cette appréciation. Selon la presse, deux imbéciles notoires, et notés, étaient les principaux candidats à la présidence de la République des Etats-Unis d'Amérique. Il est vrai qu'au lendemain de l'élection, une sorte de miracle s'est produit : le mystère des urnes aurait fait que l'élu, Carter, serait devenu subitement un génie politique (toujours selon la presse). En réalité, l'indigence politique et la bêtise supposées ou réelles des candidats procèdent de l'impasse politique de l'impérialisme US. Ainsi se manifeste le désarroi politique de la bourgeoisie américaine qui est encore incapable de définir une politique d'ensemble aux USA, de maîtriser la crise économique qui redémarre, de dégager une politique d'ensemble à long terme, ordonnée à l'échelle mondiale. Près de deux ans après la défaite du Viet-Nam et face à la révolution menaçante en Europe, l'attitude d'abstention massive des masses américaines montre leur désaffection vis-à-vis de la « politique » que les deux grands partis bourgeois incarnent, désaffection qui a touché plus particulièrement le parti au pouvoir depuis huit ans, tenu pour directement responsable de la crise économique, de la défaite au Viet-Nam, des scandales du Watergate.

C'est en la période actuelle que s'accomplit la prévision de Marx : le temps est venu où la vieille taupe ayant suffisamment creusé, « L'Europe va sauter de sa place et jubiler : bien creusé vieille taupe ! ». Le temps approche où le prolétariat reprendra en Europe le combat pour la « République sociale » de notre époque dans chaque pays, s'emparera à l'Ouest comme à l'Est du pouvoir politique et instituera les Etats-Unis socialistes d'Europe.

SOCIAL-DEMOCRATIE ET STALINISME

Pourtant, répétons-le, l'impérialisme - et tout d'abord l'impérialisme US - ne reste pas immobile. Il agit sans plan global nettement défini, mais selon des lignes de force et en utilisant des constantes déterminées. L'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international en est une des principales. La force du système impérialiste dépend d'une combinaison d'éléments : puissance de l'impérialisme US, profondes racines sociales de la bourgeoisie et, surtout, action des appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires qui ont germé à l'intérieur du mouvement ouvrier et des or-

ganisations de masses. « La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », affirme le programme de fondation de la IVe Internationale. Mais le barrage au mouvement des masses, et conjointement à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire, ce sont ces appareils contre-révolutionnaires.

La classe ouvrière, beaucoup plus que la bourgeoisie encore, a besoin de superstructures politiques et de ses partis pour lutter pour le pouvoir, le prendre et l'exercer. Ceux qui existent actuellement ont été construits au cours de ses luttes antérieures. Ils ont été, restent d'une certaine façon indispensables à sa constitution en classe politique, même si eux-mêmes, produits du passé, fonctionnent en osmose avec la bourgeoisie et défendent le système social bourgeois. Ils font prévaloir à l'intérieur du prolétariat la politique de défense de l'ordre et de l'Etat bourgeois, contre les intérêts et les aspirations des masses. Au moment où les rapports entre les classes se tendent, quand mûrissent et explosent les crises révolutionnaires, à l'instant où déferlent les vagues de la révolution, ils sont les remparts les plus efficace de l'Etat et de l'ordre bourgeois.

La démonstration n'est plus à faire en ce qui concerne les partis social-démocrates et les appareils des organisations syndicales. De Noske à Soares, la liste est longue de ceux qui ont immolé ou tenté d'immoler la révolution sur l'autel de l'Etat bourgeois. Combien de Schmidt, de Callaghan ont dirigé des gouvernements social-démocrates ou de coalition, pour assumer les tâches de défense des intérêts bourgeois que le personnel politique émanant directement de la bourgeoisie était incapable d'assumer. Le rôle contre-révolutionnaire des PC liés au Kremlin ne devrait pas être non plus à démontrer, l'expérience le prouvant surabondamment. Pourtant, ce n'est pas le cas.

Combien mettent en effet un signe plus aux appareils staliniens que contrôle le Kremlin, par rapport aux appareils social-démocrates ? La vérité est que l'efficacité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international est aujourd'hui infiniment plus grande que l'efficacité des appareils social-démocrates. Bien plus, c'est l'efficacité de l'action contre-révolutionnaire du Kremlin et de son appareil international qui conditionne celle des appareils social-démocrates.

En Allemagne, l'arme qui consolide efficacement la bourgeoisie et la social-démocratie, c'est avant tout la division de l'Allemagne en deux, la crainte de la réaction et de la barbarie de la bureaucratie stalinienne spoliatrice de l'Est de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est.

La politique du PC portugais a été indispensable à la défense de l'ordre bourgeois et à « l'avant-garde » (si l'on peut dire) de la politique qui visait à reconstruire l'Etat bourgeois, à porter au pouvoir un gouvernement militaire et à enserrer les organisations de masses dans les rêts d'un néo-corporatisme. Le PSP, se situant sur le terrain parlementaire, s'en est trouvé renforcé jusqu'à devenir le premier parti ouvrier, avant que de devenir à son tour, au moins sa direction, la pointe avancée de la contre-révolution, le PCP continuant à jouer son rôle contre-révolutionnaire propre.

En Angleterre, le PCA n'est pas un grand parti ouvrier. Il occupe néanmoins des positions importantes dans les trade-unions, où il joue à fond la politique contre-révolutionnaire de soutien à la politique des dirigeants du Labour Party.

A l'intérieur des partis social-démocrates, des oppositions tant à la politique de Soares, de Schmidt, que de Callaghan tendent à se former et à s'affirmer. Le dernier congrès du PSP a été marqué par l'opposition des commissions ouvrières du PSP à la politique de Soares et de la direction, à tel point que, présentant une liste contre

celle de la direction, en vue de l'élection de l'organisme dirigeant, les commissions ouvrières ont obtenu le quart des voix. La commission exécutive du Labour Party a appelé à une manifestation contre la politique du gouvernement. En Allemagne, une sourde opposition se dessine contre la politique de Schmidt. La nature contre-révolutionnaire de partis ouvriers bourgeois parlementaires de ces partis n'en est pas pour autant modifiée. Mais cela prouve et leur fragilité relative, et leur perméabilité aux pulsions de la lutte des classes et de la révolution.

Le rôle central du PCE au sein de « l'opposition de gauche » au régime franquiste n'est pas non plus un secret. L'article de ce numéro de « La Vérité » consacré à l'Espagne l'expose en pleine lumière.

« DEUX FOIS PLUS DE SACRIFICES »

Le rôle contre-révolutionnaire majeur de l'appareil stalinien en Europe est exposé, lisible ainsi qu'en un livre ouvert, par la politique que suit le Parti communiste italien, politique de soutien inconditionnel au gouvernement Andréotti. « Le Monde » des 7 et 8 novembre se permet d'écrire :

> « Editorialiste de talent, Forattini n'écrit jamais une ligne. Il se contente de dessiner dans *La Republica* la situation politique en Italie. Dans l'une de ses dernières œuvres, il montre un Berlinguer avec un nœud papillon, immobilisé au milieu d'une scène de théâtre. Le public furieux lance des tomates au secrétaire général du PCI, tandis que derrière les rideaux, bien à l'abri, quatre démocrates-chrétiens observent le spectacle d'un œil fripon. C'est une image à peine simplifiée de la vie politique actuelle. »

Plus significatifs encore sont les articles que « L'Humanité » publie ces derniers temps, concernant l'Italie et la politique du PCI, particulièrement celui-ci dont voici un extrait :

> « La DC constate ce matin le journal *Republica*, découvre que la désertion devant le débat politique se paie par l'isolement dans la société. Le même journal fait état de remous provoqués à la démocratie chrétienne par « *les carences de la direction politique* ». Un groupe de parlementaires — députés et sénateurs — a réclamé la convocation d'urgence du conseil national de la DC pour discuter de « *la présence et du rôle du parti dans la société* » et des réformes indispensables. »
>
> « Un autre journal, et non des moindres — *La Stampa* de Turin (et des automobiles Fiat) — admoneste, sans en avoir l'air, ceux qui semblent oublier trop facilement qu'un pays plutôt « *pauvre en ressources énergétiques* » ne peut s'en tirer éternellement avec des astuces et de la fantaisie.
>
> La quotidien turinois prend acte — serait-ce pour inciter la DC à ne pas rester neutre ? — de « *l'explosion des débats dans le pays* ». Elle cite en exemple les débats conduits par le PCI : « *Dans ses rangs et dans toutes les régions, le débat a été et demeure vif à Turin et ailleurs. Les communistes sont allés et vont audevant des difficultés. Dès l'annonce des premières mesures d'austérité, le maire de la ville s'est rendu aux portes des usines pour expliquer la position du PCI. Des assemblées de plusieurs centaines d'ouvriers ont été parfois agitées, houleuses, traversées de mouvements divers. Leur conclusion, un ouvrier non communiste l'a exprimée ainsi : « Si vous, communistes, vous êtes au gouvernement, alors nous serons prêts à accepter deux fois plus de sacrifices. »*

On ne saurait être plus clair. Le PCI, s'il vient au gouvernement, imposera aux masses « deux fois plus de sacrifices » en vue de sauver l'économie capitaliste, le régime et l'Etat bourgeois. Au moins, l'affirme-t-il. Voilà le sens bien précis d'une politique qui

porte diverses étiquettes selon les pays, mais qui n'est pas propre au seul PCI, et que tous les PC des principaux pays d'Europe pratiquent en tant qu'instruments de la bureaucratie du Kremlin.

Le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international n'est pas nouveau. Il faudrait un long exposé historique pour en rappeler l'essentiel. La montée de la révolution en Europe accentue ce caractère contre-révolutionnaire. La social-démocratie, les appareils bureaucratiques des syndicats ont tiré leur efficacité contre-révolutionnaire de leurs rapports avec la construction du mouvement ouvrier dont ils sont issus, tout en en étant la négation : ce sont des appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier, qui vivent en osmose avec la bourgeoisie et dont les racines plongent à l'intérieur de la classe ouvrière.

La bureaucratie du Kremlin et son appareil international tirent leur efficacité de leurs rapports avec la première révolution prolétarienne victorieuse, par laquelle a commencé la révolution prolétarienne mondiale. Ils s'appuient sur l'existence de l'Etat ouvrier (mais dégénéré) de l'URSS dans lequel la bureaucratie du Kremlin plonge ses racines, et dont ils sont issus, tout en en représentant la négation. Au nom du mouvement ouvrier, la social-démocratie a trahi et combattu la révolution. Au nom de la révolution russe, de l'Etat ouvrier qu'elle a constitué, du Parti bolchevique, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international combattent la révolution. Leur puissance a atteint son sommet au lendemain de la guerre, alors qu'une grande partie des prolétariats d'Europe identifiait la fantastique résistance des masses de l'URSS au rôle de la bureaucratie du Kremlin. A terme, cependant, le mouvement de ces masses a sapé cette puissance, ne pouvant aboutir qu'à la mettre en cause et à la renverser. C'est ce qui s'est exprimé clairement en 1953.

Directement sapée et menacée par la nouvelle période révolutionnaire, parfaitement consciente de l'unité organique de la révolution sociale et de la révolution politique qui s'unissent physiquement en Europe, minée de contradictions, son rapport à la révolution d'Octobre se dévoilant de plus en plus ainsi qu'un rapport négatif, projection de la réaction bourgeoise mondiale contre les conquêtes qui subsistent de la révolution, « avant-garde » de nature petite-bourgeoise de cette réaction en URSS même, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international mobilisent toutes leurs forces pour la défense de l'ordre bourgeois en Europe de l'Ouest, inconditionnellement, et se placent au service de l'impérialisme US dans le monde. Là encore, la révolution « perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole pour pouvoir concentrer contre lui toutes les forces de destruction ». Mais immédiatement, l'appareil international du stalinisme reste la force la plus efficace de l'ordre et de la défense des Etats bourgeois, là où ils sont dès maintenant menacés.

L'AGONIE DE LA V^e^ REPUBLIQUE

La crise politique de la bourgeoisie française et l'aggravation de la situation économique font de la France un des points de concentration en Europe des rapports entre les classes qui amèneront à la crise révolutionnaire. Agonisante depuis 1968-1969, la V^e^ République n'en finit pas de mourir. Là aussi, les formules de Marx et d'Engels sont prémonitoires. Engels rappelle dans la préface de « La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne », déjà citée, ce que Marx écrivait :

> « La bourgeoisie n'a pu prolonger son existence sociale qu'en remettant son pouvoir politique entre les mains de Louis Bonaparte et de l'armée. »

La bourgeoisie française a renoncé au parlementarisme et s'en est remise à l'exécutif, hantée par la crainte de

la révolution. Mais celui-ci a complètement échoué dans sa tentative de modifier fondamentalement les rapports entre les classes ; la révolution réapparaît, plus menaçante encore. Là est la raison de l'agonie de la Ve République, et là aussi la raison de la lenteur de cette agonie : la chute de la Ve République, la dislocation de ses institutions, l'écroulement du parti UDR qui a pénétré et remodelé l'appareil bourgeois ouvriront la crise révolutionnaire, les masses surgiront et poseront la question du gouvernement, de l'Etat, du système social. La bourgeoisie n'a aucune autre possibilité immédiate que laisser durer, durer encore, la Ve République.

Mais l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac — sous l'effet des échéances politiques et de l'aggravation de la situation économique combinées — a ouvert la dernière phase de cette agonie. Au bout, une seule ressource lorsque s'ouvrira la crise révolutionnaire : le front populaire, dont le programme de fondation de la IVe Internationale, dit :

> « Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

LE CONTENU DES FRONTS POPULAIRES

Les fronts populaires se forment lorsque la crise révolutionnaire s'avance ; les gouvernements de front populaire prennent le pouvoir pour défendre la société bourgeoise et l'Etat bourgeois, contre les masses, pour les contenir et les faire refluer. A l'ombre des fronts populaires, se prépare toujours la pire réaction. Il est important, au moment où la crise révolutionnaire se prépare en France, en Espagne, en Italie, au moment où la révolution continue au Portugal, de tenter de caractériser ce que sont les gouvernements de front populaire.

Ce ne sont pas de simples gouvernements de collaboration de classes, ce ne sont pas non plus des gouvernements d'union nationale, ni des gouvernements homogènes de partis ouvriers, comme il en a existé et comme il en existe encore en Angleterre ou en Allemagne, bien qu'il y ait d'ailleurs une très grande différence, par exemple, entre les gouvernements Attlee à la fin de la guerre en Angleterre, et celui de Callaghan aujourd'hui.

Chacun de ces types de gouvernement correspond à des situations politiques données. Pour les deux premiers, c'est souvent une crise nationale, la guerre, par exemple, qui nécessite la participation des partis ouvriers bourgeois au gouvernement, afin de couvrir la bourgeoisie et d'assurer la paix sociale et politique. Les gouvernements homogènes des partis ouvriers social-démocrates correspondent la plupart du temps à une situation politique où la puissance du mouvement ouvrier exige de ces partis qu'ils assument totalement la charge gouvernementale pour garantir la paix sociale.

Les gouvernements de front populaire ne viennent au pouvoir qu'au moment des crises révolutionnaires. Ils ont besoin d'apparaître comme les représentants des masses en ébullition et de parler en leur nom. Ils doivent sembler constituer un front des « organisations populaires » face à une « poignée de profiteurs », et unir la « gauche » contre la « droite ».

Le soutien et la participation des PC a été la marque distinctive, en France et en Espagne dans la période 1935-1936, au Chili de 1970 à 1973, des gouvernements de front populaire, leur donnant en quelque sorte la caution de la révolution d'Octobre, de la première révolution prolétarienne victorieuse, du premier Etat ouvrier.

Naturellement, dans chaque pays selon les périodes, les fronts populaires et leurs gouvernements ont des caractéristiques et des formes particulières. Mais très généralement, toujours au

nom de la « volonté populaire », les fronts populaires s'affirment respectueux des institutions parlementaires, prétendant que leur cadre, donc celui de l'Etat bourgeois, permet de « profondes réformes ». Au nom de l'union de tout le peuple, ils appellent le prolétariat et les masses à ne pas entreprendre des actions ou exiger des revendications qui effrayeraient les « classes moyennes » et briseraient cette union. C'est ainsi qu'au nom du peuple, de la nécessité de « profondes réformes », ils s'opposent à la révolution et défendent l'Etat et l'ordre bourgeois.

SANS RIVAGE A DROITE

Aujourd'hui, l'« Union de la gauche » en France a les caractéristiques d'un front populaire. La présence des « radicaux de gauche » affirme le lien avec la bourgeoisie, les partis bourgeois. Elle est un pont vers les autres organisations et partis bourgeois, qui seront éventuellement caractérisés de « populaires », qu'ils émanent du gaullisme ou qu'ils soient sous le contrôle de la hiérarchie catholique, entre autres. L'« Union de la gauche », ainsi que tout front populaire, est sans rivage à droite. Utilisant le mot caoutchouc « peuple », substitué à celui parfaitement défini de « classe », les fronts populaires sont extensibles. Au fond, le front populaire est opposé au front unique de classe, le gouvernement de front populaire au gouvernement du front unique ouvrier, celui des partis ouvriers sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. L'« Union de la gauche » se prépare à former un gouvernement de type front populaire, au moment où la crise révolutionnaire s'ouvrira en France.

Mais elle tend toutes ses forces afin de l'éviter. De tout son poids, elle soutient le gouvernement Giscard-Barre après avoir soutenu le gouvernement Giscard-Chirac. La crise de la pseudo-« majorité » s'accentue au fur et à mesure que s'affirme l'inéluctabilité de la chute de la V^e^ République et de ses institutions, où l'aggravation de la situation économique démontre l'impuissance du gouvernement à la maîtriser. A peine après avoir quitté la direction du gouvernement, Jacques Chirac s'est lancé fiévreusement dans une vaste activité en vue de couvrir d'un nouveau manteau la « société du 10 décembre » qui s'appelle l'UDR, en la transformant en un rassemblement. Son objectif est de préparer les élections, et il ne mâche pas ses mots :

> « Les choses ont changé. Nous sommes associés au gouvernement, mais nous ne sommes pas responsables du gouvernement. »

Autant dire que Chirac et la plus grande partie de l'UDR qui le suit sont contre le gouvernement Giscard. La bataille fait rage et tous les coups sont utilisés : les « difficultés » vis-à-vis du fisc — et autres — qui assaillent cette noble figure de l'UDR qu'est Dassault, ne tombent pas du ciel.

A LA RESCOUSSE DU PLAN BARRE

Le gouvernement Giscard-Barre avait besoin d'obtenir la couverture de l'Assemblée nationale, de se faire en quelque sorte investir, et d'obtenir en même temps un blanc-seing pour l'application du plan qui porte le nom du Premier ministre.

L'« Union de la gauche » est venue à la rescousse. Les dirigeants de la CGT, de la CFDT et de la FEN ont lancé un ordre de grève de 24 heures, avec manifestation de la République à la Nation pour le 7 octobre ; de leur côté, les députés de l'« Union de la gauche » ont déposé une motion de censure contre le gouvernement à l'Assemblée nationale. D'un côté, la grève désormais classique de « protestation », sans lendemain et sans possibilité de lendemain, de l'autre le refus de dénier à cette « majorité » minoritaire dans le

pays le droit de décider en appelant les masses à manifester devant l'Assemblée nationale et contre elle ; au contraire, la confirmation de sa « souveraineté » en appelant à sa légitimation au moyen d'une motion de censure. Le résultat était écrit d'avance : la « majorité » votait contre cette motion de censure et l'opération avait l'avantage, pour Giscard-Barre, de faire couvrir le gouvernement et son plan par cette Assemblée nationale, sans que celle-ci ait à émettre un vote positif. Qui aurait fait mieux ? !...

Mais l' « Union de la gauche » va plus loin encore, si c'est possible. Mitterrand affirme ainsi au cours d'une conférence de presse :

> « Nous ne ferons pas la politique du pire. Je dis au gouvernement : agissez, agissez mieux et si vous ne pouvez pas le faire, comme je le crains, reconnaissez-le. »

Marchais, à la question suivante que lui pose Jean-Pierre Elkabbach le 4 novembre 1976 au micro de France-Inter : **« Attendez-vous les élections ? »** répond : **« Naturellement. »**

L'Assemblée nationale ne doit pas être dissoute. Elle est la couverture du gouvernement, il faut la faire durer jusqu'à son terme, y compris contre ceux qui, à l'intérieur de cette soi-disant majorité, risquent, tels des apprentis sorciers, d'abréger ses jours.

Marchais va plus loin qu'il n'a jamais été. Enroulés dans le drapeau tricolore, la main tendue vers les « vrais patriotes », « tous les nationaux » dont bien entendu les gaullistes de vieille souche, les dirigeants du PCF s'étaient jusqu'alors farouchement opposés à l'élection d'un « Parlement européen » au suffrage universel. Mais, alors qu'il est maintenant question que de telles élections aient lieu, en tout cas que leur éventualité s'intègre aux manœuvres politiques du gouvernement Giscard-Barre, Marchais, toujours au cours de cette même interview, après s'être lancé dans une longue diatribe contre cette élection, répond à une dernière question qui lui est posée : **« Mais pourquoi cette méfiance à l'égard du suffrage universel ? »**, de la façon suivante :

> « Mais c'est précisément le contraire. En 1962, nous étions contre l'élection du président au suffrage universel, mais lorsque le peuple a décidé, nous avons respecté sa volonté. Si demain le peuple français décide d'élire le Parlement européen au suffrage universel, nous participerons aux élections, nous aurons des candidats, et nos candidats se battront. »

En quelques mots, la pérennité de la V^e^ République, la légitimité de Giscard sont affirmées et, la conjoncture politique l'exigeant, un appui est donné à Giscard contre ceux qui, au sein de la « majorité », n'acceptent pas l'élection au suffrage universel d'un prétendu Parlement européen.

DE ROME A PARIS

L'appui total que l' « Union de la gauche » apporte au gouvernement de la V^e^ République, à ses institutions, se double de la prise en charge des exigences du capitalisme français, que la marche à la crise menace. Le camarade Lacaze relève dans son article comment plusieurs fédérations CGT « revendiquent » la classification par niveaux, c'est-à-dire la déqualification, la polyvalence et la mobilité de la main-d'œuvre. Cela fait suite à la prise en charge par la fédération CGT du livre de la « rationalisation » des entreprises de presse, que l'accord signé par elle en juillet concrétise. La direction de la CGT a déclaré qu'elle était prête à signer des contrats salariaux fondés sur le principe de la productivité.

L'article de « L'Humanité » cité plus haut jette l'éclairage le plus vif sur la politique que suit l' « Union de la gauche ». Cet article concerne formellement l'Italie, mais il est à usage de la France, des militants du PCF et de la CGT ;

il a valeur d'éditorial programmatique. Le PCF, l'appareil bureaucratique de la CGT répondant aux préoccupations de la bourgeoisie française qui estime le plan Barre insuffisant ; ils sont prêts, comme en Italie, comme au Portugal, comme en Espagne, à tout faire pour que la classe ouvrière et les masses exploitées supportent si nécessaire « le double de sacrifices ».

IL FAUT LE PARTI IL FAUT L'INTERNATIONALE

Considérée à l'échelle de l'Europe, dans les pays qui sont à la limite de l'explosion révolutionnaire, la politique des PC, que ce soit au travers de l' « Union de la gauche », de la perspective du « compromis historique », de « la convergence démocratique » ou de toute autre formule est évidente : défendre les systèmes politiques et les gouvernements en place jusqu'à l'extrême limite, imposer aux masses toutes les charges de la crise économique qui progresse. La « voie italienne » est celle de tous les PC d'Europe.

Hantée par la peur de la révolution, la bureaucratie du Kremlin l'exige ; les PC, rouages de son appareil international, appliquent. Le Kremlin, son appareil international, les différentes bourgeoisies ont en réserve le recours aux gouvernements de front populaire et s'y préparent. Ils veulent tenter d'éviter d'avoir à y recourir, car cela signifierait la crise révolutionnaire ouverte, l'essor de la révolution européenne. Ils se battent sur une première ligne de défense de l'Etat et de l'ordre bourgeois, la deuxième ligne étant la constitution des gouvernements de front populaire. Mais ce faisant, ils intègrent et prennent en charge toutes les contradictions de la société bourgeoise.

En fin de compte, la crise révolutionnaire est inévitable.

« La révolution accomplit la dernière partie de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe !" »

Encore faut-il combattre pour dégager ses voies, participer, en combattant pour le front unique ouvrier, à sa préparation, lutter contre l' « Union de la gauche-Front populaire » et construire le parti révolutionnaire, reconstruire la IV^e^ Internationale. Les explosions révolutionnaires se multiplient, la révolution gagne l'ensemble de l'Europe ; ce n'est pas encore la victoire. Pour vaincre, il faut le parti, il faut l'Internationale.

Stéphane Just, le 10-11-1976.

Mettre en pratique la politique de l'OCI

par Marc LACAZE

Le préambule au texte soumis à la discussion de l'OCI pour la préparation de son XXIe Congrès définit l'axe du combat dans la période présente :

> « Ce projet de résolution politique qui ouvre la discussion pour le XXIe Congrès est axé sur le problème politique central qui domine déjà, et dominera pour la période qui va s'ouvrir, où la crise de la forme bonapartiste de gouvernement, des institutions de la Ve République débouchera, sous l'impact de l'intervention des masses, dans la crise révolutionnaire.
>
> « Ce problème politique central qui, d'ores et déjà, confronte toutes les organisations, c'est l'attitude à l'égard de l'Union de la gauche-front populaire. L'épreuve du front populaire devient et deviendra demain, plus encore, l'épreuve pour toutes les organisations. Pour l'OCI, la voie est tracée : ou l'OCI tient et avance en combattant, ou elle craquera dans l'épreuve.
>
> « Nous ne doutons pas un seul instant que l'OCI, fidèle aux principes du Programme de la IVe Internationale, tiendra, progressera, en combattant pour la victoire de la révolution prolétarienne. »

Le 17 octobre 1976, dans une résolution interne, le CC décidait :

> « Le comité central doit se mobiliser pour prendre immédiatement la direction de la bataille contre toute tendance à l'adaptation à la politique de front populaire sous la forme du « front populaire de combat ». Cette bataille, il ne faut pas le cacher, doit partir de la tête, de la théorie ; elle doit être centralisée et, pour atteindre son objectif, être traduite dans un mouvement politique pratique. »

Avant d'aborder dans cet article les problèmes rencontrés dans la mise en pratique de cette politique, il faut immédiatement dissiper une confusion qui manifeste pour le moins une totale méconnaissance de la situation politique présente.

L'adaptation à la politique de front populaire : est-ce la pression des masses ?

Dissiper une confusion

On entend parfois l'explication suivante : les illusions des masses, engagées derrière les directions vers le front populaire, exerceraient aujourd'hui une pression sur les militants. Cette pression serait la cause, là où elle se manifeste, de la tendance à s'adapter à la politique de l'Union de la gauche-front populaire.

Examinons cette explication, et nous verrons qu'il s'en faut de beaucoup pour qu'elle soit vraie.

Commençons par nous reporter à la politique actuelle des appareils. Etudions rapidement les caractéristiques du mouvement en développement dans les masses. Et nous conclurons de la façon la plus indiscutable que la politique des appareils bureaucratiques, la politique d'Union de la gauche-front populaire, aujourd'hui encore, est dressée brutalement contre les aspirations fondamentales de la classe ouvrière, y compris contre nombre de ses illusions.

Trotsky dit, en août 1940, de la politique du Front populaire suivie par les directions en Espagne :

> « La ligne de combat suivie par les ouvriers coupait à tout moment sous un certain angle celle de la direction, et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180 degrés. »

Sans que le moment puisse être caractérisé comme des plus critiques, il faut bien avouer qu'aujourd'hui précisément, l'angle tracé entre la ligne de développement de la situation dans les masses et la ligne de la politique suivie par les directions au nom de l'Union de la gauche-front populaire tend vers les 180 degrés.

La meilleure illustration de ceci nous sera fournie par G. Séguy lui-même. Le 24 octobre dernier, interviewé au micro d'Europe 1, il expliquait :

> « Si la gauche gagne les élections, la CGT veillera aussi bien à ce que les engagements pris soient strictement respectés qu'à faire face aux réactions de la droite ou aux tentatives de débordements démagogiques irresponsables...
>
> « Mais nous n'allons pas au-delà, nous ne voulons pas faire pleuvoir sur un gouvernement de gauche une avalanche de propositions, nous sommes tout de même plus sérieux que cela...
>
> « Il est absolument évident, et ce n'est pas nouveau, que nous ne ferons rien qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir. Nous sommes trop respectueux de la démocratie pour faire quoi que ce soit qui interdise aux citoyens de se prononcer à ce moment important de la vie politique et sociale en toute tranquillité de conscience, comme nous le faisons toujours dans ces périodes. En effet, nous ne cherchons pas, a priori, à créer des situations difficiles, sauf si nous sommes attaqués (...) Mais, entre cette moitié du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'agir et de poursuivre notre combat revendicatif, et, après les élections municipales, jusqu'aux élections législatives, il y aura encore beaucoup de possibilités d'action. »

« L'Union de la gauche-Front populaire » aujourd'hui

Quelle limpidité : pour Séguy et avec lui d'ailleurs, en premier lieu, pour l'appareil stalinien, il faut maintenir coûte que coûte ce gouvernement, jusqu'en 1978 si possible. Sa déclaration est totalement dressée contre les aspirations de toutes les couches de la classe ouvrière. Il affirme que la CGT ne fera rien pour troubler la sérénité des consultations électorales. Il va jusqu'à préciser, avec un cynisme étonnant : « *entre cette moitié du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'agir... et après les élections municipales, jus-*

qu'aux élections législatives, il y aura beaucoup de possibilités d'action ».

Rien ne doit bouger ! C'est clair ! Et dans ce cadre, la CGT verra ce qu'il est possible de faire pour tenter de distraire les masses des objectifs pour lesquels elles se mettent en mouvement et pour tenter de disloquer ce qui prend forme.

Mieux encore, il combat aujourd'hui purement et simplement la perspective du gouvernement d'Union de la gauche dans un avenir proche. Comment pourrait-on interpréter autrement la première partie de cette déclaration, qui dit en substance : « *Attention, ne nous grisons pas de mots, si la gauche l'emporte, la CGT veillera !* » ?

Elle veillera aux tentations de débordements démagogiques irresponsables, en un mot, elle veillera à ce que les exigences formulées par Fabre au nom du parti bourgeois des radicaux de gauche soient respectées, elle veillera à ce que les droits de « l'indispensable secteur privé » soient garantis.

Pourquoi Séguy remet-il à plus tard, éventuellement, la formation d'un gouvernement de la gauche ? Certes, la bourgeoisie française doute de la capacité du gouvernement Giscard-Barre à faire face. *Le Monde* n'écrivait-il pas au moment de la forte baisse du franc :

> « Ce qui est spécifique à la France, en revanche, c'est la perte de confiance des milieux financiers dans les capacités de la majorité, dans l'immédiat à gérer l'économie, et dans l'avenir à remporter les élections. »

Mais elle redoute de devoir avoir recours à un gouvernement de front populaire, tout simplement parce qu'un tel gouvernement est « l'ultime recours » de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. La bourgeoisie espère ne pas être dans l'obligation d'en venir là. Elle combat pour maintenir si possible ses positions actuelles. Cette politique est comparable à la tactique dite de la défense élastique : combattre sur une ligne de front déterminée, tenter de la maintenir, tout en préparant la retraite sur une nouvelle ligne de front. La politique de l'« Union de la gauche-front populaire » consiste à éviter si possible la révolution, en se préparant à la révolution du point de vue de la contre-révolution. Cette politique est parfaitement logique et cohérente, et souligne la nature de l'« Union de la gauche », du « front populaire » avant et pendant la crise révolutionnaire.

Voilà l'explication de la position de Séguy et des appareils. Dans cette interview, il a clairement donné la forme que prend aujourd'hui la politique de « front populaire-Union de la gauche », et comment elle prépare d'ores et déjà, pour demain, sur la même orientation, lorsque l'intervention des masses le rendra nécessaire, l'établissement d'un gouvernement de front populaire sur une nouvelle ligne de défense de l'Etat bourgeois. Sous une forme ou une autre, les appareils avanceront alors la solution du gouvernement de front populaire. Et les avertissements lancés par Séguy, aujourd'hui, lui serviront à ce moment-là pour dire : « *Voyez, nous ne vous avons jamais trompés, nous ne vous avions rien promis, bien au contraire.* »

En conclusion, il est, comme nous venons de le voir, faux et de surcroît dangereux d'expliquer que l'adaptation des révolutionnaires à la politique du front populaire soit, *aujourd'hui*, le produit de la pression qu'exerceraient sur eux les masses en mouvement, derrière les directions bureaucratiques des organisations. S'en tenir à cela serait s'interdire de comprendre quelque chose à la situation. Mais surtout, cela masquerait la réponse correcte à apporter à la question : d'où vient cette pression qui parfois s'exerce et qui pousse à s'adapter au front populaire ?

La recherche du lien avec les appareils

Reprenons Trotsky qui, analysant les rapports dialectiques existant entre classe et direction, fournit la méthode pour établir une réponse :

> « En réalité, la direction n'est pas du tout le « simple reflet » d'une classe ou le produit de sa propre puissance créatrice ; une direction se constitue au travers des heurts entre les différentes classes ou des frictions entre les différentes couches au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève inévitablement au-dessus de sa classe et

risque, de ce fait, de subir la pression et l'influence des autres classes. »

Une organisation ouvrière n'exprime pas le simple reflet de la classe sur elle. Elle est l'enjeu permanent d'une bataille politique. L'OCI se définit clairement contre la politique de collaboration de classes du front populaire. A l'inverse, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois, en premier lieu les appareils staliniens et réformistes dans cette période, vont concentrer leurs attaques contre cette position. L'adaptation, présentement, ne prend qu'une signification possible, elle est le produit de la pression des seuls appareils ou bien de leurs adjoints centristes. Elle est le lien établi avec la politique des appareils contre les aspirations des masses. Elle n'a même pas la triste excuse d'avoir été une concession aux illusions des masses. Il faut que cela soit établi clairement.

La bataille théorique indispensable

Combattre toute tendance à l'adaptation à la politique de front populaire, c'est avant tout mener une bataille pour l'armement théorique de l'OCI sur cette question. La politique des fronts populaires, mise en avant par l'Internationale communiste à partir de 1935, a créé d'extraordinaires difficultés au prolétariat mondial, dans la lutte pour son émancipation. Cette politique porte la responsabilité de l'écrasement de la révolution espagnole, du reflux puis de la défaite de la révolution en France dans la période 1936-1938. Dans le *Programme de transition* de la IVe Internationale, Trotsky affirme :

« Sous le signe de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

L'expérience du Chili vient souligner, s'il en était encore besoin, la validité absolue de ce jugement. La littérature trotskyste est riche et atteste de l'extraordinaire expérience accumulée dans la bataille qui s'est menée durant ces années qui précédèrent la Deuxième Guerre mondiale, au sein de groupes numériquement limités mais qui incarnaient la continuité politique des meilleures traditions révolutionnaires du prolétariat international. Dans cette bataille, les richesses de la théorie révolutionnaire du prolétariat, du marxisme, ont été développées. Le combat intransigeant de Trotsky contre le centrisme du POUM, contre son adaptation à la politique de collaboration de classes du Front populaire fournit aujourd'hui à tout militant révolutionnaire l'expérience généralisée de l'histoire la plus tragique de sa classe.

Quelle organisation peut prétendre être révolutionnaire, et aborder la période qui vient en négligeant de s'y préparer comme il se doit, c'est-à-dire en organisant la formation de ses militants sur ces questions décisives pour l'avenir de la révolution ?

Traduire dans un mouvement politique pratique

Cette bataille, pour atteindre son objectif qui est de tremper l'OCI en lui permettant d'avancer dans sa construction, doit être traduite dans un mouvement politique pratique.

En effet, on ne progresse pas dans le combat de construction du parti révolutionnaire, en se contentant — après avoir caractérisé la trahison que constitue la politique de front populaire — d'attendre que la vague soit passée et que des jours meilleurs voient les masses se tourner vers ceux qui avaient théoriquement raison.

Les choses ne se passent jamais ainsi. La sélection et la trempe des cadres s'effectuent dans le combat même de la classe. Ce combat ne souffre pas d'interruption. On ne peut se lier avec les masses sans intervenir directement et en permanence dans cette lutte. La situation est aujourd'hui sans aucun doute des plus favorables pour que se construise l'OCI dans la bataille. Répétons-le, tant c'est important, la politique d'Union de la gauche-front populaire dans la situation présente est tout entière axée dans le soutien à l'Etat bourgeois, donc

à la politique de sauvegarde du gouvernement Giscard ; elle est dressée contre le mouvement objectif de toutes les couches des masses exploitées, mouvement qui transite de la crise politique vers la crise révolutionnaire. Elle heurte toutes les couches de la classe ouvrière, y compris les illusions que celle-ci véhicule dans le mouvement. Elle révèle là, de la façon la plus claire, sa véritable nature. Il n'en sera pas toujours ainsi, du moins pour un temps donné. C'est dans la lutte pratique d'aujourd'hui, contre le front populaire-Union de la gauche qui soutient le gouvernement Giscard, que se trempent les cadres indispensables à la construction du parti révolutionnaire. C'est dans cette lutte que se conquièrent aujourd'hui des positions politiques qui seront précieuses demain, dans la situation où les masses seront submergées par leurs illusions.

Sans aucun doute, la période qui verra les masses intervenir directement pour jeter à bas le gouvernement Giscard et les institutions de la Ve République sera celle où les illusions les submergeront. Elles confondront alors le gouvernement de front populaire-Union de la gauche avec le gouvernement ouvrier, du moins pour le temps de la première étape de la crise révolutionnaire. Mais insistons encore sur l'essentiel : ce n'est pas là la situation actuelle.

Respecter les formes du processus

Le mouvement par lequel la classe ouvrière dénouera la crise politique est engagé, et ne peut que s'amplifier. Ce mouvement est absolument contradictoire à la politique suivie par les appareils. C'est sur cette contradiction que l'OCI doit prendre appui pour, en construisant les comités unitaires de base, se renforcer comme organisation. Elle doit articuler ses mots d'ordre, ses objectifs de combat, la continuité de son intervention en relation avec le cheminement réel du processus qui porte les masses, dans un délai plus ou moins long, à l'action politique d'ensemble qui balayera le gouvernement.

La politique de l'OCI doit avoir la mobilité indispensable permettant d'épouser ce mouvement pour l'exprimer consciemment et faire surgir les opportunités qui ne manquent pas. Elle doit, pour cela, respecter scrupuleusement les formes de ce développement.

Il n'est pas inutile de reprendre ce que nous disions de ces formes dans le numéro précédent de *La Vérité*, pour ensuite examiner comment, dans l'activité pratique, l'OCI a su se servir de cette matière première.

> « D'un côté, l'idée qu'il faut en finir avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, s'affirme. L'objectif d'imposer la dissolution de l'Assemblée nationale que le suffrage universel a désavouée la concrétise dans l'immédiat. Elle est nourrie par la crise des sommets. Mais de l'autre côté, des obstacles qui se dressent devant les masses font que le mouvement concret pour y parvenir, imposer le front unique ouvrier, s'affine, s'étaye, et s'ordonne à partir de l'expérience pratique du combat des masses dans leur résistance à l'exploitation.
>
> « En d'autres termes, l'objectif politique centralisateur du mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, ne peut et ne doit pas être opposé au processus par lequel les masses se saisissent de leurs problèmes, mais doit au contraire être désigné, formulé à partir de ce processus, s'intégrer à lui et le nourrir. Ces conditions font que les luttes centrées autour des revendications constituent la trame de ce processus.
>
> « L'expérience accumulée dans le combat revendicatif pour réaliser les conditions politiques des luttes inévitables, pour lever les obstacles dressés par les appareils au FUO, cette expérience acquise dans le mouvement qui voit les masses se donner les moyens de la réalisation du front unique désigne la question du gouvernement comme étant la question clé à régler. La crise politique et l'aggravation de la situation économique vont accentuer ce mouvement, il ne fait aucun doute que nous allons assister à une puissante impulsion des combats revendicatifs. A l'in-

verse, ces combats nourris par le sentiment qu'il faut en finir avec le gouvernement, les institutions (sentiment dont le rôle centralisateur est évident) vont tendre à homogénéiser la classe ouvrière en lui fournissant une réponse au « comment réaliser le front unique ouvrier ? ».

« La combinaison de ces deux déterminations du même mouvement tend à créer une situation où la classe ouvrière disposera, à l'échelle de toute la classe, de la réponse au comment faire en sorte que soit réalisé le front unique ouvrier pour que disparaisse le gouvernement et le régime, et à engager une action politique d'ensemble. Alors les organisations traditionnelles, reculant devant le mouvement des masses, mettront en place une nouvelle ligne de défense de l'Etat bourgeois. L' « Union de la gauche » est aujourd'hui le moyen le plus efficace de défense de la Ve République. C'en serait alors fini de la Ve République, la crise révolutionnaire s'ouvrirait.

« D'ores et déjà l' « Union de la gauche » est comprise, tout en prolongeant l'agonie de la Ve République, comme devant servir de nouvelle ligne de défense de l'Etat bourgeois. Le mouvement par lequel la classe ouvrière dénouera la crise politique est engagé.

« Pourtant il importe de suivre au plus près le développement de la situation politique. Il peut être précipité, prendre d'autres formes en fonction de l'évolution des événements. L'aggravation de la condition des masses peut l'accélérer considérablement. L'action gouvernementale peut lui fournir un catalyseur qui homogénéise d'un seul coup ce mouvement. A partir d'une certaine dimension, un combat du prolétariat ou de la jeunesse peut être ce catalyseur. D'autres éventualités et formes sont également possibles : qui peut exclure que les relations politiques au sein de la « majorité » parlementaire, à l'intérieur de l'appareil d'Etat s'aggravent à un tel point qu'une dissolution de l'Assemblée nationale s'impose ; négliger la possibilité d'un tel désastre de la « majorité » aux élections municipales, que tout s'accélère sur le plan politique ; à l'inverse, on ne peut affirmer que Giscard d'Estaing ne parviendra pas, grâce à l'appui de l' « Union de la gauche » à ce que l'Assemblée nationale actuelle aille jusqu'au bout de son mandat.

« En outre, les rapports entre le général et le particulier doivent être compris dans toute leur complexité : le particulier (les grèves, les mouvements d'un secteur de la classe ouvrière, de la jeunesse, à partir de leurs revendications) est la composante du processus d'homogénéisation politique de la classe ouvrière et des masses, il contient, est ordonné, et mène au général (le combat contre le gouvernement, la Ve République ; un gouvernement des partis ouvriers) ; mais le général nourrit également le particulier. Ainsi, il est clair que, menée avec à propos, l'agitation politique autour de la question du front unique des partis ouvriers pour la dissolution de l'Assemblée nationale est un facteur d'homogénéisation politique du prolétariat et de la jeunesse, qui influe directement sur les luttes revendicatives, l'action qui s'en dégage et dans son déclenchement et son cours impose de façon plus ou moins large le FUO. »

Début septembre : le plan Barre

Début septembre, à l'annonce faite par le gouvernement que le plan Barre serait soumis à l'Assemblée nationale, l'OCI saisissait l'occasion fournie. Elle prenait l'initiative d'éditer un tract où on lisait :

« TRAVAILLEURS, MILITANTS, JEUNES

« L'Assemblée nationale s'apprête à voter un plan d'austérité et le budget qui menacent toutes les masses laborieuses du pays.

« De quel droit ?

« A de multiples reprises, le suffrage universel a désavoué cette Assemblée nationale...

« CETTE ASSEMBLEE NATIONALE DOIT ETRE DISSOUTE...

« Les dirigeants du PS et du PCF doivent décider, dans l'unité, d'appeler des millions de travailleurs, de jeunes de la région parisienne à manifester au Palais-Bourbon devant l'Assemblée nationale.

« L'ASSEMBLEE NATIONALE NE DOIT PAS DECIDER, ELLE DOIT DISPARAITRE. »

L'OCI engageait la bataille ; elle disait : tout ce qui va et se développera dans ce sens est positif. Aussi, choisissait-elle de ne faire aucun a priori de sa position : « Dissolution de l'Assemblée nationale », pour engager avec quiconque la bataille pour que les dirigeants du PS et du PCF appellent à une manifestation devant le Palais-Bourbon.

Le pare-feu du 7 octobre

Dans les entreprises, les administrations, les établissements scolaires, à l'initiative de l'OCI, des travailleurs commencaient à s'assembler pour s'adresser sur cette ligne aux dirigeants des partis ouvriers. Le mouvement prenait à peine son essor, il rencontrait progressivement un écho plus large au fur et à mesure que l'échéance de l'examen du plan Barre à l'Assemblée nationale se précisait pour les masses, lorsque le 23 septembre, *L'Humanité* titrait : « NON AU PLAN GISCARD ».

Puis, le 24 septembre, la perspective d'action se précise, *L'Humanité* annonce : « Réplique immédiate au plan d'austérité : GREVE NATIONALE LE 7 OCTOBRE, décident CGT, CFDT et FEN. »

L'appel commun à la grève nationale et aux manifestations lancé par CGT, la CFDT et la FEN dit :

« La CGT, la CFDT et la FEN dénoncent le plan gouvernemental d'austérité renforcée...

« En riposte à cette politique anti-sociale, la CFDT, la FEN et la CGT décident d'organiser en commun une journée nationale de grève et de manifestations le jeudi 7 octobre.

— pour le maintien du pouvoir d'achat pour tous,

— pour les garanties du plein emploi,

— pour une réforme profonde et démocratique de la fiscalité,

— pour une Sécurité sociale réelle, gérée par les représentants des travailleurs,

— pour une éducation et une formation initiale et permanente assurant le droit à l'emploi et à la sécurité de l'emploi,

— pour le respect et l'élargissement de l'exercice des libertés syndicales et du droit à la négociation. »

On ne s'étonnera pas, le 7 octobre, que la banderole ouvrant le cortège ne parle plus du plan Barre, puisque, dans l'appel commun du 23 septembre, il n'en était déjà plus question, ou plutôt il n'en était question que pour dire que la CGT, la CFDT et la FEN le dénoncaient...

Bref, de l'énorme manchette du 23 septembre : « NON A GISCARD », on passait le 23 septembre à la formule : « *La CGT, la CFDT, la FEN dénoncent le plan gouvernemental...* », que suivaient alors les habituelles revendications.

Enfin, le 7 octobre, la banderole disait : « CONTRE L'AUSTERITE. POUR DES NEGOCIATIONS ».

Le parcours du cortège était choisi pour la circonstance et en rapport avec l'objectif : Nation, Bastille, République...

Les appareils mettaient donc, à partir du 23 septembre, en place leur dispositif soigneusement établi pour jouer le rôle de pare-feu. Il fallait tenter d'interdire que se cristallise une situation que l'initiative gouvernementale concourait précisément à cristalliser de façon quasi automatique.

Ajuster notre politique à l'approche du 7 octobre

Pour l'OCI, la bataille politique se poursuivait alors, dans cette période de préparation par les appareils du 7 octobre, de façon aussi intense qu'auparavant, mais sous une autre forme.

La manifestation du 7 octobre, c'était la réponse des appareils à l'aspiration des masses, mais une réponse traître, une réponse entièrement dirigée contre leurs aspirations. Et ce n'était pas — comme parfois on l'entend dire — que les directions étaient obligées d'aller plus loin qu'elles ne le voulaient dans la

voie de la rupture avec la bourgeoisie, sous la pression des masses. Absolument pas, pas plus que le front populaire n'est l'expression de la poussée des masses sur les directions, ainsi amenées à céder quelques pouces de terrain. Le front populaire, c'est la dernière ressource de l'impérialisme devant le développement de la révolution prolétarienne. La question est d'importance.

Sous le visage encourageant d'une unité élargie pour l'occasion (CGT, CFDT, et FEN), les dirigeants organisaient une journée nationale de grèves et manifestations. Pour les masses, en général, quoique les choses ne soient pas homogènes sur ce plan (l'expérience de chaque secteur particulier jouant dans l'affaire un rôle important, nous avons pu le constater dans l'étude de la participation aux grèves et manifestations), cette journée, « si elle ne donnait pas les moyens de faire quelque chose d'important contre le plan, ne faisait pas de mal ». Les directions appelaient, il y aurait donc grèves et manifestations. Un écran était bel et bien dressé entre les masses et l'objectif que, naturellement, la bataille pour dire « Non » au plan Barre fixait à celles-ci. Pour les marxistes, rien ne sert de s'entêter, il faut considérer les choses froidement, dans leur développement réel.

Poursuivre, sous la forme adoptée initialement, la bataille pour la manifestation centrale appelée dans l'unité par les partis ouvriers au Palais-Bourbon ne pouvait prendre que deux significations. La première : les trotskystes prenaient en charge la bataille pour infléchir la journée du 7 octobre, décidée par les appareils syndicaux auxquels s'étaient joints les appareils des partis. La seconde : les trotskystes opposaient purement et simplement, aux directions des organisations syndicales et à leur manifestation du 7, leur objectif propre d'une manifestation au Palais-Bourbon. Dans les deux cas, une telle attitude aurait abouti à une catastrophe. Nous y reviendrons.

L'OCI et ses militants arrêtaient donc de faire signer des adresses aux partis ouvriers. Ils évitaient de se heurter aux illusions des masses lorsqu'illusions il y avait. Les travailleurs, en effet, sans être convaincus de l'utilité de cette journée d'action, étaient nombreux à dire : « Il faut bien faire quelque chose, de plus on n'y perdra rien. »

La bataille était alors strictement orientée sur le plan politique le plus général. Sans faire directement obstacle à la journée du 7, les suppléments *Informations ouvrières* étaient rédigés pour nourrir la réflexion politique des travailleurs autour d'un axe : celui de la nécessité absolue qu'il y avait à réaliser le front unique ouvrier pour la dissolution de l'Assemblée nationale, pour interdire à une Assemblée désavouée par le suffrage universel le droit de décider des mesures prévues dans tous les domaines contre l'immense majorité des masses laborieuses. Tous les suppléments *IO* appelaient au meeting de l'OCI convoqué pour le 1er octobre. Au fur et à mesure que les préparatifs du 7, par les appareils, devenaient plus précis, les militants de l'OCI affinaient la forme de leurs interventions, essentiellement en provoquant des discussions sur tous les lieux de travail, où ils reprenaient alors le thème d'une partie du discours prononcé par P. Lambert au meeting du 1er octobre, qui disait :

> « Camarades, je suis persuadé que vous attendez tous ce moment de mon discours. Le 7 octobre, CGT, CFDT, FEN, de nombreux syndicats FO appellent à une journée de grèves et de manifestations pour les revendications. Eh bien, les syndiqués suivront les directives des dirigeants syndicaux et, contre le plan d'austérité, le 7 octobre passé, la discussion se poursuivant à l'Assemblée nationale, le 8, nous ferons signer par des milliers et des milliers de travailleurs, de jeunes, d'étudiants, des pétitions à l'adresse des dirigeants dans les entreprises, dans les facs, sur les chantiers, dans les bureaux, pour que dans l'unité, dirigeants du PS et du PCF appellent à manifester au Palais-Bourbon, contre l'Assemblée nationale que le suffrage universel a désavouée et qui veut voter le plan d'austérité. »

Le 8 octobre, des milliers de signatures

Et le 8 au matin, partout, les militants de l'OCI faisaient signer massivement des adresses aux dirigeants du PS et du PCF.

L'activité organisée de façon décroissante durant une quinzaine de jours se retournait brutalement en une large campagne d'agitation.L'écran du 7 avait disparu, le terrain était libre pour une campagne brassant et associant des milliers de travailleurs jusqu'au 19 octobre, jour où la motion de censure de l'« Union de la gauche » était repoussée, le gouvernement Giscard-Barre et son plan étant de fait acceptés sans qu'ils aient à obtenir un vote positif.

Cette association était d'autant plus facile à gagner que le 7 lui-même laissait aux travailleurs une impression mal définie. Le 7 n'avait apporté aucune réponse à leurs interrogations, au contraire. Renault n'avait pratiquement pas débrayé, pas plus que la majorité des usines de la métallurgie. La manifestation avait été assez massive, mais marquée dans tout son déroulement par une attitude d'expectative du côté des travailleurs. Les travailleurs s'interrogeaient, d'autant plus qu'ils se jugeaient relativement nombreux dans la manifestation. Les mots d'ordre lancés par les dirigeants n'étaient pas repris. Une question restait sans réponse : « Et après, que fait-on ? ». Raymond Barre ayant « ironiquement » déclaré le 7 qu'il ne décidait pas la politique du gouvernement à la longueur des cortèges, il avait ensuite manifesté sa confiance absolue de voir, dans la circonstance, son plan couvert sans problème par l'Assemblée nationale.

« Et après ? », devenait la seule question de cette journée. Pour les masses, les agressions de la politique du gouvernement constituent une réalité pressante à laquelle elles ne peuvent comme les appareils s'en tirer avec un « 7 octobre ». Voilà pourquoi, immédiatement après la manifestation, des dizaines de milliers de travailleurs signaient les adresses aux dirigeants du PS et du PCF. Ainsi, à une activité politique de caractère plus propagandiste qu'agitative, succédait brutalement mais normalement — à l'échelle que permet l'intervention de l'OCI — l'action, le combat politique.

La journée du 7 a contenu le mouvement des masses. Mais l'intervention politique de l'OCI, des comités unitaires de base, là où elle s'est développée, trouvait, l'écran du 7 disparu, un très grand écho, et permettait dans la plus grande clarté politique de désigner l'objectif : l'Assemblée nationale, de formuler la méthode pour l'atteindre : le front unique des partis ouvriers.

Mais pour opérer ce retournement — et exprimer ce qui est en mouvement dans les profondeurs de la classe ouvrière, en donnant à ce mouvement l'objectif clairement formulé qu'il cherchait —, il fallait savoir se déterminer par rapport aux aspirations des masses, il fallait ne pas se laisser illusionner par le vacarme fait autour du 7 octobre. Il fallait nourrir les aspirations saines des masses pour les dégager de leurs illusions, il fallait éviter de se heurter à ces dernières, et il fallait en même temps se garder de nourrir les illusions par une attitude ambiguë.

Voilà pourquoi il fallait, jour après jour, ajuster soigneusement l'intervention, les mots d'ordres, les formes, l'essentiel étant d'assurer la continuité de l'intervention de l'OCI, permettant de la sorte aux travailleurs d'en saisir le fil dans le cours de la lutte vivante des classes, permettant aussi d'en pressentir la place indispensable.

Les problèmes

Cela a-t-il été aussi simple ? Certes non.

Le plus difficile, pour une organisation, c'est d'abord de ne pas se tromper de moment, c'est de ne pas appliquer mécaniquement, alors que la situation s'est modifiée, une directive donnée quelques jours auparavant. Ce n'est pas une question technique, une simple question de transmission. La mobilité est une question de maîtrise politique nécessitant, à tous les niveaux, l'homogénéité dans l'appréciation du développement d'une situation, c'est aussi une question d'expérience qui ne s'acquiert que dans de telles batailles.

Faire signer des pétitions pour la manifestation au Palais-Bourbon, le 5 octobre, c'était décider de se heurter aux directions syndicales, c'était risquer de se couper des masses qui ne voyaient pas à ce moment l'utilité de ce heurt.

Le 3, le 4, le 5 octobre, la propagande politique de l'OCI pour le front unique ouvrier pour la dissolution de l'Assemblée nationale nourrissait les aspirations des masses sans s'opposer aux directives des syndicats. Mais le 8 octobre, faire signer des pétitions pour la disso-

lution de l'Assemblée nationale n'aurait eu qu'une signification : mettre un préalable à la bataille pour la manifestation, donc à la centralisation de la force des masses sur cet objectif immédiatement appréhendable.

Venons enfin aux indices d'adaptation à la politique du « front populaire-Union de la gauche ».

Lorsque, dans un CA de la FEN départementale, pour « infléchir » la journée du 7 octobre, on décide de faire voter une motion pour que le secrétariat national de la FEN propose aux autres confédérations une rencontre pour une manifestation unitaire à l'Assemblée nationale, on vote en fait le texte suivant :

> « Considérant que toutes les organisations syndicales condamnent le plan d'austérité du gouvernement Giscard.
>
> « Considérant que l'Assemblée nationale a une majorité UDR désavouée par le pays.
>
> « Considérant que nul ne peut tolérer que cette majorité minoritaire puisse décider de l'austérité pour des milliers de travailleurs.
>
> « Considérant *qu'il faut dès maintenant prévoir la suite à donner à l'étape du 7 octobre.*
>
> « La CA de la FEN se prononce pour que le secrétariat national propose aux autres confédérations syndicales et aux partis se réclamant des travailleurs l'organisation d'une manifestation unitaire, dont le but puisse être l'Assemblée nationale, le jour du vote du plan Barre. »

Et l'on se place sur le même terrain que ceux qui, pour obtenir plus de signatures, le 8, mettaient en tête de leurs pétitions :

> « Le 7, à l'appel de la CGT, CFDT et FEN, une *première initiative* a eu lieu avec grève et manifestation... »

Que représentait le 7 octobre ?

Pourquoi faire la moindre concession ? Le 7 octobre n'a pas été une première initiative en vue de combattre le gouvernement, le plan Barre, la « majorité » — minoritaire dans le pays — de l'Assemblée nationale. Le 7 a été une initiative pour interdire que le plan Barre ne cristallise la volonté des masses de désigner à son action l'objectif politique du gouvernement. C'est l'inverse d'une première initiative positive.

Que les masses n'aient pas été opposées au 7, c'est une certitude. Il ne fallait pas se heurter brutalement aux préoccupations des masses par rapport au 7, avant le 7, mais de là à les entretenir, il y a un monde. Au lendemain du 7, pour les masses, il y avait eu grève et manifestation, c'était du passé. « Que fallait-il faire ? ». Voilà comment la question se posait. Les masses sont poussées en avant par la situation qui leur est faite, elles sont donc portées à se heurter à la politique des appareils. Le 7 octobre ne leur avait rien donné, elles ne s'y intéressaient plus. Quelle signification avait donc le : *« à l'appel de la CGT, CFDT, FEN, une première initiative... »*, si ce n'est la recherche confuse de s'inscrire à gauche de l'Union de la gauche, dans une position « plus combative », et le fait d'établir, aussi ténu soit-il, un lien avec les appareils ? Ce ne furent certes que quelques glissements qu'une organisation communiste doit analyser dans les moindres détails pour en dégager le fond et les combattre, tant ces indices révèlent une lourde menace.

Souvenons-nous de Trotsky disant à l'adresse du POUM, qui venait de signer l'accord électoral du Front populaire :

> « En dire : ce n'était qu'un petit accord électoral passager et « technique », voilà ce qui me paraît absolument inadmissible. Le parti a signé le plus misérable de tous les programmes du Front populaire d'Azana, et, par ce geste, a signé son propre arrêt de mort pour des années. Car, à chaque tentative de critique du Front populaire — et Maurin, Nin font actuellement désespérément des tentatives dans ce sens — les bourgeois radicaux, les social-démocrates et les communistes répliqueront invariablement : *« Mais vous avez vous-mêmes participé à la constitution du Front populaire et signé son programme ! »*
>
> « Et si ces messieurs tentent alors de s'esquiver par une dérobade vicieuse, du genre : « *Ce*

n'était de notre part qu'une manœuvre technique ! », ils ne s'en rendront que plus ridicules. Ces gens sont désormais paralysés, même si de façon fortuite ils en arrivaient à manifester une volonté révolutionnaire, ce qui n'est pas le cas. Les petits crimes et les petites trahisons qui, en période normale, passent presque inaperçus, trouvent au moment de la révolution un écho puissant... » *16.7.1936.*

Le 19 octobre, le plan Barre « considéré comme adopté »

Cependant, il n'est pas sans intérêt de relever, pour bien comprendre la manœuvre dont le dépôt d'une « motion de censure » était partie prenante, le mécanisme parlementaire. *Le Monde* du 21-10-1976 est très clair :

> « La motion de censure déposée par l'opposition n'ayant recueilli que 181 voix, alors que la majorité était de 242 voix, l'Assemblée nationale a, en conséquence, « adopté » le projet de loi de finances rectificative pour 1976, sur la rédaction de laquelle le gouvernement avait engagé jeudi dernier sa responsabilité. »

Ainsi, le dépôt de cette « motion de censure » a permis au gouvernement, sans vote positif qui aurait risqué de poser problème, de soi-disant obtenir « la confiance » et de faire comme si son plan avait été adopté. On voit comment l'« Union de la gauche » utilise les ficelles parlementaires, en connivence au moins implicite avec Giscard pour, au nom de l'opposition, couvrir ce gouvernement, l'aider à faire passer sa politique.

Revenons au cheminement complexe qui s'opère dans les masses en relation avec le développement de la situation politique.

Si les 10 jours — qui ont séparé la manifestation du 7 du « vote » du plan Barre le 19 octobre — ont fourni l'occasion à l'OCI de mener une campagne centralisée autour de l'adresse aux dirigeants des partis ouvriers, si cette campagne correspondait exactement aux aspirations des masses dans cette période, il faut admettre qu'après le 19 octobre la situation change à nouveau dans la classe ouvrière. Le processus se poursuit sous d'autres formes.

Le plan Barre est considéré comme adopté, les directions ont répondu « Non » aux demandes faites par les travailleurs. Les mesures du gouvernement vont tendre à aiguiser les contradictions sur le plan des entreprises, et en même temps le capital politique accumulé dans la bataille pour le front unique ouvrier, pour la manifestation au Palais-Bourbon va se transférer sur ce terrain. Là où le problème des directions est un problème moins lointain, là où les masses peuvent le mieux maîtriser la condition de la réalisation du front unique : dans l'entreprise, sur le plan revendicatif, le mouvement va prendre un nouvel essor bien qu'il n'ait pas cessé de se manifester en permanence dans toute cette période. Le mouvement va s'accentuer néanmoins. C'est une certitude.

Mais, là encore, il faut savoir organiser la continuité d'une intervention politique. Pour faire en sorte que les acquis de la bataille menée, l'homogénéisation politique accrue soient transférés pour être à nouveau enrichis dans la bataille sur ce terrain particulier, il fallait en organiser les formes.

Aux alentours des 19, 20 et 21 octobre, des réunions de signataires étaient organisées par les militants de l'OCI et les militants des comités unitaires de base, là où ils existent. Elles se proposaient de discuter les réponses faites par les dirigeants aux délégations qui s'étaient rendues à l'Assemblée nationale et d'étudier sous quelle forme l'activité politique en commun sur la même orientation, pour répondre aux mêmes besoins, pouvait se poursuivre.

Un exemple de notre démarche

Ces réunions devaient disposer les comités unitaires sur la ligne : « préparer les conditions politiques des luttes inévitables ». Elles devaient le faire à partir d'un degré plus élevé d'homogénéité politique, dans des conditions plus difficiles, puisqu'elles exigeaient alors

une élaboration différenciée de la part de l'OCI pour chaque secteur d'intervention dans la classe ouvrière.

Donnons quelques exemples :

Dans la fonction publique, au lendemain du 19 octobre, voilà comment un comité unitaire de base abordait les problèmes dans le communiqué qu'il décidait de publier :

Le plan d'austérité présenté par R. Barre à l'Assemblée nationale a été voté le 19 octobre 1976. La majorité désavouée à plusieurs reprises par le suffrage universel, la majorité minoritaire dans le pays a voté comme un seul homme, confirmant le pronostic de R. Barre qui déclarait calmement quelque temps auparavant :

« *Je suis assuré du soutien de la majorité présidentielle. J'appelle les députés à poursuivre le travail de concertation, de coopération. C'est ça la démocratie. C'est ça la République.* »

Cela, les travailleurs le savaient. Voilà pourquoi ils s'adressaient aux dirigeants du PS et du PCF pour leur dire :

« *Dirigeants, l'Assemblée désavouée ne doit pas décider, organisez dans l'unité une manifestation de millions de travailleurs devant le Palais-Bourbon pour dire « Non » au plan Barre !* »

En quatre jours, c'étaient 28 000 travailleurs qui signaient une pétition dont 100 à la DDE de Pontoise.

Les dirigeants ont répondu. Ils ont dit « Non » à la délégation qui leur communiquait une partie des signatures réalisées durant ces 4 jours.

M. Piednoir, responsable du PS déclarait :

« *Quant à nous, la stratégie du PS le conduit à montrer à la population la philosophie du plan Barre et le vrai visage de la majorité. La politique du PS, c'est le respect de la légalité des élections, c'est une pédagogie politique pour les masses.* »

R. Ballanger quant à lui déclarait le 7 octobre à la tribune de l'Assemblée :

« *La Constitution de 1958 contre laquelle nous avons voté est, jusqu'à nouvelle décision du peuple français, la loi pour tous. Elle doit être appliquée par l'opposition comme par la majorité.* »

Il faut le dire nettement, ces déclarations des dirigeants du PCF et du PS sont la cause véritable de l'assurance qu'affichait R. Barre avant que son plan ne soit soumis à l'Assemblée.

Le respect que les dirigeants proclament des institutions, c'est le respect pour l'Assemblée nationale, ses décisions, et donc pour les lois qu'elle vote. N'est-ce pas la conclusion logique qu'il faut tirer du résultat de cette politique ?

La loi d'austérité a été votée, le gouvernement va tenter d'en faire subir les conséquences aux masses. Tout le monde affirme maintenant, y compris les dirigeants, qu'il faut lutter contre les conséquences du plan Barre. Cela ne fait aucun doute pour les travailleurs, comme il ne faisait aucun doute pour eux qu'il fallait interdire à l'Assemblée de décider. D'autant que le ministre chargé de l'équipement n'y va pas de main morte. Le bulletin CGT de l'équipement informait récemment :

« *NON TITULAIRES « ETAT » : BLOCAGE DES CREDITS, DES EMBAUCHES.*

« *Dans une note à « MM. les ordonnateurs secondaires » à propos de la gestion des crédits des personnels non titulaires (PNT), le ministre précise :*

« *J'ai le regret de vous faire connaître que la présente situation m'oblige à, d'une part, SUSPENDRE TOUT RECRUTEMENT D'AGENT SUR POSTE VACANT DE PNT « ETAT ». Effectifs réels gelés (jusqu'au 31-12-1976), d'autre part, PROCEDER A UN BLOCAGE DE CREDITS (dotation maximum non révisable).*

« *Je vous rappelle également que vous ne devez apporter aucun aménagement aux règlements en vigueur, aux classifications des personnels et aux conditions de rémunération.*

« *En fonction de ce qui précède, je vous informe que, dans un premier temps, mes services vont effectuer — à partir des états 203 L*

— PNT complétés par vos soins à :

— la reprise intégrale des crédits non utilisés

— une délégation de fonds égale aux 2/3 des besoins exprimés pour la clôture de l'exercice.

« Dans un second temps, et ce, avant le 1er décembre 1976, sera mise à votre disposition une nouvelle délégation de crédits qui comportera :

— pour tous les services, l'incidence des majorations à intervenir (calculée forfaitairement sur la consommation exprimée pour la période du 1er septembre au 31 décembre 1976)

— pour les seuls services ayant fait apparaître des besoins, le reliquat des crédits non délégués. »

Une question se pose alors, comment combattre cette mesure parmi de nombreuses autres conséquences du plan d'austérité ? On entend dire qu'il serait question à nouveau d'appeler à des journées d'action. Les dirigeants ont affirmé au lendemain du 7 octobre que la puissance de la classe ouvrière s'était manifestée.

Nous posons une autre question : si c'est ainsi, pourquoi faudrait-il détourner cette force vers de nouvelles formes d'action à répétition ? Toutes les mesures qui vont s'abattre sur nous sont inscrites dans le projet de budget équipement soumis à l'Assemblée nationale. Il suffira d'étudier les comptes rendus de débat du 27 octobre et du 28 octobre pour avoir la substance des mesures prises. Ce budget sera « adopté » par cette Assemblée nationale mi-novembre.

Mais le vote du Budget de l'Equipement qui s'oppose ainsi aux revendications pose à nouveau la question :

— ce budget, serait-ce la légalité qu'il « s'agit de respecter ?»

— faudrait-il pour ce motif l'accepter et accepter ses conséquences ?

Aucun travailleur ne peut le penser !

Alors, ne revient-il pas aux organisations syndicales, de se mettre d'accord maintenant pour préparer dans l'unité la riposte dont on parle tant ? L'appel par les syndicats à manifester aux travailleurs de l'équipement devant l'Assemblée nationale pour dire « Non » au budget de l'équipement ne s'imposerait-il pas ? Une telle initiative ne fournirait-elle pas le cadre indispensable à l'organisation de la bataille contre les conséquences du plan ?

Les travailleurs membres du comité unitaire de base de Pontoise affirment :

Il en est de la lutte contre le plan lui-même comme des luttes contre ses conséquences. Dans les entreprises et les établissements d'enseignement, dans les administrations et les usines, les conséquences du plan d'austérité signifient : aggravation des conditions de travail et baisse du pouvoir d'achat. Il est nécessaire, absolument indispensable, dans les bureaux, les chantiers, les usines, les écoles, à l'université, d'arracher les revendications. Il faut s'unir, lever les obstacles à l'unité, surmonter les difficultés dont nous venons de faire état, c'est possible. Il faut donc s'organiser dans les comités unitaires de base pour que l'action efficace s'engage et que les revendications soient satisfaites.

Dans ce texte, la question de la manifestation à l'Assemblée nationale à l'appel des organisations syndicales, lors du vote du budget mi-novembre, n'est pas abordée comme la simple poursuite de la précédente bataille menée jusqu'au 19 novembre, et c'est fort heureux. En effet, les travailleurs ne peuvent faire comme si rien ne s'était passé. Les dirigeants ont répondu : « Non ». Mais les travailleurs sont confrontés aux attaques du gouvernement. Que faut-il faire ? La manifestation à l'appel des dirigeants syndicaux à l'Assemblée nationale lors du vote du budget ne représenterait-elle pas le moyen d'organiser la riposte ? Va-t-on à nouveau nous opposer les mêmes arguments ? De toutes façons, les travailleurs n'acceptent pas de subir les conséquences du plan. Ils chercheront les moyens de combattre pour la satisfaction de leurs revendications. Voilà ce que le comité unitaire de base va s'employer de toutes ses forces à soutenir.

Les classifications par niveaux

Dans les entreprises qui ne relèvent pas de la fonction publique, les choses sont différentes dans la forme. Par exemple dans la métallurgie, c'est à partir d'un tract de l'OCI que les militants s'attachent à regrouper pour constituer les comités unitaires de base.

Dans la métallurgie, rappelons-le, les appareils ont négocié pendant 7 ans, et avec les patrons de l'UIMM, dans le secret, la nouvelle classification par niveaux qui organise déqualification, mutations et licenciements. Comme nous le montre la déclaration de Séguy citée au début de cet article, les appareils tendent toutes leurs forces pour maintenir ce gouvernement. Cette politique a des exigences, les appareils dirigeant le mouvement ouvrier doivent mettre directement la main à la pâte dans l'édification du dispositif permettant aux patrons de tenter de faire payer à la classe ouvrière les conséquences de la crise. Dans la métallurgie, tous ensemble, ils ont négocié pendant 7 ans. Au dernier moment, FO et CGC signaient seuls l'accord, CGT et CFDT en réclamant alors « une bonne application ». Les exigences deviennent aujourd'hui plus pressantes encore pour la bourgeoisie. C'est la raison qui pousse la CGT à prendre les devants dans la santé et à revendiquer des négociations avec la direction de l'Assistance publique pour « mettre au point » une nouvelle classification par niveaux directement inspirée de celle de la métallurgie. Hier, la CGT et la CFDT déclaraient encore combattre les conséquences néfastes de ces « nouvelles classifications par niveaux » — dont ils reconnaissaient néanmoins le principe —, dans la santé aujourd'hui ils réclament l'instauration de celles-ci. Mais il ne s'arrêtent pas là : l'organe de la fédération CGT des industries chimiques publie un accord intervenu entre les deux fédérations CGT et CFDT, qu'il qualifie « d'accord capital pour l'action unie ». Cet accord stipule clairement qu'aujourd'hui il s'agit de classer « les hommes et non les emplois » en un mot d'établir les filières, de déclasser les travailleurs.

Voilà ce que veulent dire les discours de Séguy, mis en pratique...

Donc, dans la métallurgie, le tract de l'OCI, après avoir établi le lien entre le plan Barre et les nouvelles classifications par niveaux, développe l'orientation définie précédemment, mais dans une autre situation ; il dit :

« Les travailleurs n'acceptent pas, il y en a des milliers d'exemples dans les entreprises : dans une entreprise dépendant du trust Schlumberger, la diminution des crédits d'équipements alloués pour l'EDF dans le budget prévisionnel 77 se traduit par la décision des patrons de réduire le plan de charge. A la rentrée de septembre, lors de la réunion du comité d'entreprise, le patron demande 18 licenciements pour cessation anticipée d'activité, et 40 mutations.

« Malgré la division du syndicat, les travailleurs, avec le comité unitaire de base qu'ils avaient constitué, doivent dépenser des trésors d'énergie pour faire en sorte que l'assemblée générale se tienne, entraînant ainsi les syndicats. Ils faisaient adopter en AG une position commune aux travailleurs et aux syndicats : « Pas de licenciement, pas de mutation ». Les ateliers eux-mêmes imposaient de la sorte leur point de vue. Ils s'engageaient dans la voie qui permet de contrôler et de maintenir l'unité des travailleurs et des organisations indispensables au succès. Cette bataille est difficile, tous les exemples le confirment, mais en existe-t-il une autre permettant de lever les obstacles au combat ?

« *Lutter contre les conséquences du plan Barre.*

« Ainsi, l'Assemblée nationale a voté le plan d'austérité. Il s'agit donc maintenant de lutter contre les conséquences de ce plan. Une question cependant reste posée, qui a la plus grande importance. Des centaines de travailleurs de la métallurgie, des dizaines de milliers de travailleurs en quelques jours se sont adressés aux dirigeants du PS et du PCF pour leur demander : « *Dirigeants, organisez dans l'unité une manifestation devant le Palais-Bourbon pour dire : « L'Assemblée ne doit pas décider, non au plan Barre.* »

« Les dirigeants ont répondu.

« Le 7 octobre, R. Ballanger déclarait à la tribune de la Cham-

bre : « La Constitution de 1958 contre laquelle nous avons voté, est jusqu'à nouvelle décision du peuple français, la loi pour tous. Elle doit être appliquée par l'opposition comme par la majorité. »

« Mitterrand et Marchais déclarent à qui veut les entendre qu'ils respectent la Constitution ; en toute logique, comment ne pas tirer de cette affirmation la conclusion qu'ils respectent l'Assemblée nationale désavouée par le suffrage universel et les lois qu'elle vote ? Cela n'aboutit-il pas à lier les mains des travailleurs dans la bataille contre les dispositions de la loi d'austérité adoptée à l'Assemblée nationale dont les conséquences se font sentir partout ? Quelle signification, sur le plan de la démocratie dont ils se réclament et sur le plan de la lutte des classes, les dirigeants peuvent-ils donner à leur refus d'organiser la manifestation dans le front unique à l'Assemblée nationale ?

« Il faut le dire : c'est leurrer et tromper les travailleurs que de dénoncer dans quelques discours d'opposition, le plan d'austérité, et de laisser la « majorité » des députés UDR, giscardiens, lecanuetistes, voter ce plan.

« Le rapport des forces serait-il défavorable à la classe ouvrière ? Mais les dirigeants affirment que le 7 octobre a manifesté la puissance de la classe ouvrière. Si c'est ainsi, faut-il dérouter cette puissance vers de nouvelles formes d'action à répétition dont chacun connaît les résultats ? Or, précisément, les fédérations CGT et CFDT de la métallurgie ont décidé une journée nationale d'action qu'ils prévoient aux alentours du 20 novembre.

« Quel objectif donnent les dirigeants à cette journée : « Elles estiment urgent et nécessaire de défendre absolument la garantie du pouvoir d'achat de tous les salariés, et d'assurer la progression différenciée, en faveur des bas et des moyens salaires. La CGT et la CFDT exigent pour ce faire un barème national minimal lié à la grille des classification (minimum mensuel de 2 200 F, base de 40 heures) et la suppression du salaire au rendement avec l'intégration des primes dans le salaire.

« En outre, elles demandent la mise au point d'une grille nationale de classifications et de rémunérations de l'OS à l'ingénieur ainsi que des mesures efficaces pour stimuler l'économie, pour assurer le développement de l'emploi, et pour améliorer les conditions de travail. »

« Quelle signification peut revêtir aujourd'hui la revendication de l'établissement d'un barème national minimal liée à la grille de classification ? Les légitimes revendications de pouvoir d'achat ne peuvent en aucun cas être soumises à l'application de l'accord de classification par niveaux qui organise les mutations, la polyvalence, en dernière analyse les licenciements. Voilà la position des travailleurs.

« Cette proposition n'est-elle pas la conséquence de la position des dirigeants qui, légitimant la Constitution et les votes de l'Assemblée nationale, et donc les conséquences du plan, admettent en dernière analyse les impératifs des patrons de la métallurgie ? Il en est de la lutte contre le plan lui-même comme des luttes contre ses conséquences. Il est nécessaire, absolument indispensable d'arracher les revendications. Alors il faut s'unir, lever les obstacles à l'unité, surmonter les difficultés donc s'organiser dans les comités unitaires de base pour que l'unité devienne une réalité, pour que l'action efficace s'engage et que les revendications soient satisfaites.

« Ainsi, effectivement, dans l'entreprise, on pourra lutter contre les conséquences du plan d'austérité... »

Des luttes inévitables

Cela ne fait aucun doute, chaque pas qui conduit à l'augmentation du degré d'exploitation provoquera la résistance de la part de la classe ouvrière qui, au travers de sa propre expérience, est déjà engagée sur le chemin de la réali-

sation de l'unité. Ce qui se passe aux PTT, aujourd'hui, fournit un indice significatif : en relation avec la restructuration et les attaques contenues dans le budget présenté à l'Assemblée nationale, 1 200 emplois, peut-être 2 000, vont être supprimés aux Chèques postaux.

La cellule de l'OCI prend immédiatement l'initiative, elle rédige un texte :

> « 1 200 suppressions d'emplois sont annoncées à Paris-Chèques. Il n'est pas possible d'accepter.
>
> « Les syndicats de Paris-Chèques doivent se mettre d'accord tout de suite. Les 1 200 suppressions d'emplois, c'est le budget 1977, budget que va voter l'Assemblée nationale. Alors, les choses sont claires : il faut aller manifester à l'Assemblée nationale.
>
> « Les syndicats doivent se mettre d'accord et convoquer tous, *immédiatement, l'assemblée générale de tout le personnel,* pour préparer la manifestation de tous les employés de Paris-Chèques à l'Assemblée nationale. »

En deux jours, 1 200 travailleurs des Chèques signent cette déclaration. Un véritable comité unitaire de base se constitue dans cette bataille. Fait significatif, les militants avaient diffusé le texte le matin à l'entrée d'un centre en expliquant qu'ils le reprendraient le midi avec les signatures. Les militants du PCF prenaient alors l'initiative, le matin, de ramasser les signatures dans les services pour les faire disparaître. Nombreuses sont les travailleuses qui réussirent cependant à préserver les signatures qu'elles avaient collectées, faisant preuve ainsi de l'expérience, acquise à leurs dépens dans les combats précédents.

Le contenu de la situation

Certes l'organisation de l'avant-garde dans les comités unitaires de base n'est pas chose facile. Mais il existe une certitude, les travailleurs ne peuvent accepter. La voie est toute tracée, des milliers de signes prouvent que les travailleurs se jetteront dans les flots du mouvement pour s'employer à créer les conditions dans lesquelles le gouvernement Giscard s'effondrera et l'Assemblée nationale sera balayée, où les masses s'emploieront à créer les comités de grève élus, d'autres formes d'organisation intégrant les organisations ouvrières, réalisant l'unité pour s'engager dans le combat pour le gouvernement PCF-PS sans ministres représentants des partis bourgeois, auquels ils aspirent. C'est ainsi que dans ce mouvement, avec la constitution des comités unitaires de base et des unions des comités unitaires de base, qui sont des groupes politiques de combat pour la réalisation de l'unité, l'avant-garde des militants, travailleurs et jeunes œuvrera à permettre aux masses laborieuses de s'attaquer elles-mêmes à la résolution des problèmes qui doivent être réglés.

Toute notre intervention dans la lutte des classes vise à dégager ce mouvement, à le nourrir, à l'amener le plus loin possible dès avant l'éclatement de la crise révolutionnaire.

A l'initiative de l'OCI, les comités unitaires de base mettent tout en œuvre pour réaliser les conditions politiques de l'éclosion d'organisations du type des comités d'action dont parlait Trotsky en 1935 et dont il disait qu'ils étaient

> « l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats et représentation des masses en lutte... une fois créés les comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. »

La construction de l'OCI

L'OCI a, particulièrement ces derniers temps, fait un effort dans la bataille politique pour homogénéiser théoriquement ses militants ; la préparation du XXIe Congrès fournira un cadre à cette bataille. En même temps, comme cet article a essayé de le retracer, la direction de l'OCI a tenté d'élaborer au plus près les mots d'ordre, la ligne politique dans ses différents segments, permettant d'épouser avec la mobilité indispensable dans l'intervention les formes diverses au travers desquelles s'approfondit le processus politique en cours dans la classe ouvrière. Cet effort est indispensable pour réussir à établir dans les entreprises, sur le lieu de militantisme, la continuité absolument vitale à l'exis-

tence et au développement d'une cellule trotskyste. Mais ces efforts et cette élaboration seront vains si, en dernière analyse, l'objectif ultime de toute bataille n'est pas le recrutement, le renforcement de l'OCI.

Ce dernier chaînon manquant, c'est tout l'édifice qui est balayé. La bataille menée chez les maîtres auxiliaires, la bataille menée dans les PTT, la campagne électorale du 5e arrondissement, les journées d'étude marxistes des 13-14 novembre, perdraient alors toute leur signification.

Dans *Classe, parti, direction,* Trotsky, une nouvelle fois et sous une nouvelle forme, explique ce qui est fondamental pour tout révolutionnaire :

> «.... Les masses, qui ont sans cesse tenté de se frayer un chemin vers la voie juste, ont découvert que la construction, dans le feu même du combat, d'une nouvelle direction, répondant aux nécessités de la révolution, était une entreprise qui dépassait leurs forces (...).
>
> « Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de le manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant (...).
>
> « Ce n'est que peu à peu, et seulement sur la base de leur propre expérience, à travers les diverses étapes, que les couches les plus larges des masses finissent par se convaincre que la nouvelle direction est plus ferme, plus sûre, plus loyale que l'ancienne. Il est certain que dans le cours d'une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent sur un rythme accéléré, un parti faible peut devenir rapidement un parti puissant, à condition seulement qu'il comprenne lucidement le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se laissent pas griser de mots ni terroriser par la répression. Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où les processus de formation des cadres exige des délais considérables et où la révolution n'en laisse pas le temps. »

La situation est favorable pour la construction de l'OCI, la preuve :

Quatre maîtresses auxiliaires sont réunies au local de l'OCI, la proposition leur est faite d'entrer en GER pour devenir militantes de l'OCI, alors on s'aperçoit que toutes quatre connaissaient l'OCI depuis un moment déjà : une à l'université, deux autres dans des établissements dans lesquels, en qualité d'auxiliaires, elles avaient été amenées à enseigner, enfin la quatrième avait elle-même été membre de l'OCI en 1970-1971.

En allant plus avant, on constate que l'une d'entre elles avait participé aux journées d'étude marxistes organisées l'an passé par l'OCI. Elle dit d'ailleurs l'étonnement qui fut le sien de constater que l'OCI ne se soit pas attachée à lui vendre régulièrement le journal *Informations ouvrières,* comme cela lui paraissait naturel. Depuis ces journées d'étude, aucun lien organisé avec l'OCI n'avait plus été maintenu avec cette camarade qui pourtant était fort loin d'y être hostile.

Cette camarade, qui a été militante de l'OCI en 1970-1971, a expliqué les raisons qui l'avaient amenée à quitter l'OCI : *« Je menais un combat irrégulier, idéologique, combattant contre toutes les forces politiques présentes au lycée. Je me suis épuisée à ce jeu où l'OCI était extérieure aux masses. Depuis la rentrée scolaire, jamais la politique de l'OCI ne m'est apparue aussi claire. »*

Tous les quatre étaient au chômage à

cette rentrée scolaire. Toutes ont connu les interminables attentes au rectorat, voire à l'ANPE, qui provoquent à la fois rage et colère, mais aussi démoralisation et découragement.

A la question *« Pourquoi avez-vous accepté de venir discuter de votre entrée à l'OCI ? »*, une réponse est donnée :

« Parce que les militants de l'OCI ont été les seuls à faire des propositions précises qui nous permettaient de mener nous-mêmes un combat efficace qui a d'ailleurs eu des résultats. »

Une MA dira : *« J'en ai appris plus en politique en 3 semaines qu'en plusieurs années. J'ai compris que les dirigeants du SNES ne voulaient pas se battre pour le réemploi des MA, j'ai compris aussi qu'ils n'étaient pas « tout-puissants ». Avec les propositions des militants de l'OCI, nous avons obtenu ce que nous voulions, et quand je dis nous, ce sont les MA et les enseignants. »*

Le rapport entre l'OCI et la lutte des MA pour leur réemploi a été éclairci. L'initiative politique de l'OCI a permis aux auxiliaires de se doter de l'instrument nécessaire pour que l'unité à la base aboutisse à l'unité au sommet : cet instrument a été la coordination des délégués des établissements et des MA chômeurs mise en place le 22 septembre. Le combat de l'OCI dans les lycées, dans cette coordination, s'est avéré de bout en bout indispensable à la poursuite de la bataille. Voilà la première raison qui a fait que, à l'issue de cette discussion, trois d'entre elles acceptent d'entrer en GER pour renforcer l'OCI.

Il reviendra aux militants de l'OCI dans les journées d'études marxistes, dans le GER, dans l'activité quotidienne, de convaincre ces camarades de la nécessité de la reconstruction de la IVe Internationale et de la construction d'un parti révolutionnaire basé sur le *Programme de transition*.

La question se pose : combien de réunions de ce type ont été convoquées dans les lycées, les CET, les CES, dans le cours de la bataille que l'OCI a menée lors de cette rentrée scolaire ? Voilà un problème.

Le déploiement de l'activité politique de notre organisation nous permet d'affirmer que nous réussirons. Mais il faut encore insister : l'élaboration politique, aussi fine soit-elle, ne suffit pas à elle seule à construire une organisation, un parti. Il faut encore qu'à tous les niveaux, la direction, les cellules agissent pour la construire. Il faut que cette préoccupation soit partout présente, il faut acquérir des réflexes de constructeur. Et les réflexes, cela s'éduque, nous nous éduquerons car ce qu'il manque à la classe ouvrière, c'est un parti, une Internationale : la IVe Internationale.

Marc Lacaze, le 10 novembre 1976.

le droit à la santé, la Sécurité sociale

Des conquêtes sociales révolutionnaires

par Denis FOLIAS

1ère partie : du paupérisme à la Sécurité sociale

On sait à peu près, aujourd'hui, ce que recouvre le vocable de « Sécurité sociale ». On sait aussi qu'elle est indissolublement liée aux luttes ouvrières, au combat inlassable et permanent que le prolétariat a mené depuis sa formation comme classe contre le capital, pour améliorer ses conditions générales de travail, de vie, d'hygiène, pour contenir l'aggravation de l'exploitation capitaliste.

De ce point de vue, l'importance considérable que représente l'ensemble de droits et de garanties qui constituent aujourd'hui la Sécurité sociale, qui reconnaissent le droit à la santé, à la protection contre les conséquences les plus graves de l'exploitation capitaliste, ne peut être pleinement comprise que dans toute sa dimension historique, politique et sociale.

Révolutionnaires, les conquêtes fondamentales de la Sécurité sociale, du droit à la santé, du droit à la protection sociale, le sont justement en ce qu'elles trouvent naissance dans l'activité même du mouvement ouvrier, qu'elles ont été de tout temps et qu'elles sont toujours aujourd'hui des enjeux décisifs de la lutte de classe.

Et, avant d'aborder dans le prochain numéro de « la Vérité » les problèmes actuels de la lutte des classes autour de ces conquêtes fondamentales, ceux des conditions politiques nécessaires à la défense de ces acquis que l'impérialisme veut démanteler et détruire, nous publions la première partie de l'article de Denis Folias qui, « du paupérisme à la Sécurité sociale », relate comment le prolétariat a arraché ces acquis par une lutte de classe plus que séculaire et dégage en même temps leur signification politique.

1. Déchue, inculte, misérable, décimée...

De cette situation des classes laborieuses pendant la période principale d'essor du capitalisme, aucun mot ne peut réellement rendre compte, sinon celui scientifique de paupérisme.

Friedrich Engels observe de 1842 à 1844 le prolétariat britannique, celui qui est déjà le plus important, le plus constitué comme classe parce que la révolution industrielle a près d'un siècle d'avance en Angleterre par rapport au continent.

De cette observation va naître l'un de ses premiers grands ouvrages : « la Situation de la classe laborieuse en Angleterre ». La démarche ne constitue d'ailleurs pas à ce moment un phénomène isolé. Il saute aux yeux d'Engels, comme de bon nombre d'observateurs, que l'étude du prolétariat, « dont la situation sociale s'impose chaque jour davantage à l'attention du monde civilisé », est nécessaire pour comprendre les phénomènes nouveaux qui se développent dans toutes les régions industrialisées d'Europe.

Après avoir analysé dans ce livre comment le prolétariat s'est constitué, il brosse un tableau saisissant de ses conditions de vie, nous devrions écrire plutôt de survie. Suivons-le dans les quartiers ouvriers de Londres :

> « De toutes parts affluent les témoignages démontrant que les habitations des travailleurs dans les mauvais quartiers des villes et les conditions de vie habituelles de cette classe sont à l'origine d'une foule de maladies. L'article cité plus haut affirme à bon droit que les maladies pulmonaires sont la conséquence inévitable de ces conditions de logement et sont de fait particulièrement fréquentes chez les ouvriers. L'aspect étique de nombreuses personnes rencontrées dans la rue montre bien que cette mauvaise atmosphère de Londres, en particulier dans les quartiers ouvriers, favorise au plus haut degré le développement de la phtisie. Lorsqu'on se promène un peu le matin de bonne heure, au moment où tout le monde se rend au travail, on reste stupéfait par le nombre de gens qui paraissent à demi ou totalement phtisiques. Même à Manchester les gens n'ont pas *cette mine-là ;* ces spectres livides, longs et maigres, à la poitrine étroite et aux yeux caves, que l'on croise à tout moment, ces visages flasques, chétifs, incapables de la moindre énergie, ce n'est vraiment qu'à Londres que leur grand nombre m'a frappé — bien que la phtisie fasse également dans les villes industrielles du Nord une véritable hécatombe chaque année. La grande rivale de la phtisie, si l'on excepte d'autres maladies pulmonaires et la scarlatine, c'est la maladie qui provoque les plus effroyables ravages dans les rangs des travailleurs : le typhus. D'après les rapports officiels sur l'hygiène de la classe ouvrière, la cause directe de ce fléau universel, c'est le mauvais état des logements : mauvaise aération, humidité et malpropreté. Ce rapport qui, ne l'oublions pas, a été rédigé par les premiers médecins d'Angleterre sur les indications d'autres médecins, ce rapport affirme qu'une seule cour mal aérée, une seule impasse sans égouts, surtout si les habitants sont très entassés, et si des matières organiques se décomposent à proximité, peut provoquer la fièvre, et la provoque presque toujours. Presque partout cette fièvre a le même caractère et évolue dans presque tous les cas finalement vers un typhus caractérisé. Elle fait son apparition dans les quartiers ouvriers de toutes les grandes villes et même dans quelques rues mal construites et mal entretenues de localités moins importantes, et c'est dans les plus mauvais quartiers qu'elle opère ses plus grands ravages, bien qu'elle choisisse naturellement aussi quelques victimes dans les quartiers moins désavantagés. »

Une première constatation s'impose à la lecture d'Engels. L'un des plus terribles fléaux qui décime la classe ouvrière, conséquence naturelle de l'exploitation encore sans bornes du travail salarié par le capital, c'est la maladie. La maladie sans distinction de cause ou d'origine, que ce soit l'épidémie, la nourriture infecte ou le traumatisme professionnel, la mutilation de la machine ou l'épuisement physique complet. Ces distinctions-là n'existent pas encore. Le prolétariat n'est pas fait pour vivre. Il est fait pour suer de la plus-value.

Et dans sa passion aveugle de surexploitation, le capital envoie le plus légalement du monde à la mort des générations entières d'ouvriers, de femmes, d'enfants.

Engels cite le témoignage d'un médecin qui a fait une enquête officielle dans un faubourg ouvrier de Manchester, dont il a classé rues et immeubles en plusieurs catégories, et qui démontre que la mortalité est de 68 % plus élevée dans les rues de troisième catégorie que dans celles de première ; que la mortalité dans les immeubles de deuxième classe est de 31 % et dans ceux de troisième classe de 78% plus élevée que dans ceux de la première catégorie. A Liverpool, ce qu'on appelle maintenant l'espérance de vie est alors de 35 ans pour les classes supérieures, de 22 ans pour les gens aisés et les artisans, de 15 ans à peine pour les ouvriers et journaliers. L'effroyable mortalité infantile dans la classe ouvrière est pour beaucoup responsable de ce dernier chiffre. Nous y reviendrons.

Et Engels, en conclusion de ce terrible réquisitoire, prononce le verdict : « meurtre, assassinat social ».

LA MISERE DES GRABATS

La situation n'est guère différente en France.

Dans un grand nombre d'industries, le machinisme naissant recrute de préférence de la main-d'œuvre féminine et enfantine, dont la valeur est moins élevée.

Une des études les plus connues de l'époque, réalisée par L. Villermé sous la monarchie de Juillet, porte sur le « tableau de l'état physique et moral des ouvriers et employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie ». Son récit n'est pas moins dramatique que celui d'Engels, même s'il n'aboutit pas aux mêmes conclusions. Voici en quels termes il décrit les taudis des ouvriers de Saint-Sauveur à Lille :

> « Ces caves n'ont aucune communication avec l'intérieur des maisons : elles s'ouvrent sur les rues ou sur les cours et l'on y descend par un escalier qui en est très souvent à la fois la porte et la fenêtre. Elles sont en pierre ou en brique, voûtées, pavées ou carrelées et toutes ont une cheminée, ce qui prouve qu'elles ont été construites pour servir d'habitation. (...)
>
> « Le plus souvent, ils (*ceux qui y vivent*) couchent tous sur la terre nue, sur des débris de paille de colza, sur des fanes de pommes de terre desséchées, sur du sable, sur les débris même, péniblement recueillis dans le travail du jour. Le gouffre où ils végètent est entièrement dépourvu de meubles, et ce n'est qu'aux plus fortunés qu'il est donné de posséder un poêle flamand, une chaise de bois et quelques ustensiles de ménage. « *Je ne suis pas riche, moi, nous disait une vieille femme en nous montrant sa voisine étendue sur l'aire humide de la cave, mais j'ai une botte de paille, Dieu merci !* »

En 1854, l'abbé de Luire, curé de Saint-Nazaire-en-Royans, décrit ainsi au préfet la vie misérable des ouvrières d'une usine de soie :

> « Ces pauvres filles sont appelées à 2 h 1/2, 3 h du matin pour aller aux fabriques. Elles travaillent jusqu'à 9 heures du soir... Elles ont pour tout repos deux heures pour déjeuner, une heure pour dîner... Le reste du temps, elles sont debout devant leur banque, pour soigner leur ouvrage... A peine ont-

Mortes en un an...

Les fabriques de porcelaine de Limoges emploient ce qu'on appelle des poudreuses, c'est-à-dire des ouvrières qui saupoudrent à la main, avec des couleurs variées, les impressions de décors qui sont ensuite reportées sur la porcelaine blanche. Dans les grandes fabriques, il y a cinq, six, huit poudreuses ; dans les maisons de moindre importance, deux ou trois, quelquefois une seule. Et voici leur travail :

Dès que la feuille à poudrer sort de la presse, humide encore de la matière adhésive, elle passe aux mains de la poudreuse, qui, vivement, à l'aide d'un tampon de ouate, recouvre les dessins imprimés d'une couleur en poudre impalpable (sel de plomb). Cette poudre se répand en nuage tout autour de l'ouvrière qui la respire jusqu'au fond des bronches. Et, plus l'ouvrière fait de besogne, plus elle va vite pour suivre la presse, plus elle absorbe de poussières en suspension.

Au bout de quelque temps, la santé de la fillette s'altère, et l'on constate l'empoisonnement saturnin, qui se traduit par d'atroces douleurs d'entrailles ou des altérations du côté des reins et du cerveau donnant des convulsions et des paralysies partielles.

On a essayé comme préservatif et comme palliatif des masques sur le visage et du lait bu en grande quantité pendant le travail. Mais aucun masque, jusqu'à présent, n'a réuni les conditions nécessaires pour permettre de respirer aisément, sans laisser passer la fameuse poudre. Quant au lait, il finit par inspirer à la patiente une répugnance d'autant plus invincible qu'il lui rappelle incessamment qu'elle est en train de s'empoisonner. Vingt-deux poudreuses sont mortes ainsi dans l'espace d'un an.

Le Figaro, 13 novembre 1894.

elles 10 et 12 sous par jour, et encore elles doivent se nourrir là-dessus. Plusieurs jeunes personnes de Saint-Nazaire ont fini par prendre les jambes tordues dans ces longs travaux ; d'autres ont dans ce moment des maux de poitrine. »

A ces maladies professionnelles et sociales, vient s'ajouter la mortalité par accidents.

Dans les mines, à la suite de l'explosion du puits Verpilleux en 1889 et de la catastrophe épouvantable qui s'ensuit, on apprend par un rapport du Conseil supérieur des mines que des chantiers à production intensive ont été accumulés dans un des quartiers les plus dangereux de la mine et que la compagnie a refusé de fermer deux galeries grisouteuses, toutes conséquences de son avidité au profit.

En septembre 1890, M. Dumay, chargé par une commission parlementaire de rédiger un rapport sur les causes d'une nouvelle catastrophe minière, à Villebœuf, écrit au ministre des Travaux publics qu'il a constaté de « telles infractions aux lois » et à la sécurité qu'aucun des arrêtés préfectoraux n'y est appliqué et que, là également, une galerie grisouteuse n'a pas été fermée...

« Les plus coupables, *affirme-t-il dans son rapport*, sont, avec les ingénieurs de l'Etat, les administrateurs qui, dans l'espoir de réaliser de plus gros bénéfices, exigent de leurs ingénieurs le moins de dépenses possible et, par là même, les empêchent d'accomplir les travaux nécessaires. »

L'indifférence des armateurs de la grande pêche, par exemple, ne le cède en rien à celle des compagnies minières ; 2.000 pêcheurs partent chaque année, en cette fin du XIX[e] siècle, pour la pêche d'Islande, dont 200 mousses. Ils ne peuvent emporter de bagages. Entassés dans des réduits affreux, ils ne peuvent attendre aucun secours en cas de maladie ou d'accident. L'existence des pêcheurs envoyés à Terre-Neuve est plus

misérable encore, si c'est possible. Leurs bateaux n'embarquent d'eau douce que pour les besoins de la cuisine.

Les matelots ne se lavent pas ; ils ne quittent jamais leurs bottes et il leur est interdit d'avoir une paillasse, qui ne tarderait pas d'ailleurs à pourrir. Ils ne peuvent s'en remettre qu'à leur vigoureuse constitution pour espérer que guériront les affections pulmonaires et rhumatismales que détermine le passage régulier du chaud au froid, ou pour refermer les fractures gagnées à la manœuvre.

En trois années, de 1885 à 1887, près de 500 mineurs vont trouver la mort par accident en France, près de 50 000 sont blessés dont 10 000 gravement. La mortalité par accident des pêcheurs d'Islande est d'environ 7 % à la même époque. Près de 200 disparaissent chaque année. Ce n'est pas la mer qui les tue ; c'est le capital.

Ces exemples ne sont pas forcément parmi les plus dramatiques. En 1900, Fernand et Maurice Pelloutier publient une étude extrêmement sérieuse sur « la Vie ouvrière en France ». Ils présentent, dans l'un des chapitres, onze budgets ouvriers types. Deux seulement prévoient la possibilité de dépenses pour « médecin-pharmacien », et encore pour des sommes infimes.

Dans son « Histoire du travail », Georges Lefranc en présente sept, de diverses catégories d'ouvriers vivant au milieu du XIX[e] siècle. Aucun ne prévoit quoi que ce soit pour les dépenses de maladie.

TUBERCULOSE, MORTALITE INFANTILE

Il n'est pas de corporation qui ne paie un lourd tribut à ce terrible fléau qu'est la tuberculose, celle qu'on appelle encore la phtisie. La question n'est pas seulement médicale ; elle est sociale. Celles des professions ouvrières qui sont le moins touchées par la phtisie le sont encore infiniment plus que la dernière catégorie des classes dirigeantes. Devant la mort comme au cours de l'existence,

Les tombeaux de la Haute-Loire

Ces bâtiments sont le plus souvent privés de ventilation ou ventilés dans des conditions fâcheuses pour les malheureux qui y séjournent, les courants froids y règnent en maîtres ; bref, l'industriel, quelle que soit l'importance de ses établissements (1), *témoigne autant de sollicitude pour les économies susceptibles de ruiner la santé de ses ouvriers que d'indifférence pour celles qui, réalisables sans grande peine, lui profiteraient à lui-même sans nuire à son personnel.*

S'agit-il des locaux affectés en certains établissements au sommeil des ouvriers ? Ceux-là ne manquent pas seulement d'air ; ils sont encore privés des moindres avantages que réclame l'hygiène la plus rudimentaire, sombres et le plus souvent d'une malpropreté repoussante. Un rapport, adressé en 1891 au ministre du Commerce, décrivait ainsi les dortoirs affectés aux ouvrières des fabriques de lacets de Saint-Chamond : « Dans la plupart des usines, le couchage des ouvrières est dans les plus détestables conditions d'hygiène et de moralité. Les dortoirs sont des combles où les ouvrières gèlent l'hiver et étouffent l'été. Mal aérés et trop petits, ils sont dans un état de malpropreté déplorable. Les enfants et les femmes sont couchés à deux dans le même lit, et on ne renouvelle les draps que tous les deux mois. Ces jeunes ouvrières sont usées ; à dix-huit ans, elles en paraissent trente. Certains établissements sont surnommés les tombeaux des enfants de la Haute-Loire. »

1. Au mois de juillet 1892, la direction des Chantiers de la Loire, à Saint-Nazaire, faisait enlever, uniquement pour faciliter la surveillance aux contremaîtres, deux des portes de son atelier de forge, déterminant ainsi un courant d'air d'une gravité exceptionnelle. Pour obtenir la mise en place de ces portes, les ouvriers forgerons durent faire grève.
F. Pelloutier, *La Vie ouvrière*, 1900.

Mortalité infantile à Paris, en 1892

ARRONDISSEMENTS	ROUGEOLE	SCARLATINE	COQUELUCHE	DIPHTÉRIE CROUP	GASTRO-ENTÉRITE DES ENFANTS au sein	GASTRO-ENTÉRITE DES ENFANTS au biberon	DÉBILITÉ CONGÉNITALE	TOTAUX
Arrondissements à population riche								
I. Louvre	15	4	3	18	11	30	32	113
II. Bourse	19	0	6	30	14	46	26	141
III. Le Temple	17	9	2	38	20	67	53	206
IV. Hôtel-de-Ville	30	9	10	76	30	68	57	280
VI. Luxembourg	12	3	1	33	12	42	46	149
VII. Palais-Bourbon	20	10	5	44	19	64	30	192
VIII. Elysée	9	4	2	15	7	21	16	74
IX. Opéra	10	4	3	27	28	34	31	137
XVI. Passy	8	2	2	34	39	38	28	151
TOTAUX	140	45	34	315	180	410	319	1.443
Arrondissements à population aisée								
V. Panthéon	68	7	11	49	46	105	65	351
X. Saint-Laurent	47	6	11	50	51	84	69	318
XII. Reuilly	63	10	18	70	61	152	62	445
XIV. Observatoire	81	6	28	112	61	508	97	893
XV. Vaugirard	70	8	24	118	66	263	62	611
XVII. Batignol.-Monc.	44	6	26	72	45	132	83	408
TOTAUX	373	43	118	480	330	1.244	438	3.026
Arrondissements à population pauvre								
XI. Popincourt	63	24	32	182	138	296	130	865
XIII. Gobelins	77	10	41	94	63	183	96	564
XVIII. Montmartre	104	14	41	138	102	291	148	838
XIX. Butt.-Chaumont.	95	10	42	94	114	321	105	781
XX. Ménilmontant	57	12	26	100	108	324	100	727
TOTAUX	396	70	182	608	525	1.415	579	3.775
Rapport pour 1.000 à la mortalité générale								
PREMIÈRE CATÉGORIE	2,56	0,83	0,62	5,77	3,30	7,51	5,84	26,43
DEUXIÈME CATÉGORIE	6,83	0,78	2,16	8,80	6,05	22,81	8,03	55,46
TROISIÈME CATÉGORIE	7,26	1,28	3,33	11,10	9,62	25,94	10,67	69,20
TOTAUX	16,65	2,89	6,11	25,67	18,97	56,26	24,54	151,09
MOYENNES	5,55	0,96	2,03	8,55	6,32	18,75	8,18	50,36

la hiérarchie des classes sociales joue. Si la classe ouvrière trouve dans la tuberculose sa plus mortelle ennemie, c'est qu'elle en est victime proportionnellement, non seulement à l'insalubrité de la profession mais à la faiblesse du salaire, à la durée du travail.

FAUBOURGS OUVRIERS ET QUARTIERS NOBLES

Il n'y a pas plus d'égalité devant la mort que dans la vie. Un tableau statistique anglais de l'époque montre que lorsque le taux de mortalité est à l'indice 100 pour les curés, ministres et hommes de loi, il est à 216 pour les ouvriers du bâtiment, à 300 pour les tisseurs, 331 pour les mineurs, presque 400 pour les garçons d'hôtel...

Le Bulletin officiel de statistiques de la ville de Paris publie un tableau de la mortalité à Paris en l'année 1892. Il fait apparaître que le rapport (pour 1000) de la mortalité générale est une fois et demi plus élevé dans les faubourgs ouvriers que dans les quartiers nobles ou bourgeois ; qu'il y a 3 300 décès par tuberculose dans les neuf arrondissements les plus aisés contre 5 600 dans les cinq les plus pauvres, bien que ceux-ci soient, in abstracto, parmi les plus salubres du point de vue de leur situation géographique (Ménilmontant, Montmartre, Buttes Chaumont).

Le tableau de la mortalité infantile est — nous sommes toujours en 1892 — effrayant ; 15 000 enfants y trouvent la mort. Il y a 900 cas mortels de rougeole, 1 400 de diphtérie, plus de 4 000 cas d'entérite ou de cholérine mortelle chez les enfants du premier âge, nourris au sein ou au biberon. Dans quels arrondissements ces maladies sont-elles fréquentes ? Presque exclusivement dans les faubourgs, à l'exception de Passy et de Batignolles-Monceau. En cas d'épidémie infantile, les quartiers qui les subissent le plus sont ceux des Gobelins et de Ménilmontant.

Le tableau de la mortalité infantile que nous publions ci-contre est encore plus accusateur que celui de la mortalité générale adulte. Le rapport pour 1 000 de la mortalité infantile causée par la gastro-entérite des nourrissons est de 11 dans les arrondissements riches et de 36 dans les quartiers ouvriers. 3,5 contre 7 pour la rougeole ; 0,60 contre 3,30 pour la coqueluche. Au total 26,43 contre 69,20 pour mille. Les enfants du prolétariat parisien de cette fin du XIX^{e} siècle meurent presque trois fois plus que ceux de la bourgeoisie.

Il y a déjà pourtant, bien sûr, des lois et règlements pour indiquer aux industriels les mesures qu'ils devraient prendre pour protéger la sécurité et la santé de leurs ouvriers. Mais le moindre de leurs défauts est d'être à peu près complètement inapplicables et privés en fait de toute sanction. Aucun magistrat n'irait de surcroît appliquer la loi à un capitaliste, quand bien même celui-ci aurait des comptes à lui rendre. Ils appartiennent tous deux à la même classe, et c'est la classe dominante.

UNE FORME NOUVELLE DE L'EXPLOITATION DES MASSES OPPRIMEES

Déchue, inculte, misérable, décimée par la maladie et par les accidents, livrée aux dépravations de l'alcoolisme, du banditisme ou de la prostitution, la classe ouvrière est la classe la plus éprouvée de la société. Elle est à l'état brut telle que le capital voudrait la maintenir pour toujours à sa botte, comme « une masse disséminée à travers le pays et atomisée par la concurrence » (Marx).

La nature de son exploitation par le capital, dont nous voyons ici certains des résultats les plus dramatiques, est une forme nouvelle de l'exploitation des masses opprimées dans l'histoire de l'humanité, introduite par les rapports sociaux de production du capitalisme, c'est le paupérisme.

2. Le paupérisme

Comment Marx et Engels posent-ils le problème de la paupérisation ?

Elle est pour eux un mouvement historique qui oblige un nombre toujours plus grand de producteurs, de femmes, d'enfants, à se soumettre à la condition salariale, à la prolétarisation.

Le vaste mouvement historique de la paupérisation, c'est d'abord celui qui voit des fractions, des couches entières de producteurs expropriés de leurs moyens de production, celui de la constitution du prolétariat dans lequel basculent les uns après les autres paysans, artisans, travailleurs indépendants et petits capitalistes eux-mêmes, quand ils sont vaincus par les lois de la concurrence et de la concentration.

Il signifie le renforcement par le travailleur des conditions mêmes de son exploitation, le réduisant à un état d'insécurité toujours plus grand. Au développement inéluctable par le capital du salariat, ne correspond pas simplement l'insuffisance du salaire ouvrier mais aussi la précarité complète et l'incertitude dans lesquelles il maintient la condition ouvrière.

Rappelons d'abord ici la description que Marx et Engels donnent de ce phénomène dans le « Manifeste du Parti communiste » en 1847 :

> « La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté les chiffres de population des villes par rapport à la campagne. (...)
>
> « Classe au pouvoir depuis un siècle à peine, la bourgeoisie a créé des forces productives plus nombreuses et plus gigantesques que ne l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. Mise sous le joug des forces de la nature, machinisme, application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, navigation à vapeur, chemins de fer, télégraphes électriques, défrichement de continents entiers, régularisation des fleuves, populations entières jaillies du sol — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives sommeillaient au sein du travail social ? (...)
>
> « A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise au même titre que tout autre article de commerce ; ils sont exposés, par conséquent, de la même façon à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.
>
> « Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. L'ouvrier devient un simple accessoire de la machine, dont on n'exige que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, les frais qu'entraîne un ouvrier se réduisent presque exclusivement au coût des moyens de subsistance nécessaires à son entretien et à la reproduction de son espèce. Or le prix d'une marchandise, et donc le prix du travail également, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, à mesure que se développent le machinisme et la division du travail, la masse de travail s'accroît, soit par l'augmentation des heures de travail, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.
>
> « L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître artisan patriarcal la grande fabrique du capitaliste industriel. Des masses

d'ouvriers, concentrés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bourgeois fabricant lui-même. Ce despotisme est d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant qu'il proclame plus ouvertement le profit comme étant son but suprême.

« Moins le travail manuel exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne se développe, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Il n'y a plus que des instruments de travail dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

« Une fois achevée l'exploitation de l'ouvrier par le fabricant, c'est-à-dire lorsque celui-ci lui a compté son salaire, l'ouvrier devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc.

« Petits industriels, petits commerçants et rentiers, petits artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; en partie parce que leur faible capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent à la concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population. »

(1) On notera que Marx n'est pas encore parvenu à dégager une de ses découvertes théoriques fondamentales : le travail n'a pas de prix, parce qu'il n'a pas de valeur. Il est, ce qui n'est pas la même chose, source de valeur. Ce qui est payé au prolétaire, c'est le prix de sa force de travail qui, elle comme toute autre marchandise, a une valeur, la quantité de travail socialement nécessaire à sa production.

EXPLOITATION ET ACCUMULATION DU CAPITAL

Cette longue citation du « Manifeste du Parti communiste » (1) démontre que Marx et Engels ne posent pas la question de la paupérisation exclusivement du point de vue du taux des salaires de la classe ouvrière mais de son niveau général de vie, de ses conditions d'existence. Le « Manifeste » explique que le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum de salaire, c'est-à-dire « la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier ». Et les auteurs du « Manifeste » en tirent la conclusion que ce que l'ouvrier s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie, « réduite à la plus simple expression ».

C'est dans « le Capital » que l'on trouve l'analyse scientifique par laquelle Marx lie par « une corrélation fatale » l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère. Il le fait au terme d'une polémique impitoyable avec Lassalle lorsque celui-ci, en s'appuyant sur les thèses de Ricardo et de Malthus, développe la célèbre « loi d'airain des salaires » et la théorie de la surpopulation absolue.

Pour Lassalle, le salaire oscille certes autour d'un minimum de subsistance, en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Mais si les salaires montent un temps de par « la demande », cette augmentation provisoire entraîne un accroissement des familles ouvrières, donc de « l'offre ». Les salaires retombent alors inéluctablement au-dessous du minimum de subsistance. Comme, par ailleurs, l'accroissement naturel de la population est plus rapide que l'accroissement de subsistance et que la population ouvrière s'élève plus vite que la richesse nationale (Malthus), les ouvriers sont condamnés à assurer tout juste leur plus modeste subsistance. Telles sont les racines de la cruelle « loi d'airain ».

Marx lui oppose d'abord dans « le Ca-

pital » la définition scientifique du salaire qui n'est pas la valeur du travail mais celle de la force de travail.

La production capitaliste entraîne l'ouvrier qui travaille pour assurer sa subsistance à être également contraint de travailler gratuitement un certain temps pour le capitaliste qui emploie sa force de travail. En achetant à son prix la force de travail de l'ouvrier, le capitaliste peut le faire travailler bien plus que le temps nécessaire à la reproduction de la valeur équivalente de son salaire. Telle est la caractéristique fondamentale de la production capitaliste, de l'extraction de la plus-value, de l'accumulation du capital. Marx en tire également une conclusion fondamentale pour la lutte des classes. La lutte du prolétariat, tant que subsiste le régime capitaliste, ne peut que tenter de contenir le taux d'exploitation, limiter son aggravation ; elle ne peut empêcher que l'ouvrier perpétue par son travail, quel que soit son salaire, le capital et par là même son propre esclavage.

Par rapport à l'époque de l'accumulation primitive du capital, nous verrons tout au long de ce travail sur la Sécurité sociale que les ouvriers, par leurs luttes de classes, par les droits, garanties et conquêtes qu'ils ont arrachés et sans avoir pour autant supprimé l'exploitation, ont réussi à en limiter l'aggravation, à améliorer et à protéger leurs conditions d'existence. Ce qui ne signifie d'ailleurs nullement que le fondement de l'exploitation, c'est-à-dire le rapport du travail payé au travail non payé, ne se soit pas renforcé à l'échelle mondiale. Cela, seule la destruction du capitalisme, l'abolition du salariat et du patronat peut le supprimer. Voilà où réside la nécessité historique de la révolution.

Le deuxième volet de la critique de Marx n'est pas moins décisif. Car, telle qu'elle est formulée de façon générale par Lassalle, cette loi d'airain n'appartient à aucun type de société déterminée, de rapports sociaux déterminés. Elle est une loi générale de la nature qu'il est impossible d'abolir :

> « C'est la théorie malthusienne de la population, *s'exclame Marx dans la « Critique du programme de Gotha »*. Mais, si cette théorie est exacte, je *ne peux pas* abolir la loi (*d'airain*) dussé-je cent fois abolir le salariat parce que la loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais *tout* système social. »

« UNE CORRELATION FATALE »

Dans le long chapitre XXV du « Capital », où Marx analyse la loi de l'accumulation capitaliste, il met en lumière, dans la première partie, comment, en admettant que la composition du capital reste la même, son accumulation tend à faire monter le taux des salaires. La décomposition du capital en sa partie constante (valeur des moyens de production) et variable (valeur de la force de travail ouvrière, somme des salaires) implique en effet que l'accroissement du capital renferme l'accroissement de sa partie variable. Et la composition organique du capital restant stable, la demande de travail marchera avec l'accumulation, la partie variable du capital augmentant au moins dans les mêmes proportions que sa masse totale.

Mais la hausse des salaires n'est jamais que l'augmentation de la partie rémunérée du travail au détriment de sa partie non payée qui forme la plus-value. Fabriquer de la plus-value, rappelle Marx, est la loi absolue du mode de production capitaliste. Et la force ouvrière n'est vendable qu'autant qu'elle conserve les moyens de production comme capital, qu'elle reproduit son propre équivalent comme capital et qu'elle crée au capitaliste, de plus, un fonds de consommation et un surplus de capital. A supposer que la plus-value se réduise au point « que l'aiguillon du gain s'émousse », la demande de la force de travail baisse, et les salaires avec elle.

C'est donc bien le rapport du travail payé au travail gratuit, le rapport V/Pl, qui détermine l'évolution des salaires.

Ce n'est pas une théorie de la population. Le paupérisme et la mortalité ouvrière ne sont pas des régulateurs économiques. Ils sont les conséquences du système capitaliste d'exploitation.

Mais Marx explique, dès la deuxième partie de ce chapitre, que les progrès de l'accumulation n'aboutissent pas à un accroissement quantitatif simultané des différentes composantes du capital. Sa composition organique est elle-même révolutionnée en permanence par le procès de la production. La masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme des forces ouvrières nécessaires à leur mise en œuvre. D'une part, le travail mort, accumulé, domine de plus en plus le travail vivant du prolétaire ; d'autre part, les méthodes que la production capitaliste emploie pour fertiliser le travail sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value, pour alimenter la source de l'accumulation et accumuler du capital au détriment du travail.

Marx explique également dans ce chapitre pourquoi et comment cette décroissance proportionnelle du capital variable par rapport à sa partie constante a néanmoins pour corollaire l'augmentation absolue du capital variable et de la demande de travail, comment elle exige parallèlement l'existence d'une surpopulation ouvrière qu'il qualifie de « relative » parce qu'elle provient, non d'un accroissement naturel de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation (loi d'airain), mais au contraire d'un accroissement accéléré du capital social lui permettant de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses ouvriers.

C'est à la suite de ces analyses, elles-mêmes précédées de celle de la plus-value, de ses formes et de son processus de transformation en capital que Marx peut définir en ces termes généraux la loi de l'accumulation capitaliste, qui est celle aussi, nous l'avons déjà dit, et Marx précise ici comment, de l'accumulation de la misère :

« Dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine ; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production ; ils substituent au travail attrayant le travail forcé ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment sa vie entière en temps de travail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut capitaliste.

« Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

« Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »

On voit donc en quels termes précis Marx analyse ici la question du taux des salaires et celle des conditions de vie des travailleurs, ni en les confondant ni en les opposant, mais en précisant leurs relations.

Taux d'exploitation et niveau de vie

Le taux d'exploitation est le rapport entre le travail payé et le travail non payé. Supposons que le temps de travail total soit de 12 heures, que le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien de la force de travail (travail payé) soit de 6 h, la plus-value correspondra à 6 h (travail non payé) et le taux d'exploitation est de 6 h/6 h = 1.

Toutes autres choses restant égales (1), les capitalistes peuvent augmenter le taux de la plus-value en augmentant la durée du temps de travail à 14 h par exemple. On a alors 6 h de travail payé et 8 h de travail non payé : taux de l'exploitation 8/6 = 1,33. Marx appelle l'augmentation de la plus-value ainsi obtenue, augmentation de la plus-value absolue.

Mais l'augmentation de la productivité du travail social est aussi un des facteurs de l'augmentation de la plus-value. Supposons que cette productivité double. Dans l'exemple cité, il faudra, à standard de vie égal, non plus 6 h de travail, mais 3 h pour l'entretien de la force de travail. D'où il résulte, le temps de travail restant égal : 9 h de travail non payé qui constituent la plus-value ; taux d'exploitation 9/3 = 3. Cela relève de ce que Marx appelle la production de la plus-value relative.

Dès lors, on comprend que le standard de vie peut augmenter, le temps de travail diminuer et le taux d'exploitation s'accroître. Supposons que la productivité soit multipliée par 6, le temps de travail nécessaire à l'entretien de la force de travail sans variation du standard de vie se réduira à 1 h ; supposons que le standard de vie augmente de 50 %, le temps de travail nécessaire à l'entretien de la force de travail deviendra 1 h 30 ; supposons que le temps de travail soit réduit à 10 h, on obtiendra le résultat suivant : temps de travail payé 1 h 30, temps de travail non payé 8 h 30, taux de l'exploitation 8 h 30/1 h 30 = 5,66.

C'est ce processus qui se produit en réalité. Les capitalistes peuvent donc céder. Mais un autre phénomène joue : la baisse tendancielle du taux de profit qui dépend de la composition organique du capital. On sait que la composition organique du capital, c'est le rapport entre le capital constant (c) et le capital variable (v), c'est-à-dire c/v. Le capital constant est le capital nécessaire à l'achat des moyens de production ; le capital variable est le capital nécessaire à l'achat de la force de travail. Le taux de profit moyen est égal au rapport entre le capital total et la plus-value totale, c'est Pl/c + v.

Supposons un capital total de 100 réparti ainsi : 75 c et 25 v. Supposons que 25 v permettent d'acheter la force de travail de 25 ouvriers qui travaillent chacun 12 h, soit au total 300 h de travail, au taux d'exploitation de 1. Ils travailleront donc 150 h pour entretenir leur force de travail ; 150 h formeront la plus-value du capitaliste.

Pour augmenter la productivité de 50 %, supposons que ce capitaliste soit obligé d'augmenter de seulement 25 % son capital constant, soit 18,75. Pour un capital total de 100 engagé dans la production, on aura donc 93,75 c. Reste 6,25 pour v.

Supposons que ces 6,25 suffisent à mettre en mouvement le capital constant 93,75 c et que, la productivité générale augmentant de 50 %, il y ait une baisse correspondante de la valeur de la force de travail : à la place de 6,25 ouvriers, le capitaliste pourra embaucher 6,25 × 1,5 = 9,325 ouvriers. Travaillant 12 h par jour, ils produiront une valeur correspondante à 9,325 × 12 = 112 h de travail. Comme la valeur de la force de travail n'est plus que des 2/3 de ce qu'elle était avant à standard de vie égal, il résulte qu'il suffit de 4 h de travail par ouvrier pour l'entretien de la force de travail, soit au total 9,325 × 4 = 37 h 3/10. La plus-value qui reste ne correspond plus qu'à 112 — 37,3 = 75 h 7/10 pour le même capital de 100 engagé, à peu près la moitié de la plus-value produite dans la première composition organique du capital. Pourtant, le taux d'exploitation est passé à 75/37,3, soit presque 2.

Ce phénomène résulte du fait que la seule source de la plus-value est le travail non payé. Mais il devient alors évident que la lutte pour la défense du standard de vie, son augmentation, la défense et l'extension des conquêtes sociales, la réduction du temps de travail, se heurtent à la résistance acharnée du capital. Leur simple maintien lui est intolérable lorsque la marche à la crise se traduit par une accentuation de la tendance à la baisse du taux de profit.

---

(1) Il s'agit bien entendu ici d'indications de tendances. Les chiffres utilisés ici ne sauraient être compris autrement.

A son niveau le plus général, la lutte du prolétariat vise à supprimer l'exploitation capitaliste, ce qui exige l'expropriation des propriétaires privés des moyens de production et l'appropriation collective de ceux-ci. Mais ce combat découle lui-même, est l'expression la plus élevée de sa lutte quotidienne, indispensable pour limiter au maximum l'exploitation. A chaque moment de son existence, la classe ouvrière doit lutter pour limiter la partie non payée de son travail que le capitaliste lui extorque sous forme de plus-value, et limiter par là l'aggravation de l'exploitation. L'augmentation des salaires comme la réduction du temps de travail ont donc été, de tous temps, des revendications fondamentales primordiales pour le prolétariat, auxquelles la bourgeoisie ne pouvait céder — de par les conditions sociales et politiques dans lesquelles elle y était contrainte — qu'en acceptant de limiter l'aggravation de l'exploitation du prolétariat ou, et c'est cette dernière solution qui a toujours prévalu en dernière analyse, en augmentant encore et toujours la productivité du travail.

Comme nous l'expliquons ci-contre, la tendance du capital est à l'exploitation sans limites de la force de travail. Déjà, pour le simple entretien, le renouvellement, la reproduction de la force de travail, le prolétariat doit combattre. La soif de plus-value du capital est telle qu'elle met en cause l'existence et la reproduction même de la force de travail, c'est-à-dire du prolétariat en tant que classe, pourtant source unique de la plus-value. Historiquement, pour continuer à exister comme classe, le prolétariat a été contraint à un combat sans répit contre les empiètements du capital. A plus forte raison l'a-t-il été pour améliorer ses conditions d'existence alors même que l'exploitation s'intensifiait.

Mais les formes au travers desquelles le prolétariat contraint la bourgeoisie à lui reconnaître le droit à des conditions de vie et de travail de plus en plus décentes, ces formes qui procèdent à part entière de la lutte de classe d'ensemble des masses opprimées, tout en s'articulant étroitement avec la lutte pour les salaires, pour la réduction de la journée de travail, ce combat pour le droit à la santé, au travail, cette lutte pour la protection de l'enfance comme de la vieillesse signifient aussi autant de limites à l'exploitation du capital. Ils n'en suppriment pas le fondement ; ils n'empêchent pas non plus son aggravation — la conquête de la Sécurité sociale ne justifie en aucune manière le réformisme parce qu'elle ne « réforme » ni n' « améliore » le capitalisme — mais ils la freinent et la limitent par une multitude de luttes qui, à l'égal de leurs acquis, l'organisent, la constituent, la renforcent comme classe face à la bourgeoisie.

REVENDICATIONS « POLITIQUES » ET REVENDICATIONS « ECONOMIQUES »

A l'aube du mouvement ouvrier, alors que les patrons appliquaient le système infâme des « amendes » pour « fautes professionnelles » par lesquelles ils réduisaient encore le taux des salaires, les ouvriers ont mené des grèves, non pour abolir d'un coup cette institution du capital pourtant haïe — ils ne le pouvaient encore — mais pour obliger les patrons à reverser le montant de ces amendes aux premières caisses ouvrières de secours, aux premières mutuelles !

Et par ce mouvement, ils exprimaient déjà combien toute reconnaissance, et plus encore l'institutionnalisation par la bourgeoisie, des droits élémentaires des ouvriers à assurer la protection et la sécurité de leurs différents éléments de vie, est contradictoire aux besoins du capital, est en elle-même une acquisition révolutionnaire du prolétariat, participe de sa lutte d'ensemble contre la bourgeoisie et de sa formation comme classe indépendante face à elle.

Marx a démontré comment, en combattant pour réduire la journée de travail, pour améliorer ses conditions d'existence, pour le droit à la santé, à

Capital et force de travail

Dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production, de sorte que le travailleur, rabaissé au rôle de simple instrument, se voit fournir sa nourriture comme on fournit du charbon à la chaudrière, de l'huile et du suif à la machine. Il réduit le temps du sommeil, destiné à renouveler et à rafraîchir la force vitale, au minimum d'heures de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Bien loin que ce soit l'entretien normal de la force de travail qui serve de règle pour la limitation de la journée de travail, c'est au contraire la plus grande dépense possible par jour, si violente et si pénible qu'elle soit, qui règle la mesure du temps de répit de l'ouvrier. Le capital ne s'inquiète point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégeant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité.

La production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra, ne produit donc pas seulement par la prolongation de la journée qu'elle impose la détérioration de la force de travail de l'homme, en la privant de ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral ; — elle produit l'épuisement et la mort précoce de cette force. Elle prolonge la période productive du travailleur pendant un certain laps de temps en abrégeant la durée *de sa vie.*

K. Marx, *Le Capital*, ch. XXV.

l'instruction, la classe ouvrière progressait sur le terrain de son homogénéisation comme classe, comment la conquête des différentes garanties qui sont par exemple regroupées aujourd'hui dans la « Sécurité sociale » était un aspect déterminant de sa lutte, et conditionnait son être.

Quand il participe à l'élaboration des résolutions du Premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (Genève, 1866), et qu'il y propose que le conseil central impulse une vaste enquête statistique sur « les conditions des classes ouvrières de tous les pays civilisés », il associe complètement les questions « politiques » et les questions « sociales », demandant que les sections de l'Internationale apportent le maximum de renseignements aussi bien sur le taux des salaires ou les horaires de travail que sur « les heures de repas, la description des ateliers, leur encombrement, leur ventilation, l'emploi éventuel des gaz, les conditions de propreté et d'hygiène, etc. »

C'est encore avec cette même méthode qu'il rédigea en 1880 les « Considérants du programme du Parti ouvrier français », dont les articles lient directement des revendications immédiatement politiques comme l'abolition des lois sur la presse, le droit d'association, l'abolition des armées permanentes, etc., et des revendications économiques et sociales dont nous citons ici quelques points particuliers :

> 7° Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail ;
>
> 8° Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers ;
>
> 9° Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie ; (...) »

3. France, Allemagne, Europe...

Mais, force est de le constater quand on regarde la situation de la classe ouvrière française jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, et même pratiquement au début du XX[e] siècle, le système de sa protection, de sa sécurité est encore d'une extrême faiblesse, pratiquement inexistant. Il faudra attendre 1928-1930 pour qu'une première loi générale d'assurances sociales voie le jour — nous reviendrons plus loin sur son contenu et les conditions de son adoption.

La première loi générale de protection d'un risque particulier, celui des accidents du travail, date de 1898 et n'a pas demandé moins, sur le terrain législatif et parlementaire, de dix-huit années de préparation !... Encore faut-il préciser qu'elle est d'une totale insuffisance.

Elle se contente de reconnaître le principe d'une part de responsabilité patronale, et ce encore dans des cas limités, puisqu'elle ne vise que les entreprises industrielles dans lesquelles le travailleur est lié au patron par un contrat de travail. L'ouvrier conserve une part de responsabilité.

Mais, de plus, le montant de la réparation à laquelle la loi oblige ce patron est forfaitaire, et il est interdit à l'ouvrier toute possibilité légale de réclamer plus que cette indemnité forfaitaire.

Quand on aura ajouté que le salarié victime de l'accident du travail se retrouve individuellement seul face à son patron pour obtenir la réparation qui lui est due et dépend encore largement du bon vouloir de ce dernier à s'y soumettre, on aura précisé les limites de cette loi de 1898 que les patrons tournent très vite en s'assurant auprès de compagnies privées qui se substituent à lui dans l'obligation de « réparer », et contre lesquels les travailleurs isolés vont devoir souvent intenter d'interminables procès pour obtenir leur dû, ce dont les archives et la jurisprudence des vieilles « justices de paix » attestent à l'envie.

Quant à la deuxième loi « sociale » de caractère général votée avant la Première Guerre mondiale en France, c'est celle de 1910 sur les Retraites ouvrières et paysannes. Ce n'est pas même, comme la loi de 1898 sur les accidents du travail, un petit pas en avant ; c'est une tentative de vol éhonté des travailleurs à laquelle la CGT va opposer une vaste campagne de classe, et dont l'application sera un échec complet, nous allons le voir.

Si l'on se tourne par contre en ce début du XX[e] siècle vers les principaux pays industrialisés d'Europe, la situation des différentes classes ouvrières y est déjà sensiblement différente.

Les Pays-Bas, la Roumanie, l'Autriche-Hongrie, la plupart des pays scandinaves, sont dotés depuis la fin du XIX[e] siècle de systèmes déjà relativement développés en matière d'assurances sociales, de protection de la maladie et des accidents professionnels, de retraites. Le Luxembourg, l'Italie, la Suisse, ne vont pas tarder à les rejoindre.

Le prolétariat britannique conquiert deux lois capitales, l' « Old Age Pension » en 1908, qui concerne la protection des personnes âgées, et en 1911 l' « Insurance Act », qui met sur pied un système progressiste de protection exclusivement réservé aux salariés en matière de maladie, d'invalidité et de chômage, cette incorporation du « risque » chômage au système des assurances sociales anglaises dès 1911 étant d'une immense importance pour la classe ouvrière britannique, qui est laminée depuis des décennies par des crises cycliques de sous-emploi particulièrement importantes.

Mais c'est en Allemagne que les lois d'assurances sociales les plus complètes ont déjà vu le jour, et les premières. On présente généralement aujourd'hui leur promulgation comme le résultat d'une ruse de Bismarck, d'une manœuvre de diversion du chancelier contre le mouvement ouvrier allemand, au mo-

ment même où il vient d'interdire la social-démocratie par les lois d'exception de 1878.

Présentation ridicule qui inverse complètement les données réelles du problème. La révolution industrielle qui bouleverse l'Allemagne à partir de la deuxième moitié du XIX[e] siècle, tardive par rapport à celle de l'Angleterre ou de la France, mais de ce fait prodigieusement plus rapide, est d'une ampleur inconnue. Elle constitue en moins de quelques décennies un prolétariat urbain nombreux, déraciné encore plus brutalement que celui d'autres pays d'Europe, aux conditions de vie misérables qui n'ont rien à envier à celles dont nous avons dressé un tableau au début de cette étude pour l'Angleterre et pour la France.

C'est l' « ère des fondateurs », pendant laquelle Bismarck appuie de tout son poids politique la bourgeoisie allemande, poursuit l'unification de l'Allemagne comme une nation moderne, et cherche surtout à interdire au jeune prolétariat de se défendre et de s'organiser. Mais la classe ouvrière allemande n'accepte pas l'aggravation continue de ses conditions de vie et de travail, la hausse des prix et la limitation de ses salaires à des taux dérisoires. De 1871 à 1873, d'immenses grèves éclatent dans l'Allemagne nouvellement unifiée, dures, violentes, que la répression pourtant sanglante de Bismarck ne parvient à contenir. Il y en a plus de 300 en 1873.

FORCE ET ORGANISATION DU PROLETARIAT D'ALLEMAGNE

Dans les années 1850, de jeunes mais puissants courants socialistes commencent à s'organiser. Les premiers partis socialistes véritables en Europe voient le jour en Allemagne dans les années 1860, celui de Lassalle et plus encore celui qui se réclame du marxisme, dirigé par Bebel et Liebknecht.

Expression du mouvement politique du prolétariat allemand vers sa constitution comme classe, la force, l'organisation, la centralisation de ces partis qui envoient des députés ouvriers au Reichstag dès avant 1870 préfigurent déjà la puissante social-démocratie allemande.

Nous allons voir comment cette force politique du socialisme allemand, fondée sur le mouvement du prolétariat, va être une condition déterminante de sa capacité à arracher les premières conquêtes sociales, celles-ci participant à leur tour puissamment à la constitution de la classe ouvrière allemande en classe indépendante face à la bourgeoisie.

En 1875, les deux courants principaux du socialisme allemand, celui de Lassalle et celui qui se réclame du marxisme, dirigé par Bebel et Liebknecht, fusionnent au Congrès de Gotha, sur la base d'un programme de capitulation des « marxistes » devant le courant lassallien et qui reste aujourd'hui plus célèbre par la critique acerbe que Marx et Engels en formulèrent que par son contenu lui-même. Mais Marx et Engels, après avoir menacé de ne pas adhérer au nouveau parti, s'y rallient en définitive, car, écrivent-ils, « un pas en avant des masses vaut mieux que cent programmes ». La suite prouvera qu'il s'agit en effet d'un gigantesque pas en avant du prolétariat allemand et même du prolétariat international. Néanmoins cette fameuse formule sera très souvent utilisée en un sens totalement différent que celui que Marx et Engels lui avaient donné, pour couvrir maintes capitulations. Marx et Engels n'en sont pas responsables.

Cette fusion, qui unifie en effet, malgré son programme, la classe ouvrière allemande, répond à l'aspiration de plus en plus profonde des masses ouvrières d'organiser leurs luttes de classe face au capital allemand. De 102 000 voix en 1872, les socialistes en obtiennent presque 500 000 en 1877.

Ce résultat exceptionnel confirme Bismarck dans son intention de détruire le socialisme. Selon sa propre expression, les discours de Bebel au Reichstag, particulièrement depuis que celui-ci a salué en 1871 la glorieuse Commune de

Paris et ses combattants du haut de la tribune du Parlement allemand, le font vivre « dans le cauchemar des révolutions ».

Et le 2 juin 1878, se servant d'une provocation contre l'empereur, il dissout le Reichstag et édicte les lois d'exception qui interdisent les groupements, les rassemblements et la presse socialistes. Il ne peut cependant toucher à deux des droits les plus importants récemment arrachés par le prolétariat, ceux de coalition et de grève. Il ne peut interdire non plus aux députés socialistes élus de siéger au Reichstag. Si l'application de ces lois entraîne une désorganisation considérable de la social-démocratie allemande, elle ne peut la museler pourtant, pas plus qu'elle ne peut empêcher le renforcement de la puissance du prolétariat. Si les socialistes perdent près de 200 000 voix en 1881, ils les reconquièrent haut la main trois ans plus tard, dépassant même leur score de 1877, et envoyant vingt-quatre députés au Reichstag.

C'est devant cet échec flagrant face au prolétariat allemand, confronté à sa puissance, que Bismarck inaugure alors la politique dite « du bout de sucre », en promulguant une série de lois sociales avancées. Qu'il ait espéré ainsi concilier les masses ouvrières à l'Etat bourgeois et tenté de freiner le processus organique qui renforce chaque jour la social-démocratie est indiscutable. Mais ne voir aujourd'hui que cet aspect de la politique de Bismarck, c'est effacer d'abord la force révolutionnaire du prolétariat en Allemagne, c'est nier la puissante conquête que ces lois représentent pour lui, et, au-delà, pour tous les ouvriers d'Europe.

Les deux textes sur l'assurance maladie (1883) et sur l'assurance accident (1885), et la loi sur la vieillesse (1889) ont ceci de commun qu'ils sont obligatoires pour tous les salariés de l'industrie dont les salaires sont inférieurs à un certain « plafond », mais le taux de celui-ci sera situé assez vite à un niveau permettant d'intégrer au système la plus grande masse des ouvriers.

Les textes sur la maladie et les accidents du travail prévoient en outre le versement d'un revenu de complément en cas d'arrêt de travail. C'est un système encore largement incomplet et insuffisant, que Bismarck essaie de faire payer le plus cher possible aux prolétaires allemands par le biais d'une cotisation ouvrière élevée. Les socialistes s'y opposent au Reichstag, tant de ce point de vue que pour combattre les illusions que la classe ouvrière pourrait nourrir sur l'Etat bourgeois et préserver son indépendance de classe. Mais c'est aussi le premier système d'assurances sociales modernes, apportant une première protection non négligeable à cette fraction avancée du prolétariat d'Europe que constitue la classe ouvrière allemande.

RETARD DU PROLETARIAT FRANÇAIS

On voit ainsi combien Sécurité sociale et lutte des classes interfèrent, comment le combat d'ensemble du prolétariat aboutit au renforcement de sa protection devant les « risques sociaux », comment ce renforcement participe à son tour à la cohésion, à la solidification de la classe ouvrière comme telle, et comment il contribue à la constituer en classe « pour soi ».

Produits de la lutte des classes, les droits et garanties que conquiert le prolétariat ne sauraient être analysés hors de la lutte des classes et des formes qu'elle prend dans un pays ou dans un autre. Et ceux qui expliquent aujourd'hui le grand retard que la protection sociale a pris en France en comparaison de l'Allemagne ou même de l'Angleterre par l' « individualisme » français, par son sens de la combine et de la débrouillardise opposé au « besoin d'organisation » allemand, toutes thèses qui figurent doctement dans certains manuels respectables de « droit social » bourgeois, ceux-là ne comprennent rien ou ne veulent rien comprendre aux processus profonds qui déterminent les grands événements de l'his-

toire, dont la conquête par le prolétariat de son droit à l'existence même fait partie au premier chef.

Le retard, on peut presque dire l'arriération, du prolétariat français sur cette question jusque entre les deux guerres est lui aussi, bien évidemment, une conséquence de l'histoire de la lutte des classes dans notre pays, des échecs successifs qu'il subit en 1830, sous la monarchie de Juillet, en juin 1848, puis de la défaite sanglante de la Commune.

Ainsi, par exemple, alors que les « sociétés de secours mutuels » ouvrières se développent à vive allure dans les jours qui suivent la révolution de février 1848, elles sont aux prises avec l'hostilité des pouvoirs publics et leurs tracasseries dès l'été 48, après les journées de Juin. Puis une loi intervient le 15 juillet 1850, et un décret en mars 1852, pour soumettre à un régime de tutelle policière étroite celles qui existaient déjà, et pratiquement empêcher de fait la constitution de nouvelles.

Plus encore, l'écrasement de la Commune, dont le mouvement ouvrier français subira les conséquences jusqu'à la fin du XIX[e] siècle — l'autorisation des syndicats ne date en France que de 1884, la constitution de la CGT de 1895 —, va laisser très longtemps le prolétariat français sans garanties sérieuses d'ensemble face à l'exploitation capitaliste. Mais, a contrario, l'inexistence pendant très longtemps de telles garanties arrachées nationalement et transcrites sur le terrain du droit va-t-elle justement donner une importance primordiale en France à la lutte des travailleurs pour conquérir ces droits — à la santé, au travail, à la retraite —, va-t-elle en faire un élément particulièrement important de sa lutte d'ensemble, va-t-elle aboutir à ce que des corporations, voire des régions, plus avancées arrachent de premières conquêtes partielles — qui restent aujourd'hui encore des acquis particuliers d'une grande importance —, va-t-elle surtout faire des formes que la lutte des classes en France a épousées pendant très longtemps celles mêmes que le prolétariat donnait à sa lutte pour tenter de résister aux conséquences de l'exploitation capitaliste et qui marquent aujourd'hui encore le mouvement ouvrier français de caractères indélébiles.

4. Fraternelles, sociétés de secours mutuels, d'assistance, de résistance, lutte des classes

L'originalité actuelle de la Sécurité sociale française ne réside pas seulement dans son contenu intrinsèque, dans l'étendue des droits qu'elle ouvre, dans la signification politique de son institution en 1945, sur laquelle nous reviendrons. Elle consiste aussi en ce que, plus que dans beaucoup d'autres pays, elle est véritablement l'aboutissement d'une lutte de classe inlassable et historique du prolétariat français pour la conquérir, et qu'elle est à ce titre une de ses conquêtes sociales les plus fondamentales, aux formes de laquelle, parce qu'elles sont issues du plus profond de son histoire, il est intimement attaché.

Le prolétariat français a sué plus que d'autres pour la Sécurité sociale. Ce qu'il a conquis aujourd'hui, inversement à la situation du début du siècle, est parmi les systèmes les plus avancés existant dans les pays impérialistes. Il n'est nullement prêt à en accepter la liquidation. En ce sens aussi, et c'est loin d'être le moins important, la Sécurité sociale est une conquête révolutionnaire que le prolétariat défendra bec et ongles.

Le mouvement ouvrier français qui commence à se constituer au début du XIX[e] siècle trouve naissance dans une multitude de petites associations, parfois professionnelles, parfois locales ou régionales, aux buts multiples, et souvent fort différents les uns des autres, mais qui toutes procèdent malgré leurs formes diverses du mouvement général de la classe ouvrière naissante pour se protéger, se prémunir contre les pires

conséquences de l'exploitation.

On sait de quelle façon radicale la Révolution française interdit par la loi Le Chapelier tout regroupement « de citoyens de certaines professions pour la défense de leurs prétendus intérêts communs ». C'est aux « conventions libres d'individu à individu » de déterminer la durée, le prix et la nature de la journée de travail. Brisant le cadre des vieilles corporations dont les règles professionnelles étaient autant d'entraves à la « liberté du travail » nécessaire à l'essor de la bourgeoisie capitaliste, la loi Le Chapelier interdit toute forme d'organisation ouvrière. Il n'y aura, au terme de cette loi, ni coalition permanente ou temporaire, ni association, ni grève. C'est le cadre juridique général qui prévaut aux formes que l'exploitation capitaliste prend en France au début du XIX[e] siècle et que Napoléon va préciser dans le Code civil et le Code pénal.

LES PREMIERES MUTUELLES

Dès le Premier Empire pourtant, timidement, quelques sociétés d'inspiration professionnelle voient le jour, alors que celles qui s'étaient constituées à la veille de la Révolution ou pendant son déroulement n'ont jamais cessé de fonctionner. En 1804, les ouvriers chapeliers de Lyon forment une « société de bienfaisance et de secours mutuels » et une association identique voit le jour à Paris en 1808. Les statuts de cette dernière prévoient, en contrepartie d'une cotisation mensuelle de deux francs (ce qui représente alors la somme considérable d'un jour de salaire par mois) le versement aux malades et aux blessés d'un secours journalier d'un franc cinquante, et aux vieillards d'un secours mensuel de trois à cinq francs.

L'existence de ces sociétés est illégale. Elle est parfois tolérée, mais rarement, et les ouvriers regroupés doivent se cacher de la police pour organiser ces premiers actes de la solidarité prolétarienne. La première conséquence de cet état de fait est évidente. Dès l'aube de son histoire, le mouvement ouvrier, qui commence à s'organiser dans les mutuelles, les fraternelles, les sociétés de secours ou de prévoyance, trouve dans ces associations les premiers pôles de résistance à l'exploitation, les premiers foyers d'agitation sociale — et bientôt socialiste —, ses premières formes d'organisation en tant que classe indépendante.

Aucune de ces sociétés ouvrières ne porte encore le nom de société de résistance, que l'on verra apparaître un peu plus tard, dans certaines corporations. Leur contenu mêle pourtant déjà intimement toutes les formes diversifiées au travers desquelles la classe ouvrière s'est constituée en tant que telle.

De savants professeurs d'université enseignent aujourd'hui qu'il faut bien séparer dans ces mutuelles, sociétés fraternelles et autres, leur aspect économique, revendicatif quant aux conditions d'existence d'alors — que l'on peut admettre quand on est aujourd'hui un esprit humaniste et éclairé — d'avec l'aspect d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, et aussi que furent particulièrement condamnables les premiers chefs ouvriers de ce début du XIX[e] siècle qui cachaient derrière la mutuelle que la police tolérait parfois l'activité clandestine contre le patron, les premières propagandes socialistes, qui « mettaient justement en danger la mutuelle elle-même ».

D'autres, au contraire, s'émerveillent que ces mutuelles ne soient pas « révolutionnaires » et n'aient pour but que d'aider les ouvriers, entre autres ceux qui résistent aux baisses de salaire. Mais n'est-ce pas là justement le mouvement même de la révolution, celui qui permet aux ouvriers de s'organiser pour imposer leur volonté collective ?

Le malheur pour ces messieurs est que les ouvriers de l'Empire ou de la monarchie de Juillet ne s'occupèrent guère de savoir ce qu'il fallait distinguer ou non. Ils se battaient pour la défense de leurs intérêts les plus élémentaires, pour leur droit à un minimum de dignité, sinon à la vie même, et, en

luttant sur ce terrain, ils se constituaient comme classe révolutionnaire naissante face à l'ordre bourgeois, comme les « fossoyeurs du capital ».

Prenons l'exemple de ces ouvriers cordonniers qui se rassemblent déjà au début de la Révolution et qui

> « réunis au nombre de 5 à 600 aux Champs-Elysées, nommèrent un comité chargé de veiller aux intérêts de l'association et de recueillir la cotisation mensuelle destinée à secourir ceux d'entre eux qui seraient sans ouvrage, et qui décidèrent d'exclure du Royaume quiconque ferait une paire de souliers au-dessous d'un prix convenu ».

Syndicat, mutuelle, vestige de l'ancienne corporation, organisme de résistance ? Où seraient les frontières ?...

Georges Lefranc donne également dans son « Histoire du travail » un exemple bien précis des formes diversifiées que peuvent prendre ces associations :

> « A Paris, la *Bourse auxiliaire de prévoyance des fondeurs et mouleurs en cuivre* accorde une allocation de douze francs par semaine à ceux qui se trouveront sans ouvrage pour avoir voulu « *résister pacifiquement à une réduction abusive et injuste* ». S'agit-il de grève à proprement parler ? Pas toujours. Car nul ne peut être obligé de travailler à des conditions qu'il n'accepte pas ; on ne peut mettre en doute, disent les membres lyonnais du *Devoir mutuel*, qui groupe mille à douze cents chefs d'atelier, « *le droit naturel qu'a tout homme de ne livrer son travail qu'au prix qu'il lui plaît d'accepter* ».
>
> « Ces associations se proposent parfois des activités multiples. Au *Devoir mutuel* de Lyon, qui n'est pas ouvert aux simples salariés, les associés s'engagent à se prêter mutuellement tous les « ustensiles » de leur profession ; à s'indiquer tout ce qui est relatif à leur industrie et principalement les maisons de commerce qui auraient des commandes ; à mettre au point des cours où chaque membre pourra venir se perfectionner ; à acheter collectivement les objets de première nécessité pour leurs ménages. »

Coopérative autant que syndicat en puissance, conclut l'auteur.

CONTRE L'ASSISTANCE, CONTRE LA CHARITE

La deuxième conséquence décisive de l'existence de ces premiers organismes de classe, c'est qu'ils affirment justement sur le terrain de cette bataille pour arracher leurs premiers droits face au capital, et leur indispensable indépendance de classe face aux bourgeois et à l'Etat, et le principe de leur solidarité de classe pour faire naître ce « droit », rejetant l'assistance et la charité qui les déshonorent.

Plus qu'un long discours, nous allons donner la parole à un ouvrier gantier qui, en rédigeant le « Préambule au règlement de la Société des ouvriers gantiers de Grenoble », aux alentours de 1820, défend avec acharnement — et avec quelle passion chaleureuse !... — cette société mutuelle qu'ils viennent de constituer et dans le fonctionnement de laquelle il décrit, sans le savoir, la réalité vivante de ce que sera pendant plus d'un siècle toute la lutte pour la Sécurité sociale, lutte de la classe ouvrière pour son indépendance fondée sur sa solidarité, lutte profondément révolutionnaire :

> « On n'a jamais bien compris le but de cette institution, que l'on a trop souvent assimilée aux bureaux de charité ; pourtant quelle différence ! Ceux-ci sont composés il est vrai de personnes bienfaisantes et par conséquent vertueuses, mais réunies dans le seul but de déverser l'aumône dans les mains de l'indigence : les membres qui les composent sont tous bienfaiteurs, la pitié est le sentiment qui les fait agir ; chez nous, au contraire, les secours que la société accorde sont des droits ac-

quis, tous les sociétaires peuvent être à la fois obligeants et obligés ; c'est une famille qui réunit en commun le fruit de ses labeurs pour pouvoir s'entraider mutuellement, ce sont des frères qui tendent les bras à leurs frères. Pas de pitié dans leur empressement, pas de honte pour celui qui reçoit quelle que soit la différence des positions ; tous sentent que la fortune est inconstante ; celui qui ne reçoit pas aujourd'hui peut recevoir demain. Les droits sont tous égaux, nulle autre différence que celle des malheurs ; celui qui se trouve favorisé par la fortune peut s'en voir abandonné ; alors ses droits sont indiscutables et ce qu'il a fait pour ses frères doit être fait pour lui. N'est-ce pas là plutôt une société de prévoyance et n'est-on pas injuste en ne voulant la considérer que comme une œuvre de charité toujours humiliante pour celui qui est obligé de recevoir les secours qui lui sont nécessaires ? Chez nous, le reproche est un crime, la divulgation une faute sévèrement punie ; pourquoi ? Parce que celui qui reçoit ne reçoit rien de personne, c'est sa propriété qu'on lui remet, c'est son bien qu'il dépense, il ne doit aucun remerciement, le contrat est réciproque. »

Mais la bourgeoisie, elle aussi, comprend à sa façon ce mouvement, la signification de toutes ces sociétés multiples dans lesquelles s'organisent les ouvriers, et dont elle sent, également, que ce sont les premières formes de résistance à son exploitation.

La lutte des classes, c'est la lutte d'au moins deux classes, et la bourgeoisie combat. D'abord en limitant au maximum quand elle le peut l'existence de ces associations ouvrières, en les interdisant, en les pourchassant. La société des typographes parisiens, à la fois mutuelle et société de résistance, tient toujours ses assemblées hors de Paris et en changeant de lieu à chaque fois. Elle ne possède qu'un seul exemplaire de ses statuts, manuscrit et soigneusement caché. On frôle ici la société secrète dont certains républicains libéraux sont à l'initiative avant que quelques cercles ouvriers ne s'organisent partiellement ainsi, entre autres sous l'influence de Blanqui.

Mais la capacité de la bourgeoisie à interdire les sociétés mutuelles est directement dépendante du rapport des forces entre les classes. On a vu plus haut que les mutuelles et associations ouvrières ont trouvé un essor considérable après Février 1848, mais aussi qu'elles ont vu leur action à nouveau très surveillée après Juin et presque interdite sous l'Empire. C'est le premier volet de la lutte de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier qui s'organise sous cette forme.

LA BOURGEOISIE « RECUPERE » LES MUTUELLES

Son deuxième aspect est plus subtil et sera d'ailleurs plus efficace. Ce qui effraie à juste titre la bourgeoisie dans les mutuelles et sociétés de secours, tout autant que la couverture qu'elles offrent parfois aux sociétés de résistance plus ou moins clandestines ou conspiratives, c'est justement ce qu'expliquait tout à l'heure cet ouvrier gantier de Grenoble, l'indépendance ouvrière, sa solidarité, sa liberté par rapport au capital. La bourgeoisie va lutter pour dévoyer cette pureté prolétarienne originelle qui est par sa nature même un danger constant pour elle. Il faut combattre la lutte des classes, prêcher la collaboration, « extirper le socialisme »...

Les premières organisations ouvrières de secours, ancêtres des caisses modernes de Sécurité sociale, deviennent ainsi dès le milieu du XIX[e] siècle un enjeu acharné de la lutte des classes et n'ont cessé de l'être depuis.

Le Second Empire donne le ton. Citons l'extrait d'un discours prononcé à Lyon, en 1852, par le prince-président qui va bientôt devenir Napoléon III :

> « Les sociétés de secours mutuels, telles que je les comprends, ont le précieux avantage de réu-

nir les différentes classes de la société, de faire cesser les jalousies qui peuvent exister entre elles ; de neutraliser, en grande partie, le résultat de la misère en faisant concourir le riche, volontairement, par le superflu de sa fortune, et le travailleur, par le produit de ses économies, à une institution où l'ouvrier laborieux trouve conseil et appui. On donne ainsi aux différentes communautés un but d'émulation, on réconcilie les classes et on moralise les individus. »

Dans cette bataille pour réconcilier les classes, catholiques sociaux, protestants, « républicains de progrès » vont jouer un rôle déterminant. Il leur faut une idéologie. Les philanthropes vont la leur donner bientôt en découvrant les « détestables habitudes » du prolétariat, ses péchés de classe qui s'appellent l'alcoolisme, l'absence de prévoyance, etc. Il faut faire quelque chose pour ces malheureux ouvriers, et nos bonnes âmes vont se pencher sur les mutuelles, y consacrer de leur temps, souvent de leur argent (mais d'où vient-il ?), enseigner à ces ignorants la sobriété, le goût de l'épargne et de la prévoyance... Et, de plus, on va rallier l'ouvrier aux valeurs morales et civilisatrices de la société bourgeoise en l'initiant à ses bienfaits, faire renaître en lui l'esprit religieux...

Ces « bienfaiteurs » détestables envahissent les mutuelles et souvent, parce que ce sont des membres de la classe dominante, plus instruits que les ouvriers, ayant plus de temps à y consacrer, ils en prennent plus ou moins officiellement la tête, en contrôlent la gestion et la distribution des secours, suivant leurs principes moraux et non selon l'organisation initiale que s'étaient donnée les ouvriers.

Certains patrons constituent à leur tour des mutuelles, les premiers dès 1830 mais surtout à la fin de l'Empire et sous la IIIe République. L'une des premières sera la Société lyonnaise de secours mutuels et la Caisse de retraite pour les ouvriers de la soie. Citons un extrait d'une étude de Paul Rougier sur le développement de la mutualité à Lyon, qui donne des renseignements utiles sur la formation de ces caisses patronales :

> « Dès les premiers jours qui suivirent le 24 février (1848), des négociants lyonnais, convaincus que la mutualité pouvait seule secourir la classe ouvrière et être victorieusement opposée aux utopies des réformateurs socialistes, conçurent la pensée de réunir dans une société générale de secours mutuels les ouvriers tisseurs de l'un et de l'autre sexe et de consolider cette institution à l'aide de ressources fournies par l'industrie même au profit de laquelle ces ouvriers travaillent. La chambre de commerce, saisie de ce projet, prit à la date du 14 septembre 1848 la délibération suivante : « La chambre de commerce vote une surtaxe de 6 centimes par kilogramme de soie passant à la condition, pour la fondation d'une caisse de secours et de retraites en faveur des ouvriers en soie. » Ce vote fut le départ de l'institution. »

En 1853, Jules et Emile Peugeot fonderont également une mutuelle « pour leurs ouvriers ». Ce mouvement patronal va continuer sous la IIIe République, les notables républicains liant petit à petit leur intervention paternaliste sur les mutuelles à leurs nécessités électorales du moment. A bien des égards, la mutualité a alors échappé au contrôle de ses premiers fondateurs, les prolétaires français du début du XIXe siècle.

LES MINEURS CONQUIERENT LEURS CAISSES DE SECOURS

Est-ce à dire que, la lutte des classes ayant pris d'autres formes, le prolétariat aurait abandonné ses revendications de protection sociale, de droit à la sécurité ? Nous allons voir que non. Lutte des classes et combat pour la Sécurité sociale restent intimement liés, tant dans

le contenu des revendications ouvrières que dans la bataille pour son droit à l'organisation indépendante, à la solidarité.

La lutte de classe du prolétariat minier de 1850 jusqu'à l'adoption de la loi de 1894 en fournit un exemple remarquable. Les compagnies les plus importantes du bassin de la Loire venaient de fusionner en une Compagnie générale des mines de la Loire. Dès l'origine, une délégation ouvrière avait demandé le droit de contrôle sur l'utilisation des fonds de la caisse de secours. D'abord autorisée, cette délégation ouvrière fut interdite et dissoute par la compagnie dès qu'elle voulut publier son rapport précisant que la caisse patronale utilisait 30 % de ses ressources à des fins sans rapport avec son objet, et que la compagnie n'y avait pas versé sa part. Il y a de premières grèves ; les ouvriers sont battus et perdent en justice. Mais, dès ce moment, le problème des caisses va se trouver au centre de toute la lutte des classes de la corporation.

En 1864, les ouvriers exigent à nouveau le droit de contrôle sur les caisses. Jules Favre est leur avocat. Ils perdent de nouveau en justice, mais obtiennent malgré tout un premier point important. La majorité des caisses fusionnent en une institution unique, les ouvriers mineurs ne perdant ainsi plus leurs droits en passant d'une entreprise à une autre. De plus, dans certaines entreprises où rien n'existait, les ouvriers réussissent à fonder en 1867 la Société fraternelle de prévoyance des mineurs du bassin de la Loire, dont les 5 000 adhérents exigent de la compagnie qu'elle fusionne sa caisse avec la leur.

En juin 1869, une affiche signée des « délégués mineurs » est placardée dans tout le bassin de la Loire, et affirme : « Ouvriers mineurs, une caisse générale et unique est accordée par MM. les Directeurs et dirigée par les personnes que vous choisirez. » C'est une première grande victoire, bien que la compagnie parvienne à conserver le contrôle de la caisse. Tout le bassin minier s'était mis en grève, et l'action avait dépassé largement la région stéphanoise.

La lutte pour la caisse de secours marque de façon indélébile ces décennies de combat du prolétariat minier. Lorsque la loi de 1894 sera votée, il y aura encore deux années de lutte acharnée afin que le vote pour les administrateurs des caisses n'ait pas lieu sur le carreau, où les pressions patronales sont énormes, mais à la mairie. Ce sera la loi de 1896.

Tirant le bilan de ces luttes, un rapporteur de la Chambre des députés écrit en 1897 :

> « Il n'est pour ainsi dire pas une des grèves, parfois sanglantes, soulevées au cours des dernières années dans les bassins miniers qui n'ait eu, avec les questions de salaire sur lesquels la loi positive ne peut rien, pour cause ou pour prétexte l'insuffisance des caisses de secours et leur organisation défectueuse. »

Propos auquel fait écho cette déclaration de l'un des plus célèbres délégués mineurs, Basly, qui affirme pendant la puissante grève du Nord :

> « Il y a des points capitaux : la caisse de secours et de retraite et la question des salaires. Si l'on s'entendait sur cette question de la caisse des retraites et si la compagnie voulait recevoir les délégués des ouvriers et discuter avec eux pour faire les modifications demandées, les ouvriers travailleraient. Je le répète, ce sont là les points capitaux. »

1910, LES CHEMINOTS...

De la même façon, la bataille des cheminots jusqu'à la grande grève de 1910 est-elle marquée centralement par la question des retraites. Et c'est Jaurès, en octobre 1910, défendant la grève et la saluant de la tribune parlementaire, qui situe lui aussi à sa place la question des retraites, celle des « droits », comme l'une des revendications décisives

des cheminots qui les ont amenés à cette grève.

> « Les ouvriers et employés des chemins de fer voyaient qu'à côté d'eux les grandes corporations ouvrières, ils voyaient qu'à côté d'eux notamment les ouvriers mineurs, ajoutant à la force politique de leur représentation dans le Parlement la force légale et la pratique effective de la grève, avaient conquis en quelques années une loi sur les retraites, une loi sur les délégués mineurs, une loi sur la journée de huit heures et des relèvements de salaires qui se chiffraient par des primes de 20 à 30 % ; et comparant à ces conquêtes des ouvriers qui pouvaient exercer sur le patronat la pression de la grève ou la menace de la grève, la lenteur des délibérations parlementaires qui les concernaient, la vanité (...) des engagements pris ici, les douze années depuis lesquelles traînait au Sénat la loi sur les retraites, comparant aux primes, aux relèvements de salaires conquis la stagnation presque générale de leurs salaires dans la plupart des catégories de leur industrie, les cheminots se disaient : Il faut que nous aussi nous montrions aux compagnies et aux pouvoirs publics non pas que nous voulons arbitrairement et légèrement décréter la grève, mais que si l'on ne tient pas compte de nous, si on ne relève pas nos salaires, si on ne reconnaît pas nos droits, nous aussi, loyalement, nous ferons la grève (*Vifs applaudissements à l'extrême-gauche*). »

La bataille pour son indépendance de classe, sur le terrain de la solidarité, la classe ouvrière ne pouvait plus guère la mener dans les mutuelles dont nous avons vu comment elle a perdu petit à petit le contrôle. C'est pourtant avec les mêmes méthodes que leurs aînés avaient utilisé au début du siècle que les ouvriers de la Troisième République commencent à réorganiser des caisses de chômage, de secours contre la maladie et les accidents, des organismes de retraite.

LES BOURSES DU TRAVAIL

Les premières fédérations syndicales de métier et d'industrie, qui voient le jour après 1880, se préoccupent centralement de cette question. Mutualisme et syndicalisme ont en France des origines communes de par la façon même dont les ouvriers les ont créés et utilisés comme organes de défense et de lutte de classe.

On sait l'essor très important que prirent en France les bourses du travail à partir de 1885 et le rôle qu'elles jouèrent à l'origine de la CGT avant de se dissoudre en son sein, en 1902.

Quand on lit la magnifique « Histoire des bourses du travail », de leur principal et inlassable animateur, Fernand Pelloutier, on retrouve dans l'œuvre de ces bourses toutes les fonctions de la caisse de solidarité ouvrière, organisée par les ouvriers et par leurs syndicats, le développement de la solidarité, l'affirmation de leur indépendance absolue vis-à-vis de l'Etat et du patronat.

De nouveau, la bourse du travail lie d'un nœud solide lutte de classe revendicative, agitation ouvrière et services de protection sociale. Voici comment Pelloutier résume ses principales fonctions :

> « Les services créés par les bourses du travail peuvent se diviser en quatre classes : 1° le *service de la mutualité*, qui comprend le placement, les secours de chômage, le *viaticum* ou secours de voyage, les secours contre les accidents ; 2° le *service de l'enseignement*, qui comprend la bibliothèque et l'office de renseignements, le musée social, les cours professionnels, les cours d'enseignement général ; 3° le *service de la propagande*, qui comprend les études statistiques et économiques préparatoires, la création des syndicats industriels, agricoles et maritimes, des *sailor's home*, des sociétés coopératives, la demande de conseils de prud'hommes, etc. ; 4° le *service de « résistance »*, enfin, qui s'occupe du mode d'orga-

Les services des bourses du travail

Pour épuiser la nomenclature des services de mutualité créés par les bourses du travail, il nous suffira de signaler quelques caisses de secours en cas d'accident ou de maladie, et l'essai fait par le Syndicat des tailleurs et coupeurs d'habits de Nîmes d'une caisse de retraite.

Une mention spéciale doit cependant être accordée à la « caisse de solidarité » récemment fondée par un certain nombre de syndicats affiliés à l'Union des syndicats de la Seine. Cette caisse, à la différence des caisses mutualistes, n'impose à ses adhérents aucune condition d'âge ni de santé et n'accepte point de membres honoraires. Elle n'impose aucune condition d'âge ni de santé parce que ses fondateurs estiment que c'est précisément à la veille de la vieillesse ou quand une débilité congénitale ou acquise diminue la force-travail que les ouvriers ont besoin de secours. Sans doute, il a fallu élever la cotisation, supérieure à celles des sociétés de secours mutuels ; mais il est équitable que les forts donnent aux faibles l'assistance qu'ils recevront eux-mêmes quand l'âge ou la maladie les aura épuisés à leur tour. Il ne semble pas, d'ailleurs, contrairement à l'opinion reçue et professée en Sorbonne, que les jeunes gens hésitent à adhérer à cette caisse ; la solidarité chez eux prime l'intérêt.

Les avantages octroyés par la « caisse de solidarité » sont : le secours en cas de maladie, le secours trimestriel aux soldats (témoignage de fraternité inédit et sur lequel l'association compte beaucoup pour empêcher ses membres partis au régiment d'oublier les liens qui les attachent toujours à l'atelier), le secours aux réservistes et aux territoriaux, le secours aux compagnes des sociétaires décédés et aux femmes en couches (aucune distinction, avons-nous besoin de le dire, n'étant faite entre la compagne « légitime » et la compagne « illégitime »), le prêt gratuit, enfin, sur simple caution du syndicat dont l'emprunteur fait partie. Le droit d'admission est fixé à 2 F, la cotisation mensuelle à 1,50 F ; l'indemnité de maladie est de 2 F par jour pendant trente jours, à condition que la maladie dure plus de six jours et qu'elle entraîne l'incapacité absolue de travail ; la femme en couches a droit pendant trente jours à un secours quotidien spécial de 1,50 F, indépendant de l'indemnité de 2 F déjà due pour la maladie. *La veuve, ou, à son défaut, les enfants, les parents, les frères et sœurs, ou l'héritier testamentaire d'un membre de la société reçoivent 30 F ; le soldat de l'armée active 5 F par trimestre ; le réserviste et le territorial 1,50 F par jour ; les prêts sont de 30 F, remboursables sans intérêts, par versements hebdomadaires minima de 3 F.*

Ce qui distingue les services de mutualité des bourses du travail de ceux des sociétés de secours mutuels proprement dites, c'est, d'une part la suppression de toute condition d'âge et de santé, ces services étant considérés, non comme des moyens d'auto-protection contre les accidents de la vie, mais comme des moyens de résistance, nous croyons l'avoir déjà dit, contre la dépression économique, qui se traduit par les longues journées de travail et les modiques salaires ; c'est, d'autre part, leur limitation aux syndiqués, conséquence du motif précédent et consécration éclatante, car on ne se serait pas attendu à la rencontrer dans l'ordre mutualiste, du principe de la division en classes, admis aujourd'hui et scrupuleusement appliqué par toute la fraction « organisée » du prolétariat.

F. Pelloutier, *Histoire des bourses du travail.*

nisation des grèves et des caisses de grève, et de l'agitation contre les projets de lois inquiétants pour l'action économique. »

Nul ne peut jouer un rôle quelconque dans la bourse s'il n'est syndiqué. Ce sont donc exclusivement des ouvriers qui l'animent. On verra par l'extrait de l' « Histoire des bourses du travail » que nous publions à la page précédente, combien le système de protection que ses services mutualistes organisent pour ses affiliés est déjà avancé et progressiste, et aussi comment Pelloutier, bien qu'il oppose dans leur forme « moyens d'auto-protection » et « moyens de résistance » — à notre avis à tort — démontre de toute façon comment cette activité à caractère mutualiste s'insère complèement dans la bataille du prolétariat pour son émancipation.

Un lien solide unit par-delà les années, nous le voyons, cet ouvrier gantier de Grenoble qui expliquait pourquoi le prolétariat rejette la charité et la pitié et exige ses droits de classe, prône la solidarité ouvrière, les militants socialistes et syndicalistes de la fin du XIX[e] siècle qui constituent le mouvement ouvrier français sur ses premières bases nationales en y intégrant toute la bataille de solidarité et d'indépendance des travailleurs face à l'Etat bourgeois, avec ceux qui vont, inlassablement, continuer la bataille de classe pour la protection contre la maladie, le chômage, la vieillesse miséreuse, etc.

5. « L'escroquerie des retraites ouvrières et paysannes »

Le mouvement ouvrier français s'organise enfin. Fusionnant les syndicats locaux ou professionnels déjà existant, les fédérations de métier, les premières unions locales, incluant malgré les désaccords de tendance la Fédération des bourses du travail à son activité, la CGT se constitue en 1895. Son caractère national et interprofessionnel, pour la première fois en France, aboutit à une progression du syndicalisme. Il y a près de 3 000 syndicats confédérés et déclarés en 1900, regroupant 500 000 travailleurs. Le million sera dépassé en 1911.

Sur le plan politique, les deux courants principaux du mouvement ouvrier français se regroupent en 1905 au sein de la SFIO. Les socialistes obtiennent 900 000 voix en 1906 et envoient 52 députés au Parlement.

Pas un congrès de la CGT jusqu'en 1914 qui ne consacre une partie de ses travaux à des questions touchant la protection sociale, qui n'adopte une résolution en faveur des assurances sociales ou de la protection du chômage, ou qui ne l'inclut dans sa résolution générale.

Mais c'est, contradictoirement, une initiative du parlementarisme bourgeois qui va déclencher en 1910 une bataille nationale de classe sans précédent sur la question décisive des retraites. Depuis plus de quinze ans en effet, les parlementaires élaborent péniblement un projet de loi sur les « retraites ouvrières et paysannes » auxquelles la majorité conservatrice d'entre eux est pourtant foncièrement hostile. Le Sénat ultra-réactionnaire ne le votant finalement qu'avec l'espoir de ne pas être contraint à lâcher plus.

CONTRE LA CAPITALISATION

C'est en fait un texte inique qui prévoit la capitalisation d'une cotisation ouvrière relativement élevée pendant trente ans (!...) au bout desquels les sommes ainsi cumulées seraient reversées, dans une proportion ridicule, aux quelques ouvriers qui atteindraient soixante-cinq ans !

La CGT, comme la classe ouvrière, est opposée dans sa grande majorité à la loi. L'argument central le plus important qu'elle développe est son opposition irréductible à la capitalisation. La loi prévoyait qu'une partie des fonds

capitalisés auraient dû être placés en fonds d'Etat, l'autre en couverture d'hypothèques sur les immeubles appartenant aux entreprises affiliées, ou en commandites industrielles, en prêt à des entreprises notoirement solvables. La loi inventait ainsi, aux yeux de la CGT, une nouvelle forme d'exploitation capitaliste sur les deniers ouvriers. Et Merrheim avait conclu ainsi l'un de ses articles virulents dans « la Voix du peuple » :

> « C'est net, *déclarait-il*. La preuve que l'argent qu'on va prélever sur nos salaires pourra servir à développer et à renforcer la puissance capitaliste. Que le capitalisme se développe, c'est logique et dans l'ordre des choses actuelles. Mais qu'il se développe, accroisse sa puissance d'exploitation et d'oppression en prélevant sur nos salaires, nos privations, les moyens de le faire, c'est une escroquerie, un vol contre lequel nous devons véhémentement nous élever dans ce congrès. »

Déjà en 1901, quand les premiers projets avaient été connus, la CGT avait fermement condamné lors du Congrès de Lyon le principe de la capitalisation. Cette prise de position sans appel faisait d'ailleurs écho aux multiples protestations des syndicats de base et des ouvriers dans les usines, qui comprenaient parfaitement de quelle loi anti-sociale il s'agissait là. Citons ici l'une des multiples prises de position en ce sens, celle de la Chambre syndicale des ouvriers maçons, aides-maçons et couvreurs de Roanne et du Coteau :

> « Nous constatons que le projet de loi tel qu'il nous est soumis par le gouvernement est tout à fait illogique. Nous considérons que l'âge de soixante-cinq ans fixé par le projet de loi comme limite des versements à effectuer pour avoir droit à la retraite ne sera jamais atteint que par quelques-uns seulement, peut-être 5 ou 6 sur 100, et de ce fait 94 ouvriers sur 100 ne jouiraient pas des bénéfices de la loi, et les versements effectués par eux seraient perdus sans rémission. Nous considérons qu'il ne devrait pas y avoir de retenue sur les salaires, déjà si minimes, et outre de cette retenue il faut compter celle par voie de répercussion dont les patrons chercheront par tous les moyens possibles à faire supporter à leurs ouvriers en leur diminuant les salaires d'une façon ou d'une autre, et cependant, avec ce qu'il gagne, l'ouvrier actuellement a beaucoup de peine à se suffire. Attendu qu'il est inexplicable que les officiers, les évêques, les fonctionnaires, etc., touchent des retraites exorbitantes. Attendu qu'il est absolument naturel que tout citoyen qui a donné à la société sa quotité de travail et ses forces reçoive de celle-ci de quoi vivre pleinement lorsque ses forces auront diminué et qu'il devienne invalide. Donc nous laissons le soin au gouvernement de trouver les moyens nécessaires pour arriver à un bon résultat en faveur de la classe ouvrière si malheureuse. »

UNE PUISSANTE CAMPAGNE DE CLASSE

Puis, à la fin de 1909, lorsque le Sénat mit en discussion le projet transmis par la Chambre, le Comité confédéral de la CGT prit, à l'unanimité moins une voix, la résolution suivante :

> « Le Comité confédéral, inquiet de ce qui se prépare contre le prolétariat par le vote du projet de loi sur les retraites ouvrières, dénonce l'escroquerie formidable que sera cette loi, si le Sénat la vote telle quelle et si la Chambre, à l'approche des élections, ratifie ce vote.
>
> « Se conformant à l'ordre du jour du congrès confédéral de Lyon 1901, le comité attire, sur cette question des retraites, toute l'attention de la classe ouvrière et déclare protester surtout contre le système de capitalisation au lieu de répartition plus ou moins équitable ; il proteste encore contre

les cotisations ouvrières et contre l'âge beaucoup trop avancé des bénéficiaires prévu par le projet.

« Enfin, le Comité confédéral décide de faire, au plus tôt, une agitation intense contre les projets actuels du Parlement. Il estime que tout ouvrier qui ne peut plus travailler doit être à la charge d'une société qu'il a enrichie et, mieux que les défenseurs de la société bourgeoise, le producteur, devenu incapable de produire, doit pouvoir vivre comme s'il travaillait encore. »

Le Comité confédéral décidait d'une vaste campagne ouvrière contre la loi, d'une série de meetings dans toute la France pour les 12 et 13 février 1910, convoqués par une affiche dont nous reproduisons le texte et dont le titre, « L'escroquerie des retraites », devint vite un mot d'ordre pour tous les ouvriers contre la loi.

Les meetings furent de grands succès. La CGT édita une nouvelle affiche illustrée, des cartes postales, deux numéros spéciaux de « la Voix du peuple ». Et dès l'adoption de la loi au Parlement, elle relançait à nouveau une campagne contre son application en adoptant la résolution suivante au Congrès de Toulouse, par 1049 mandats contre 251 et 19 abstentions.

« Le congrès, soucieux de poursuivre l'action commencée par le Comité confédéral en ce qui concerne les retraites ouvrières et paysannes, considère qu'il y a lieu pour les organisations ouvrières, d'accentuer leur opposition à l'application de la loi au moment où elle entrera en application ;

« Signale les projets patronaux prétendant faire servir à leurs profits les cotisations ouvrières, contrairement aux intérêts de la classe des producteurs.

« Le congrès signale, comme moyen, l'opposition à toutes retenues sur les salaires opérées pour le fonctionnement de la loi, tant qu'il ne sera pas apporté à cette dernière des modifications devant assurer aux producteurs une retraite normale à un âge moins reculé.

« Le congrès ajoute qu'il ne saurait se résoudre à accepter le principe du versement que si la loi reposait sur le système de la répartition.

« Compte sur les organisations et les militants ouvriers pour exercer tous leurs efforts à l'effet d'empêcher l'application d'une loi utile dans son principe, contraire à nos intérêts dans ses dispositions. »

En 1911, une Conférence des bourses et fédérations « constate les bons résultats de la campagne » et « invite à nouveau les organisations, par tous les moyens en leur pouvoir, à s'opposer irréductiblement à ces versements ». Elle invite les travailleurs à « refuser tout prélèvement de leur part et à détruire le livret au 3 juillet prochain ».

Le 1er juillet 1911 était en effet la date fixée pour l'application de la loi. La CGT relance une troisième fois la campagne pour le refus du prélèvement ouvrier et la destruction des livrets. Elle fait placarder dans tous les quartiers ouvriers, devant les usines, une deuxième affiche contre la loi. La campagne rencontre un immense succès. Le Parlement vote des modifications (dont une non négligeable, puisqu'elle rabaissait à soixante ans l'âge du droit à la retraite), mais presque partout les ouvriers brûlent les livrets, interdisent l'application de la loi. C'est un fiasco complet pour la bourgeoisie. Seule la marche à la Première Guerre mondiale empêche le mouvement ouvrier d'arracher dans la foulée de cette grande campagne de classe une première loi générale correcte de retraite pour laquelle certains députés bourgeois commencent à se déclarer favorables, vu l'ampleur de l'agitation ouvrière.

Cette campagne dont nous venons de dresser un historique assez complet, la CGT l'a organisée comme une campagne de classe, avec les méthodes de la lutte des classes.

CGT CGT

L'escroquerie des retraites

De nouveau la classe ouvrière est menacée sous le prétexte des Retraites Ouvrières d'une *formidable escroquerie.*

Nos dirigeants veulent, par la loi actuellement en discussion au Parlement, frapper tous les travailleurs d'un impôt nouveau.

En effet, le projet, basé sur la capitalisation, consiste en une cotisation annuelle de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4,50 francs pour les jeunes ouvriers. Les patrons seront taxés d'une cotisation identique ; *cette taxe patronale sera encore fournie par le travail exploité.*

A l'aide de ces versements, *l'Etat capitalisera annuellement :*

versements ouvriers ..... *80 000 000 de francs*
versements patronaux ..... *80 000 000 de francs*
au total ..... *160 000 000 de francs*

qui par intérêts composés constitueront au bout de *40 années* un capital de *11 milliards 500 millions de francs* environ ; *en 80 années, 15 milliards.*

Que fera-t-on de cet argent ?

Cette capitalisation est pour nos gouvernements une bonne affaire financière. Elle leur permettra, en cas de conflagration internationale, de trouver les fonds nécessaires pour soutenir la guerre. L'exemple de la Caisse des Inscrits maritimes est là pour nous ouvrir les yeux.

Par six prélèvements successifs, les six gouvernements qui se sont succédés de 1740 à 1870 ont soustrait à cette caisse une somme globale de 342 000 000 de francs.

C'est encore à l'aide de cette capitalisation que l'Etat comblerait les vides creusés tous les ans dans le trésor public par l'augmentation croissante des budgets de la guerre et de la marine — œuvre essentielle de mort.

Où placera-t-on cet argent ?

Dans les exploitations capitalistes, comme le démontre la démarche faite auprès du Président du Conseil par le Crédit commercial et industriel.

L'argent des ouvriers servira à leur exploitation !

Devons-nous accepter ce projet ?

Après trente années de versements, il ne nous réserve qu'une rente de 300 à 400 francs par an, alors que sans aucun prélèvement l'Etat accorde aux militaires — gens oisifs par excellence — ayant accompli *15 ans de service,* des retraites variant entre *700 et 1 100 francs.*

Combien de nous arriveront au terme exigé par la loi *65 ans ?*

Pas même 600 000 sur 11 millions de travailleurs. *Pas même 5 pour cent* !

Ainsi, *pendant treize* (sic) *ans* nous paierons un impôt nouveau sous la forme de cotisations annuelles. Nous prélèverons sur notre budget déjà si maigre des sommes qui ne serviront même pas à procurer à nos vieux camarades d'atelier les moyens de vivre.

L'Etat n'assurera pendant les trente premières années, que des *allocations* ridicules, allant de *60 à 120 francs par an* !

Nous devons protester énergiquement !

contre cette formidable duperie ! Il faut que nos clameurs d'indignation fassent reculer tous les parlementaires devant l'accomplissement de cette hypocrite et monstrueuse escroquerie.

Toute la classe ouvrière se doit d'assister aux meetings que la C.G.T. organise pour le samedi 12 et dimanche 13 février (...)

Dans ces meetings vous direz, travailleurs, que vous voulez des retraites, mais que vous les voulez justes, équitables et humaines.

Avec nous vous protesterez : *contre les versements obligatoires, contre l'âge trop avancé de l'entrée en jouissance, contre le taux dérisoire de cette retraite.* Avec nous, vous affirmerez votre volonté *d'obtenir des retraites sur la base de la « Répartition ».*

Parce que seule la répartition est susceptible de nous donner satisfaction ;

Parce que seule et contrairement à la capitalisation, la répartition ne constitue pas un danger pour notre avenir d'émancipation.

Affirmons nous :

Contre la Capitalisation !

Pour la Répartition !

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL

DIVERGENCES MAIS UNITE DU MOUVEMENT OUVRIER

Pourtant, au sein de la CGT (comme de la SFIO et du groupe parlementaire socialiste), l'unanimité est loin d'être complète.

Nous avons vu que plus de 1 000 mandats s'étaient portés au congrès de Toulouse sur une motion majoritaire qui avait été rédigée par Jouhaux. La motion Niel, qui recueillit 251 mandats, tout en critiquant la loi sur le fond en des termes pratiquement identiques à ceux de la majorité, affirmait pourtant que « la situation créée par la loi des retraites est préférable à celle qui résulterait de l'absence de toute loi » et se proposait de mener campagne pour son amélioration.

D'autres dans la CGT, à l'inverse, tout en appuyant la revendication des retraites, affirmaient que ce n'était point là affaire de syndicalisme et que les députés — on les appelait avec mépris les « quinze mille », du montant de leur indemnité parlementaire — n'avaient qu'à s'en occuper. Ainsi, Gustave Hervé écrivait-il en 1910 :

> « La CGT veut des retraites servies immédiatement par l'Etat à l'aide de l'impôt ; sans prélèvement spécial sur les salaires ouvriers : comme on les sert en Angleterre, où il suffit de se présenter avec un livret de pension à un bureau de poste pour toucher sa retraite. Elle les veut non à soixante-cinq ans mais à soixante ans. Elle les veut entières non dans dix, quinze ou vingt ans, mais dès l'année prochaine. Que les quinze mille se débrouillent pour trouver de l'argent : c'est leur métier. »

On le voit, les principaux courants de pensée de la CGT, syndicalistes-révolutionnaires, réformistes, révolutionnaires, s'exprimaient sur cette question décisive, le vote très majoritaire pour la motion de Jouhaux citée plus haut n'épousant pas d'ailleurs exactement d'autres clivages, mais exprimant d'abord l'opposition très vive que toute la classe ouvrière éprouvait pour ce qu'elle considérait effectivement à juste titre comme une escroquerie.

Les députés socialistes sont encore plus radicalement en désaccord entre eux. Vaillant et Jaurès, qui dénoncent eux aussi toutes les insuffisances de la loi, en recommandent pourtant, à l'instar de la minorité de la CGT, le vote afin de pouvoir l'améliorer ensuite.

Guesde, lui, s'élève violemment contre la loi et particulièrement contre la cotisation ouvrière :

> « Si je mets quelque passion dans mes paroles, c'est que je ne parle pas pour parler et, lorsque je crois qu'il y a un crime qui est sur le point de se commettre, j'ai le droit et le devoir de me mettre au travers de ce crime. Je disais que ces 80 millions par an enlevés à la classe ouvrière constituent un prolongement et une aggravation de l'exploitation patronale. Après l'employeur qui prélève sur le produit du travail ouvrier le plus qu'il peut, un maximum de bénéfices, de dividendes et de profits, vous voudriez vous, pouvoirs publics, vous élus du suffrage universel, ajouter une nouvelle prise à la prise déjà opérée ; c'est ce qui me paraît impossible, et, si j'allais jusqu'au bout de ma pensée, je vous dirais : vous ne pouvez pas doubler le vol patronal d'un vol législatif ! »

Mais Jaurès n'est pas d'accord. Il défend avec son éloquence extraordinaire le principe — non le montant, qu'il trouve en l'occurrence beaucoup trop élevé — de la cotisation ouvrière, comme s'appuyant sur toute la tradition ouvrière. Et parce que son désaccord avec Guesde sur cette question recouvre des questions importantes qui ne sont, aujourd'hui encore, pas tranchées au sein du mouvement ouvrier (nous y reviendrons largement dans la deuxième partie de cette étude, sur l'analyse de la nature des cotisations sociales et de

leur part dite « ouvrière »), nous citons ici un extrait de sa réponse à Guesde :

« Il est très vrai que le projet (initial) rédigé, étudié par un homme de très sérieuse valeur, avait été adopté par les bourses du travail et que c'est à la suite d'un vote des bourses du travail que nous l'avions transmis au Parlement. Et comme ce projet contenait un prélèvement sur le salaire ouvrier qui alimentait les retraites, j'avais le droit de dire l'autre jour qu'on peut bien condamner ce prélèvement, essayer de le réduire, mais qu'on ne peut pas s'en scandaliser et que c'est la classe ouvrière elle-même qui en France par ses organisations a contribué à en propager l'idée et à en créer en quelque sorte la tradition.

« Je me rappelle qu'à mes débuts dans la vie publique en 1885, la première réunion ouvrière à laquelle j'ai assisté était un congrès de la Fédération générale des mineurs tenu à Saint-Etienne. Et là, les délégués de tous les mineurs de France ont demandé aux parlementaires, parmi lesquels j'étais alors l'un des plus jeunes, de voter sans délai une loi impliquant à la fois le versement ouvrier et un versement égal des compagnies. Nous avons déféré quelques années plus tard à ce vœu des ouvriers. Et tous ensemble, mes collègues socialistes je vous le rappelle, en 1895 (*sic*) nous avons voté la loi. Et je ne crois pas commettre un attentat contre la classe ouvrière lorsqu'à ce double prélèvement ouvrier et patronal réclamé à l'origine par les mineurs eux-mêmes j'ajoute maintenant pour l'ensemble des prolétaires de France une contribution de l'Etat lui-même (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*). Et ce ne sont pas seulement les ouvriers mineurs, c'est il y a douze ans les ouvriers et employés des chemins de fer qui nous ont demandé un système de retraite fondé sur ce type. »

Si nous insistons sur ces divergences de principe au sein du mouvement ouvrier à propos de la loi sur les retraites de 1910, outre leur intérêt propre, c'est aussi pour constater qu'elles n'empêchent pas la grande campagne de la CGT que nous relations plus haut.

Le mouvement ouvrier est uni. Au sein de son unique centrale syndicale, la polémique qui oppose courants et militants n'est pas un frein à l'action de masse. Si les principaux dirigeants politiques ouvriers bataillent les uns avec les autres, ils le font au sein d'un même parti, la SFIO, dans les colonnes d'un même journal, « l'Humanité ».

Dans le cas concret qui nous intéresse ici, l'adhésion des masses ouvrières à la campagne de la CGT est un verdict. Les ouvriers refusent dans leur immense majorité la loi inique. Mais les désaccords dans les organisations ouvrières procèdent de la libre discussion et de la démocratie ouvrière. Celles-ci ne paralysent pas l'action de classe, elles sont au contraire l'une des bases de sa puissance.

Elles recouvrent en l'occurrence sur cette question des retraites et des assurances sociales des points de vue différents qui continuent d'exister au sein du mouvement ouvrier, mais elles ne lui empêchent nullement de l'aborder avec son unité et son indépendance de classe face à la bourgeoisie.

On sera déjà en 1928-1930 quand toute une série de problèmes de même nature vont resurgir dans la classe ouvrière à propos de la première loi d'ensemble sur les assurances sociales, dans de toutes autres conditions politiques.

6. CGT et CGTU face aux Assurances sociales

On connaît en effet les conséquences pour le mouvement ouvrier français du bouleversement de la Première Guerre mondiale, la trahison de la social-démocratie en août 1914 et son passage du côté de l'ordre bourgeois, le carnage

impérialiste qui envoie au massacre des milliers de prolétaires d'Europe puis, surgissant face à la barbarie du capital, l'appel que représente l'Octobre victorieux en Russie, appel aux prolétaires du monde entier à construire la République universelle des conseils ouvriers, appel à la révolution mondiale.

L'APPEL DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

A cet appel, les masses ouvrières de France veulent répondre, les chefs ouvriers, point. A l'exception, d'une part, d'une poignée de syndicalistes révolutionnaires internationalistes, d'autre part de deux députés de la SFIO qui ont voté contre les budgets de guerre, dont Raffin Dugens qui participa ensuite à la conférence de Zimmerwald, l'immense majorité de ces chefs de la vieille social-démocratie se sont vautrés dans la collaboration de classes la plus répugnante, et ce ne sont d'ailleurs pas les moins corrompus d'entre eux qui, pour contenir l'attraction énorme que la Révolution d'octobre exerce sur les ouvriers français, décident de se rallier à la IIIe Internationale et aboutissent ainsi à la scission de Tours. On sait aussi que celle-ci aura sa conséquence presque immédiate sur le plan syndical avec l'apparition de la CGT « unitaire », la CGTU.

On sait enfin que, si les bolcheviks russes et l'exécutif de l'Internationale — Trotsky tout particulièrement, qui y est chargé des « questions françaises » — engagent une bataille politique pour essayer de faire du jeune parti communiste le véritable parti révolutionnaire capable de doter le prolétariat français des mots d'ordre et du programme d'action de la révolution dont il a besoin, la « bolchévisation » qui intervient fin 1924, soumettant de fait l'activité du parti français aux intérêts de la caste parasitaire qui commence à asseoir sa puissance et ses privilèges en URSS contre les masses ouvrières, réduit ces efforts initiaux à néant.

Une situation de fait s'instaure dans le mouvement ouvrier français, la prépondérance en son sein de deux organisations politiques (et syndicales, à l'exception de la période « réunifiée » de la CGT - 1935-1947), l'une réformiste prônant et pratiquant sous toutes ses formes la collaboration de classes, l'autre étroitement inféodée aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin, stalinienne.

Si nous avons rappelé ces faits brièvement, c'est que la division qui en résulte marque déjà profondément le mouvement ouvrier au moment où il est confronté de nouveau au problème des assurances sociales, dans la période d'adoption puis d'application des lois de 1928 et 1930.

Nous avons vu ce qu'était la loi de 1910 sur les retraites qui, d'ailleurs, s'était soldée par un échec. Il n'y avait donc en France, au lendemain de la Première Guerre mondiale, aucun texte d'ensemble de protection sociale, à la seule exception de la loi très imparfaite de 1898 sur les accidents du travail.

La bourgeoisie occupait le terrain à sa façon. Elle avait, après en avoir pris petit à petit le contrôle, institutionnalisé la mutualité à ses fins propres par une loi cadre en 1898. La pratique mutualiste n'avait plus guère à voir avec celle des premières fraternelles et sociétés de secours du XIXe siècle. Patrons paternalistes, avocats bourgeois et politiciens en mal d'électeurs la contrôlaient presque exclusivement. Elle n'était plus un organisme de solidarité ouvrière mais d'assistance, et, faut-il le préciser, les montants de l'assistance qu'elle octroyait étaient sans commune mesure avec les besoins réels.

Les institutions de bienfaisance et de charité se développaient, appuyées sur toute une série de lois d'assistance dont la caractéristique était le secours de l'indigence, des « plus défavorisés », jamais la solidarité de classe.

Plusieurs corporations par contre, parmi les plus combatives, avaient obtenu de premières réglementations d'ensemble dites « régimes particuliers », assurant une protection déjà solide à leurs

bénéficiaires. Citons parmi eux les mineurs, les marins, les cheminots, les fonctionnaires, etc.

Tel est schématiquement l'état de la protection sociale des travailleurs en France à ce moment, fragmentaire et insuffisante au meilleur des cas, encore presque inexistante pour la grande masse du prolétariat.

Il convient de s'arrêter ici un instant sur les assurances sociales en URSS, car leur existence renforce en France l'exigence ouvrière d'un véritable système d'ensemble de Sécurité sociale. Nos lecteurs se convaincront, en prenant connaissance de leur contenu dans le tableau que nous publions à la page suivante, de leur caractère profondément révolutionnaire. Dans la Russie encore terriblement arriérée quelques années auparavant, dans laquelle les ouvriers vivaient dans des conditions plus misérables encore que leur frères des principaux pays capitalistes européens, dans un pays exsangue, misérable, ravagé par la guerre impérialiste puis par la guerre civile, le premier Etat ouvrier institue un système infiniment plus avancé de protection sociale que le plus « favorable » pouvant exister dans un pays capitaliste. Il est mis en place dès la fin de l'année 1917, confirmé par un décret du 31 octobre 1918, promulgué officiellement le 15 novembre 1921. Dès 1924, il protège effectivement 6 millions d'ouvriers soviétiques.

Ce n'est pas la moindre des conquêtes d'Octobre. Le PC et la CGTU s'en sont faits à plusieurs reprises les propagandistes en France dès le début des années 20. Dans cet aspect particulier de la lutte des classes que nous étudions dans cet article, la lutte du prolétariat pour la Sécurité sociale, l'existence de la révolution victorieuse d'Octobre, de l'Etat ouvrier, est aussi un exemple et un phare.

UNE JUSTIFICATION POUR LE REFORMISME

Avant d'aborder la question de l'attitude de la CGT, de la CGTU et des travailleurs eux-mêmes sur la loi des assurances sociales, précisons-en rapidement le contenu.

Elle couvrait les salariés de l'industrie et du commerce dont les salaires étaient inférieurs à un certain chiffre, le « plafond d'affiliation ». Elle ignorait complètement le risque chômage, prévoyait une assurance maladie avec revenu de remplacement égal au demi-salaire moyen (cinq jours de carence et six mois maximum), la couverture des principaux frais médicaux à 80 %, une assurance maternité couvrant les six semaines précédant l'accouchement et les six le suivant, une assurance invalidité au-delà des six mois de la maladie, pouvant aboutir à une rente maximum de 40 %, une assurance vieillesse avec des retraites pouvant aboutir à 40 % du salaire à 65 ans.

Le financement de l'ensemble était assuré par un versement patronal sur les salaires de 5 % et une cotisation ouvrière du même montant. Les fonds destinés à l'assurance maladie étaient répartis, ceux devant servir au paiement des pensions vieillesse gérés suivant le principe de la capitalisation.

Des caisses primaires pouvaient être constituées à l'initiative des mutuelles, des sociétés de prévoyance patronales, des syndicats déclarés selon la loi de 1884. Vu les formes préexistantes, les institutions plus ou moins contrôlées par le patronat et la mutualité sous son influence seraient largement privilégiées.

L'attitude de la CGT et de la CGTU dans la discussion de ces textes législatifs est, à vrai dire, diamétralement opposée.

Les dirigeants de la CGT réformiste ne sont pas simplement favorables à la loi. Ils en sont largement les inspirateurs. La CGT a bien eu sa poussée de radicalisme sur la question vers 1923 en proposant pour le financement un « prélèvement sur la production », mais la revendication de celui-ci a bien vite disparu. Elle a appuyé depuis 1922 les démarches des députés SFIO qui discutent de l'amélioration des projets de parlementaires réactionnaires, les doc-

Les assurances sociales de la révolution d'Octobre

Le système des assurances sociales soviétiques qui est instauré dès les premières années de l'Etat ouvrier couvre les « risques » maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, indemnités familiales en cas de disparition du soutien de famille, chômage, vieillesse.

Sa principale caractéristique est l'autonomie de gestion des assurés. Les employeurs, que ce soient les sociétés privées ou les administrations d'Etat, ne participent pas à la gestion des organismes. Celle-ci est assurée par des commissions, comités ou caisses, dont les responsables sont élus par les travailleurs et composées de représentants des syndicats.

Les diverses assurances sont centralisées dans un seul organisme gérant l'ensemble de la protection de l'assuré. Les frais généraux sont très faibles.

Les ressources du système sont totalement à la charge des employeurs (privés ou d'Etat) qui n'ont aucun droit d'en déduire une partie sur le salaire des travailleurs. Tous les fonds sont fusionnés dans une caisse unique qui est centralisée au niveau de chaque république de l'URSS.

Il n'y a pas d'accumulation de capitaux, les fonds étant redistribués immédiatement avec constitution d'un fonds de réserve de 10 % pour régularisation financière. L'Etat intervient pour fixer le montant des prestations, rentes et pensions.

En 1921, le tableau de la protection est le suivant :

L'assurance-maladie, garantie aux assurés et à leur famile, assure la gratuité des soins, y compris les plus onéreux et les plus modernes pour l'époque : l'hospitalisation, les traitements à domicile pour maladie grave, les soins dentaires, orthopédiques, les prothèses, la lunetterie.

Les congés médicaux obligatoires décidés par les médecins s'effectuent gratuitement dans les établissements du département d'Etat à la Santé publique.

Le salaire des malades est maintenu intégralement pendant toute la durée de la maladie. En cas de maternité, outre la gratuité complète des actes médicaux, le salaire de l'assurée est maintenu pendant huit semaines avant l'accouchement et huit semaines après pour les travailleuses effectuant des travaux pénibles, six et six pour les autres. Des indemnités de trousseau et d'allaitement sont instaurées. Le salaire intégral est maintenu pendant les périodes de quarantaine.

En cas de décès, un secours est prévu, égal au montant des funérailles civiles dans chaque localité, ainsi que la prise en charge des membres de la famille du travailleur par la municipalité. Celle-ci peut concerner les enfants, les frères et sœurs mineurs jusqu'à seize ans, les parents infirmes jusqu'à la mort, du travailleur décédé.

Le droit à l'invalidité est étendu à toutes les incapacités de travail du fait de l'âge, de la maladie ou de l'accident. Il est reconnu aux anciens invalides de la période tsariste et aux victimes de la guerre impérialiste.

Le montant des pensions d'invalidité est calculé sur la base du salaire moyen de la localité. Il varie suivant les groupes de 50 % à 100 % de ce salaire ouvrier moyen.

Les chômeurs sont protégés pendant six mois, renouvelables, à 75 % de leur salaire antérieur dans certains cas, 100 % dans d'autres. Les chômeurs malades sont protégés intégralement.

Un système de pensions vieillesse, assez complexe techniquement, aboutit à des protections allant de 60 à 75 % du salaire de l'ouvrier.

Le versement de toutes ces prestations est considéré, par les décrets les instituant, comme un droit inaliénable inhérent au travail.

teurs Grinda et Chauveau. Jouhaux, l'irréductible opposant aux « retraites ouvrières et paysannes » de 1910, est jusqu'en 1930 l'un des plus efficaces artisans de la loi des assurances sociales. Les deux délégués successifs de la CGT à la propagande sur cette question, Rey puis Dubuisson, s'en font les porte-parole les plus convaincus.

La CGT va bien critiquer « quelques insuffisances », mais pour l'essentiel le vote de cette loi est un enjeu important pour elle. Parce que ses dirigeants ont oublié depuis longtemps le langage et la pratique de la lutte de classe, ils ont besoin de démontrer les bienfaits que la collaboration avec les institutions de l'Etat bourgeois peut apporter. Une loi d'Assurances sociales est pour eux conséquence et nécessité du réformisme.

« La Voix du peuple », organe confédéral des chefs réformistes, sue le respect de ces institutions, et les « droits » des travailleurs n'y procèdent plus de leur combat de classe, mais « des votes des Chambres ». Qu'on en juge :

> « Existe-t-il dans nos annales parlementaires un exemple d'une loi aussi scrupuleusement et aussi longuement examinée ? Les travailleurs n'ont-ils pas acquis des droits après une aussi longue attente, après des votes unanimes des deux Chambres, après les engagements solennels des déclarations ministérielles de tous les gouvernements qui se sont succédé ? »

UN PRETEXTE POUR LE STALINISME

Face à cette position des chefs « confédérés », les dirigeants « unitaires » ont une tout autre position. Ils sont contre la loi, ils reprennent bon nombre des arguments de la vieille CGT contre les « retraites ouvrières et paysannes ». Ils s'opposent à la cotisation ouvrière, à la capitalisation des retraites, à la mainmise patronale prévisible sur les fonds et la gestion.

On peut trouver un résumé raccourci de la position d'ensemble de la CGTU dans un article intitulé : « Les grandes menaces du projet », publié dans un numéro d'août 1927 de « la Vie syndicale », organe officiel de la CGTU :

> « *Une escroquerie* de 4 milliards 500 millions de francs par an, prélevés sur les salaires insuffisants des ouvriers.
>
> « *Une escroquerie* indiscutable puisque les employeurs, les politiciens, les représentants de la bourgeoisie se réservent la grosse majorité dans les caisses et dans la gestion.
>
> « *Des maillons de plus à la chaîne d'esclavage du prolétariat* forgés par les conditions de régularité de paiement des cotisations et le renforcement des moyens de défense du patronat.
>
> « *Le scandale réitéré des retraites ouvrières par la capitalisation annuelle* de 1 milliard 575 millions de francs (représentant à intérêts composés près de 100 milliards en vingt années). 100 milliards de plus dans l'exploitation capitaliste.
>
> « *100 milliards volés aux ouvriers de notre pays.*
>
> « Certes, nous voulons des assurances sociales, nous réclamons pour le malade, l'invalide, le vieillard, sa famille, le droit à la vie, à la subsistance normale, mais d'abord aux frais des profiteurs et non pas une nationalisation de la misère, ensuite en renforçant la force d'action du prolétariat et non en permettant à la bourgeoisie de consolider son esclavage et d'augmenter à nouveau sur la part du travail sa plus-value scandaleuse.
>
> « Œuvre de conservation sociale, comédie de réformes, machine de guerre contre la classe ouvrière, telles sont les grandes caractéristiques de la loi votée par le Sénat.
>
> « Si, suivant l'évaluation du docteur Chauveau, on arrive à évaluer à 45 milliards le total des salaires payés en France à tous ceux qui demain vont être assujettis à la loi, cela donne, en tenant compte que 3,5 % du salaire alimentera les caisses d'assurance vieillesse, un chiffre de 1 milliard

575 millions de francs versés annuellement et capitalisés pour servir les pensions aux vieillards.

« En dix ans, c'est 15 milliards 750 millions que les ouvriers auront versés. Ils auront été transformés en grande partie en valeurs d'Etat, c'est-à-dire qu'ils formeront les disponibilités d'un Etat qui cherche à réaliser les visées impérialistes de sa bourgeoisie, ils serviront à faire fabriquer les canons, les navires qui dans une nouvelle guerre écraseront sous la mitraille de nouveaux millions de sacrifiés. »

La CGTU présente un contre-projet de loi qui, outre des propositions révolutionnaires quant aux prestations envisagées, en partie inspirées d'ailleurs du système soviétique, stipule dans ses premiers articles que les assujettis obligatoires seront :

« Tous les salariés des deux sexes dont le salaire ne dépasse pas 20 000 francs, plus 2 000 francs par enfant à charge.

« Tous les travailleurs étrangers sans distinction pour tous les risques. »

et que les ressources légales seront définies ainsi :

« Pas de cotisation ni patronale ni ouvrière. Pas d'impôt susceptible d'incidence.

Ressources par :

1° Monopolisation des compagnies d'assurances privées ;

2° Prélèvement sur les héritages ;

3° Réduction des budgets de la guerre et de la marine. »

On voit ce qui sépare CGT et CGTU. La polémique la plus violente porte en fait sur la cotisation ouvrière, dont les chefs réformistes se font maintenant les défenseurs acharnés — dans des termes beaucoup moins hésitants que ceux de Jaurès vingt ans avant — et qu'ils présentent comme une nécessité. Léon Blum la défend le 9 août 1930 dans « le Populaire », en employant un argument qui reste aujourd'hui encore celui du réformisme — l'existence de cette cotisation légitime le droit de gestion du travailleur sur les assurances sociales :

« Si les caisses étaient alimentées uniquement par le budget ou si elles l'étaient par la seule participation du patronat, comment pourrait-on obtenir, dans l'état présent des choses, la collaboration des salariés à leur gestion ? Cette dernière considération est essentielle à mes yeux. »

Nous reviendrons en détail, dans la deuxième partie de cet article, sur cette question importante de la nature des cotisations et nous démontrerons qu'elles forment — dans leur masse — une fraction retenue, différée, du salaire et que leur part « ouvrière » reste aussi une arme entre les mains de la bourgeoisie pour peser sur les salaires directs, que c'est finalement la question de la lutte du prolétariat pour limiter les conséquences de l'exploitation qui se retrouve posée ici, celle de la lutte et du rapport des forces direct entre les classes. Pour conclure provisoirement sur cette question, nous laisserons la parole à « l'Humanité », qui, en 1924, avait publié un éditorial sur la question des assurances sociales dont voici la conclusion :

« Il y a actuellement en gestation au Parlement français un projet d'assurances sociales. Celles-ci amélioreront-elles le sort de l'ouvrier ? Cela dépendra ; cela dépendra, non de ce qui se passera au Parlement, non de telle ou telle modalité qui sera introduite dans la loi, mais de ce qui se passera ensuite sur le champ de bataille des grèves entre le patronat et le prolétariat. Que ce soit par le versement ouvrier, le versement patronal ou l'impôt que le fonds d'assurance soit constitué, il s'agira toujours en dernière analyse de savoir sur qui retombera le poids du versement. Si les ouvriers versent pour l'assurance, mais qu'ils soient assez forts pour imposer aux patrons une augmentation de salaire correspondant à leurs ver-

sements, leur sort sera amélioré ; qu'au contraire les versements soient faits exclusivement par le patron ou l'Etat, l'assurance n'amènera aucune amélioration au sort du travailleur si celui-ci doit subir une diminution de salaire correspondant au versement que le patron aura effectué, et à l'impôt que le bourgeois aura payé. »

On le voit donc, les éléments de la polémique CGT-CGTU étaient réels et importants. Même si la loi de 1930 ne pouvait purement et simplement être ramenée à « l'escroquerie des retraites ouvrières et paysannes », le mouvement ouvrier aurait dû présenter un front uni contre les principales dispositions fondamentalement anti-ouvrières de cette loi. Mais nous sommes en 1928-1930, et si nous avons rappelé plus haut les conditions politiques qui ont abouti à la division dans les rangs ouvriers, c'est que celle-ci domine toute la discussion de la loi des assurances sociales. C'est la « troisième période » ultra-sectaire de l'IC, pour laquelle les « social-fascistes » sont les ennemis prioritaires, et dont on connaît le résultat dramatique pour l'Allemagne.

Les premières lignes de l'affiche éditée par la CGTU contre « l'escroquerie des assurances sociales » éclairent tout le cadre de la « polémique » :

> « La bourgeoisie, malgré le soutien des social-fascistes et des briseurs de grève de la CGT, a été dans l'obligation, devant l'élargissement de la lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, d'abandonner la date du 5 février pour l'application de la loi inique des assurances dites sociales. Mais l'action prolétarienne doit se poursuivre avec vigueur pour mettre en échec le plan gouvernemental-réformiste. »

Et, derrière l'outrance verbale fréquente employée à ce moment par les dirigeants de la CGTU, on se demande souvent s'ils s'en prennent plus à la loi elle-même, au gouvernement ou aux « social-fascistes » confédérés. La loi des assurances sociales devient un motif supplémentaire privilégié de division. Aucun dirigeant ouvrier n'entend développer une campagne ouvrière de masse, c'est une bataille d'appareil à appareil, dans laquelle les questions de recrutement, d'effectifs, de cotisations ne sont pas étrangères. Le résultat de cette division, c'est d'abord que la loi est adoptée et appliquée, que la grande majorité des ouvriers adhèrent aux caisses prévues par la loi.

FRONT UNIQUE OUVRIER DANS LE NORD

Leur fraction la plus consciente, la plus avancée, celle qui pourrait être la base d'une véritable mobilisation ouvrière de masse, est dégoûtée par l'insulte permanente contre les réformistes qui est l'argument principal des dirigeants de la CGTU.

Le meeting des métallos parisiens convoqué le 16 décembre 1930 contre les « social-fascistes »... et la loi des Assurances sociales, et auquel doivent prendre la parole Racamond, secrétaire confédéral, Henri Raynaud, secrétaire de l'URP-CGTU, et Benoît Frachon pour le PCF, est un échec cuisant. Il n'a même pas rassemblé 300 personnes. La « grève des cotisations » du 1er août est un échec.

Par ailleurs, les dirigeants de la CGTU, dont on a vu dans quels termes radicaux ils condamnent la loi, se sont aussi précipités pour en créer les caisses dans le cadre de la Caisse nationale syndicale de solidarité ouvrière (CNSSO), puis ont tenté de parvenir à la constitution d'un réseau de caisses d'« affiliés spontanés » appelées « La prolétarienne », avant de tourner une nouvelle fois à 180°, de décréter la loi « fasciste » (H. Raynaud) et de s'écrier dans « la Vie ouvrière » du 2 février 1930 :

> « Plus la peine, travailleurs, de vous occuper de la gestion des caisses. Il n'y aura plus de gestion ouvrière. A bas la loi fasciste des assurances sociales ! »

Les ouvriers ne comprennent rien à cette dialectique-là, constatent qu'aucune condition de front unique n'est réunie pour imposer un texte beaucoup plus favorable par une campagne du type de celle de 1910, et, dans leur grande masse, s'affilient aux nouvelles caisses.

Ils renforcent d'ailleurs notablement à ce moment l'organisation qui s'identifie à la bataille pour ces assurances sociales, la CGT, qui voit ses syndicats se gonfler sensiblement et à laquelle la lutte pour constituer des caisses contre les institutions patronales ramène une nouvelle couche de militants.

Les conditions n'étaient-elles donc plus réunies pour que le prolétariat impose au capital français un régime d'ensemble d'assurances sociales réellement efficace et contrôlé par lui ?

A cette question, beaucoup de voix intéressées répondent en effet que non, que le grand embourgeoisement du prolétariat a commencé, que son adhésion aux assurances sociales de 1930 est un signe de son adaptation progressive à la société industrielle, que les chefs réformistes, qui ont enfin appris à parler le langage de la gestion et à l'appliquer, sont devenus « responsables », que les utopies « archéo-révolutionnaires » sont bien mortes en 1914 et qu'il faut donc « vivre ensemble », collaborer, gérer, cogérer, et un jour « autogérer ».

La formidable vague révolutionnaire de 1934-1936, certainement très embourgeoisée, serait en elle-même une réponse suffisante à ces messieurs.

Nous en trouverons pourtant une plus directement liée au sujet de cet article dans la lutte de front unique ouvrier que mènent les ouvriers du Nord contre la loi de 1930 et pour les augmentations de salaire, lutte qui fait profondément écho à l'éditorial de « l'Humanité » (1924) que nous citions plus haut, affirmant que toute question d'assurances sociales est d'abord une question de rapport de forces entre les classes.

La lutte contre les conséquences de la loi de 1930 voit en effet l'organisation en commun dans le Nord, par les syndicats « confédérés » et « unitaires », de puissantes actions de grève. Sous la direction de comités de grève représentatifs de toutes les tendances, le mouvement se développe du 1er au 22 août 1930 dans toutes les villes ouvrières du Nord, jusqu'au bassin de la Somme. Le mouvement n'aboutit pas à complète satisfaction, mais les ouvriers obtiennent néanmoins du très puissant Consortium des industries textiles, l'un des piliers de la CGPF (2), une « prime de fidélité » qui compense la perte occasionnée par la cotisation ouvrière.

La représentation des courants minoritaires de la CGTU était encore vive dans le Nord, parallèlement à une forte implantation ouvrière traditionnelle de la social-démocratie. Le front unique ouvrier, qui vaudra d'ailleurs à la minorité de la CGTU de violentes attaques de la direction confédérale et la diffusion sur le port de Dunkerque d'un tract de l'union régionale CGTU mettant en cause « les dirigeants du syndicat des dockers et de l'union locale unitaire qui sont d'accord pour l'application de cette loi inique », démontre que les travailleurs sont prêts, par leurs méthodes de classe, par la grève, par la manifestation, à lutter et à se mobiliser contre la bourgeoisie, alors que les chefs de la CGT leur enseignent les bienfaits de la collaboration de classes et que ceux de la CGTU leur reprochent, déjà, leur absence de mobilisation quand ils ne répondent pas à ses appels ultra-sectaires.

La situation du mouvement ouvrier français n'est certes plus comparable à celle du XIXe siècle ou même à celle qui précéda 1914 mais, on le voit, la lutte pour la Sécurité sociale, pour la conquête de ses droits de classe contre l'exploitation du capital est toujours un terrain majeur de la lutte d'ensemble du prolétariat.

Et, dans ces années 1928-1930, la division et le matraquage des chefs « qui savent » et qui s'arrogent le droit de penser pour la classe ouvrière ne peuvent

(2) Confédération générale du patronat français.

empêcher que les ouvriers du Nord renouent, par leur lutte, avec toute la tradition révolutionnaire des fondateurs des premières mutuelles et fraternelles ouvrières, avec ces ouvriers de 48 qui s'associaient librement pour se défendre face au capital et lui résister, avec les mineurs de la Loire et des Cévennes qui ont mis quarante années à arracher leurs caisses de secours et la loi de 1894, avec les ouvriers qui brûlaient en 1910, à l'appel de la vieille CGT unique et démocratique, les livrets d'application de « l'escroquerie des retraites ouvrières ».

La Sécurité sociale enfin conquise en 1945 ne sera pas seulement un ensemble de droits et d'acquis, c'est un lien solide du prolétariat avec toute son histoire révolutionnaire, parce qu'il l'a conquise par ses méthodes de classe.

7. L'acquis

C'est donc en 1945, dans les mois qui suivent la libération, que le « plan français de Sécurité sociale » voit le jour. Disons tout de suite qu'il est l'objet d'une vaste bataille de classes que nous étudierons en détail dans la deuxième partie de cet article : « Impérialisme et conquêtes sociales ».

Les deux textes de fond organisant l'institution, les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, faisaient déjà quelques coupes sombres (dont celle du risque « chômage », qui ne devait jamais être inclus, en France, dans le régime général, celle de la gratuité complète des soins, etc.) dans les « principes de la Résistance » — nous y reviendrons.

Mais, bien plus, toute une série de principes des ordonnances de 1945 devaient être eux-mêmes remis en cause dès 1946-1947, dont celui de l'existence d'une « caisse unique » gérant tous les risques pour un même salarié et exprimant ainsi dans la simplicité de ses relations avec l'assuré l'unité, reconnue en principe, de son système de protection, dont celui également de la centralisation au sein du régime général, initialement constitué pour les « salariés de l'industrie et du commerce », de tous les régimes ouvriers particuliers, les avantages spéciaux de ces derniers étant maintenus à leurs bénéficiaires de façon complémentaire et leurs prestations les plus favorables devant servir de base d'alignement pour tout le régime général harmonisé.

Ne demandant à personne de nous croire sur parole, nous n'affirmerons rien ici sur la responsabilité que portèrent dans ces abandons successifs les dirigeants du PCF et de la SFIO, puisque nous ferons un historique détaillé de cette période dans la deuxième partie de notre article. Nos lecteurs jugeront alors sur pièces.

BOURGEOISIE ET APPAREILS FACE A LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE

Il est pourtant nécessaire de rappeler brièvement ici que toute cette bataille se déroule en France, au moment où les dirigeants des partis ouvriers traditionnels bandent toutes leurs forces pour reconstruire l'Etat bourgeois chancelant devant la vague révolutionnaire qui déferle sur la France et sur l'Europe, et pour remettre en selle la bourgeoisie « nationale », totalement discréditée et impuissante par ses propres ressources devant la force et l'organisation du prolétariat.

Face à lui, dans un pays délabré par la guerre et l'Occupation, malgré la faiblesse économique et politique de la bourgeoisie française, ce sont les dirigeants des partis ouvriers et principalement ceux du PCF qui prennent en main la reconstruction de l'économie nationale au compte du capitalisme français, ce sont eux qui liquident graduellement les formes autonomes d'organisation de la classe ouvrière, eux qui imposent les « patrons patriotes » dans les comités de production.

C'est la période de l'union sacrée derrière de Gaulle, celle du tripartisme où le PCF et la SFIO, majoritaires à l'Assemblée constituante de 1946, s'allient avec les « républicains de progrès » d'alors, le parti bourgeois MRP dont une part décisive de l'action sera d'ailleurs à ce moment de combattre sous toutes les formes les ordonnances portant institution de la Sécurité sociale. C'est la période où il faut reconstruire « un seul Etat, une seule armée, une seule police », ceux du capital, c'est l'époque où Maurice Thorez explique aux travailleurs que « la grève est l'arme des trusts », aux mineurs du Nord qu'il faut « faire du charbon, produire, produire d'abord et revendiquer ensuite ».

Mais la vague révolutionnaire qui suit en France la fuite des armées nazies et l'écroulement de l'Etat bourgeois corporatiste de Pétain, l'auto-armement du prolétariat, la constitution dans pratiquement toutes les régions de France — et particulièrement dans les concentrations prolétariennes — de comités autonomes réorganisant la production comme les principales fonctions civiles de la société, le fonctionnement de ces comités comme organes de dualité de pouvoir pendant de longues semaines, quelquefois plusieurs mois, l'initiative créatrice des masses qui est à leur origine, ces puissants phénomènes de la lutte des classes, cette révolution montante en France, il faut à la bourgeoisie payer le prix pour que les dirigeants des partis ouvriers, qui sont en train de lui reconstituer son pouvoir de classe, les endiguent puis les dévoient, expliquant aux masses qu'il leur faut limiter leurs revendications, s'en tenir à la « libération du territoire », à la « renaissance du pays », à la « démocratisation du régime », etc.

Comme en 1936, où la bourgeoisie avait dû permettre au gouvernement de Front populaire d'accorder les quarante heures, les conventions collectives, les congés payés, pour contenir la vague gréviste révolutionnaire de mai-juin, la puissance du prolétariat français en 1944-1945 impose au capital des concessions réelles. La conquête de la Sécurité sociale en 1945, malgré les limites immédiates que nous avons exposées plus haut, est à ce moment l'une des plus importantes d'entre toutes.

LA SOLIDARITE CONQUISE

C'est, pour en brosser un tableau d'ensemble, le droit enfin reconnu à tous les travailleurs de s'organiser collectivement, de s'assurer sur leur terrain de classe, contre plusieurs des conséquences les plus graves de l'exploitation capitaliste. C'est l'affirmation du droit à la santé pour tous, droit qui va aboutir à une amélioration considérable du niveau sanitaire du pays, nous allons en voir quelques exemples.

C'est, pour la première fois depuis la vieille loi de 1898, la garantie d'une protection efficace contre les accidents du travail. La responsabilité patronale découle maintenant d'une « présomption irréfragable », c'est-à-dire qui ne peut être combattue d'aucune manière en droit, et est donc automatique. L'ouvrier n'est plus face à une compagnie d'assurances privée à laquelle son employeur s'est affilié. C'est sa caisse qui prend directement en charge tous ses frais médicaux, lui assure en la matière la gratuité complète des soins ainsi que le calcul d'un revenu de remplacement en cas d'arrêt ou d'incapacité de travail.

C'est, pour la première fois, la couverture des charges familiales introduite dans le régime général, alors que le patronat avait toujours combattu la jonction des anciennes caisses de compensation chargées de distribuer les « allocations familiales » suivant le principe du « sursalaire » aux travailleurs chargés de famille, principe qui avait été combattu de tous temps par le mouvement ouvrier, entre autres lors de la loi de 1932, à laquelle CGT et CGTU s'étaient déclarées toutes deux opposées.

C'est, outre la protection qu'elle assure aux travailleurs, la mise sur pied de réalisations médicales remarquables.

L'Action sanitaire et sociale entreprend une vaste politique de lutte contre la tuberculose. Elle permet, entre autres, en liaison avec la médecine scolaire, le dépistage et la vaccination systématique, l'organisation de cures en sanatoriums et préventoriums pour soigner les tuberculeux et les éloigner du milieu familial menacé de contagion. Alors que les premières vaccinations par le BCG datent des années 30, c'est l'extension puissante de la politique antituberculose animée par la Sécurité sociale qui concourt à en faire chuter radicalement la courbe dès le début des années 50. L'abandon de cette politique par l'étranglement financier de l'Action sanitaire et sociale organisé par les ordonnances de 1967 et un décret du 5 avril 1968, l'abandon du dépistage scolaire systématique feront d'ailleurs remonter cette courbe à partir de 1970. La tuberculose, ce terrible fléau de la classe ouvrière, tue encore alors que les moyens médicaux pour la supprimer définitivement existent.

De même, la Protection maternelle et infantile, mise en place par la Sécurité sociale à la Libération, aboutit-elle à une amélioration décisive de l'hygiène générale, de la rapidité et de l'efficacité des soins apportés aux nouveau-nés et aux jeunes enfants et permet-elle de faire reculer la mortalité infantile, dont nous avons dressé un tableau si épouvantable dans la classe ouvrière au XIX^{e} siècle, à des proportions incomparablement plus faibles qu'auparavant, y compris entre les deux guerres.

Malgré l'absence de caisses uniques liquidant toutes les prestations du même assuré, c'est l'unité affirmée de l'ensemble, la solidarité et la compensation entre les différents risques du régime général. Certes, les dirigeants du mouvement ouvrier permettent, fidèles à leur politique de remise en selle de la bourgeoisie, à une fraction patronale (un quart des administrateurs) de siéger dès l'origine dans les conseils, comme à la tutelle de l'Etat bourgeois de s'exercer sur des questions décisives (taux des cotisations, montant des prestations). Malgré ces empiétements qui seront plus tard autant de points d'appui pour la bourgeoisie dans sa lutte incessante pour reprendre ce qu'elle a concédé, le système mis en place en 1945 reconnaît et organise le droit des travailleurs à la gestion des caisses, faisant de l'institution et des caisses de la Sécurité sociale des pôles de démocratie ouvrière au sein même de la société bourgeoise.

CONQUETE DE CLASSE CONQUETE REVOLUTIONNAIRE

Quand on se rappelle de l'époque où les ouvriers fondaient, quasi clandestinement, leurs premières mutuelles, on se rend compte de l'ampleur du chemin parcouru. Produit historique de plus d'un siècle de luttes des classes incessantes, conséquence immédiate de la mobilisation révolutionnaire de la Libération, la conquête de la Sécurité sociale apparaît comme une immense victoire pour toute la classe ouvrière.

Non seulement, en assurant sa protection d'ensemble sur le terrain de la solidarité de classe, la Sécurité sociale en termine pour l'essentiel avec l'assistance et la charité, sur le terrain desquelles la bourgeoisie avait toujours voulu placer les « secours », qu'elle était contrainte d'accorder, mais, ce faisant, elle procède à son tour puissamment de la constitution, de l'homogénéisation de la classe ouvrière comme classe indépendante face à la bourgeoisie et à son Etat. Elle contribue à renforcer son poids social dans la société en liant à ses intérêts, à la défense de ses droits, toute une série de couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie qui bénéficient de son institution. Elle est à la fois la conséquence et l'expression de sa force politique.

La Sécurité sociale n'a jamais cessé d'être, depuis, un enjeu permanent de la lutte des classes. Et, de la grève générale d'août 1953 contre les décrets Laniel portant atteinte aux retraites des fonctionnaires, à la grève générale de

mai-juin 1968 dont l'abrogation des ordonnances gaullistes contre la Sécurité sociale était un mot d'ordre central, nous verrons dans la deuxième partie de cet article, que nous publierons dans le prochain numéro de « la Vérité », combien le prolétariat a défendu avec acharnement cette conquête primordiale face aux attaques constantes de la bourgeoisie française, qui a réussi, en trente années, à lui porter des coups certains, mais non à la détruire comme institution, alors que les nécessités générales de l'impérialisme français lui commandent pourtant d'en finir avec ces acquis décisifs qui lui sont insupportables, le droit à la santé, le droit à la Sécurité sociale.

Denis Folias,
25 octobre 1976.

Militants, sympathisants,

La Sélio

VOTRE LIBRAIRIE...

Société d'Edition, Librairie, Informations Ouvrières

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

CCP 31.697.97 La Source - 45

Fond important de tous les classiques politiques, sociaux et économiques.

Commandez tous vos livres de rentrée à la SELIO.

Espagne :

un an après la mort de Franco

par Etienne LAURENT

Un peu moins d'un an après la mort de Franco, la longue agonie du régime franquiste se poursuit. Avec ce régime, se prolonge encore tout ce qu'il signifie comme répression pour la classe ouvrière et les masses.

Mais, au-delà de la survie du régime, on a assisté depuis un an à une modification continuelle des rapports de force entre les classes en faveur du prolétariat et à une accentuation des déchirements et des affrontements au sommet de l'appareil de l'Etat franquiste en crise. L'actuel gouvernement présidé par Suarez a été caractérisé à sa naissance comme « le gouvernement le plus faible de l'Espagne depuis 40 ans », et sa formation en juillet s'est faite à l'issue d'une crise politique brutale, imprévue et incontrôlée, qui a mis la monarchie, comme telle, en question.

Pour la classe ouvrière et les masses, le prolongement du régime agonisant a signifié déjà en dix mois l'assassinat de trente-deux des siens, le maintien en prison de dizaines de détenus politiques, la difficulté à se dresser comme classe face aux répercussions de la crise économique mondiale et aux mesures que la bourgeoisie tente d'appliquer. Mais on est loin de l'époque où, il y a un an seulement, Franco pouvait encore ordonner l'assassinat des cinq militants de l'ETA et du FRAP. La mort de Franco a bien été pour la bourgeoisie, comme pour la classe ouvrière, un fait politique central qui marquait par lui-même une étape dans la dislocation du régime.

Les responsabilités de la survie de ce régime peuvent être établies avec un degré de précision chaque jour plus grand. Au nombre de ceux qui se tiennent aujourd'hui au chevet du régime agonisant, tels les médecins auprès du dictateur mourant il y a un an, l'on trouve côte à côte, avec les hommes politiques de la bourgeoisie, les dirigeants des partis ouvriers, ceux qui ont pour nom Carrillo, Felipe Gonzalez, Sanchez Montero, Mugica, Tierno Gal-

van, Tamames, Camacho... Depuis de nombreux mois, il n'y a plus un politicien ni un journaliste espagnol averti qui ne sache, et aussi qui ne s'oriente par rapport au fait que la monarchie et les institutions franquistes doivent leur survie uniquement à l'appui ouvert et direct des appareils contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles, et d'abord du PCE et du PSOE.

La lenteur de l'agonie du régime franquiste est en rapport direct avec l'enjeu qu'il représente, avec ce que signifie l'Espagne pour la révolution en Europe. Mais seuls ceux qui ont un intérêt direct (tels les journalistes de l'ensemble de la presse française) à cacher la réalité cherchent encore à masquer le caractère absolument incurable du mal. Onze mois après la mort de Franco et l'accession au trône du roi Juan Carlos, la bourgeoisie se débat au milieu d'une crise politique inextricable, où les déchirements au sommet de l'appareil d'Etat peuvent précipiter désormais à tout instant la chute de la monarchie, l'effondrement du régime et l'ouverture de la crise révolutionnaire.

L'enjeu du combat pour les mots d'ordre de République et de Constituante

Dire cela ne signifie en aucune manière s'en remettre à un quelconque automatisme de cette crise. C'est l'intervention effective de la classe ouvrière et des masses opprimées dans les brèches ouvertes au sommet de l'appareil d'Etat qui, seule, peut abattre l'Etat franquiste.

C'est sur ce plan qu'il faut situer aussi bien le rôle des appareils que la portée des mots d'ordre de République et de Constituante, comme mots d'ordre servant à centraliser l'intervention de la classe ouvrière au niveau des institutions et du pouvoir politique.

Aucune aide des appareils du PCE et du PSOE ne pourra jamais permettre à la bourgeoisie de mener à bien la tentative décidée par le roi et le gouvernement Suarez, avec l'appui et l'aide de l'impérialisme mondial, à savoir la greffe de quelques organes de la démocratie parlementaire bourgeoise sur le corps du régime fasciste en décomposition. Mais l'enjeu du combat mené par les directions du PCE et du PSOE pour subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie dans le cadre de la « Coordination démocratique », pour tenter de la convaincre du bien-fondé « d'une transition négociée » avec le gouvernement Suarez et la monarchie comme tels, ne peut être sous-estimé. Il s'agit d'un combat qui vise à tout faire pour retarder et limiter l'intervention directe de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne sur leur propre plan.

On ne saurait prendre à la légère, par exemple, la manière dont les dirigeants des organisations ouvrières cherchent à présenter le nouveau vice-président du gouvernement, représentant des forces armées, comme un « bon général », pas plus qu'on ne peut méconnaître ce que signifient comme tentative pour désarmer les militants et toute la classe ouvrière les déclarations faites par le dirigeant stalinien Sanchez Montero lorsqu'il accueille la proclamation de l'Alliance populaire, regroupement des principaux courants politiques franquistes derrière Fraga et d'autres anciens ministres de Franco, en expliquant qu'il s'agit d'une simple **« formation électorale »**, qui **« ne nous fait pas peur pour autant qu'elle joue un jeu propre** (!...) **et dont la constitution nous paraît un fait très positif »** !...

Sanchez Montero sait ce qu'il fait. Les derniers soubresauts de l'agonie mortelle du franquisme peuvent être violents et exiger l'intervention déterminée de la classe ouvrière pour en abréger la durée, pour mettre à bas les institutions fascistes qu'une aile de la bourgeoisie cherchera à défendre jus-

qu'au bout. La chute du régime est inévitable, mais personne d'autre que la classe ouvrière ne peut détruire les institutions franquistes et mettre les groupements fascistes hors d'état de nuire. La tentative d'endormir la classe ouvrière par de belles paroles démocratiques est une tentative criminelle, à l'image de la politique de ce parti stalinien qu'est, plus que jamais, le PCE.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre toute la portée des mots d'ordre que les trotskystes défendent, depuis fin novembre 1974, au sein de la classe ouvrière d'Espagne et de ses organisations, mots d'ordre dont la conférence de l'organisation « **IV^e^ Internationale** » a dégagé toute la signification lorsqu'elle dit :

> « *Dans la phase actuelle, immédiatement préparatoire à l'explosion révolutionnaire, les trotskystes placent au centre de leur intervention des mots d'ordre qui se situent au niveau de l'Etat et se fixent pour objectif de centrer avec toujours plus de conscience l'attention des masses vers la destruction nécessaire de la monarchie et de l'ensemble des institutions fascistes, à savoir les mots d'ordre conjoints de* République, assemblée constituante et droit de séparation des nationalités. *Ce sont ces mots d'ordre, ensemble avec ceux qui visent à la* destruction radicale de la CNS, *qui constituent aujourd'hui le contenu de la lutte pour le front unique des partis et syndicats de la classe ouvrière, dont le cadre est celui de l'*Alliance ouvrière, *pour laquelle les trotskystes combattent au sein de toutes les organisations ouvrières.*
>
> « *Défendre ces mots d'ordre signifie se prononcer aujourd'hui pour la destruction radicale — ouvrant la voie au démantèlement de l'Etat bourgeois comme tel — de toutes les institutions qui se sont confondues pendant 40 ans avec l'Etat franquiste et également pour la liquidation de tous les rapports sociaux qui ont subsisté comme expression de la réalisation incomplète des tâches démocratiques bourgeoises et la survie de la vieille Espagne cléricale et ultra-réactionnaire.* » (1)

Le regroupement urgent et nécessaire de la classe ouvrière d'Espagne tout entière pour abattre les institutions fascistes qui subsistent derrière la monarchie, même lorsqu'elles se heurtent à Juan Carlos, ne peut se faire que sur ces mots d'ordre. Aujourd'hui, ce sont eux qui définissent la ligne de rupture avec la bourgeoisie, celle du regroupement de la classe ouvrière sur son propre terrain pour abattre le fascisme qui est toujours sur pied.

La crise de domination politique et son contenu précis

A l'origine, comme fondement et au cœur de la situation politique d'aujourd'hui, se situe la nécessité dans laquelle la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme se sont trouvés placés, de façon toujours plus pressante, de modifier les formes de l'organisation politique à mesure que le combat livré par la classe ouvrière est venu changer l'état des relations politiques entre les classes, telles qu'elles furent créées en 1939 comme conséquence de la politique traître du Front populaire qui aboutit à l'écrasement militaire par les armées fascistes.

La dictature franquiste et l'ensemble des institutions qui l'ont constituée avaient comme base la saignée brutale de la classe ouvrière et des masses, la destruction quasi complète du mouvement ouvrier organisé. Aussi longtemps que le régime a su assurer sur cette base les conditions de l'exploitation, celles de la production et de la réalisation de la plus-value, son existence

(1) Cette résolution est publiée dans le n° 2 (nouvelle série) de « *Correspondance internationale* », novembre 1976.

n'a posé de problèmes ni à la bourgeoisie espagnole, dans l'un quelconque de ses secteurs décisifs, ni à l'impérialisme. A mesure cependant que la classe ouvrière est parvenue, lentement d'abord, puis à un rythme toujours plus rapide, à reconstituer ses forces de classe et que le régime s'est montré de moins en moins apte, malgré son énorme appareil répressif, à dresser un barrage au combat de la classe ouvrière, cette attitude a commencé à changer.

Devant l'incapacité croissante des institutions fascistes à remplir leurs fonctions, la bourgeoisie s'est vue progressivement conduite à accepter l'appui des appareils contre-révolutionnaires et à s'engager, faute d'une autre alternative, dans la recherche de formes de domination nouvelles qui faciliteraient la collaboration ouverte et directe de ces appareils à la défense de la propriété privée.

Déjà posée à partir des années 60, puis de façon ouverte après Burgos, la nécessité de modifier les formes politiques de domination de classe est devenue, depuis la mort de Franco, une exigence immédiate et pressante de la bourgeoisie.

La gravité de la crise de domination politique se mesure au fait que l'appareil d'Etat franquiste, loin de réussir à maintenir la classe ouvrière dans un état de sujétion, doit avoir recours de plus en plus à l'aide des directions des organisations ouvrières traditionnelles pour tenter de juguler et de freiner le combat des masses. Ce fait constitue à son tour en lui-même un facteur supplémentaire de crise, car la collaboration avec les directions ouvrières traîtres représente un élément radicalement étranger aux institutions, aux lois et à l'esprit d'un régime qui est né sur la base de la destruction de ces organisations, et qui a tout fait pour empêcher leur reconstruction par la classe ouvrière.

La modification des formes de domination politique s'impose donc de façon pressante. Mais dans le cas du fascisme, à un degré encore plus fort que pour le bonapartisme, entre la nécessité de modifier la forme de domination politique et la possibilité de le faire sans précipiter la crise révolutionnaire, il existe un abîme, car les institutions fascistes sont la cristallisation matérielle de rapports de force déterminés entre les classes.

Il ne suffit pas, cependant, que les rapports qui leur ont donné naissance soient modifiés pour que ces institutions disparaissent. Pendant quarante ans, les institutions franquistes se sont confondues avec l'appareil d'Etat. Le personnel politique de Franco en a occupé les leviers de commande, y a établi son monopole et reste toujours en place. Pour autant que l'on puisse utiliser ce terme, s'agissant d'institutions minées par la lutte des classes et rongées par les conflits internes, les institutions de l'Etat continuent à être des places fortes où les hommes du franquisme dominent.

La modification des rapports politiques entre les classes et la nécessité de tenter d'établir de nouvelles formes de domination politique exigent que les franquistes soient délogés de leurs positions. Mais du point de vue de la bourgeoisie, cette tâche doit être abordée en continuant plus que jamais à tenir compte du fait que ces positions sont les institutions de l'Etat bourgeois, et que leur démantèlement équivaudrait au démantèlement de cet Etat et à l'ouverture de brèches béantes, propices à l'intervention des masses.

Or, celles-ci sont aujourd'hui en mouvement, partout en Espagne, et assaillent ces institutions de toutes parts.

La grève des postiers de Madrid et de Barcelone, celles de la métallurgie de Sabadell, de la construction de Léon et de Bilbao, la grève de la Bazan à Cartagène et celle de la EMT à Madrid, les grèves générales du Pays basque seront analysées plus loin du point de vue de leur signification dans les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, entre les masses, les militants et les appareils.

Mais l'on ne peut perdre de vue,

d'abord, l'extraordinaire menace que ces puissants mouvements font peser sur la bourgeoisie, qui se voit déjà obligée de tenter de changer des pièces de son dispositif de domination, en pleine tempête de la lutte des classes, et alors qu'elle ne sait comment y parvenir.

La portée des « réformes »

Tout cela éclaire aujourd'hui les choix politiques de la bourgeoisie espagnole et de l'impérialisme, aussi bien quant aux objectifs qu'ils se fixent que sur les moyens à l'aide desquels ils espèrent les mettre en œuvre.

Les objectifs que se fixent la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme ne sont pas et ne peuvent pas être la destruction des institutions fascistes, mais uniquement la greffe sur ces institutions de certains organes de la démocratie parlementaire. Le projet de réforme des institutions présenté aujourd'hui par le gouvernement Suarez prévoit un système qui comporterait deux chambres élues dans des conditions qui en limiteraient au maximum la représentativité. Ces deux chambres fonctionneraient de façon à permettre à la seconde chambre, désignée de surcroît encore en partie par le roi, d'exercer son veto sur la première. Ainsi que le note le « Times », le roi concentrerait entre ses mains des pouvoirs beaucoup plus importants que la plupart des chefs d'Etat européens et posséderait en particulier le droit de recourir sur toutes les questions à la voie du référendum. Le projet de loi réaffirme **« l'unité du royaume et de l'Etat »**, c'est-à-dire se prononce contre le droit de séparation des nationalités et pour le maintien de l'état actuel d'oppression nationale. Il laisse surtout intact l'appareil répressif policier, militaire et juridictionnel construit par Franco.

Le but est donc défini. Il s'agit de préserver l'essentiel des institutions fascistes qui sont les institutions mêmes de l'Etat bourgeois, en leur injectant des éléments limités et partiels de parlementarisme bourgeois. Il s'agit d'un projet voué à l'échec, car c'est à la fois trop et trop peu. D'un côté, c'est trop parce que la tentative, voire même seulement le projet, d'injecter dans le système des éléments qui lui sont absolument étrangers ne fait qu'en aggraver la crise et en disloquer le fonctionnement, ainsi que le comportement de l'appareil policier le démontre si clairement, par exemple.

De l'autre, c'est trop peu, car les changements préconisés par Suarez ne représenteraient pas, même s'ils étaient menés à terme, la mise en place d'une forme de domination correspondant à l'état exact des rapports politiques entre les classes et au rôle que les appareils sont appelés à jouer dans la défense de l'ordre bourgeois menacé.

Rien ne permet de mieux situer la porée exacte de la réforme sinon le fait que son adoption soit soumise aux Cortes franquistes, c'est-à-dire à l'institution à laquelle les nouvelles chambres viendraient se substituer. Les Cortes franquistes sont une chambre corporatiste, dont le rôle avant le développement de la crise du franquisme était extrêmement limité et dont la composition en fait une chambre pratiquement aux ordres du gouvernement en place. Il y a 150 « députés » par exemple qui sont fonctionnaires de la centrale corporatiste, la CNS, c'est-à-dire de l'Etat franquiste et qui, fonctionnaires, obéiront au gouvernement en place.

En soumettant son projet aux Cortes, Suarez cherche à affirmer la continuité fondamentale de l'Etat bourgeois tel que le franquisme l'a façonné et à indiquer les limites d'une réforme qui ne doit toucher à aucune pièce décisive du dispositif franquiste, dans des conditions où le bunker garderait encore ses principales positions.

La bourgeoisie et l'impérialisme indiquent ainsi que les seuls moyens auxquels ils veulent avoir recours pour déloger les franquistes d'une partie de

leurs positions dans l'appareil d'Etat sont ceux de la persuasion et de la pression, moyens dont la mise à la retraite anticipée des généraux de Santiago et Iniesta (ancien commandant de la garde civile) ont fourni un exemple récent.

Pour reprendre le mot ironique d'un journaliste, les Cortes se feront peut-être « hara-kiri aimablement » mais pas le bunker. En effet les bunkers où les bastilles que les classes dominantes se construisent dans la lutte des classes sont la matérialisation de rapports sociaux et continuent, même après que ceux-ci se sont modifiés, à être à la fois le support et l'instrument de la défense d'intérêts considérables.

Ceux qui les occupent ne peuvent être délogés que sous les coups des masses. Les institutions fascistes ne sont jamais démantelées pacifiquement : elles doivent être détruites par la classe ouvrière et les masses en mouvement.

Où est la force du Bunker ?

La question de la « force » du bunker peut maintenant être mieux circonscrite. Elle a deux dimensions : celle des rapports internes à la bourgeoisie, celle de l'action des directions traîtres au sein de la classe ouvrière.

Dans son premier aspect, elle n'est rien d'autre que l'expression de l'incapacité de la bourgeoisie, à cause de sa peur de créer des brèches à l'intervention propre de la classe ouvrière et des masses dans la crise, à réduire les fractions qui se refusent à placer les intérêts de leur classe au-dessus de leurs intérêts particuliers et à accepter la modification des formes de domination politique qui s'impose. La « force » du bunker n'est que l'image renversée de la faiblesse d'une bourgeoisie qui en est réduite à recourir aux moyens de la persuasion, par conviction que toute autre politique appellerait l'intervention directe des masses et transformerait par là même la crise de domination politique en crise révolutionnaire et même en révolution.

Dans son second aspect, la force du bunker repose sur l'activité acharnée que mènent les appareils pour tenter de désarmer politiquement la classe ouvrière, d'interdire son regroupement comme classe face à la bourgeoisie, de la persuader aujourd'hui que la seule ligne est celle de l'appui à Suarez sur la base de l'acceptation des « contraintes » auxquelles celui-ci serait soumis quant aux formes et aux rythmes du processus de « démocratisation ».

Le mécanisme de la crise de juillet

La présentation du projet Suarez va porter une nouvelle fois à un point très aigu les contradictions et conflits entre les différentes ailes de la bourgeoisie et du régime en décomposition. Même si le projet ne porte pas atteinte à l'essentiel de ses positions, le bunker est déterminé néanmoins à en obtenir le retrait et à forcer, s'il le peut, une crise politique.

L'analyse de la crise politique du mois de juillet peut éclairer les mécanismes de la nouvelle crise en gestation, illustrer l'état des relations politiques entre les classes et la nature des brèches susceptibles de se produire dans l'appareil d'Etat.

De retour des Etats-Unis, le roi Juan Carlos a destitué le gouvernement Arias Navarro. C'était là la première phase d'un plan mis au point, comme il se doit, dans des discussions tenues avec Kissinger, et au terme duquel il devait être substitué au premier gouvernement de la monarchie un gouvernement de « concertation nationale », c'est-à-dire de coalition entre la majorité des groupes et factions de la bourgeoisie ayant la volonté et la force de procéder aux « réformes » indispensables. Le roi avait fait son choix personnel quant à l'homme qui devait diriger le gouvernement. Il s'agissait de Areilza, comte de Montrico, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement précédent, qui bénéficiait aussi de l'appui de larges secteurs de la bourgeoisie mondiale.

Ce choix traduisait déjà en lui-même les étroites limites de manœuvre de la bourgeoisie face à la classe ouvrière, d'un côté, et aux défenseurs des institutions fascistes campant dans l'appareil d'Etat, de l'autre.

Partisan convaincu de la nécessité de modifier les formes politiques de la domination de la bourgeoisie, ayant établi depuis longtemps des rapports de collaboration étroits avec Carrillo et plus récemment des rapports identiques avec le secrétariat du PSOE, Areilza avait « l'avantage », en même temps, d'être un homme seul, sans groupe politique organisé derrière lui, donc peu susceptible de faire peur aux fractions organisées à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Selon les procédures prévues par la constitution franquiste, ce choix devait recevoir le contre-seing du Conseil du Royaume, organe le plus élevé du dispositif constitutionnel de Franco, dont l'une des fonctions est de présenter, au moment de la destitution d'un gouvernement et de la formation du suivant, une liste de trois noms (**la terna**), parmi lesquels le chef de l'Etat est appelé à faire son choix. Conformément au caractère d'un Etat fasciste dont la clef de voûte et l'organe de décision en dernière instance sont, en toute circonstance, le Führer ou le Caudillo, Franco avait toujours indiqué quel était le candidat de son choix et su imposer son nom sur la liste (comme ce fut le cas pour Arias Navarro en 1973) lorsqu'un début de conflit entre fractions du régime avait conduit les groupes représentés au Conseil à faire d'autres propositions.

En juillet, Juan Carlos a voulu procéder de manière identique. Il n'a fait qu'apporter la preuve que Franco était bien mort et la crise du régime très avancée. Le roi a indiqué sa préférence pour Areilza. Le Conseil du Royaume a dit non. Devant le veto, le roi s'est incliné, sans même tenter de combattre, se repliant sur Suarez dans des conditions où sa capitulation ouvrait brutalement et de manière incontrôlée une crise politique extrêmement sérieuse.

Suarez, homme pratiquement inconnu, a cumulé en effet d'emblée l'hostilité des fractions proches du bunker, qui avaient profité de la capitulation du roi pour avancer leurs propres candidats, Lopez Bravo et Silva Munoz, et celle des hommes et fractions qui avaient donné leur accord antérieur au projet fondé sur le nom d'Areilza. En quelques heures, la capitulation du roi l'a laissé totalement isolé, avec son Premier ministre qui essuyait refus après refus de participation au gouvernement en formation. A quatre jours de la destitution d'Arias Navarro, c'est la monarchie elle-même qui était mise en péril. Seule l'intervention précipitée de la hiérarchie catholique est parvenue à colmater la crise et a permis la formation d'un gouvernement où huit ministres sur quinze sont membres de l'organisation politique de la hiérarchie catholique, l'Association nationale des propagandistes (**de la parole de l'Evangile...**).

A sa formation, le gouvernement Suarez s'est présenté comme un « **gouvernement pour l'été** » (« Guadiana »), comme le « **plus faible depuis 40 ans** » (« Ya »). Le peu de force qu'il a acquis, il le doit uniquement à l'appui qu'il a reçu depuis, d'une part, de l'impérialisme mondial qui a serré précipitamment ses rangs autour de la monarchie et, de l'autre, des appareils contre-révolutionnaires de la classe ouvrière qui ont annoncé quelques jours après la formation du nouveau gouvernement que Suarez « **n'était pas l'homme qu'ils avaient d'abord cru** », mais que, à défaut d'Areilza, la « **rupture négociée** » pourrait être organisée tout aussi bien avec lui.

La monarchie de Juan Carlos

Commentant ces événements, l'hebdomadaire « Guadiana », porte-parole de secteurs de la bourgeoisie qui sont à la fois convaincus de la nécessité de modifier les formes politiques de sa do-

mination et décidés à s'accrocher à la monarchie comme seule institution qui permette de tenter l'impossible mariage entre la démocratie bourgeoise et l'essentiel de l'appareil d'Etat antérieur, écrivait le 6 juillet :

> *« La crise n'est pas résolue. La crise véritable, la crise institutionnelle, est toujours latente ; qui plus est, son caractère de gravité s'est accentué de façon extraordinairement dangereuse. Les raisons en sont claires : le franquisme vit toujours, l'Etat se maintient dans son orbite, le processus de démocratisation est sur le point d'être présenté à des instances décidées à l'obstruction totale. Nous sommes enfermés dans un cercle vicieux que seule la Couronne peut rompre. Tel est bien le mot : rompre, rupture. Une rupture susceptible de surmonter la sclérose mortelle liée aux structures politiques héritées du passé.*
>
> *« Nous venons d'assister à un chapitre éloquent (...). Nous pensons que le chef de l'Etat avait une autre solution à sa disposition : renvoyer la liste des trois noms au Conseil du Royaume, créant ainsi une conscience publique des contradictions et affrontements qui opposent les institutions léguées du passé immédiat à la Couronne et au peuple. »*

La solution préconisée par « Guadiana », l'épreuve de force publique avec le Conseil du Royaume, équivalait à ouvrir, à l'initiative du roi, une crise constitutionnelle dans laquelle la monarchie, jouant un rôle de type bonapartiste, aurait délibérément pris appui sur « l'opinion publique » pour obliger le Conseil du Royaume à reculer.

C'était là prendre le risque d'ouvrir une brèche très importante dans l'appareil d'Etat et créer une situation qui aurait constitué un appel d'air à une intervention propre des masses.

La monarchie de Juan Carlos n'est pas l'institution que laisse supposer (par calcul ou par naïveté) l'éditorial de « Guadiana ». Elle n'est pas uniquement la forme sous laquelle s'est exprimée la continuité de l'Etat bourgeois depuis la Restauration de 1875, ni seulement l'institution derrière laquelle la bourgeoisie espère opérer la modification indispensable de sa forme de domination politique. Elle est aussi l'institution façonnée par Franco, la seule derrière laquelle pourrait se tenter la survie des institutions fascistes. On comprend alors que Juan Carlos ait si vite reculé, à l'instigation de Torcuato Fernandez-Miranda — franquiste de tout temps — qui fut son tuteur et qui est aujourd'hui son principal conseiller en même temps que président des Cortes franquistes. Mais son recul n'a pas empêché la crise de se développer dans les conditions qui viennent d'être analysées, laissant la monarchie pendant trois jours dans un isolement à peu près complet.

C'est ainsi que la monarchie a fini par attirer sur elle tous les coups. Placée au centre de la crise de juillet, elle est sortie affaiblie, diminuée. La classe ouvrière l'a fort bien compris. Dans l'un de ses secteurs les plus directement soumis à l'appareil d'Etat, à savoir les postes, où le gouvernement avait encore pu se servir de l'arme de la réquisition en janvier, les travailleurs se sont engouffrés dans la brèche ainsi créée et ont répondu à la crise dans l'Etat par l'action sur l'un des terrains propres du prolétariat.

Tout indique qu'une crise analogue dans son mécanisme se prépare. De très importants courants du franquisme viennent de constituer, derrière Fraga Iribarne, Lopez Rodo et Silva Munoz, un parti — l'Alliance populaire — autour duquel l'ensemble du personnel politique franquiste a commencé à se regrouper. Au Conseil national du Mouvement, le projet Suarez a été amendé dans des conditions où il n'en reste plus rien, sauf le nom initial. Les anciens combattants dirigés par Giron — la masse de manœuvre du franquisme — sont convoqués à manifester le 20 novembre, au centre de Madrid, pour le premier anniversaire de la mort de Franco.

Le gouvernement Suarez a décidé de présenter sa réforme devant les Cortes, dont il a accepté une nouvelle prorogation et où il a accepté également que la procédure de lecture accélérée du projet de loi ne soit pas appliquée pleinment (les débats seront sans limitation de délais). Il a annoncé enfin qu'il était disposé à « négocier » de larges parties de son projet.

Ainsi que l'observe fort lucidement, le 6 octobre, le « Financial Times », porte-parole autorisé de la bourgeoisie anglaise, par ailleurs partisan convaincu de la nécessité de modifier les formes de domination politique en Espagne :

> « *Si les Cortes devaient faire obstruction au projet de réforme ou le dénaturer moyennant des amendements, il est en principe possible pour le roi de les dissoudre et de procéder directement à un référendum.*
>
> « *Mais l'on peut assurer que le roi aura de grandes réticences à s'engager dans ce qui ne pourrait être compris que comme un affrontement direct avec les hommes et les institutions qui représentent l'héritage du franquisme.* »

Que le roi accepte de voir Suarez reculer devant le bunker ou qu'il lui demande de maintenir son projet, il se trouve placé aujourd'hui d'une manière comme de l'autre, au centre de la crise. Un référendum, suivi de la tentative pour greffer des chambres parlementaires sur le corps des institutions fascistes, ne ferait de même qu'accélérer leur désagrégation et aiguiser encore plus les conflits entre les fractions et les cliques du régime. La dislocation du régime franquiste et la crise des formes de domination ont précisément pour conséquence que, quelle que soit la voie qu'elle choisira ou la fraction en son sein qui l'emportera, la bourgeoisie n'a plus aucun moyen d'éviter la concentration des problèmes politiques autour de la question de l'Etat, et plus précisément encore autour de la monarchie comme telle.

Les directions ouvrières au secours du gouvernement Suarez

Face à l'affrontement à peu près inévitable, le rôle dévolu aux appareils contre-révolutionnaires est tout à fait précis : tenter d'empêcher toute intervention indépendante de la classe ouvrière et des masses par leurs propres moyens et pour leur propre compte.

A peine formé, le gouvernement Suarez a bénéficié de l'appui ouvert et total des directions du PCE et du PSOE. Début août, à l'issue du plénum du CC de l'appareil stalinien, tenu à Rome, Carrillo a déclaré que la proposition de Suarez d'ouvrir le dialogue avec l'opposition distinguait le nouveau gouvernement de tous les précédents :

> « *Eh bien, si ce gouvernement veut engager le dialogue, pourquoi ne le ferait-on pas, à la condition que l'opposition engage unie ce dialogue ?* » (Triumfo, *7 août 1976.*)

Forte de cette caution, la direction du PSOE, qui avait adopté une position identique, mandatait son secrétaire général Felipe Gonzalez pour s'entretenir avec Suarez et constater (voir « Triumfo » du 21 août) qu'il existait bien **« une identité dialectique »** (sic) entre les propos et objectifs de Suarez et ceux qu'il avait été chargé de défendre.

Les appareils contre-révolutionnaires sont chargés de traduire dans les faits cette **« identité dialectique »** entre leurs objectifs et ceux du gouvernement Suarez, et d'en poursuivre l'application sur tous les terrains de la lutte des classes, notamment celui du renouvellement des conventions collectives commencé depuis septembre.

L'enjeu des conventions collectives n'est pas seulement celui du niveau des salaires, mais aussi, et au moins autant, celui de l'existence de la CNS et de l'ensemble de ses structures, seules habilitées, selon la législation sociale du

fascisme, à intervenir dans les négociations. Or la CNS est, on le sait, tout autre chose qu'un « syndicat ». Elle est l'une des institutions centrales du système de domination fasciste, dont la bourgeoisie et les appareils cherchent depuis plusieurs mois « l'ajustement » nécessaire dans une tentative d'éviter sa destruction sous le coup des masses. Là où le renouvellement des conventions est déjà intervenu, les travailleurs ont lutté avec acharnement pour imposer que des délégués élus et contrôlés directement par eux-mêmes les représentent aux négociations, et ils ont fait de la démission des délégués élus lors des « élections syndicales » un point central de leur combat.

C'est pourquoi les dirigeants du PCE et du PSOE se sont portés au secours du gouvernement Suarez en menant avec acharnement le combat contre la classe ouvrière sur ce terrain.

Début septembre, Nicolas Sartorius, l'un des principaux responsables du PCE à la tête des commissions ouvrières, définissait l'orientation de l'appareil du PCE. Il s'attaquait **« aux aventures suicidaires »** et demandait, dans les négociations qui s'ouvraient, **« à chaque partie un degré suffisant de réalisme pour avoir une claire conscience de ses possibilités comme également de ses limites »**. A Léon, à Sabadell, à Bilbao, les responsables des commissions ouvrières ont, au moment de chaque négociation, pris fait et cause contre les travailleurs, pour la CNS, le patronat et le respect des **« canaux légaux »** dont la classe ouvrière sait qu'ils ont été mis en place contre elle.

« Informations ouvrières », le 29 septembre, a cité le compte rendu officiel fait par la direction des commissions ouvrières de leur rencontre avec le ministre chargé des relations syndicales. Sa lecture donne la mesure de la collaboration de classes établie par le PCE avec le gouvernement Suarez, mais aussi des problèmes que l'appareil reconnaît rencontrer :

> « *A son avis* (le ministre), *il est urgent de trouver des solutions et les problèmes doivent être réglés en quelques semaines ; le processus de négociation* (politique - NDLR) *risque d'être lent ; il faudrait donc prendre le devant sur le terrain syndical, sinon il pourrait se créer une situation trop conflictuelle, que nous-mêmes* (le pouvoir - NDLR) *ne pourrions plus contrôler, et dans laquelle des « leaders » du mouvement syndical pourraient se « brûler »* (c'est-à-dire se démasquer devant les masses - NDLR).
>
> « *Pour nous, ces dangers sont réels* — dit Cipriano Garcia — *mais c'est précisément le manque de liberté qui aiguise les conflits, les étend, qui introduit la politique dans les usines* (sic !) *quand il ne devrait pas en être ainsi. Beaucoup de conflits sont dramatiques, à cause de questions qui devraient être déjà résolues.* »

Quelles que soient les difficultés, quel qu'en soit le coût, la direction du PCE entend défendre la monarchie jusqu'au bout. Face à un projet de réforme constitutionnelle et à un gouvernement dont le « Times » du 8 octobre considère qu'il n'est nullement acquis **« que l'un ait jamais force de loi »**, et **« l'autre n'atteigne la fin de l'année »**, et face à des mesures policières dont beaucoup continuent à frapper le PC, Carrillo considère, dans des réponses à « Cambio 16 », qu'il faut tout de même avoir une **« attitude positive »** et que l'on **« pourra même trouver une solution au problème de la légalisation du PCE en autorisant cette légalisation du parti sous un autre nom »** (!)...

La décision de la direction du PSOE d'accepter l'injonction de Suarez lui interdisant de tenir le congrès du parti, clandestinement ou à l'étranger, et de le reporter à décembre, après la fin du débat aux Cortes, relève de la même position : se soumettre aux exigences du gouvernement Suarez, ne rien faire qui puisse servir de près ou de loin de point d'appui à la classe ouvrière ou aux nationalités opprimées pour intervenir dans la crise qui sévit au sommet de l'Etat.

C'est dans ce contexte également

qu'il faut comprendre l'évolution de la Coordination démocratique, constituée en mars, après Vitoria, comme garde-fou par rapport à la mobilisation des masses contre le régime et comme instance centrale de collaboration de classes entre les partis ouvriers et une série de partis et hommes politiques de la bourgeoisie — démocrates chrétiens, carlistes, monarchistes. La Coordination démocratique a évolué de plus en plus vers la droite. Son orientation et sa composition initiales ont fait l'objet d'attaques continuelles depuis septembre. Menées par la Gauche démocratique de Ruiz Jimenez, avec l'assentiment et la participation active du PSOE et du PCE, ces attaques ont porté aussi bien sur la présence des organisations nationalistes petites-bourgeoises catalanes et basques que sur son programme, en particulier la référence à l'hypothèse même d'un référendum sur la forme républicaine ou monarchique du régime, et la référence aux statuts de 1931 et 1936 pour la Catalogne et l'Euzkadi.

Au lendemain de la réunion de la Coordination (23 octobre), Mugica, représentant le PSOE, et Azcarate, pour le PCE, ont confirmé l'appui des directions des partis ouvriers aux attaques de Ruiz Jimenez. Mugica a expliqué que défendre, dans les éventuelles négociations avec le gouvernement Suarez, la nécessité d'un référendum sur la nature du régime (monarchie ou république) équivaudrait à demander au gouvernement et au roi de partir et devrait donc être éliminé comme question à discuter.

Il a repris également, dans des termes voisins de ceux de tous les hommes politiques bourgeois, l'attaque contre le séparatisme, confirmant que sur ce point vital pour la défense de l'Etat bourgeois en Espagne les directions des partis ouvriers adoptaient une orientation identique à celle des partis bourgeois (2).

Le combat pour le regroupement de la classe ouvrière

Le soutien acharné que le gouvernement Suarez et la monarchie ont reçu des directions du PCE et du PSOE n'est pas demeuré sans effet. Non seulement ce soutien a permis de colmater les brèches pendant quelques semaines au sommet de l'Etat, mais il a également ouvert directement la voie à l'agression contre la classe ouvrière et les masses contenue dans les mesures économiques annoncées le 12 octobre. Le degré avancé de décomposition du régime et celui de la bourgeoisie donnent à ces mesures un caractère non maîtrisé du point de vue de leurs conséquences politiques possibles et de la réaction qu'elles ont commencé à susciter de la part de la classe ouvrière.

Mais, du point de vue de l'orientation de la politique des appareils et de ce qu'elle signifie pour la classe ouvrière, ces mesures sont parfaitement claires. Grâce au PCE et au PSOE, le régime en décomposition a trouvé la possibilité de tenter d'asséner de derniers coups à la classe ouvrière. Cela n'en rend que plus significative l'analyse du combat que cette classe ouvrière a mené, en contradiction directe avec la politique de ses directions traîtres.

Depuis septembre, les combats engagés par la classe ouvrière ont vu la réaffirmation plus nette que jamais des traits qui s'étaient dégagés au cours des mois et même des années antérieures. A Léon, dans la grève de la construction, à Sabadell dans la grève de la métallurgie, à Bilbao dans la construction et chez les dockers, s'affirme la volonté des travailleurs de combattre avec l'aide d'organes construits et con-

(2) La question nationale en Espagne et les mots d'ordre défendus par les trotskystes sur cette question ont fait l'objet d'un rapport politique adopté le 1er septembre à la Conférence de l'organisation « IVe Internationale ». Ce rapport est publié dans « *Correspondance internationale* », novembre 1976.

trôlés par eux-mêmes. Ces organes deviennent le support d'un double mouvement, le premier vers la construction de formes autonomes de combat, le second vers la reconstruction de syndicats indépendants de classe aboutissant à la destruction de la CNS. Dans toutes les grèves, depuis celle de Léon jusqu'à celle qui vient d'éclater aux chantiers navals de la Bazan, à Cartagena, l'épreuve de force s'est engagée sur la question de la CNS. A Léon, les 4 500 travailleurs réunis régulièrement en assemblée générale ont, dans les premières phases de la grève, ratifié la décision de poursuivre la grève tant que la commission des délégués directement élus sur les chantiers ne serait pas chargée de négocier l'accord avec les entrepreneurs.

Dans cette assemblée du 6 septembre, rapporte « Ya » :

> « *On a pu enregistrer quelques incidents lorsque différents membres des commissions ouvrières, qui sont investies de responsabilités syndicales officielles* (c'est-à-dire dans la CNS franquiste, NDLR) *dans ce secteur, émirent l'intention que le mot d'ordre soit retiré et que leur revienne à eux le soin des négociations collectives. Les travailleurs ont réagi violemment et les ont expulsés du lieu de l'assemblée générale.* »

A la Bazan, écrit « El Pais » (20/10), les travailleurs ont obtenu la démission des « enlaces » (3) au premier jour de la grève **« de façon que la direction ne puisse pas invoquer l'existence des « enlaces » comme seuls interlocuteurs valables »**, et que **« soient reconnus les seuls délégués élus par l'assemblée »**. La même question a été au centre de la grève de la EMT de Madrid.

Ces exemples traduisent le type de relations que la classe ouvrière a commencé à établir avec tous ceux qui veulent jouer le rôle d'agents de la bourgeoisie.

Au moment de la chute du régime, c'est de ce mouvement que surgiront les différentes formes de comités que la classe ouvrière, renouant avec 1934 et 1936, construira de nouveau sur une échelle bien plus large encore. Aujourd'hui, ce qui est décisif, c'est le point d'appui que ce mouvement engagé au travers de toute l'Espagne constitue déjà pour la reconstruction sur une échelle importante de la CNT et de l'UGT, syndicats de classe traditionnels du prolétariat de l'Espagne.

L'importance primordiale de cette dimension du combat de la classe ouvrière résulte directement de toute l'analyse antérieure. Ce qui est devenu décisif, à un degré encore plus important que par le passé, c'est la possibilité pour la classe ouvrière de disposer ou non d'organisations qui centralisent son combat comme classe face à la bourgeoisie et qui lui permettent d'intervenir comme classe dans les déchirements qui vont avoir lieu au sein de l'appareil d'Etat.

Par tout leur passé, par leurs liens historiques avec la classe ouvrière et leur caractère d'organisations l'ayant organisée sur un terrain politique autant que syndical, l'UGT et la CNT sont désignées pour jouer ce rôle, même si, sur ce plan autant que sur les autres, les appareils et la bourgeoisie veillent, parce que comprenant clairement l'enjeu du combat. Les manifestations qui ont eu lieu au moment du retour du vieux dirigeant de l'UGT José Mata, au cours desquelles on a vu les dirigeants du PSOE et de l'UGT tenter d'interdire le cri : **« Demain, l'Espagne sera républicaine ! »** aussi bien que le barrage dressé par l'appareil social-démocrate à l'entrée massive dans l'UGT de militants rompant avec les commissions ouvrières montrent la conscience qu'a l'appareil du PSOE du danger de voir l'UGT redevenir l'organisation qui puisse centraliser le combat de la classe ouvrière au niveau de l'Espagne comme telle.

(3) « Enlaces » et « jurados » sont les deux échelons de la représentation officielle de la CNS.

Mais, de même que les positions conformes aux intérêts de la classe ouvrière ont eu raison de l'orientation défendue par l'appareil du PSOE au sujet de la CNS dans le cadre du XXX[e] Congrès de l'UGT, de même le caractère d'organisation traditionnelle de l'UGT, dont la classe ouvrière se saisit aujourd'hui, l'emporte de façon répétée sur l'orientation que voudraient imposer Felipe Gonzalez, Mugica et leurs hommes.

L'UGT vient de réaffirmer son opposition absolue à la CNS et, fédération après fédération, l'organisation prend également position contre la politique de l'appareil, des commissions ouvrières et de l'organisation de la hiérarchie catholique dans le cadre de la COS (coordination des organisations syndicales).

Il faut accorder également la plus grande importance aux décisions prises par le dernier plénum national de la CNT, dont la reconstruction se poursuit maintenant à un rythme rapide dans toute l'Espagne. La CNT a affirmé le rôle qu'elle entendait jouer dans **« le démantèlement total de la CNS »** et dans la **« consolidation et le renforcement des alliances avec d'autres organisations de la classe ouvrière, qui défendent l'indépendance de la classe ouvrière et sa liberté d'organisation ».**

Aujourd'hui, dans le contexte politique précis défini plus haut, ces décisions ont une portée politique très grande. Si elles devaient être effectivement traduites dans la réalité, elles referaient de la CNT, sur des bases absolument correctes par rapport à l'un des enjeux immédiats de la lutte des classes, un pôle de référence et de regroupement pour la classe ouvrière tout entière, y compris par rapport aux enjeux encore plus directement politiques qui peuvent se poser brutalement à mesure que se développe la phase aiguë de la crise de décomposition du système franquiste.

Mais il n'y a pas de combat sur la ligne du front unique, pour dresser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie et assurer sa défense contre les soubresauts du régime à l'agonie, qui puisse être pleinement efficace s'il ne situe pas sur les mots d'ordre seuls capables d'en finir avec ce régime : A bas la monarchie ! A bas les institutions fascistes ! République ! Constituante ! Exercice complet du droit à l'autodétermination des nationalités !

C'est sur ces mots d'ordre que les trotskystes combattent pour regrouper politiquement l'avant-garde ouvrière dans les entreprises et dans les syndicats, jetant ainsi les bases de la construction du parti révolutionnaire en Espagne.

Etienne Laurent,
25 octobre 1976.

Argentine :

pour un bilan du péronisme

par Catherine TAVERNIER
et Etienne LAURENT

INTRODUCTION

Le coup d'Etat du 24 mars et la position du PCA

Le 24 mars 1976, un coup d'Etat militaire a abattu le gouvernement dirigé par Isabel Perón, mettant fin ainsi à la seconde expérience de gouvernement péroniste.

Ce coup d'Etat a ouvert une phase nouvelle dans la lutte des classes en Argentine, dans laquelle la classe ouvrière se trouve confrontée avec des conditions de combat extrêmement difficiles. Le coup d'Etat, en effet, a été suivi par un ensemble de décisions tendant vers la destruction des droits d'organisation et d'expression de la classe ouvrière. Ce sont particulièrement la suspension de la Constitution ; la dissolution du Congrès et des assemblées législatives provinciales ; l'épuration des tribunaux et le renforcement des juridictions d'exception ; la mise sous tutelle gouvernementale directe (« intervención ») des principaux syndicats ; le rétablissement de la peine de mort pour faits de terrorisme armé ; l'établissement de très lourdes peines de prison (15 ans) pour tout écrit hostile à la Junte ; la dissolution de cinq organisations ouvrières (en premier lieu de Politica Obrera, membre du Comité d'organisation, et du PST dirigé par Corral et Moreno) ; la suspension des autres partis (au nombre desquels le PC d'Argentine qui bénéficie du traitement privilégié réservé aux partis bourgeois) et une aggravation très forte de la répression policière et patronale sous toutes ses formes. L'effet de toutes ces mesures s'est trouvé renforcé par la crise économique et par la politique monétaire et financière du gouvernement, qui se traduisent pour la classe ouvrière par une aggravation très marquée de ses conditions d'existence matérielles (hausse vertigineuse du chômage et réduction brutale des salaires réels). L'activité terroriste de l'AAA, enfin, s'est poursuivie depuis le coup d'Etat sous la forme d'un travail ouvert d'assassinat politique mené par une fraction de l'appareil répressif de l'Etat, indépendamment, en partie, des directives gouvernementales proprement dites.

A cinq mois du coup d'Etat on estime à 15 000 le nombre des prisonniers politiques en Argentine, à plusieurs centaines les personnes assassinées par l'AAA, et on assiste à une situation où la classe ouvrière se voit obligée de faire face chaque jour plus durement à cette combinaison de l'aggravation de ses conditions d'existence, de la répression policière et patronale d'une ampleur sans précédent dans son histoire et du harcèlement continu résultant de l'activité des bandes armées appuyées sur l'appareil d'Etat.

L'action de l'ERP, des Montoneros et des groupes politiques guerrilleristes urbains nés de la crise du péronisme (et dont l'activité politique a toujours eu comme conséquence d'en colmater les brèches) a contribué à sa façon à multiplier les problèmes auxquels la classe ouvrière et ses militants d'avant-garde doivent faire face (1). L'action de ces groupes se situe sur un terrain étranger dans tous les sens du terme à la classe ouvrière et s'oppose aux processus essentiellement *politiques* qui vont déterminer aujourd'hui son regroupement sur une ligne de classe face à la Junte et à l'impérialisme.

Le coup d'Etat du 24 mars est l'un de ceux dont la bourgeoisie et l'appareil stalinien auront cherché à camoufler la nature et la portée exactes avec le plus de soin.

Sous prétexte que le coup était prévisible depuis des mois, que sa date était connue à quelques jours près par la majorité du personnel politique argentin (de même que par l'ambassade des USA), sous prétexte également qu'il n'aurait fait que combler un « vide de pouvoir » en renversant un gouvernement ayant perdu toute autorité depuis près d'un an, de nombreux journaux (dont *Le Monde diplomatique*) sont allés jusqu'à écrire qu'on pouvait « *hésiter à utiliser le terme de coup d'Etat* ».

Le PC argentin — appuyé par l'appareil stalinien international — a tout fait bien sûr pour renforcer cette idée en apportant son appui à la Junte dirigée par Videla. Début avril, il déclarait selon *l'Humanité* (5/4/76) « *ne pas partager tous les points de vue du nouveau pouvoir* » sans être pour autant « *en désaccord avec ces vues car elles coïncident avec son propre programme qui propose le développement dans l'indépendance économique, la sécurité, la capacité nationale de décision, la souveraineté et la justice sociale* ».

A un moment où l'on connaissait déjà le contenu de l'ensemble des mesures décidées par la Junte, le PCA ajoutait néanmoins un élément de mise en garde à l'égard des militaires qui retient l'attention. Il prévenait le gouvernement et l'armée de la « *délirante tentation de vouloir supprimer le péronisme de la réalité nationale et encore moins de ses masses ouvrières* ».

Le 18 août, dans *l'Humanité*, une « lettre d'Argentine » cite le dirigeant du PCA Ghioldi (vieux stalinien sélectionné par le Kremlin dès la fin des années 20) qui a apporté son soutien à la Junte en expliquant que « *le dilemme se pose aux militaires : ou bien devenir une garde prétorienne comme le veulent les pinochétistes ou se faire le bras armé du peuple contre la dépendance* ». La lettre cite ensuite un journal argentin qui demande « *qu'on ne confonde pas le progressisme social, économique et culturel avec les doctrines trotskystes* » et fait état de l'appel lancé au gouvernement par le PCA pour qu'il organise une grande « *concertation* » de toutes les forces politiques inquiètes face à la montée du « *terrorisme de tous bords* ». Au début du même article l'objectif du coup d'Etat est défini comme ayant été de « *mettre fin à la subversion gauchiste* ».

L'inquiétude du PCA et sa décision de soutenir la Junte de façon aussi ouverte et directe permettent d'éclairer le moment exact de la lutte des classes en Argentine.

Une époque est close

Le coup d'Etat du 24 mars ne peut être apprécié indépendamment de la grève générale de juin 1975 qui a vu la classe ouvrière argentine se dresser directement contre le gouvernement Isabel Perón. Le coup d'Etat est venu tirer les conséquences de cet événement pour l'impérialisme comme pour les différentes fractions de la bourgeoisie argentine et

(1) Dans sa réunion de décembre 1974, le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale s'est prononcé de façon très nette dans ce sens, dans sa résolution sur l'Amérique Latine.

confirmer que pour celle-ci aussi bien que pour la classe ouvrière *une époque était close :* celle où la vie politique en Argentine, avec ses répercussions et prolongements dans toute l'Amérique latine, a été dominée par le péronisme.

Pendant 30 ans en effet, y compris pendant la période où Péron était loin du continent, en exil, c'est en premier lieu au moyen de l'emprise politique et donc organisationnelle du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière et les masses petites-bourgeoises semi-prolétarisées que s'est exercée la domination politique de la bourgeoisie en Argentine. C'est cette emprise qui avait permis à la bourgeoisie de se tourner de nouveau vers Péron à la suite de la grève générale de Cordoba en 1969 et d'organiser son retour pour juguler la montée de la classe ouvrière.

De 1973 à 1976, les obstacles placés sur le chemin de l'avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse par tous ceux qui ont empêché la rupture des militants ouvriers avec le péronisme de se mener jusqu'au bout ont interdit de progresser comme il était possible de le faire dans la voie de la construction du parti ouvrier indépendant, dont la formation conditionnait — et conditionne plus que jamais — la capacité du prolétariat argentin de se dresser comme classe face à la bourgeoisie et à l'Etat. C'est cela qui explique pourquoi le prolétariat n'a pu faire que des pas limités vers la reconquête de son indépendance de classe sur le plan syndical face au parti péroniste et à la CGT.

Mais de 1973 à 1976 le prolétariat argentin a montré qu'il avait cessé de considérer le gouvernement dirigé successivement par Perón puis par sa femme comme étant de quelque façon que ce soit le sien. C'est de là qu'a résulté le « vide politique » croissant, accentué par la mort de Perón en juillet 1974. A partir de la grève générale de juin 1975, la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement d'Isabel Perón ne laissait plus subsister d'ambiguïté : *le temps était définitivement révolu* où le nationalisme bourgeois était capable d'*occuper pleinement* le terrain laissé vide par l'absence de parti ouvrier indépendant et la classe ouvrière disposée à accepter, faute d'autre chose, les gouvernements dirigés par Perón comme représentant en gros ses intérêts.

C'est cette modification dont le coup d'Etat est venu tirer les conséquences. Il a abattu un gouvernement et une forme de domination politique qui avaient cessé de remplir leur fonction et dont l'existence prolongée ne pouvait que miner les fondements de l'appareil d'Etat et appeler la classe ouvrière à une action indépendante chaque fois plus manifeste.

C'est toute une époque de la lutte des classes en Argentine qui prend fin ainsi. Même si la bourgeoisie cherche à faire rendre au péronisme encore quelques services, celui-ci va cesser de faire partie centralement de ses formes de domination politique sur le prolétariat. Même s'il est hasardeux de proclamer que « *le péronisme est mort* », tant qu'un parti ouvrier et des syndicats indépendants par rapport à l'Etat n'auront pas été construits, il reste que la classe ouvrière voit la situation se déblayer à un point qualitativement différent à toute occasion antérieure, pour mener le combat politique le plus important de son histoire : celui de rompre définitivement avec le nationalisme bourgeois et de reconquérir son indépendance politique et organisationnelle de classe, au travers d'un processus qui ne peut être dissocié, quelles qu'en soient les médiations aujourd'hui, de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IVe Internationale.

Le fait que cette nouvelle phase de l'histoire de la classe ouvrière d'Argentine commence sous la dictature militaire et dans les conditions extrêmement difficiles analysées plus haut ne lui ôte pas ce trait fondamental. C'est cela qui se trouve à la base de la préoccupation du PC argentin.

L'évolution politique en cours a une portée pour toute l'Amérique Latine. Son importance tient à la place et au poids du prolétariat argentin dans la lutte des classes dans le continent. Elle tient aussi à tout ce qu'a signifié le péronisme comme l'une des expressions les plus achevées du nationalisme bourgeois à prétention anti-impérialiste ayant eu pendant des décennies une base de masse dans la classe ouvrière.

Le nationalisme bourgeois se situe encore — et du fait de leur action — aux côtés du stalinisme et du castrisme comme l'un des obstacles que la classe ouvrière d'Amérique Latine doit définitivement surmonter pour pouvoir s'organiser

en toute indépendance et se constituer en classe au plein sens du Manifeste du Parti communiste pour combattre et abattre l'impérialisme et les bourgeoisies semi-coloniales. Or c'est en Argentine, et plus récemment au Pérou, que le nationalisme bourgeois a mis en avant avec le plus de force, et de succès apparent pendant un court laps de temps, sa prétention à régler, dans le cadre bourgeois, moyennant au mieux une rupture tout à fait limitée avec l'impérialisme, les problèmes de l'indépendance nationale et les autres tâches démocratiques non achevées.

Le cours de la lutte des classes a amplement démontré que c'était là une prétention vaine. Mais le bilan doit être tiré jusqu'au bout face aux efforts menés par les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, et à leur manière aussi par les courants centristes, pour préserver au nationalisme bourgeois une partie au moins de son prestige et de son autorité politiques, et pour embrouiller parallèlement les problèmes du combat pour l'indépendance programmatique et organisationnelle de classe du prolétariat sur le plan syndical et politique. Le péronisme et le vélasquisme se rangent aux côtés de l'Unité populaire chilienne, du guerrillerisme et du castrisme en tant qu'expériences politiques dont l'analyse doit être poussée jusqu'au bout pour que des partis révolutionnaires du prolétariat puissent être construits avec succès dans toute l'Amérique latine.

Le coup d'Etat du 24 mars a évidemment reçu l'appui de l'impérialisme. Il avait été préparé par le voyage de Kissinger qui avait évité Buenos Aires au cours de son voyage en Amérique latine du début de l'année afin de n'apporter aucune espèce de caution au gouvernement d'Isabel Perón et annoncer sa chute. L'impérialisme américain combat et il ne pouvait laisser pourrir la situation en Argentine sans réagir. Mais ce succès pour Kissinger n'est pas de nature à effacer, même en Amérique latine, les conséquences de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam ou à atténuer la crise politique qui secoue la bourgeoisie yankee.

Le changement de régime en Argentine ne va pas améliorer, au-delà des crédits passagers consentis par le Fonds monétaire international, la situation de l'économie argentine ou atténuer les contrecoups de la crise économique mondiale sur ses faibles structures. L'aile « pinochétiste » de l'armée argentine connaît le bilan plus que médiocre du régime chilien. Elle sait qu'il a été aussi incapable que celui des militaires uruguayens de stabiliser la situation économique et d'affermir ses bases sociales. Elle sait également que le régime de Banzer aussi bien que le régime de Geisel sont aux prises avec les plus grandes difficultés. Le prolétariat bolivien a donné des expressions répétées de sa force et de ses réserves de combativité inentamées. Au Pérou, rien n'est joué, ainsi que le recul du gouvernement devant la menace d'une épreuve de force avec les mineurs du centre l'a récemment démontré une nouvelle fois.

L'ensemble de cette situation pèse sur les rapports politiques entre les classes en Argentine et explique la nervosité avec laquelle l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin observent, même après le coup d'Etat, les divergences à l'intérieur de la bourgeoisie et de l'armée et guettent les mouvements de la classe ouvrière. Le combat politique et organisationnel pour en finir avec l'influence du péronisme dans la classe ouvrière est un combat qui peut conditionner assez vite — ainsi que l'expérience de la période de 1957-1958 que nous examinerons plus loin le démontre — l'efficacité avec laquelle la classe ouvrière réalisera son unité de classe face à la Junte, desserrera l'étau de la répression et entreprendra sa remontée. Or dans ce cadre d'ensemble des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale et en Amérique latine, la remontée du prolétariat argentin, dont le poids dans la lutte des classes est considérable, est un phénomène que l'impérialisme et ses alliés et agents de tous genres ne peuvent que redouter.

L'enjeu de l'analyse

Le travail qui suit ne cherche pas à retracer l'ensemble du mouvement de la lutte des classes en Argentine. Il est centré sur la question du péronisme, sa naissance, ses caractères, ses formes d'organisation, les mécanismes de sa puissance ; du rôle qu'il a joué par le biais de la CGT, tout particulièrement, comme

pilier de l'ordre bourgeois en Argentine pendant trente ans ; des conditions enfin qui ont conduit la classe ouvrière à se heurter frontalement au gouvernement péroniste dirigé par Isabel Perón, dans la grève générale de juin 1975.

Cet article accordera une place importante à l'analyse de la CGT argentine, dont la nature de classe et les fonctions exigent une discussion approfondie. Un seul exemple suffit pour en montrer la portée.

Il est fréquent d'entendre dire que les événements de juin 1975 ont été marqués par-dessus tout par l'absence de parti révolutionnaire, dont l'inexistence aurait été le principal facteur ayant interdit à l'action de la classe ouvrière de dépasser certaines limites et de transformer effectivement les éléments de la situation révolutionnaire en crise révolutionnaire ouverte.

Une telle appréciation est totalement insuffisante et ne rend pas compte des caractères spécifiques de la situation de juin 1975. La situation de juin 1975 a été marquée non pas tant par l'absence de parti révolutionnaire construit (à ce compte-là il y aurait peu de pays où une crise révolutionnaire ouverte pourrait se produire) que par l'absence de toute organisation de masse syndicale ou politique qui rassemble la classe ouvrière sur son terrain *propre* de façon *indépendante par rapport à la bourgeoisie, son Etat et ses partis.*

Cette situation s'est traduite par un fait très simple qui permet d'en mesurer toutes les implications. L'absence de toute organisation de masse — syndicale ou politique — rassemblant la classe ouvrière sur son propre terrain a rendu impossible l'élaboration et la défense par Politica Obrera d'un mot d'ordre exprimant le mouvement de la classe ouvrière vers le combat pour son propre gouvernement. En Argentine, en 1975, il n'y avait *pas* de mot d'ordre exprimant, dans le cadre de la grève générale de juin et de la crise gouvernementale ouverte, le mouvement vers le gouvernement ouvrier et paysan, et susceptible de ce fait de précipiter le déclenchement de la crise révolutionnaire ouverte, dont l'ensemble des éléments étaient autrement indiscutablement tous réunis. Telle a été la situation, à l'origine immédiate de laquelle on trouve l'existence de la CGT comme organisation bourgeoise par son programme et ses liens organiques avec le parti péroniste ; comme rouage direct de l'appareil d'Etat, sous de nombreux gouvernements ; et comme instrument en *toute occasion non pas simplement d'une collaboration de classe en général,* mais d'une situation *ôtant à la classe ouvrière son indépendance organisationnelle et programmatique de classe face à l'Etat et aux partis de la bourgeoisie* (2).

Voilà des affirmations dont il faut faire maintenant la démonstration.

I. — LA NAISSANCE DU PERONISME, SA NATURE SOCIALE ET SES OBJECTIFS

Analysant la situation au Mexique à l'époque de Cardenas, Trotsky explique que la tâche que la bourgeoisie s'est fixée « *consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers* ».

C'est cette tâche que Perón est parvenu à mener à bien en Argentine, quoique dans des conditions politiques précises et avec des limites déterminées qui n'ont jamais assuré à la bourgeoisie et à l'Etat semi-colonial argentins la stabilité dont leurs homologues mexicains ont joui avec le régime du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).

Exploitant au compte du nationalisme bourgeois la capitulation politique de l'anarcho-syndicalisme et de la social-

(2) C'est pour cette raison que le mot d'ordre de « gouvernement de la CGT » défendu pendant quelques jours par Politica Obrera (qui en a entrepris la critique au moment de son 1er congrès) et par *Informations ouvrières* dans un article de juillet 1975 était faux.

Il n'y avait tout simplement *pas* de mot d'ordre gouvernemental correct qui puisse être lancé en juin sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan ; trait qui distinguait précisément la situation argentine du tout au tout de situations équivalentes au Chili en 1970 ou en Bolivie en 1970-1971.

démocratie et le travail contre-révolutionnaire mené par l'appareil stalinien en Argentine derrière Codovilla et Ghioldi, Perón a gagné entre 1943 et 1945 à sa politique et à sa personne la majorité des cadres syndicaux jusqu'alors organisés derrière ou dans ces organisations. Il a pu, sur cette base, transformer à partir de 1947 la CGT en pièce centrale du parti péroniste, en rouage du gouvernement bonapartiste et en instrument ôtant à la classe ouvrière son indépendance politique, programmatique et organisationnelle face à la bourgeoisie.

Avant d'analyser ceci, il est nécessaire d'abord de définir l'Argentine.

L'Argentine, pays semi-colonial dominé par l'impérialisme

L'Argentine est le pays le plus anciennement industrialisé d'Amérique du Sud, ayant le niveau de vie le plus élevé du continent, celui enfin où la classe ouvrière a rapidement pesé d'un poids très lourd dans la société du triple point de vue de son nombre, de sa concentration et aussi, avant le péronisme puis ensuite dans les limites imposées par la nature de classe de la CGT, de son degré d'organisation.

70 % de la population est urbaine et se trouve concentrée dans de grandes villes, dont la plus importante, Buenos Aires, atteint plus de 8 millions d'habitants. La classe ouvrière représente quelque 2,5 millions d'individus auxquels viennent s'ajouter quelque trois millions de salariés dans le secteur tertiaire. En 1960, le revenu moyen par habitant — critère bourgeois grossier du « développement » — situait l'Argentine à un niveau supérieur à l'Espagne et pas éloigné de l'Italie, c'est-à-dire à un niveau très supérieur à tous les autres pays d'Amérique latine.

L'Argentine n'en reste pas moins un pays *semi-colonial*, dont l'accès au marché mondial a toujours été contrôlé par les bourgeoisies impérialistes et dont les principaux secteurs de l'économie ont été soumis, à l'exception d'une courte période de 1946 à 1953, à l'emprise directe des capitaux étrangers. Le caractère semi-colonial de l'Argentine renvoie aux traits particuliers de sa formation historique comme Etat, et en particulier au fait qu'au XIXe siècle sa bourgeoisie s'est développée pour ainsi dire exclusivement comme une *bourgeoisie agraire* tirant sa substance principalement de la vente d'abord du blé, puis de la viande, et concevant, jusqu'à l'effondrement du marché mondial en 1929, ses intérêts comme étroitement complémentaires à ceux de l'Angleterre et subordonnés en toute circonstance aux besoins de la bourgeoisie britannique. Les hommes politiques argentins allaient jusqu'à expliquer à une époque que leur pays était la première et plus exemplaire colonie de l'Empire britannique.

Au nom de cette complémentarité d'intérêts, la bourgeoisie argentine a attendu l'interruption des échanges à l'époque de la première guerre impérialiste, puis la crise de 1929 et la dislocation du marché mondial des années 1930 et 1940 pour entreprendre le développement limité d'une industrie manufacturière légère. Alors qu'elle possédait des ressources énergétiques très importantes elle a continué jusqu'en 1939 à faire venir du charbon de Newcastle et, à ce jour, elle compte d'abord sur ses exportations agricoles pour assurer ses échanges internationaux. Pourtant, même celles-ci ont connu une régression constante.

Le parasitisme profond et les traits compradors de l'oligarchie terrienne et financière qui a constitué le noyau central de la bourgeoisie argentine ne se mesurent pas seulement à son incapacité à développer l'industrie, alors que le passage à l'impérialisme n'était pas encore achevé et qu'elle en avait les ressources, mais aussi à la manière même dont elle a épuisé le sol du fait des méthodes d'exploitation employées dans le cadre de la très grande propriété foncière (dans la province de Buenos Aires et autres provinces de la Pampa, les domaines ont de 2 000 à 50 000 hectares). L'Argentine est un pays où la paysannerie a été repoussée dans quelques provinces limitées et dont le développement exigera la réalisation d'une tâche que Perón s'est bien gardé d'entreprendre, à savoir l'expropriation de la grande propriété foncière et une politique de colonisation de vaste territoires laissés pratiquement sans population.

L'extermination des tribus indiennes au XIXe siècle pour leur arracher leurs terres a fait de l'Argentine avant tout un pays d'immigration. Dès les années 1920, cependant, la bourgeoisie y a mis un frein et a établi des obstacles toujours plus grands à l'arrivée de nouveaux habitants, de telle façon qu'aujourd'hui ce pays aux richesses agricoles et minières extraordinaires, situé dans des latitudes tempérées, cinq fois grand comme la France, compte à peine 24 millions d'habitants. Le développement limité de l'agriculture dans le cadre du latifundium l'explique tout autant que l'industrialisation faible et tardive.

L'exemple de l'Argentine démontre lui aussi que la lutte pour l'indépendance nationale est indissociable de la réalisation de l'ensemble des tâches démocratiques, et en premier lieu l'expropriation de la grande propriété foncière, laquelle demeure aujourd'hui encore l'une des bases économiques principales de la bourgeoisie argentine. Seul le prolétariat à la tête des masses opprimées pourra mener ces tâches à bien, en relation directe avec la réalisation des premières tâches socialistes, comme partie du combat international pour la révolution prolétarienne mondiale.

L'industrialisation limitée de la fin des années 1930 et des années 1940, cantonnées essentiellement dans le secteur de l'industrie manufacturière légère, a représenté la base matérielle pour l'apparition passagère d'un secteur de la bourgeoisie ayant les velléités de modifier ses relations avec l'impérialisme et d'accéder au marché mondial de façon indépendante. C'est cette couche du patronat argentin, organisée plus tard dans la Confédération générale économique (CGE), qui a représenté la base sociale essentielle du péronisme. Les limites politiques et sociales étroites du programme nationaliste bourgeois de Perón ont reflété les limites de ce secteur de la bourgeoisie en même temps qu'elles en ont scellé le sort. Dès 1953, ainsi que nous l'analyserons plus loin, Perón ouvrait de nouveau la porte aux investissements étrangers, recevait Milton Eisenhower et annonçait la période où, de 1958 à 1968, de Frondizi à Ongania, l'Argentine allait devenir l'un des champs d'activité privilégiés de l'impérialisme américain, jusqu'à ce que celui-ci ait épuisé les possibilités offertes et tourne son attention vers le Brésil et le Venezuela.

Cette période a placé l'Argentine sous la domination étrangère de façon encore plus complète et profonde que du temps de la domination britannique. Aucun secteur de la banque, du commerce ou de l'industrie manufacturière n'a échappé à l'emprise directe ou indirecte des grands truts bancaires et industriels américains. L'Argentine est devenue par bien des égards une immense chaîne de montage pour la production de marchandises conçues à l'étranger et dont une partie des pièces sont importées. Les entreprises argentines sont rivées aux entreprises américaines dont elles sont ou bien les filiales ou bien les sous-contractants. La bourgeoisie industrielle embryonnaire des années 1940 et 1950 a été éliminée ou bien transformée en rouage des entreprises étrangères.

La crise permanente de l'économie argentine, de sa balance commerciale et de sa balance des paiements, de sa monnaie, la hausse vertigineuse et quasi permanente des prix, qui sont la toile de fond de la lutte des classes en Argentine ont — lié à celle-ci mais ayant toujours une dimension propre — un fondement très simple : la production et la réalisation de la plus-value et les possibilités d'accumulation en Argentine sont bornées aux limites étroites d'un marché intérieur réduit autant par sa dimension que par sa structure de classe, tandis que l'accession des marchandises au marché mondial ne se fait que dans les étroites limites où cela peut être avantageux pour les grandes firmes fournissant les investissements essentiels. Aucun coup d'Etat, aucune politique économique de la bourgeoisie n'a le pouvoir d'effacer cette réalité.

Tels sont les traits principaux d'un pays dont il est exclu que la relation au marché mondial puisse changer jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration de la dictature du prolétariat. Ces traits se confondent avec ceux de la bourgeoisie argentine. Ils expliquent la situation de faiblesse que celle-ci a occupée, d'un côté, face au capital étranger et à l'impérialisme bien sûr, mais aussi, de l'autre, face à la classe ouvrière dès que celle-ci a fait quelques pas dans la voie de l'organisation.

La classe ouvrière avant Perón et la lutte des classes vers 1942-1943

Dans la meilleure analyse faite sur les origines du péronisme, deux sociologues, qui ont de surcroît l'honnêteté de ne pas se parer abusivement de l'étiquette du marxisme, ont insisté récemment sur le fait qu'en « *analysant les origines du péronisme, le premier trait distinctif qui apparaît, par comparaison à d'autres processus conduisant à la naissance de mouvements populistes, est l'importance de la place que le syndicalisme y occupe comme facteur constitutif* » (3).

Ils observent que la plupart des études sur le péronisme cherchent à minimiser cet aspect, au profit d'analyses qui prétendent « expliquer » le péronisme en termes d'opposition entre les secteurs plus anciens de la classe ouvrière et les nouveaux secteurs nés avec l'industrialisation après 1935, et présentent invariablement le péronisme comme la seule force politique à laquelle la classe ouvrière serait redevable de son organisation et de ses acquis sociaux. Il faut donc commencer par rétablir les faits sur ce point important.

Contrairement à la version de l'histoire du mouvement ouvrier argentin qui est propagée par les apologistes du péronisme et acceptée par tous ceux qui se contentent d'une analyse non scientifique des relations entre la classe ouvrière argentine et Perón, la formation et le développement des syndicats ont eu lieu bien avant la mainmise de Perón sur la CGT.

La fondation des syndicats qui vont constituer l'armature du mouvement ouvrier jusqu'en 1945 — travailleurs municipaux, cheminots, presse et labeur, dockers — date des années 1900-1920. La constitution de la CGT comme centrale syndicale date de 1930 et fait suite à un long combat pour la formation d'un organe confédéral qui avait mis aux prises les anarcho-syndicalistes et les socialistes.

Il faut indiquer de façon plus précise encore, que les syndicats se sont même fortement développés dans les années de la « décennie infâme » (1936-1943) qui précède l'arrivée de Perón au pouvoir. Face aux gouvernements les plus réactionnaires que l'Argentine ait connus jusqu'alors, la croissance des syndicats et surtout des adhésions syndicales à partir de 1936 traduit la force que représente déjà la classe ouvrière et la capacité de résistance et d'organisation qu'elle possède dès cette époque. De 1936 à 1941, parallèlement à la croissance de l'industrie de substitution d'importations, les effectifs syndicaux passent de 360.000 à 440 000 travailleurs, et représentent un taux de syndicalisation qui se situe entre 70 % et 80 % dans les corporations les plus anciennes, et entre 20 % et 30 %, c'est-à-dire des chiffres non négligeables, dans les plus récentes, comme la métallurgie, au regard de la répression patronale et étatique et de la politique des organisations ouvrières que l'on examinera plus bas.

Les années qui précèdent l'arrivée de Perón au secrétariat d'Etat au Travail sont des années de combativité ouvrière croissante. En dépit de la politique de front anti-fasciste au nom de laquelle le PS et le PCA cherchent à interdire à la classe ouvrière de combattre pour ses revendications, les grèves se multiplient et atteignent en 1942 des chiffres qu'elles n'atteindront pas en 1945 — année marquée par de nombreux mouvements — et qu'elles retrouveront seulement à la fin des années 1950, après la chute de Perón. Les grèves sont particulièrement importantes dans l'industrie mécanique, où se situent les premières concentrations relativement importantes de travailleurs en dehors des secteurs publics, ainsi que dans la construction et les usines frigorifiques.

La volonté de Perón de régler les problèmes relevant des tâches démocratiques de l'indépendance nationale par les voies du nationalisme bourgeois traduit les aspirations à un accès indépendant au marché mondial de la bourgeoisie industrielle embryonnaire apparue avec l'industrialisation des années 1930. Quels que soient ses liens avec la grande bourgeoisie agraire, il lui était impossible en effet de se satisfaire de la relation

(3) M. Murmis, J.C. Portantiero, *Estudios sobre los origines del péronismo*, tome 1, Siglo XXI, 1971, p. 74 et suivantes.

au marché mondial et à l'impérialisme, sur la base de laquelle les grands propriétaires fonciers avaient édifié leur fortune et établi leur pouvoir pendant soixante ans.

Mais l'urgence avec laquelle il a paru nécessaire de régler des problèmes laissés longtemps en suspens ne s'explique pas *indépendamment de cette montée de la classe ouvrière argentine à partir de 1941-1942* dans un contexte international et national précis. A l'échelle internationale, c'est la vague révolutionnaire qui se prépare à partir du tournant de la guerre impérialiste mondiale avec la défaite des armées allemandes à Stalingrad. A l'échelle nationale, le contexte est celui des contrecoups de la crise de 1929 et d'une situation où la crise de l'impérialisme et ses conséquences en Argentine ont nourri des aspirations anti-impérialistes profondes dans la classe ouvrière comme dans de larges secteurs de la petite bourgeoisie.

Le vide créé dans les masses par le refus traître des organisations ouvrières traditionnelles de répondre à ces aspirations a achevé de créer les conditions pour le surgissement et le triomphe de Perón.

Les responsabilités politiques des organisations ouvrières traditionnelles dans la victoire de Perón

Ce qu'il faut expliquer (et peu d'auteurs en ont été capables), c'est comment Perón a pu aboutir en quelques années (de 1944, date de son entrée au secrétariat au Travail, à 1950, date du congrès où la CGT modifie ses statuts) à l'intégration complète de la centrale syndicale au parti péroniste.

Les causes en sont essentiellement *politiques*. Elles renvoient de bout en bout à l'orientation et à l'action des organisations politiques de la classe ouvrière argentine, qui ont creusé le lit du nationalisme bourgeois et préparé les conditions de sa mainmise politique sur un large secteur de la classe ouvrière.

De son poste de secrétaire d'Etat au Travail, Perón a utilisé tous les moyens pour se subordonner les dirigeants syndicaux et par-delà eux la classe ouvrière, usant tout à tour de la ruse, de la concession, et de la répression. Mais la répression a occupé une place relativement secondaire dans un processus qui est *incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la politique suivie par les organisations se réclamant de la classe ouvrière. A elle seule, la répression ne pouvait pas permettre à Perón de parvenir où il est parvenu* (4). Pour comprendre la victoire de Peron il faut saisir la politique suivie par les organisations ouvrières traditionnelles.

De 1920 à 1944, en effet, loin de constituer, à l'exception de quelques moments précis, un point d'appui et une base pour un combat effectif pour l'indépendance politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, l'orientation et l'intervention en Argentine de l'anarcho-syndicalisme, de la social-démocratie et du stalinisme ont désarmé politiquement la classe ouvrière et ont nourri au contraire les tendances à la dégénérescence des syndicats, ouvrant ainsi d'une double manière la voie à la mainmise triomphale de Perón.

Lorsqu'on analyse la trahison des organisations traditionnelles du prolétariat en Argentine, la portée de leur refus de combattre pour un programme répondant aux particularités du pays, en tant que semi-colonie, subordonnée à l'impérialisme, ne saurait être sous-estimée. La classe ouvrière argentine a eu des organisations propres dont la dégénérescence et la trahison se situent en premier lieu au niveau programmatique le plus fondamental : celui de leur incapacité ou de leur refus à fournir une réponse de la classe ouvrière sur les questions de l'impérialisme, de l'indépendance nationale et de la réalisation des tâches démocratiques dans un pays semi-colonial soumis au joug du capital britannique et de ses alliés de l'oligarchie terrienne argentine.

C'est sur ce terrain politique qu'elles ont préparé la victoire de Perón. L'incapacité ou le refus de ces organisations à combattre efficacement pour l'indépendance de classe des syndicats ne peuvent être appréciés indépendamment de cet

(4) L'incompréhension complète de ce point obère le livre de G. Béarn *La Décade péroniste*, collection Archives.

aspect capital, qui se trouve directement à l'origine du triomphe du nationalisme bourgeois.

L'anarcho-syndicalisme a été un courant important (quoiqu'en perte de vitesse constante à partir de 1915) au sein du mouvement ouvrier jusqu'à l'arrivée de Perón. Il lui fournira encore, au même titre que les socialistes et les staliniens, une partie des cadres ouvriers, qui assureront les premiers succès du péronisme avant d'être écrasés. La responsabilité de l'anarcho-syndicalisme dans le triomphe de Perón a tenu au barrage que ce courant a établi dans la classe ouvrière à la compréhension de la nécessité pour elle de s'organiser sur le plan politique avec un programme propre. Les courants anarchistes et anarcho-syndicalistes ont défendu en Argentine comme ailleurs leur conception de la lutte des classes comme devant se tenir à l'écart des « agitations politiques stériles et trompeuses ». Ils ont aidé à nourrir une forme d'apolitisme syndical incapable d'offrir une résistance sérieuse aux pressions et manœuvres de la bourgeoisie (qui commencent bien avant Perón) pour contrôler les syndicats au travers de la corruption de la bureaucratie syndicale.

Mais la place qu'occupe jusqu'en 1946 l'anarcho-syndicalisme ne se comprend que par rapport à la faillite retentissante de la social-démocratie et à la trahison du stalinisme. Les causes de la faillite de la social-démocratie sont éminemment politiques et se lisent dès 1912 dans les écrits et discours du principal dirigeant et théoricien du Parti socialiste. Opposant un capitalisme « *sain et dynamique* » capable de se passer de protectionnisme douanier et d'assurer le développement industriel indispensable au combat ultérieur pour le socialisme, et un « *capitalisme rachitique* » susceptible de se développer seulement derrière des barrières douanières, Justo met en avant une forme primitive de la théorie de la révolution par étapes et se fait l'avocat de l'impérialisme anglais. Plus tard, de façon conséquente, il expliquera face à Lénine que « *l'impérialisme est une idiotie* » et l'un de ses épigones ira même jusqu'à dire que l'impérialisme est une « *invention de Lénine* ». Sur le plan politique, l'orientation de Justo le conduit, à la même époque, à mettre sur le même plan le parti conservateur, représentant de la grande oligarchie terrienne et financière, et le parti radical de Yrigoyen, et à se tenir en marge des principaux combats politiques de l'époque, en particulier la lutte pour le suffrage universel et pour les droits politiques des immigrés.

La faillite de la IIe Internationale ne fera, bien entendu, qu'accentuer cette ligne de capitulation devant les bourgeoisies impérialistes et leurs alliés dans le pays. Si, en 1930, la direction de la CGT, dont la proclamation remonte à quelques semaines, peut adopter face au coup d'Etat militaire d'Uriburu une attitude de « neutralité bienveillante », la responsabilité en incombe encore, non au stalinisme, qui est alors très faible, mais à l'anarcho-syndicalisme et à la social-démocratie.

C'est à cette dernière que la classe ouvrière doit pourtant la progression que l'on remarque de 1936 à la guerre. Une fois que la capitulation de la CGT devant le gouvernement Uriburu aura conduit à une répression sérieuse et à une aggravation très nette des conditions de travail et de rémunération de la classe ouvrière, l'on assistera en 1935 à la résistance momentanée d'une partie des militants syndicaux d'appartenance socialiste et à un redressement sous leur direction de la CGT. Le fait que la période 1936-1940 ait été une période de renforcement et de croissance des syndicats repose sur le combat momentané que le parti socialiste mène pour l'indépendance de classe du prolétariat face aux gouvernements de cette période. La seconde guerre impérialiste mondiale aura rapidement raison de cette résistance. Au nom du front antifasciste et de l'appui à l'effort de guerre des « alliés », le PS argentin jouera de nouveau, aux côtés cette fois du PCA, le rôle d'agent direct de l'impérialisme anglais et américain dans les rangs de la classe ouvrière. Conjointement, ces partis créeront les conditions immédiates de la victoire de Perón.

Ce qu'il restera à faire, en effet, pour paver la voie qui conduit à la mainmise de Perón sur les syndicats concrétisant sa conquête politique de la classe ouvrière au compte du nationalisme bourgeois, sera accompli grâce à l'orientation du PCA.

L'histoire du PCA est avant tout l'histoire d'un appareil sélectionné à partir de 1925-1926 sur la base de sa servilité à Staline, et son secrétaire général Codovilla, agent notoire de la Guepeou en Espagne, le personnifie de façon exemplaire. La formation du PCA est contemporaine de la montée de la bureaucratie en URSS. L'appareil se constitue sur la base de l'appui à Staline contre Trotsky et l'Opposition de gauche, avant de se consolider sur la base de la défense de la théorie de la révolution par étapes et de l'appui complet à la politique stalinienne en Chine. A partir de 1927, le PCA suivra fidèlement les tournants successifs de la politique stalinienne portant coup après coup à la classe ouvrière argentine et à l'avant-garde qui cherche à s'organiser sur la base de sa fidélité à la révolution d'Octobre.

C'est ainsi que le PCA successivement a caractérisé le gouvernement d'Yrigoyen, à quelques jours du coup d'Etat d'Uriburu, de gouvernement « fascisant » et accueilli favorablement au même titre que la CGT la mise en place de la dictature militaire ; qu'il a défini de 1930 à 1934 le « radical-fascisme » et le « social-fascisme » comme les « principaux ennemis » de la classe ouvrière et cherché à organiser la scission syndicale contre les socialistes. En 1935, il prend le virage du Front populaire et s'engage dans une politique de subordination la plus complète de la classe ouvrière au parti radical, qualifié la veille de « fasciste », avant de passer, après la rupture par Hitler du pacte germano-soviétique et l'entrée en guerre de l'URSS, sur la ligne de l'union nationale et de l'appui aux gouvernements de l'oligarchie au nom du front antifasciste. A partir de 1941 toutes les positions qu'occupe le PCA dans les syndicats — par exemple dans la métallurgie et la construction — sont utilisés à combattre les grèves et casser les revendications de la classe ouvrière. La présence du PCA aux côtés des partis de l'oligarchie et de l'ambassade américaine dans la coalition de l'Union démocratique en 1945 est l'aboutissement d'une politique systématique de lutte contre l'indépendance politique de classe du prolétariat, dont le résultat a été d'achever de rejeter le prolétariat totalement dans les bras de Perón et du nationalisme bourgeois.

Le vide politique dans la classe ouvrière et l'épisode du parti travailliste

Dans des notes politiques à caractère autobiographique, Perón rend compte ainsi des discussions qu'il engagea avec les dirigeants syndicaux à partir de 1944 :

> *« Je leur ai tenu un langage quelque peu communiste. Pourquoi ? Parce que si je leur avais parlé un autre langage dès la première intervention, ils m'auraient jeté des pelures d'orange à la figure (...) Il s'agissait d'hommes qui avaient quarante ans de marxisme derrière eux et qui avaient suivi des dirigeants communistes (...). Ils voulaient marcher vers les objectifs qu'ils croyaient, du fait de leur formation, être les meilleurs. (...) Ils étaient attachés à la lutte des classes. (...) Les hommes qui m'ont suivi ne voulaient pas aller où moi je me dirigeais ; ils voulaient se diriger vers leurs objectifs de toujours. Je ne leur ai pas dit qu'ils devaient aller là où je me dirigeais ; je me suis simplement mis à leur tête, et j'ai commencé à marcher ; au cours du voyage, j'ai amorcé progressivement le virage et les ai conduits là où je voulais. »* (5)

Perón exagère quelque peu l'importance du « marxisme » des hommes qui se présentaient devant lui, mais, autrement, son compte rendu indique fort bien la compréhension qu'il eut du vide politique créé par la faillite ou la trahison des organisations traditionnelles. En 1944-1946, la classe ouvrière argentine se présentait comme une classe qui ignore ce que signifie avoir dans ses rangs un parti occupant la place de parti ouvrier, c'est-à-dire d'un parti assurant son indépendance politique face à la bourgeoi-

(5) Juan D. Perón, *Conducción politica*, p. 290 et sqq., cité par Jorge Correa, *los Jerarcas sindicales*, Buenos Aires 1972, p. 27.

sie, sur la base d'un programme politique qui donne la réponse révolutionnaire de la classe ouvrière aux tâches nationales dans le pays opprimé.

C'est ce vide politique que Perón s'empressa de remplir au compte du nationalisme bourgeois. Mais il lui fallut procéder avec doigté et prudence, en ménageant des étapes qui tiennent pleinement compte des aspirations des cadres organisateurs de la classe ouvrière. De ce point de vue, rien n'est plus significatif à la fois du vide politique existant et de l'habileté de Perón que la création du *Parti travailliste* (Partido laborista) comme transition vers la subordination politique complète du prolétariat dans les rangs du mouvement péroniste.

Le Parti travailliste fut créé fin 1945, avec la bénédiction de Perón mais sans sa participation, à l'initiative d'une partie des principaux responsables syndicaux de l'époque, provenant les uns, comme L. Gay, de l'anarcho-syndicalisme, et d'autres, comme Cipriano Reyes, de la social-démocratie. Il fut le facteur déterminant de mobilisation de la classe ouvrière argentine derrière la candidature de Perón dans les élections de 1946, et regroupait dans ses rangs la grande masse des cadres organisateurs de la classe. Le Parti travailliste avait bien entendu seulement l'apparence d'un parti ouvrier. Par son programme et ses statuts, qui prévoyaient l'alliance « *des ouvriers, ouvriers agricoles et paysans ensemble avec les professions libérales et intellectuels, les petits commerçants, industriels et agriculteurs* », lesquels forment ce que la déclaration de principes désigne comme « *la classe travailliste qui doit s'unir pour sa propre défense et le bien-être et le progrès du pays* », le Parti travailliste était un parti bourgeois dont l'objectif était déjà d'assurer une forme organique de subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Mais L. Gay et C. Reyes étaient des hommes dont Peña a pu dire qu'ils « *se considéraient les alliés mais non les pantins de Perón. Ils étaient prêts à collaborer avec lui, mais non à devenir des employés de l'Etat péroniste* » (6). C'est bien pour cela que la transformation de la CGT en rouage de l'Etat et celle de la bureaucratie syndicale d'une bureaucratie ouvrière faite de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers en une bureaucratie de fonctionnaires de l'Etat bourgeois dut obligatoirement passer par l'élimination complète de ces hommes. Dès la fin 1946, Perón engage contre eux une lutte à mort. Le Parti travailliste est invité à s'intégrer au « *Parti unique de la révolution nationale* », première mouture du parti péroniste, et à se dissoudre. Des provocations sont montées ensuite successivement contre Gay en 1947 et contre Reyes en 1948 (qui fera 7 ans de prison jusqu'en 1955 pour un prétendu complot contre Perón). En décembre 1947, la voie est libre à la proclamation du parti péroniste (dit aussi Parti justicialiste).

Le stalinisme n'est pas resté inactif, comme l'on s'en doute. Par son alliance avec l'ambassade américaine et le parti de l'oligarchie et ses attaques verbales hystériques contre Perón comme national-socialiste, mussolinien, hitlérien, il fermait toute issue à la classe ouvrière, et conduisait les militants ouvriers à faire bloc avec Perón. C'est ainsi que la classe ouvrière argentine fut bâillonnée, puis désarmée politiquement, pour trente ans.

Au terme de ce processus, l'une des conséquences les plus pernicieuses de la trahison du prolétariat par ses organisations a été de permettre au péronisme et à ses apologues de présenter celui-ci comme ayant représenté un « progrès » et comme étant « plus progressiste » que les organisations qui lui ont pavé la voie. Pour les militants marxistes qui comprennent ce que la perte totale de son indépendance politique de classe a coûté au prolétariat argentin, cette position doit faire l'objet d'un combat politique directement lié au bilan du péronisme.

Le caractère bonapartiste du gouvernement Perón

Dans ses notes sur les syndicats, Trotsky écrit que, de la part des gouvernements nationalistes dans les pays semi-coloniaux, la volonté de placer les syndicats sous la tutelle de l'Etat « *est dictée par deux tâches auxquelles l'Etat est confronté : premièrement, attirer vers lui la*

(6) Milciades Peña, *Masas, candillos y elites*, Ediciones Fichas, Buenos Aires, p. 104.

classe ouvrière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie ».

Ces deux tâches sont à la fois complémentaires et contradictoires. D'un côté, le degré auquel la bourgeoisie nationale peut se permettre de s'engager à un moment donné dans la voie de la résistance à l'impérialisme est commandé par sa capacité à assurer son contrôle effectif sur la classe ouvrière ; mais il n'y a pas de résistance possible sans commencer à appeler les masses à se mobiliser. Cela signifie ouvrir des brèches par où les masses peuvent s'engouffrer et porter des coups réels à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Dans tout cela, l'existence ou l'absence d'un parti ouvrier sera déterminante.

La politique suivie par Perón à partir de 1944, d'abord comme homme fort du gouvernement Farrel, ensuite comme chef de gouvernement, est indiscutablement une politique nationaliste bourgeoise qui cherche bien à atteindre les deux objectifs définis par Trotsky. C'est en relation avec cela que le gouvernement Perón possède, pendant cette période, de façon très nette, le caractère bonapartiste que Trotsky attribue dans le même texte aux gouvernements nationalistes dans les pays semi-coloniaux. L'application du concept de bonapartisme à ces gouvernements exige une analyse appropriée.

En 1935, Trotsky observait que :

> « La notion de bonapartisme, trop vaste, exige des concrétisations. Dans ces dernières années, nous avons donné ce nom aux gouvernements capitalistes qui, exploitant l'antagonisme des camps prolétarien et fasciste et s'appuyant immédiatement sur l'appareil militaire et policier, s'élèvent au-dessus du Parlement et de la démocratie, en tant que sauveurs de « l'unité nationale ». Nous avons toujours strictement distingué ce bonapartisme de décadence du bonapartisme jeune, offensif, qui fut non seulement le fossoyeur des principes politiques de la révolution bourgeoise, mais encore le gardien de ses conquêtes sociales. Nous avons donné à ces deux phénomènes le même nom, parce qu'ils ont des traits communs : dans le vieillard on peut reconnaître le jeune homme, malgré l'œuvre impitoyable des ans. » (7)

Dans le cas des gouvernements nationalistes de pays semi-coloniaux, leur caractère bonapartiste repose — en raison de la faiblesse de la bourgeoisie nationale et du rôle important que le prolétariat joue très vite dans ces pays — sur leur capacité d'exploiter à leur propre bénéfice, le temps qu'ils peuvent, l'antagonisme entre le capital étranger et la classe ouvrière du pays. Trotsky écrit :

> « Le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de résister au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements des pays arriérés. Les gouvernements y prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste, et diffèrent les uns des autres en cela que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. » (8)

Le gouvernement de Perón est plus proche de la première catégorie ainsi définie que de la seconde. Une appréciation précise de ce gouvernement exige cependant que l'on reprenne tour à tour l'analyse de la politique qu'il mène à l'égard de l'impérialisme, d'une part, à l'égard de la classe ouvrière d'Argentine, de l'autre.

---

(7) L. Trotsky, *Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique*, 1er février 1935.

(8) L. Trotsky, *les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste.*

Les limites de la résistance à l'impérialisme

Les gouvernements de la « décennie infâme » étaient allés plus loin que tous leurs prédécesseurs dans la voie de la capitulation devant l'impérialisme anglais et de l'adaptation à ses besoins. Malgré la crise économique, malgré la décadence de la Grande-Bretagne, le pacte commercial Runciman-Rocca de 1935, en particulier, avait établi les modalités d'une subordination plus étroite que jamais — sur le plan du prix des produits agricoles livrés par l'Argentine et des modalités de paiement par exemple — de l'économie argentine aux nécessités de l'économie anglaise.

Réagir contre cette subordination extrême et prendre des mesures permettant de résister quelque peu aux prétentions de l'impérialisme sont au nombre des objectifs que se donne l'organisation militaire secrète — le GOU — où Perón fait ses premiers pas en politique. Ces objectifs coïncident avec ceux d'une partie de la nouvelle couche de petits et moyens entrepreneurs surgis avec la phase d'industrialisation limitée que la crise avait rendue indispensable, qui forment ensemble avec une aile de l'armée et de l'appareil d'Etat et les couches les plus importantes des masses petites-bourgeoises la base sociale du nationalisme bourgeois.

A partir de 1946, le gouvernement de Perón voit la mise en œuvre d'un programme visant à répondre, dans les limites de classe du nationalisme bourgeois, aux problèmes de l'indépendance coloniale. Ce programme a comporté la nationalisation de la Banque centrale et le contrôle de l'ensemble du système bancaire ; la création d'un Institut de promotion et d'échange (IAPI) doté de pouvoirs importants dans le sens de l'établissement pour certains produits (dont le blé) d'un monopole étatique du commerce extérieur ; la création d'une banque de développement industriel contrôlée par l'Etat, destinée à promouvoir le développement de l'industrie ; enfin, la nationalisation par rachat avec indemnisation des chemins de fer et des installations portuaires, propriétés des compagnies britanniques.

Dans ses conséquences à moyen terme, comme dans sa portée anti-impérialiste, cette politique a été d'une envergure limitée. Le cas de l'Argentine, comme de bien d'autres pays, est là pour démontrer qu'aucune décision gouvernementale n'est susceptible d'engendrer à l'époque impérialiste une bourgeoisie industrielle et une industrie autochtone, capables d'assurer l'industrialisation d'un pays arriéré et de donner à sa souveraineté politique formelle un minimum de contenu réel au niveau des rapports d'échange sur le marché mondial. En Argentine, la création d'une industrie d'armement nationale ne suffira pas à lancer l'industrialisation. Lorsque la période faste des exportations agricoles prendra fin avec la récession américaine et mondiale de 1949, l'industrie argentine entrera dans une stagnation de plus de dix ans. Elle ne prendra fin qu'avec la politique d'appel massif aux capitaux étrangers, mise en œuvre par Frondizi en 1958, mais préparée déjà par Perón.

La portée anti-impérialiste effective des mesures de Perón est, en effet, fort limitée. Le rachat des chemins de fer britanniques a été payé par les avoirs accumulés dans la banque d'Angleterre aux titres des exportations de viande argentine pendant la guerre et qui s'y trouvaient bloqués de toute manière. Milciades Peña a établi avec toute la rigueur nécessaire la portée réelle d'une politique qui voit Perón réussir le tour de force de rassembler des centaines de milliers de personnes pour applaudir des mesures à peine déguisées de soutien à l'impérialisme britannique en difficulté, dont celui-ci ne bénéficie même pas à un même degré de la part de ses anciens « dominions ». L'impasse de sa politique économique et la stagnation de la production conduiront Perón à établir, pendant son second mandat, des relations étroites avec les Etats-Unis, à recevoir le frère d'Eisenhower, et à faire appel, à partir de 1953, de nouveau, aux capitaux étrangers, surtout nord-américains.

L'un des domaines où l'on mesure le mieux la volonté de Perón de ne pas s'attaquer aux racines de la subordination de l'Argentine à l'impérialisme et aux bases économiques de la bourgeoisie argentine, avec toutes les conséquences que cela signifiait sur le plan politique comme sur le plan strictement économique, est le domaine de la politique agraire. Perón a introduit un « statut de l'ouvrier agricole » (Estatuto del peón)

qui a donné certains droits sociaux à cette catégorie surexploitée de travailleurs et il a mis en place l'organisme étatique de commercialisation des produits agricoles. Mais il ne s'est pas attaqué à la propriété du sol et a laissé subsister le latifundium.

Le caractère réellement limité des mesures anti-impérialistes de Perón doit être mis en rapport avec nos conclusions antérieures, à savoir l'absence de tout parti ouvrier défendant même l'ébauche d'un programme de front unique anti-impérialiste, élaboré en partant des besoins des masses dans la perspective du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan. Si Perón a pu, pour ce qui est des coups effectivement portés à l'impérialisme, s'en tirer à si peu de frais, l'explication doit en être cherchée dans les facteurs politiques qui ont été mis en relief plus haut.

L'institution des « commissions internes »

Les concessions que Perón dut faire à la classe ouvrière comme volet complémentaire indispensable et fondamental de la politique de captation de ses cadres ont été beaucoup plus importantes. Elles se situent aussi bien au niveau de la reconnaissance de droits sociaux d'une ampleur pratiquement inconnue de tout autre prolétariat dans les pays arriérés (régime de sécurité sociale et de médecine sociale et régime de retraites accordés dès 1944 à 2 millions de travailleurs, congés payés, prévention des accidents du travail, etc.) qu'au niveau des droits à l'organisation. Dans sa loi d'association professionnelle de 1944, Perón concède à la classe ouvrière des droits qu'il cherchera de façon répétée — à partir de 1947 d'abord, en 1974 de nouveau — à remettre lui-même en cause, mais que le prolétariat est parvenu à préserver pour une large part, aussi bien face au péronisme lui-même qu'aux gouvernements militaires. Ces droits portent en particulier sur la reconnaissance des délégués d'atelier, proches des « *Shop stewards* » anglais, qui sont élus au suffrage universel par les travailleurs, disposent d'heures syndicales et bénéficient d'une protection contre les licenciements. Les délégués d'ateliers forment la « *commission interne* » qui est responsable des rapports avec le patronat de l'usine. Ce sont ces institutions qui sont le véritable acquis du prolétariat argentin de cette période, et représentent le cadre fondamental de la force dont il a fait preuve au long des années. L'ampleur des concessions traduit le degré d'organisation de la classe ouvrière, et l'enjeu que représente aux yeux de Perón sa subordination à l'Etat. Elle ne s'explique qu'en relation avec l'existence de syndicats réels avant Perón et la nécessité où il s'est vu d'avoir à compter avec un prolétariat organisé.

Le fait que ces droits d'organisation au niveau de l'entreprise, non seulement n'aient pas de prolongement au niveau du syndicat proprement dit, sur le plan de tout ce qu'un syndicat doit représenter lorsqu'il est *ouvrier*, comme facteur de centralisation organisationnelle et politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie et à l'Etat, mais qu'ils se soient heurtés constamment au contraire à la nature bourgeoise de la CGT marque les limites de ces acquis. C'est pourquoi il est *faux* de les caractériser, comme le fait le PST, de « conquêtes ».

Mais inversement ces droits sont en porte à faux total avec la nature de classe et les structures organisationnelles de la CGT telles que Perón va les mettre en place moyennant l'intégration de la CGT au parti péroniste et à l'appareil d'Etat.

Aussi bien Perón que d'autres gouvernements tenteront de résoudre l'existence contradictoire des délégués d'atelier et des « commissions internes » d'un côté et de la CGT intégrée au parti péroniste et à l'Etat de l'autre, en instituant par des dispositions juridiques du droit bourgeois *le droit de la CGT « d'intervenir »* dans la vie des « commissions internes », c'est-à-dire d'en destituer les membres, de les placer sous tutelle directe le temps jugé nécessaire et de provoquer de nouvelles élections.

Cette technique de « l'intervention » traduit l'incapacité où la bourgeoisie argentine s'est trouvée de détruire les droits syndicaux purement et simplement. Elle a été la source de conflits permanents entre les travailleurs des usines et l'appareil. Dans des centres importants, même après de nouvelles élections, l'appareil de la CGT — et donc le patronat — n'arrivait pas à ses fins

et n'avait toujours pas une « commission interne » docile, prête à assurer au niveau de l'usine la même collaboration de classe que celle assurée par la CGT au niveau de l'appareil d'Etat fédéral et provincial. C'est ce conflit qui atteint son point culminant au moment de la grève générale de juin-juillet 1975. Celle-ci a été organisée, comme nous le verrons, par des comités de coordination des « commissions internes », contre la CGT. Mais pour apprécier correctement la portée de ce conflit, il est nécessaire de définir la nature de classe de la CGT après 1949-1950, comme une organisation bourgeoise que le prolétariat argentin doit détruire.

Nature et vocation de la CGT péroniste

Dans un discours de septembre 1944, Perón avait dit à l'adresse de la bourgeoisie que « *ceux qui craignent tant le syndicalisme et la formation de grandes organisations ouvrières bien organisées, dirigées et unies doivent se défaire de leurs craintes. Il n'y a rien à craindre des organisations. Ce dont il faut avoir peur, ce sont des masses inorganisées. Ce sont elles qui sont dangereuses* (...), *sans discipline syndicale, les masses sont impossibles à contrôler* » (9). Seule l'intégration de la CGT à l'Etat permettait d'aboutir à cet objectif.

Ce n'est qu'après les provocations montées contre L. Gay et C. Reyes que Perón aboutit à ses fins. Fin 1947, les premières lois instituant le droit de l'appareil central de la CGT à « *intervenir* » sont votées. En décembre 1947, le parti péroniste est fondé. En 1949, la CGT s'y incorpore de façon « organique », à la manière du TUC dans le Labour Party, à la différence *qualitative* près que le parti péroniste est un parti bourgeois, de type bonapartiste, arc-bouté à l'appareil d'Etat et entièrement soumis au bon vouloir de Perón.

La même année, la CGT donne son « *appui* » à la décision de ne pas reconnaître légalement le droit de grève dans la constitution péroniste de 1949. En 1950, le congrès de la CGT vient achever le processus en votant un nouveau programme et de nouveaux statuts qui remplacent ceux de 1936, et font de la CGT *une nouvelle organisation.*

Dans le préambule des statuts de 1936, la CGT déclarait que son devoir n'était pas seulement de défendre les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais aussi de lutter « *pour préparer son émancipation moyennant l'établissement d'un régime social fondé sur la propriété collective des moyens de production* ». Les statuts votés par le congrès de 1950 ratifient l'appartenance organique de la CGT au parti péroniste, ils codifient au niveau du fonctionnement de l'appareil les mesures édictées par Perón en 1947, sur le droit à « l'intervention », et comportent bien entendu l'adoption d'un nouveau préambule défendant toute l'idéologie du « justicialisme » et du nationalisme et proclamant la lutte des classes comme caduque.

Au terme du processus, par son programme et ses liens organiques avec le parti péroniste et avec l'appareil d'Etat, la CGT ne peut plus être caractérisée comme une organisation ouvrière. « *Sa bureaucratie,* comme le dit Peña, *est une bureaucratie de fonctionnaires bourgeois.* » La centrale s'apparente, ainsi que le souligne Ernesto Gonzalez, dans une brochure du PST, qui se refuse bien sûr d'en tirer les conséquences politiques évidentes quant à la nécessité de combattre pour la destruction de la CGT issue du congrès de 1950, à « *un ministère de plus, c'est-à-dire un rouage de l'appareil d'Etat totalitaire créé par le péronisme, tandis qu'au niveau des syndicats prédomineront le bureaucratisme et le gangstérisme* » (10).

Dans ses notes sur les syndicats, Trotsky caractérise les syndicats mexicains comme étant « *semi-totalitaires* ». Le fait que la classe ouvrière, par son poids dans les relations politiques entre les classes et une suite de combats acharnés, soit parvenue à défendre, pour une large part, les droits des délégués d'atelier et l'existence des commissions internes ne saurait effacer le fait que *la vocation de la CGT a bien*

(9) Cité par M. Peña, *op. cit.*, p. 74.

(10) E. Gonzalez, *Qué fue y qué es el peronismo,* Ediciones Pluma, p. 49.

été d'être très précisément cela : une organisation semi-totalitaire.

Les dispositions légales établies par Perón en 1947 d'abord, puis de nouveau en novembre 1973, tout de suite après son élection à la présidence, ont donné de façon répétée à l'appareil des *attributions quasi étatiques de répression* contre les structures de base et les militants du syndicat. Cet appareil est absolument étranger à la classe ouvrière dans le sens fondamental également qu'il puise sa force matérielle dans les privilèges matériels qui sont la contrepartie de sa fonction, c'est-à-dire la syndicalisation obligatoire, avec prélèvement automatique des cotisations syndicales directement sur les salaires de plusieurs millions d'ouvriers et d'employés.

Détentrice de fonctions quasi étatiques, la CGT a été également pendant vingt-cinq ans une des entités financières les plus puissantes de l'Argentine. On comprend l'extraordinaire pouvoir de corruption que cela donne à l'appareil. Celui-ci a recours aussi, bien entendu, aux pratiques « classiques » auxquelles ont également recours les appareils bourgeois des syndicats ouvriers tels qu'ils existent de par le monde (truquage des élections, pratiques anti-démocratiques de tous ordres). Mais entre la CGT argentine et ceux-ci, il existe une *différence qualitative.* L'appareil de la CGT n'est pas composé de lieutenants ouvriers de la bourgeoisie. Il n'est pas lié comme eux à des partis qui ont occupé historiquement la place de partis ouvriers et qui, précisément, ne peuvent même exercer leur rôle de défense de l'ordre bourgeois qu'en demeurant indépendants organisationnellement par rapport aux partis bourgeois. La CGT a été la pièce maîtresse du parti bourgeois argentin, et s'est trouvée liée au bon vouloir de cliques plébéiennes dont l'existence et le pouvoir ont dépendu directement de l'appareil d'Etat bourgeois et dont la sélection a toujours reposé sur des techniques relevant directement de celles des « mafiosi ».

Si la CGT argentine n'a pas été en mesure d'accomplir pleinement sa vocation, c'est pour deux raisons qui reflètent l'une et l'autre, de façon contradictoire, la force de la classe ouvrière argentine. La première raison, c'est l'incapacité où la bourgeoisie a été de détruire l'institution des délégués d'atelier et celle des commissions internes. La seconde raison tient à la relation de type bonapartiste par laquelle Perón a pu asseoir sa domination politique instable sur la classe ouvrière. Analysant les premiers pas dans la rupture de la classe ouvrière avec Perón et les obstacles que cette rupture rencontrait, Peña a fort bien mis en lumière les rapports entre la classe ouvrière et Perón, et l'insertion malaisée et instable de la CGT comme institution bonapartiste dans cette relation. Il écrit :

> « Le contenu complexe du processus de « dépéronisation » résulte, entre autres choses, du caractère complexe que le péronisme revêt aux yeux des ouvriers. Pour les ouvriers, au centre du péronisme se trouve Peron, les améliorations qu'il a accordées, sa démagogie anti-yankee et anti-capitaliste. Autour de Peron se trouvent la CGT, le secrétariat d'Etat au Travail, avec leurs bureaucraties épaulées par la police fédérale et grassement payées par l'Etat, qui écrasent les ouvriers chaque fois que ceux-ci entreprennent d'affronter pour leur compte la bourgeoisie. Le prolétariat déteste la bureaucratie syndicale de la CGT et lutte contre elle tous les jours (...) et ses luttes se transforment en mouvements qui tendent à se placer en marge de la CGT. Dans le cours de ces affrontements, la confiance du prolétariat dans le gouvernement s'affaiblit, mais le prolétariat croit encore en Peron et celui-ci exploite la situation pour apparaître comme l'ami sans faille des ouvriers, qui est toujours de leur côté. » (11)

---

(11) Peña, *op. cit,* p. 112. Pena était militant trotskyste. Au moment de sa mort, en 1965, il s'était écarté du groupe « Palabra Obrera », dirigé par Moréno. On doit à Peña une interprétation marxiste en six tomes de l'histoire argentine, des travaux très précis sur le péronisme (en particulier « *la Clase dirigente argentina frente al imperialismo* ») et des études sur la structure économique et sociale de l'Argentine (dont une polémique contre Abelardo Ramos republiée par Politica Obrera dans *America India,* en 1971-72).

Tous les problèmes qui ont surgi par la suite jusque sous le gouvernement Isabel Perón, sur la base des essais entrepris pour faire jouer à la CGT son rôle — et accomplir sa *vocation semi-totalitaire — en l'absence de Perón* (pendant son exil d'abord, après sa mort ensuite) découlent de cette relation bonapartiste. C'est uniquement dans cette relation, qui a pour origine les promesses que Perón a paru avoir tenues d'accomplissement de son programme nationaliste bourgeois, que se trouve la base du pouvoir politique du péronisme.

La chute de Perón en 1955

La chute de Perón en septembre 1955 a traduit l'impasse absolue du nationalisme bourgeois, et a exprimé jusque dans la manière dont elle a eu lieu la nature de classe du gouvernement Perón.

Incapable par ses bases sociales de s'attaquer tant soit peu sérieusement aux racines du retard de l'Argentine et de sa subordination à l'impérialisme, le gouvernement Perón devait obligatoirement conduire l'économie à une situation de stagnation absolue. Cela lui a valu la désaffection croissante de la petite bourgeoisie et l'a obligé à commencer dès 1951-1952 à frapper la classe ouvrière pour réduire son niveau de vie.

Cela a conduit la classe ouvrière à engager, malgré la CGT et malgré Perón, quoique pas encore contre lui, à la différence de 1974-1975, une série de combats importants pour défendre son niveau de vie et ses acquis (la grève générale des cheminots de 1950 que Perón doit briser avec l'aide de l'armée est de ce point de vue très significative).

Cette situation conduit Perón, à partir de sa réélection en 1952, à exaspérer tous les traits bonapartistes de son régime. Les mesures qu'il introduit au cours des dernières années de son gouvernement : suppression de l'enseignement religieux dans les écoles, projet de loi sur le divorce, loin de juguler le mouvement des masses, au contraire l'alimentent, créant une inquiétude puis une exaspération croissantes dans la bourgeoisie et l'armée. Face à l'incapacité de Perón d'autre part de briser les revendications salariales comme d'imposer les mesures de « rationalisation » qui s'imposent, elles organisent sa chute et procèdent en juin puis septembre à des coups d'Etat militaires pour obtenir son départ.

Défenseur conscient de l'Etat bourgeois par dessus tout, Perón arrête avec la CGT toute mobilisation de la classe ouvrière contre les militaires « golpistes ». Il prend volontairement le chemin de l'exil, dans des conditions qui constituent fort clairement « une mise en réserve de la République ». Les termes de sa démission, remise le 18 septembre 1955 à la Junte, témoignent de façon éloquente de son sens de l'Etat :

> « Il n'existe pas dans le pays un homme ayant l'autorité suffisante auquel nous puissions remettre notre démission et capable de nous remplacer. Le pouvoir du gouvernement passe donc aux mains de l'armée de terre. Les forces armées peuvent recueillir cet héritage, garantir l'ordre interne et pacifier les esprits des Argentins avec les moyens les plus adaptés. Je suis convaincu que tout ceci est indispensable pour la sauvegarde de notre patrimoine national.
>
> « Je n'ai eu aucun doute quant à la capacité du peuple et de l'armée pour étouffer la rébellion, mais cette lutte coûterait trop de sang. Moi qui aime profondément mon peuple, je suis horrifié à l'idée que, par ma faute, les Argentins puissent subir les conséquences d'une guerre civile sans pitié. Je ne veux pas mourir sans un ultime effort visant à garantir la tranquillité de mes gens. » (12)

Pour éviter soigneusement toute mobilisation des masses, les militaires ont agi de leur côté avec une prudence presque égale. Lonardi, président de la Junte, déclarait : il n'y a « *ni vainqueurs, ni vaincus* ». La direction de la CGT restait en place et jouait évidemment le même rôle. Le secrétaire général de la CGT pouvait dire le 16 octobre : « *Nous avons cherché à collaborer avec le gouvernement afin de garder intacte l'unité des organisations ouvrières* », c'est-à-dire la

(12) Cité par F. Gèze et A. Labrousse, « *Révolution et contre-révolution en Argentine* », Paris, 1974, p. 71.

CGT, comme instrument de domination sur les masses.

Le 16 novembre la CGT appelait sans aucune préparation à la grève générale dont l'échec permettait à la Junte militaire d'engager la répression et de commencer l'application du plan de l'économiste Prebitch, entièrement axé sur la réduction des salaires et la « rationalisation de l'économie », c'est-à-dire l'accroissement du taux de plus-value et les licenciements. Contrainte à reculer, la classe ouvrière était très loin d'être écrasée et le rôle du péronisme de ce fait loin d'être terminé également.

***

II. — LE LONG MOUVEMENT JUSQU'A LA GREVE GENERALE DE JUIN 1975

Dans le cadre d'un article qui ne se donne pas pour but de rendre compte du mouvement de la lutte des classes en Argentine sous tous ses aspects et encore moins de faire de l'histoire, le rôle du péronisme pendant l'exil de Perón, et les longues oscillations de la bourgeoisie et des militaires quant à la place à lui assigner doivent être analysés en cherchant à s'en tenir à l'essentiel.

Une instabilité politique chronique

Un peu moins de 18 ans séparent les deux phases de gouvernement péroniste. Entre ces deux dates, septembre 1955 et mars 1973, l'Argentine n'a pas eu moins de huit gouvernements et de trois régimes. Elle est passée successivement du péronisme à la dictature militaire, de la dictature militaire à une phase de fonctionnement de la constitution et de gouvernement de différents courants du parti radical, avant de retrouver la dictature militaire jusqu'à ce que le retour de Perón s'avère indispensable. A l'exception de quelques brèves périodes, la situation économique a été marquée par une inflation galopante quasi chronique. Les forces armées, d'autre part, ont été au bord de l'éclatement entre 1960-1965, dans des conditions où leurs différentes ailes sont allées jusqu'à l'affrontement militaire pour régler leurs différends quant à la meilleure manière de faire face à la situation économique et politique et au mouvement des masses. Enfin, s'il il y a eu un investissement étranger important sous Frondizi, il s'est fait dans des conditions où l'impérialisme a recherché, plus encore que dans d'autres pays du continent, à s'assurer une rentabilité très rapide et à très court terme de son capital.

Il s'agit là d'un ensemble de faits dont il est impossible de sous-estimer la portée. Leur poids se fait sentir jusque dans la situation actuelle et permet de comprendre certaines des considérations qui conduisent l'appareil stalinien à apporter de façon si ouverte son appui à Videla. Ces faits sont l'expression de rapports politiques entre les classes dans le cadre de l'Argentine. Ils traduisent l'extrême faiblesse d'une bourgeoisie prise en tenailles entre le prolétariat argentin, trop fort pour elle — même en l'absence de parti et de syndicats indépendants de classe — et l'impérialisme américain, dont la tendance à faire supporter le poids de ses difficultés économiques à l'Amérique latine se manifeste dès 1963-1964 avant de s'accentuer à la fin des années 60 et dans les années 70.

C'est cela qui explique que la bourgeoisie argentine et l'armée, qui avaient cru pouvoir après la chute de Perón établir une forme de domination politique de classe qui ne comporte pas la nécessité de prendre appui sur le péronisme, ont abandonné très vite cette position. Après une tentative de deux ans pour détruire la CGT et soumettre les syndicats à une répression assez sévère, la CGT a été rétablie pour occuper les fonctions pour lesquelles Perón l'avait construite, et Perón lui-même, nonobstant son exil, a été réintroduit dans le jeu politique pour y jouer un rôle politique important dans pratiquement toutes les phases de la lutte des classes jusqu'à son retour final.

Le rôle du péronisme de 1955 à 1973

L'histoire de la longue « traversée du désert » de Perón et du péronisme est un mythe politique, entretenu par Perón lui-même sur la base de l'exploitation, no-

tamment, du sang versé par de nombreux jeunes militants — sous Aramburu en 1956 et de nouveau sous Ongania, Levingston et Lanusse — de façon à permettre au péronisme de paraître avoir ses martyrs, alors que ceux-ci sont en fait les martyrs de la classe ouvrière et de la jeunesse se dressant contre la dictature.

La période 1956-1957 est parfaitement claire à cet égard. C'est l'époque où pendant deux ans les militaires ont tenté d'accompagner la domination politique par la voie militaire d'un retour à une complète atomisation de la classe ouvrière. L'attaque contre les droits syndicaux au niveau de l'usine s'est accompagnée de la tentative pour se passer de l'appareil de la CGT et d'une persécution des militants ouvriers se réclamant du péronisme. En inférer comme le font les auteurs d'un livre récent sur l'Argentine :

> « *L'oligarchie donne libre cours à sa haine de classe :* de nombreux militants péronistes sont arrêtés, torturés, fusillés ; le parti péroniste et toutes ses organisations sont interdites, etc. » (13)

(13) F. Gèze et A. Labrousse, *op. cit.*, p. 76. C'est dans ce chapitre que les limitations et contradictions de ce livre sont le plus manifestes. Alors qu'à la page 257, dans la conclusion, il est écrit que « *l'essence du péronisme a été de rendre impossible le développement de structures organisationnelles autonomes de la classe ouvrière, grâce à l'intégration de l'appareil syndical à l'appareil d'Etat bourgeois* », dans les chapitres I et III de la 2e partie, l'analyse est faite dans l'optique de la jeunesse péroniste ! On lit par exemple que « *la désertion* (sic) *des vieux dirigeants bureaucrates permet l'apparition d'une nouvelle génération de dirigeants péronistes combatifs. Leur manque de conscience politique* (!!!) *va toutefois mener une majorité d'entre eux — Vandor, Rucci, March — à trahir leur mandat* (!!!). *Cette division entre militants loyaux* (sic) *et collaborationistes se retrouve au sein de la jeunesse péroniste* (...) ». Ce passage est réellement extraordinaire et indique les précautions avec lesquelles il faut lire ce livre.

c'est présenter une vision déformée des faits qui introduit l'idée qu'il pourrait y avoir une opposition irréductible de classe entre le péronisme et l'armée et que le péronisme serait autre chose qu'un mouvement politique bourgeois.

Par contre, il est tout à fait exact, et nullement contradictoire avec le caractère bourgeois du péronisme, que Perón, dans son exil protégé, a su parfaitement utiliser les « martyrs péronistes » pour tenter de conserver son prestige auprès des masses et se maintenir en tant que solution politique de rechange pour la bourgeoisie. C'est ainsi qu'il appelle lui-même à « *la lutte intégrale contre la canaille dictatoriale* », incite ses partisans au terrorisme, par l'intermédiaire de son représentant clandestin en Argentine, J.W. Cooke, plus tard principal théoricien de la Jeunesse péroniste et des Montoneros, et orchestre même une tentative de coup d'Etat autour du général Valle, tentative que la Junte peut noyer dans le sang avec la plus grande facilité.

La clairvoyance politique de Perón porte rapidement ses fruits. Moins de trois ans après le coup d'Etat de 1955, l'état des relations politiques entre les classes est déjà tel que la bourgeoisie se voit contrainte de prendre de nouveau appui sur la CGT et au-delà d'elle sur Perón.

C'est dans des conditions de crise politique que l'armée a été obligée de modifier en 1957 sa politique à l'égard de la CGT. Le fait que la Junte n'ait pas eu la force d'écraser la classe ouvrière a signifié que dès la fin de 1956 les grèves reprennent et se multiplient d'autant plus facilement que les travailleurs bénéficient de l'absence de tout appareil pour les freiner et les contrôler. Les militaires n'ont d'autre choix que de convoquer en août 1957 un congrès « normalisateur » de la CGT dont la principale conséquence est de permettre que se forme une opposition apparente à la Junte, mais dans des conditions où c'est celle-ci qui lui permet de naître. Il s'agit du regroupement dit des « 62 organisations », c'est-à-dire de tous les syndicats contrôlés par les péronistes et par le PCA (qui comprend lui aussi la nécessité de reconstruire l'appareil péroniste). Un an et demi plus tard, l'existence des « 62 organisations » permettra à Frondizi de légaliser de nouveau la CGT pour chercher à lui faire jouer de

nouveau tout son rôle. Cette période aura permis la formation d'une nouvelle couche de bureaucrates péronistes entourée de l'aura de la « lutte contre les gorilles », dont les plus célèbres sont Vandor et Rucci, artisans un peu plus tard de la collaboration avec les militaires sous la dictature militaire d'Ongania et de Lanusse.

Mais rétablir la CGT sans prendre appui en même temps sur Perón, c'était en fait entreprendre une tentative complexe et contradictoire, qui devait à son tour être source de crises politiques innombrables.

Plus haut, nous avons établi que la CGT est la pièce maîtresse d'une forme de domination bonapartiste dont Perón — et lui seul — représente néanmoins la clef de voûte et dont le fondement est la conquête politique de la classe ouvrière par le nationalisme bourgeois.

Qu'il s'agisse du régime présidentiel constitutionnel avec Frondizi ou Guido, ou de la dictature militaire après le coup d'Etat d'Ongania de 1966, les tentatives faites pour combiner le recours à la CGT péroniste avec des formes de domination de classe différentes de celles du bonapartisme, pour appuyer des politiques n'ayant plus aucune référence au nationalisme bourgeois, *ont abouti les unes et les autres à l'échec,* jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre choix ouvert que de faire rentrer Perón.

Perón a autorisé toutes les tentatives. Dans certains cas, il leur a fourni un soutien ouvert et spectaculaire, comme dans le cas du pacte avec Frondizi en 1958 et de l'aval de son plan d'appel massif aux capitaux étrangers et de réduction des salaires encore plus brutale que sous Aramburu. Plus tard — sous Ongania et Lanusse — le soutien de Perón a été moins spectaculaire et a comporté tout un jeu de sa part pour dégager sa responsabilité directe. Mais au travers de l'appareil de la CGT, qui demeure une institution du bonapartisme péroniste — même en l'absence de Perón — et dont les hommes ne peuvent pas couper, même s'ils le voulaient, le lien avec Perón, *celui-ci demeure constamment au centre de la politique argentine.*

Il a fallu quatre ans seulement pour que la classe ouvrière, par son combat incessant, malgré une législation répressive toujours plus sévère et l'appui officiel donné à Frondizi par Perón, conduise l'expérience du gouvernement « constitutionnel » à l'échec. Plus de trois ans ont été ensuite nécessaires avant que les militaires ne parviennent à régler entre eux la conduite qu'il leur fallait suivre. Puis en 1966, c'est la dictature militaire d'Ongania, c'est-à-dire la tentative d'établir une forme de domination politique qui combine le recours aux méthodes politiques de la dictature militaire classique avec le recours à la CGT péroniste que dirige Vandor (14). La classe ouvrière recule, connaît en 1967 des défaites limitées, mais n'est pas écrasée. Deux ans plus tard, la grève générale de Cordoba signale le début de la nouvelle montée de la classe ouvrière.

Stalinisme, centrisme et terrorisme gauchiste au secours de Perón

Le « cordobazo », grève générale avec barricades et combats de rue d'une très grande violence en mai 1969 à Cordoba, représente le point de départ de la remontée de la classe ouvrière et consacre l'échec de la dictature de Ongania (15). Mais il révèle également, tout comme les combats qui suivent (Mendoza, San Juan), que la haine des travailleurs qui les dresse quotidiennement contre la dictature militaire se dirige de plus en plus aussi contre l'appareil de la CGT et commence à mettre en péril l'existence de celle-ci en tant que dispositif central de

(14) L'histoire de la CGT de cette période est une histoire faite d'une succession de scissions autour de différentes cliques de l'appareil syndical. Elles se différencient entre elles par leurs liens exacts avec l'armée, l'appareil d'Etat et Perón lui-même et leurs appréciations différentes sur la manière de mater la classe ouvrière. Engagé dans une politique de collaboration particulièrement étroite avec les militaires, Vandor est conduit à distendre ses liens avec Perón et à esquisser la formation d'un parti « travailliste » indépendant du péronisme. C'est le moment choisi par Moreno pour adresser une « lettre ouverte au camarade Vandor » lui demandant de combattre pour un parti ouvrier fondé sur les syndicats...

(15) Pour une description du « cordobazo », voir *la Vérité,* n° 546, 1969.

domination politique de la bourgeoisie argentine sur les masses. Ainsi apparaît en toute clarté le fait que la CGT sans Perón au pouvoir cesse d'être à terme un instrument adéquat pour la bourgeoisie et que Perón doit donc rentrer. Avant d'analyser les conditions du retour de Perón, il faut examiner la situation politique à l'intérieur de la classe ouvrière.

Au cours du Cordobazo et dans la période qui suit, la classe ouvrière démontre qu'elle commence à entrer dans la voie qui la mène non seulement à s'organiser en marge de la CGT, sur la base des commissions internes — comme ce fut le cas en 1956 où la désertion des bureaucrates péronistes crée le terrain favorable à ce type d'organisation — mais à un niveau plus conscient carrément contre celle-ci (c'est le cas pour les syndicats de Cordoba Sitrac-Sitram). Mais ce processus n'est pas linéaire — au contraire très chaotique — et son issue surtout est totalement conditionnée par la solution apportée au niveau du programme politique capable de sous-tendre un tel mouvement.

La politique ne supporte pas le vide. Dans les pays arriérés, le non-accomplissement des tâches démocratiques et de l'indépendance nationale crée une exigence politique fondamentale. Aussi longtemps que ne se construit pas une organisation occupant dans la lutte des classes la place de parti ouvrier combattant les partis bourgeois sur ce terrain, dans un mouvement où la lutte du prolétariat pour sa propre émancipation se combine de façon indissociable avec son combat pour se porter à la tête de la nation opprimée et s'affirmer comme son dirigeant, *le nationalisme bourgeois est automatiquement conduit,* comme par défaut, *à occuper* dans les masses et même à réoccuper quel que soit son bilan la place que l'absence de parti ouvrier indépendant et de programme anti-impérialiste de la classe ouvrière laisse vacante.

Or, en Argentine, loin d'être combattu sur ce terrain fondamental, Perón a bénéficié après 1955, au travers de tous les virages que sa politique de soutien externe aux gouvernements en place ont signifié, non seulement de la protection de la gauche péroniste et du PCA, mais aussi de la capitulation complète des organisations centristes comme celle d'Abelardo Ramos, et surtout de l'organisation représentant officiellement pendant des années le « trotskysme » en Argentine, dirigée par N. Moreno. A partir de 1968, enfin, le courant petit-bourgeois de type castriste — incarné par l'ERP — bénéficiant, conformément à l'orientation ratifiée au moment du IXe Congrès mondial du Secrétariat unifié, du soutien de celui-ci, est venu entraîner une partie de l'avant-garde étudiante et ouvrière sur le terrain du terrorisme, servir de colonne vertébrale à toute l'activité guérrillériste, y compris celle des organisations terroristes d'origine péroniste, et faire en sorte également que la tâche centrale de construction du parti ouvrier indépendant face au nationalisme bourgeois ne puisse être posée. En 1969-1970, l'existence de *Politica Obrera,* organisation née en 1964 représente ainsi le seul point d'appui restreint de la classe ouvrière dans le combat pour l'indépendance de classe.

Les fondements de la gauche péroniste, c'est-à-dire de la Jeunesse péroniste et des organisations « militaires » qui en dépendent, sont jetés au cours de la période de 18 ans qui sépare la chute de Perón de son retour. Cette « gauche » naît comme un courant petit-bourgeois à l'intérieur du péronisme, en liaison avec la radicalisation de la jeunesse contre les différents gouvernements civils et militaires de cette période, et comme expression du début de crise qui secoue le mouvement péroniste, du fait des tournants successifs de la politique de Perón : pacte avec le gouvernement ouvertement pro-impérialiste de Frondizi, collaboration de la CGT avec les militaires, etc. Comme tout courant petit-bourgeois, elle ne peut occuper une place autonome entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. C'est en épousant le mouvement de radicalisation de la classe ouvrière, tout en maintenant le lien avec Perón et avec le programme nationaliste bourgeois, donc avec la bourgeoisie, qu'elle va accomplir sa fonction qui est de combler les brèches susceptibles de s'ouvrir entre Perón et la classe ouvrière. La gauche péroniste va bénéficier à la fin des années 60 de l'apport direct du nationalisme bourgeois de « gauche » d'origine catholique. En effet, la principale organisation, les Montoneros, derrière laquelle s'opèrera en 1972 la fusion des groupes armés proprement péronistes, est fondée en 1969 à l'initiative d'un groupe de nationalistes catholiques se réclamant du prêtre colombien Camilo Torrès, un des re-

présentants les plus fameux de l'Eglise « tiers-mondiste ».

Mais si la gauche péroniste, impasse pour des milliers de jeunes et de travailleurs qui cherchent une solution à la crise de la société argentine, va être appelée à jouer un rôle si important entre 1970 et 1975, la responsabilité en incombe surtout aux organisations se réclamant du mouvement ouvrier.

Si limités que soient ses effectifs, le PCA est fort de ses liens avec la bureaucratie du Kremlin. A partir de 1955, sa politique s'ajuste au mouvement de la classe ouvrière, sur une ligne dont la constante est de nourrir le péronisme. Il obtient ce résultat aussi bien en rejetant les militants ouvriers dans les bras du péronisme par la politique de capitulation ouverte qu'il leur propose qu'en soutenant à des moments importants, comme au moment de la constitution des 62 organisations en 1957, le travail de maintien de l'appareil de la CGT.

Mais il faut aussi parler de la politique d'adaptation au péronisme, profondément pabliste dans son inspiration, qui a été élaborée et suivie à partir de 1955-1958 en particulier par le groupe « Palabra Obrera », dirigé par Nahuel Moréno et Ernesto Gonzales.

1955-1958 marque la période où les phases successives de la politique suivie par Perón — refus de résister au coup d'Etat, appel ensuite à l'action terroriste ou au contre-coup d'Etat, suivi brutalement par l'accord avec Frondizi — avaient jeté un profond désarroi chez les militants péronistes, et créé les conditions pour la construction d'une organisation qui clarifierait pour la classe ouvrière, sur tous les terrains de combat politique, les lignes de partage fondamentales entre le prolétariat et le nationalisme bourgeois.

C'est à ce moment que Moreno entreprend son « entrisme » dans le péronisme, dans des conditions de capitulation politique complète. Aujourd'hui encore, Ernesto Gonzales, dirigeant du PST, justifie la politique suivie alors de la façon suivante :

> « Notre « entrisme » au sein du péronisme s'est fait comme résultat d'un ajustement dans la caractérisation de celui-ci. A partir du moment où l'ennemi principal du pays n'était plus l'impérialisme anglais, nous nous sommes considérés de fait comme partie du front unique anti-yankee qu'était le péronisme. Mais à aucun moment nous n'avons vu en lui un parti ouvrier révolutionnaire. Il n'y a eu de ce point de vue aucune confusion. Notre « entrisme » a été déterminé par le fait que les masses ouvrières se trouvaient dans ce mouvement. La reconnaissance ouverte que nous nous considérions à l'intérieur de ce front nationaliste bourgeois n'a pas eu d'autre signification que de corroborer au niveau des paroles ce que nous faisions déjà dans la pratique. Nous n'avions pas non plus confiance dans sa direction, bien que notre journal affirmait publiquement que nous nous placions sous la discipline du général Peron. Ceux qui s'en formalisent devront reconnaître qu'il s'agissait là d'une concession minime, de caractère formel, pour avoir le droit d'exprimer avec la plus grande indépendance tout notre programme trotskyste. Palabra Obrera n'a pas défendu la ligne de la direction péroniste mais celle du trotskysme. Il est prouvé que Lénine (et peut-être Trotsky) ont conseillé l'entrisme dans le Kuomin-tang. Les thèses des quatre premiers congrès de l'IC nous indiquent qu'il faut « entrer » au sein des mouvements nationalistes pour empêcher que leur orientation bourgeoise conduise les masses à l'impasse. » (17)

Et un peu plus loin de donner quelques exemples de cette politique « trotskyste » :

> « ... Nous avons appelé à lutter contre le coup d'Etat, attaquant Peron lorsqu'il disait qu'il s'agissait d'une affaire de « quatre curés fous » ; quand celui-ci fit la parodie de démissionner devant la CGT en

(17) E. Gonzalez, *Qué fue y qué es el peronismo, op. cit.*, p. 82-83. Moreno s'est dégagé de l'entrisme en expliquant que le péronisme avait changé (!) et s'était « *transformé* (lors de l'accord avec Frondizi) *en opposition bourgeoise au régime après avoir été avant, de fait, son opposition révolutionnaire de classe* » (voir *la Verdad*, n° 4).

août 1955, nous sommes allés à la manifestation de la place de Mai et avons proposé qu'il accepte de nommer provisoirement un président ouvrier. Le péronisme battu,... nous avons été parmi les seuls à appeler à la grève le 17 octobre 1955. Pendant le mouvement, nous avons proposé de se préparer à la grève générale illimitée comme pas vers l'insurrection. Et quand Peron a donné l'ordre de voter pour Frondizi, nous nous sommes inclinés pour accompagner les travailleurs dans leur expérience, tout en disant (et non en nous taisant) que cette décision était une erreur tragique et que Frondizi n'allait tenir aucune de ses promesses. »

Tout serait à commenter dans ce texte écrit en 1971 et publié de nouveau en 1973 au moment où Perón revient au pouvoir. Dans le cadre de la discussion ouverte au sein du Secrétariat unifié en 1972 sur la stratégie à suivre en Amérique latine, N. Moreno a présenté la politique du PRT-La Verdad comme ayant toujours été « *de construire un parti de type léniniste, en pénétrant dans le mouvement des masses, en participant aux mobilisations des masses, et en se présentant comme une direction alternative révolutionnaire, dans les organisations de masse existantes* ».

Si on laisse de côté la notion de direction alternative pour se concentrer sur l'essentiel, la clé de la position de Moreno réside dans une déviation profonde, que le POR de Lora a été obligé de combattre avec tant d'acharnement en Bolivie contre ceux qui ont préconisé l'entrée d'abord dans le MNR, et plus tard dans la gauche du MNR, *à savoir qu'il serait possible de construire un parti révolutionnaire en se situant sur le terrain du nationalisme bourgeois*, et en travaillant à l'intérieur des organisations de masse construites par celui-ci. Moreno a profondément dévié la stratégie de Trotsky de construction du parti ouvrier indépendant de classe en la situant sur un terrain de classe *étranger*, celui du nationalisme bourgeois « révolutionnaire » et de la ligne stratégique de construction du « *Parti unique de la Révolution argentine* » dont il s'est fait le défenseur en 1971 encore. Cette orientation a mené Moreno aux pires aventures et mésaventures, tel l'appui au Parti ouvrier de Vandor en 1965. Elle a obéré la formation du PST en 1972 (fusion du groupe La Verdad avec la petite organisation social-démocrate dirigée par Corral) et fournit la clé aussi bien de la politique « d'opposition légale » suivie à l'intérieur de la CGT que de la présence du PST dans le bloc des huit organisations, opposition « constitutionnelle » au gouvernement de Perón, qui se forme au moment où celui-ci attaque ouvertement la classe ouvrière et les libertés d'organisation, en 1974.

La critique de la politique de N. Moreno est une tâche indispensable car elle a poussé très loin une série de déviations profondes par rapport au trotskysme. Comment ne pas comprendre que cette politique ne pouvait que nourrir une série de déviations poussant à la caricature des traits plus ou moins contenus dans la politique du groupe « La Verdad », et en tous les cas que son adaptation au péronisme ouvrait ? Les pas que Moreno n'a pas voulu achever de franchir lui-même dans la voie du castrisme et du terrorisme ont été franchis par d'autres, c'est-à-dire par le groupe du PRT-El Combatiente et de l'ERP auxquels la majorité du Secrétariat unifié a accordé de 1968 à 1973 le soutien le plus absolu.

La ligne du PRT-ERP a été définie au moment de son V[e] congrès en 1968, alors qu'il était baptisé par Mandel « *section officielle de la IV[e] Internationale* » en Argentine, aux dépens de Moreno réduit par la majorité du SU au rang d'organisation sympathisante. Selon cette ligne, la tâche essentielle était :

> « La construction « *d'unités de guérillas dans les villes agissant selon une tactique relativement indépendante des avatars de la lutte des classes* ». Pour l'ERP, la politique devait « *faire place au fusil* », comme seul moyen de créer chez les travailleurs argentins « *une conscience révolutionnaire qui prenne clairement la prise du pouvoir comme l'objectif — la tactique et la stratégie de notre révolution : un gouvernement populaire et des travailleurs révolutionnaires qui se formera à travers une guerre révolutionnaire prolongée de masse, une guerre civile à l'origine et probablement nationale à un stade*

ultérieur devant l'intervention de l'impérialisme. » (18)

Sur cette orientation, l'ERP réduit tout naturellement le rôle du péronisme (qu'elle caractérise comme « *un mouvement polyclassiste par sa base sociale, bien que bourgeois par son idéologie* ») et de la CGT à « *une gymnastique de négociations auprès du ministère (du travail) qui renforce la mentalité conservatrice et passive (de la classe ouvrière) exigeant des efforts extrêmement durs, à l'intérieur et à l'extérieur du péronisme, pour la briser* ». A partir de là, l'ERP est conduite tout naturellement à rechercher « *l'unité d'action avec les organisations armées péronistes qui sont nos sœurs par la pratique dans la guerre révolutionnaire* » et à préconiser la formation avec elles d'un front de libération nationale et sociale (18 bis).

Le PRT-ERP, section officielle et plus beau fleuron du SU en Amérique latine, a été caractérisé en 1972 de façon correcte par la direction du SWP comme une organisation *castriste*, pointe avancée de la pénétration des positions de l'OLAS au sein du SU sur la ligne de la résolution sur l'Amérique latine du IXe congrès mondial de cette organisation. En tant qu'organisation castriste, l'ERP est passée ouvertement sur des positions de soutien aux bureaucraties parasitaires : caractérisation des PC chinois, albanais, nord-coréen et vietnamien comme des partis révolutionnaires, mais aussi appui à l'intervention des chars de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie comme une mesure prise dans l'intérêt du socialisme.

Organisation castriste et philostalinienne, le PRT-ERP ne pouvait que jouer un rôle de plus en plus clair de flanc-garde du péronisme. En 1973, lorsque Campora est élu et propose une trêve aux organisations guérrilléristes, l'ERP répond par une déclaration qui exprime le contenu de classe précis de son activité :

> « Le gouvernement que présidera le Dr Campora représente la volonté populaire. Respectueuse de cette volonté, notre organisation n'attaquera pas le nouveau gouvernement tant que celui-ci ne se livrera pas à des attaques contre le peuple et contre la guérilla. Notre organisation continuera à combattre militairement les entreprises et les forces armées contre-révolutionnaires, mais ne dirigera ses attaques ni contre les institutions gouvernementales, ni contre aucun membre du gouvernement révolutionnaire. » (19)

Le terrorisme urbain organisé par l'ERP s'est transformé en l'épine dorsale d'une activité absolument étrangère à la classe ouvrière et contraire à ses intérêts et à ses besoins dans la lutte des classes. Gèze et Labrousse notent que « l'influence du trotskysme, les références au Vietnam et à la Chine, lui donnent une cohérence politique et surtout organisationnelle supérieure à celle de tous les autres groupes armés argentins ». L'ERP leur sert de pôle de référence constant. Appuyée par Maitan, Mandel et Krivine, l'ERP a été l'un des principaux obstacles dans le chemin de l'indépendance politique de la classe ouvrière, dans la phase de la lutte des classes qui va de 1969 à 1976.

Mais il faut achever la caractérisation. Par ses méthodes étrangères à la classe ouvrière, l'activité menée par l'ERP au nom de la lutte anti-impérialiste a nourri constamment la répression contre la classe ouvrière et a contribué à ce que l'étau de la contre-révolution se resserre sur celle-ci. L'ERP porte une responsa-

---

(18) Cité dans *Correspondance Internationale*, n° 8, juillet 1973, p. 26 (numéro consacré à la discussion sur la question de la guérilla à l'intérieur du SU).

(18 bis) *El Peronismo*, Ediciones Barbara, 1971, p. 50-51.

(19) Cité par Gèze et Labrousse, *op. cit.*, p. 141. Gèze et Labrousse, qui accordent beaucoup de place aux groupes de la gauche péroniste et à l'ERP, sont contraints d'adopter à leur égard une attitude par moment très critique. Voir la section : *une « radicalisation » ambiguë* (p. 125 et sqq.) et la critique de l'ERP (p. 245) où il est noté au sujet du foquisme que « *la grande majorité des travailleurs assistent indifférents à cette guerre d'appareils qui ne les concerne pas* ». Mais sur ce point encore le livre accumule les contradictions.

bilité écrasante dans la formation de la situation où le prolétariat argentin se trouve aujourd'hui. Le bilan devra en être fait.

Un retour négocié

Le retour au pouvoir de Perón est le résultat d'une négociation, dont les différentes étapes sont soigneusement préparées, entre les militaires, la bourgeoisie (son aile marchante est le secteur lié à la CGE dont le président Gelbart sera ministre de l'économie de Perón), l'impérialisme, l'appareil de la CGT et Perón (20). Les transactions s'accélèrent à partir de la venue au pouvoir de Lanusse en 1971. Les principales étapes en sont : la formation du « grand accord national » en 1971, la reconnaissance en janvier 1972 du Parti justicialiste, le communiqué diffusé par les dirigeants des principaux partis bourgeois et ceux de la CGT (réunis à l'initiative de la CGE) condamnant la politique économique du gouvernement et réclamant des élections, enfin le premier voyage de Perón en Argentine depuis sa chute en 1955.

Le front électoral constitué à cette occasion, pour préparer les élections de mars 1973 — le Frejuli — est composé du parti justicialiste, du parti conservateur populaire et de personnalités de l'extrême-droite catholique. Il bénéficie du soutien des radicaux et constitue ainsi un véritable « front uni des exploiteurs ». Dans les listes de candidats mises au point, les dirigeants des principaux syndicats de la CGT, qui ont été les plus mêlés à la politique de collaboration ouverte avec les militaires, sont écartés en partie au profit des dirigeants de syndicats « combatifs » de la gauche péroniste, non suspects aux yeux des masses de compromission avec les militaires. Le choix de Campora comme candidat à la présidence de la République, c'est-à-dire d'un péroniste qui n'a eu aucune activité politique publique depuis 1955 et jouit d'une réputation « d'intégrité », participe du même souci politique : canaliser vers le péronisme le profond mouvement qui dresse les masses contre la dictature militaire.

Au cours de toute cette étape, la gauche péroniste joue déjà un rôle politique important. En rompant avec la bureaucratie la plus corrompue et la plus compromise avec les militaires, mais sans briser la CGT péroniste ; en se dressant contre le gouvernement d'Ongania et de Lanusse, mais en maintenant à tout prix le *lien politique* avec Perón, en se prêtant à la récupération par le péronisme des assassinats perpétrés par les militaires, comme à Trelew, elle fait tout pour obscurcir la compréhension de la part des masses du rôle politique de Perón. Ce rôle s'accentuera encore avec la victoire de Campora.

Le gouvernement Campora et le massacre d'Ezeiza

Il est clair que la victoire électorale de Campora et la formation du premier gouvernement péroniste sous sa présidence, avec le soutien du Frejuli et des radicaux, ne pouvaient en aucun cas être présentées comme une « victoire des travailleurs », ainsi que l'ont fait tant l'ERP que les courants de la gauche péroniste.

Les masses ont indiscutablement interprété le départ des militaires et la victoire de Campora comme leur ouvrant une brèche à la faveur de laquelle leurs revendications pouvaient être satisfaites. Mais ce sont précisément les illusions soigneusement nourries par la gauche péroniste et ses flancs-gardes concernant le contenu de classe du gouvernement Campora, comme celui de Perón, qui ont créé les conditions pour la reprise en main du mouvement des masses.

Un important mouvement d'occupation des usines, des universités, des lycées se développe au cours des mois de mai et juin. Un puissant mouvement s'attaque à l'appareil répressif de la dictature militaire, 50 000 manifestants prennent d'assaut la prison de Villa Devoto, libérant 500 prisonniers politiques. Ce mouvement oblige le gouvernement à accorder l'am-

(20) Pour que Perón réponde parfaitement à ce que la bourgeoisie attend de lui, il faut qu'il apparaisse aux yeux des masses comme l'ennemi irréductible de la dictature militaire. Aussi, au moment où s'effectuent les transactions entre les militaires et Perón, la polémique redouble-t-elle de part et d'autre. Perón doit passer pour l'adversaire inflexible des « gorilles », tandis que Lanusse se fait le champion de l'anti-péronisme.

nistie, à supprimer les tribunaux d'exception et la législation répressive mise en place par le gouvernement militaire.

Ces reculs limités, indispensables, n'empêchent pas le gouvernement Campora de s'atteler à sa tâche essentielle : mettre en chantier la négociation d'une politique des revenus. Il s'agit du « Pacte social » signé par la CGT et la CGE (l'organisme patronal lié historiquement au nationalisme) qui va constituer la pierre angulaire de la politique péroniste jusqu'en juillet 1975, où le formidable mouvement de la classe ouvrière lui porte un coup mortel. Ce pacte décide le blocage des prix et des salaires, la suspension des commissions paritaires pour deux ans, l'augmentation immédiate des tarifs des services publics. Son respect est garanti par la présence au sein du gouvernement de Gelbart, président de la CGE, et de Ricardo Otero, très proche du dirigeant de la CGT Lorenzo Miguel, à la tête du ministère du Travail. D'autre part, la « ley de prescincibilidad », présentée comme un moyen d'éliminer les fonctionnaires compromis avec la dictature, va devenir un outil de persécution politique permettant l'élimination des employés de l'Etat les plus combatifs.

Mais ce sont les événements d'Ezeiza qui annoncent le plus clairement le rôle que Perón va assumer au compte de la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, au cours de son second passage à la tête du pouvoir. Le jour de son retour, trois millions de personnes sont venues l'accueillir, les hommes de main de la CGT tirent, il y a plus de cent morts, des blessés, d'innombrables arrestations. Réduire cela à un incident entre gauche et droite péronistes n'explique rien Le sens des événements d'Ezeiza est une déclaration de guerre ouverte à la classe ouvrière argentine de la part de Perón, dans une situation où la crise du nationalisme bourgeois, inhérente à celui-ci, atteint une phase aiguë.

Ezeiza annonce le caractère brutal que va revêtir l'action du gouvernement Perón face aux masses. Sa gestion a un seul but : tenter, sur la base des illusions ébréchées, mais encore réelles que celles-ci conservent à son égard et à l'égard du nationalisme bourgeois, de faire passer à tout prix les mesures sévères exigées par la crise économique mondiale sur un pays semi-colonial comme l'Argentine.

L'histoire ne se répète jamais. Même si l'indépendance politique et syndicale de la classe ouvrière est toujours inexistante, les relations nouées entre la bourgeoisie argentine et l'impérialisme d'un côté, la classe ouvrière de l'autre se sont radicalement modifiées depuis 1946. Les liens de la bourgeoisie argentine avec l'impérialisme sont devenus tels qu'il n'y a pratiquement aucune marge pour une renégociation des conditions d'accès au marché mondial, surtout lorsque le contexte international est celui de la crise en développement. Le poids et l'expérience de la classe ouvrière, d'autre part, se sont accrus à un point où la moindre concession sérieuse ne peut que renforcer son initiative dans la lutte des classes.

Une fois le pacte social signé, Campora s'éclipse, pour permettre à Perón, au travers d'une élection présidentielle de type *plébiscitaire,* de réassumer totalement à la tête de l'Etat sa place, ce que les circonstances ont rendu indispensable.

L'échec de la candidature de Tosco

La préparation politique de l'élection présidentielle de Perón en septembre 1973 montre à quel point, sur la base d'illusions des masses déjà entamées, les lignes de démarcation entre les classes commencent à se dessiner. D'une part la bourgeoisie, l'armée, l'Eglise se rassemblent derrière la candidature de Perón et de sa femme (dont le choix signifie le bloc ouvert avec l'aile la plus ouvertement anti-ouvrière du péronisme) d'une manière encore jamais vue auparavant, même en mars de la même année. D'autre part, pour la première fois surgit la possibilité d'une candidature ouvrière opposée à celle de Perón, qui exprime le processus de rupture en cours. La possibilité s'en dessine autour de la personne de deux dirigeants syndicaux : Tosco, de Cordoba, et Jaime, de Salta. Tosco est l'expression de toute la force et de toute la faiblesse d'un mouvement ouvrier qui se dégage lentement de la gangue du nationalisme bourgeois, mais dont l'expérience s'est enrichie considérablement. Il s'agit d'un ancien membre de l'appareil provincial de la CGT qui s'est

rallié, à la tête du syndicat des gaziers et électriciens de Cordoba, aux secteurs indépendants. Il est lié au PC et au péronisme de gauche et croit encore possible un accord de la classe ouvrière avec la bourgeoisie « progressiste », mais il pense qu'il est nécessaire dans le cadre des élections de s'affronter avec les principales forces de la bourgeoisie regroupées derrière Perón. Au bout de dix jours, il renonce à sa candidature.

Dans le document où il annonce la retrait de sa candidature il explique :

> « Les secteurs liés à des conceptions progressistes et révolutionnaires, tout particulièrement du péronisme révolutionnaire, du radicalisme avancé, de chrétiens et de socialistes, de communistes et d'autres forces de gauche, ne se sont pas opposés à ce projet politique dans une perspective historique, mais ont manifesté des appréciations différentes principalement sur l'opportunité de matérialiser une telle conjonction de forces, et sur le fait que la conjoncture électorale que nous vivons n'y était pas particulièrement propice » (*Clarín* - 18.8.1973).

Le PC a pesé de tout son poids pour empêcher la candidature de Tosco, faisant connaître publiquement qu'il considérait que « *sa candidature n'est pas une solution au problème politique* » (*la Opinión* du 15-8-73). Quelques jours plus tard, le XIVe congrès du PCA, tenu en présence de Fajon, avant que celui-ci ne poursuive son voyage au Chili, confirme cette orientation. Le congrès décide l'appui total à la candidature de Perón. En mars, le PC avait fait campagne derrière Alende, politicien démocrate-chrétien bénéficiant de l'appui de certains militaires, et avait ainsi contribué à accréditer une nouvelle fois auprès des masses l'idée que la candidature péroniste était une candidature ouvrière. En septembre, il mettait toutes ses forces derrière Perón et colmatait les brèches qui avaient commencé à s'ouvrir.

La candidature Tosco aurait eu une importance indéniable. Fût-ce de façon encore très confuse, elle aurait marqué un début d'affrontement avec Perón sur un terrain directement politique. Elle aurait accéléré les processus en cours au sein de la classe dans la voie de son indépendance politique. L'activité menée par Politica Obrera pour rendre cette candidature possible avait ce sens.

L'échec de cette candidature permet à Perón de bénéficier du ralliement de tous les « opposants », « révolutionnaires » quels qu'ils soient (21) et fait des candidats du PST, Corral et Paez, les seuls candidats indépendants face à Perón. Les voix qu'ils recueillent (plus de 3,5 % dans les villes et les quartiers ouvriers) sont un indice du début de cassure qu'aurait signifié la candidature Tosco-Jaime.

La politique de Perón

Au cours des neuf mois qui précèdent sa mort, Perón va remplir en toute clarté le mandat dont l'a chargé la bourgeoisie : mater la classe ouvrière et faire passer brutalement les mesures qu'exigent la crise économique.

Le pacte social est reconduit en 1974, mais dès 1973 il a porté ses fruits, puisque les salaires à la fin de 1973 se retrouvent au niveau de 1969. Mais pour que ce pacte puisse être appliqué avec le maximum d'efficacité, il faut que Perón et la bureaucratie syndicale s'assurent la domination absolue sur les travailleurs. La loi sur les associations professionnelles adoptée en octobre 1973 doit permettre d'atteindre cet objectif. Le contenu principal en est le suivant : le ministre du Travail devient l'arbitre des questions syndicales. En clair, si la bureaucratie ne parvient pas à « éliminer les éléments infiltrés », l'intervention directe du gouvernement et de la police est possible ; d'autre part, l'arbitrage obligatoire est adopté (ce qui renforce une

(21) La JP, pour justifier le vote Perón-Perón, c'est-à-dire l'appui à Isabel Perón, liée ouvertement à la bureaucratie la plus corrompue de la CGT, explique : « Perón est coupé de son peuple. » L'ERP suspend ses opérations de guérilla et décide de faire voter pour Perón. Le FIP, organisation d'Abelard Ramos (qui se réclame du trotskysme), fait imprimer des bulletins — « Perón-Perón » — distincts des bulletins officiels mais comptabilisés néanmoins pour permettre à la Jeunesse péroniste de compter ses voix (900 000 voix) et de paraître en même temps se « distinguer ».

loi adoptée sous Ongania) ; enfin l'appareil syndical voit son mandat passer à quatre ans renouvelables. Comme en 1948, l'appareil reçoit enfin le droit « *d'intervenir* » dans les syndicats pour contrôler et destituer les corps de délégués, les commissions internes, les délégués de section, c'est-à-dire les organes sur lesquels les travailleurs argentins tentent de s'appuyer pour s'organiser de façon indépendante face au patronat et de manière croissante face à la bureaucratie syndicale bourgeoise elle-même.

Par ailleurs, la loi de « *prescindibilidad* » est renouvelée en janvier 1974 et permet de licencier le personnel des ministères et des entreprises d'Etat. Une autre loi exclut ces travailleurs des bénéfices de la législation du travail.

Tout cela s'accompagne de mesures visant à normaliser l'Université : contrôle des organisations étudiantes, rétablissement des examens d'entrée, attaques contre l'autonomie des universités, et à censurer et contrôler toute activité culturelle, intellectuelle ou d'information.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le capital étranger ait examiné « *avec intérêt les possibilités offertes par l'économie argentine* », d'autant plus que Perón fait adopter ce que le gouvernement Ongania n'avait pu introduire : la garantie de l'Etat accordée aux entreprises étrangères pour tous leurs investissements.

L'application d'un ensemble de lois aussi impressionnant, dirigé contre la classe ouvrière et ses intérêts les plus vitaux, ne peut être envisagée par le gouvernement de Perón qu'en se donnant les moyens répressifs adéquats. C'est à cela que répond la réforme du Code pénal, aux termes de laquelle sont introduits le délit « d'association illicite », le renforcement de l'appareil répressif, la création d'un conseil national de sécurité avec de larges pouvoirs, la désignation d'hommes liés aux « gorilles » à la tête d'organismes de sécurité.

Mais si développés que soient l'appareil répressif de l'Etat et les dispositions légales qui le soutendent, c'est en dernière analyse l'état exact des rapports de force entre les classes qui décide de leur efficacité ou non. Or la classe ouvrière argentine reste en ascension. Dans ces conditions, l'appareil répressif ne peut être utilisé « à plein » et le seul recours de la bourgeoisie est de porter des coups aux masses par la voie de la constitution de groupes para-policiers, notamment l'AAA (Alliance anticommuniste argentine), créée avec l'assentiment de Perón en 1974 et qui va pratiquer à une échelle croissante l'assassinat de militants ouvriers.

Le heurt progressif entre Perón et les masses

Au cours des premiers mois qui suivent l'accession de Perón au pouvoir, la classe ouvrière se trouve momentanément désarçonnée face à cet ensemble de mesures dirigées frontalement contre elle. La question est entièrement politique : l'impossibilité où les secteurs d'avant-garde se sont trouvés de se rassembler et de se centraliser, même sur le terrain électoral, autour d'un candidat indépendant, réalisant un embryon de front unique ouvrier contre le front uni de la bourgeoisie qui s'est formé derrière Perón, a indiscutablement pesé sur toute la classe ouvrière.

Celle-ci réengage néanmoins assez vite le combat, en dépit des innombrables obstacles qui sont dressés sur sa voie : attentats et assassinats de la part des hommes de main de la CGT, « intervention » contre des syndicats qui ont réussi à échapper à la CGT, mais surtout obstacles politiques de la gauche péroniste et du PC, qui font tout pour obscurcir sa conscience que les véritables ennemis sont Perón et le péronisme. L'existence du pacte social, qui se traduit pour l'ensemble des travailleurs par une baisse notable des salaires, constitue un élément qui tend obligatoirement à centraliser les luttes contre l'Etat, mais il y a encore à cette étape une disparité au sein du mouvement ouvrier dans le degré de conscience d'où se situent les véritables problèmes. C'est à Cordoba, où les traditions de lutte du prolétariat font que l'emprise de la bureaucratie est moins forte qu'ailleurs et où la Jeunesse péroniste a commencé à connaître un recul face aux courants de lutte de classe, que commencent des combats qui mettent en cause le pacte social. La brutalité avec laquelle Perón réagit — pendant 48 heures des centaines de « matones », hommes de main des bureaucrates, et de policiers en « état d'insubordination » armés jusqu'aux dents

poursuivent et arrêtent des centaines de militants ouvriers — montre qu'avec la bourgeoisie il est parfaitement conscient que ce qui se dessine dans un secteur de la classe ouvrière peut constituer les prémices d'un combat d'ensemble contre le gouvernement, scellant le sort du péronisme.

L'opération montée à Cordoba ne règle rien du point de vue de la bourgeoisie et renforce au contraire l'initiative du prolétariat. A l'approche de la reconduction du pacte social, en avril, on assiste à un approfondissement et une extension des conflits, qui tendent à se centraliser contre celui-ci. Dans le cours de ces conflits, la question centrale devient de plus en plus celle de la constitution de l'instrument syndical nécessaire. Le mouvement décrit par Milcia-des Peña, qui voit les luttes de la classe ouvrière et donc sa recherche des formes pour les mener s'opérer de plus en plus en marge de la CGT, se développe et s'élargit.

C'est dans ces conditions que Perón est conduit à se tourner de nouveau vers la Jeunesse péroniste avec laquelle il a pourtant rompu tout lien « officiel » depuis quelques mois.

Le rôle de la jeunesse péroniste

L'importance que prend la gauche péroniste résulte, nous l'avons vu, du fait qu'aucune organisation se réclamant de la classe ouvrière (le PC, l'organisation trotskyste la Verdad de Moreno) n'a combattu contre le péronisme sur la ligne du front unique anti-impérialiste sous direction de la classe ouvrière.

Pour situer les positions de la Jeunesse péroniste, il suffit de se reporter aux discours ou déclarations de ses dirigeants.

Sur la question du front anti-impérialiste, partant des aspirations anti-impérialistes des masses, Firmenich, dirigeant des Montoneros, explique dans un discours en août 1973 :

> « Le général Peron préconise une stratégie qui est celle du front anti-impérialiste... qui prend la forme d'une alliance de classes (représentée sur le plan politique par le parti péroniste, l'Union civique radicale, l'Alliance populaire révolutionnaire) « que la classe ouvrière ne conduit pas parce qu'elle n'est pas encore adéquatement organisée et représentée. » (22)

Autrement dit, la gauche péroniste explique à la classe ouvrière la nécessité, à cette étape, de se soumettre à la bourgeoisie. Il s'agit, explique Quieto, dirigeant des « Forces armées révolutionnaires », l'une des organisations armées de la gauche péroniste :

> « Comme dans tout processus révolutionnaire, d'un problème d'étapes qui ne peuvent pas être sautées parce qu'elles répondent aux conditions objectives de chaque pays » (23).

Quant à Perón, quelle est sa place ?

A la question : « est-il possible pour vous que Perón fasse défection, qu'il puisse arriver à s'entendre avec le système ? », les dirigeants montoneros répondent à la même époque critique que :

> « La possibilité que le général Peron compose avec le système est absolument exclue. Sa trajectoire de lutte réalisée depuis 1943 a montré sa fidélité au peuple et l'a consacré comme leader de l'ample majorité des Argentins. » (24)

Comme complément de cette explication, les JP expliquent que les bureaucrates de la CGT et leurs matones, que la « droite » péroniste et Lopez Rega, ministre du bien-être social, sont étrangers au péronisme, que ce sont des « *traîtres ou des infiltrés minoritaires* » qui cherchent à « *couper Perón de son peuple* ». Pour faire disparaître cette bureaucratie, il n'existe qu'une méthode : accroître les effectifs des « *vrais péronistes* ».

Une fois Perón solidement en place, la Jeunesse péroniste et ses organisations armées reprendront de façon toujours plus intensive, aux côtés de l'ERP, leurs opérations terroristes : enlèvements d'in-

(22) Brochure des Montoneros, août 1973.

(23) Interview à *Marcha*, juin 1973.

(24) Interview à *Punto Final*, août 1973.

dustriels étrangers, assassinats de bureaucrates, etc., se situant totalement en marge des exigences réelles de la classe ouvrière à laquelle se pose la question très concrète de la constitution de groupes d'auto-défense, dans les usines et les quartiers ouvriers ; combinant ces méthodes avec une politique de pression sur Perón et donc de maintien du péronisme, elles s'érigent en obstacles toujours plus dangereux à l'évolution politique de la classe ouvrière. Les positions importantes qu'elles occupent au sein de la classe ouvrière leur permettent aux moments critiques de freiner encore le mouvement du prolétariat vers une action indépendante.

En mars 1974, les dirigeants de la Jeunesse péroniste défendent formellement le mot d'ordre : « *rompre le pacte social* » que défend l'avant-garde de la classe ouvrière, montrant la formidable pression qu'exerce celle-ci. Mais tous leurs efforts pèsent dans le sens du maintien de la classe ouvrière sous l'emprise du nationalisme bourgeois à l'intérieur duquel ils revendiquent le 1er mai, de façon spectaculaire, dans un jeu parfaitement combiné avec Perón, la place d'opposition officielle au péronisme pour en freiner la crise. Refusant toute manifestation indépendante du meeting officiel de Perón, ils colmatent les brèches qui se dessinent dans la classe ouvrière. La portée du jeu consistant pour Perón à les « insulter » dans son discours et pour eux à quitter avec éclat la manifestation se révèle en toute clarté quelques semaines plus tard.

A la veille de la reconduite solennelle du pacte social, alors que les grèves se multiplient dans les entreprises, Perón exige une démonstration d'appui à sa personne et à sa politique dans une dernière tentative pour reprendre la situation en main. Brandissant la menace de quitter le pays, Perón convoque le 12 juin une vaste manifestation de soutien en sa faveur, dans le cadre d'une grève « anti-impérialiste » appelée par la CGT. La Jeunesse péroniste, comme le PCA, s'alignent immédiatement et sont présents avec les travailleurs qui les suivent. Le lendemain de la manifestation, le dirigeant montonero Firmenich explique :

> « Nous sommes d'accord avec le pacte social... il faut le rendre adéquat pour rectifier l'actuelle politique des revenus. »

Tandis que le PCA renchérit en affirmant :

> « La classe ouvrière est disposée à faire tous les sacrifices si cela sert à consolider une politique globale vers la libération nationale. »

La manifestation du 12 juin et la signature de la reconduite du pacte social représentent le dernier succès politique de Perón, qui meurt un mois plus tard. Au lendemain de la manifestation du 12, des dizaines de conflits ouvriers sont déclarés illégaux et des décrets sont publiés augmentant les prix de tous les services publics.

La décomposition accélérée du bonapartisme

Avec la mort de Perón, c'est une bourgeoisie inquiète qui se rassemble — dans toutes ses fractions — autour de sa veuve, pour reconnaître en elle « *la continuité du processus ouvert le 11 mars 1973* », et confirmer son accession à la présidence. Cette unanimité éphémère découle de la conscience qu'elle a de la fragilité de l'Etat bourgeois. La disparition de Perón signifie en effet la disparition de la clef de voûte du système bonapartiste. Perón mort, le parti péroniste n'est plus qu'une immense société du 10 décembre et Isabel Perón le chef de la clique que dirige Lopez Rega. La politique suivie par Isabel Perón ne diffère pas de celle de son mari : blocage des salaires et répression, mais dans des conditions où la désagrégation du régime laisse le champ libre à toutes les tendances centrifuges à l'intérieur de l'appareil d'Etat. L'activité de l'AAA se confond chaque jour plus avec celle de la police politique et apparaît comme la marque d'un régime en putréfaction.

En personnalisant la question du renouvellement du pacte social en mai-juin 1974 et en exigeant la manifestation du 12 juin, Perón avait déjà tendu, du fait même de son intervention directe, à souligner le caractère politique des combats menés par la classe ouvrière sur le terrain des salaires et de la législation anti-grève. La grève de la SMATA de Cordoba et la situation de grève générale dans cette ville vers la-

quelle cette grève a conduit à la fin juillet et en août 1974 devait marquer un pas de plus dans la voie conduisant vers la grève générale de juin-juillet 1976. Menée directement contre les hommes de confiance d'Isabelle Perón et Lopez Rega, la grève de Cordoba annonce déjà la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement bonapartiste en décomposition.

La crise du régime est nourrie d'autre part par l'approfondissement de la crise économique mondiale. Avec l'aggravation sérieuse de l'inflation, le pacte social, pilier de la politique péroniste, devient l'objet d'attaques, aussi bien de la bourgeoisie (qui obtient la démission de Gelbart) que de la classe ouvrière. En effet la bourgeoisie ne peut plus tolérer le contrôle des prix en échange du contrôle hypothétique d'une classe ouvrière qui n'a cessé de revendiquer des hausses de salaires et parfois de les obtenir, en dépit de toute la législation mise en place par Perón et renforcée par I. Perón pour dresser des obstacles à sa mobilisation. D'autre part la classe ouvrière, pour des raisons évidentes, continue à se battre contre un pacte qu'elle rend responsable de l'aggravation très sérieuse de ses conditions d'existence.

L'abandon du pacte social signifie le retour à la libre fixation du niveau des salaires en fonction des rapports de force entre les classes. Il signifie de façon immédiate l'ouverture de négociations paritaires préparatoires à la signature de nouvelles conventions collectives. Ce sont elles qui vont accélérer la crise politique. La classe ouvrière se saisit de la question des négociations paritaires comme d'un élément qui centralise son combat et lui permet de poser concrètement, serait-ce de façon embryonnaire, le problème de son organisation autonome. Partout s'engagent d'âpres luttes entre les travailleurs et la CGT, à propos de la question de l'envoi de délégués démocratiquement élus en vue des négociations.

Face à cette situation, le gouvernement adopte en septembre 1974 la loi de sécurité de l'Etat la plus rigoureuse de l'histoire argentine, qui — sous le couvert de la lutte antiguérilla — prévoit des peines de prison pour ceux qui « *refuseraient de se soumettre à l'arbitrage du ministère du Travail* » et « *inciteraient à ne pas se plier aux obligations qui en découlent* ».

C'est à Villa Constitución que se fait la première application de ce texte, à la suite d'élections syndicales qui ont porté à la tête de l'union de la métallurgie une liste opposée à celle de la bureaucratie syndicale. L'armée investit la ville et la totalité des militants sont arrêtés. Les travailleurs répondent à l'arrestation de leurs délégués par une grève qui dure 60 jours. Elle sera finalement battue mais aura un très grand impact sur la classe ouvrière et tout le pays et constitue en fait le prélude direct à la grève générale de juin.

L'adoption par le gouvernement du plan dicté par le Fonds monétaire international, qui comporte une dévaluation de 60 % de la monnaie, des hausses de l'ensemble des tarifs des services publics de 100 à 150 % et la décision d'imposer un blocage des salaires au moyen de l'invalidation des conventions collectives prévoyant des hausses de salaires supérieures à 50 %, achève d'homogénéiser l'activité de l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière. C'est dans ces conditions qu'éclate la grève générale qui se dirige, dans son mouvement, directement contre le gouvernement d'Isabel Perón.

La portée de la grève générale de juin 1974

La grève part de Rosario dans les derniers jours de mai et s'étend rapidement à toutes les villes d'Argentine (26). Son organisation repose presque exclusivement sur les commissions internes et les corps de délégués de chaque entreprise et sur les comités de coordination — les « coordinadoras » — qui s'établissent entre eux. *Politica Obrera* décrit ces organes de la manière suivante :

> « Les « coordinations » inter-entreprises se sont développées sous la pression de la nécessité d'organiser le mouvement gréviste. En dépit de leur caractère minoritaire, elles sont *parvenues à supplanter les syndicats* à La Plata, Cordoba, Rosario, Santa Fe, chez les métallurgistes du sud de Buenos Aires

(26) Pour le récit de la grève, voir *Informations ouvrières* n° 733 du 9.1.1976.

et à la SMATA (automobiles). Les « *coordinadoras* » ne sont pas des soviets, ni des embryons de ceux-ci pour de multiples raisons : elles sont des *blocs d'organisations d'entreprises*, et elles ne constituent pas la représentation directe des travailleurs en lutte ; elles ne regroupent pas d'autres secteurs exploités ; elles n'intègrent pas les organisations politiques ; elles demeurent minoritaires. Cependant, elles sont une voie vers les soviets pour autant qu'elles se développent massivement à l'avenir. » (27)

Politica Obrera apporte deux éléments de fait qui sont importants : à savoir qu'il s'agit de blocs d'organisations d'entreprises qui se sont donné pour but, et y sont parvenus dans certains secteurs importants, de supplanter les syndicats. Cela signifie que la grève générale de juin a porté à son niveau le plus élevé la contradiction apparue au cours de tous les conflits depuis 1947 entre deux séries d'institutions incompatibles entre elles : les commissions internes, matérialisation des droits syndicaux arrachés par les travailleurs, base de leur force et cadre de leur expérience de lutte, et les syndicats, rouages de l'appareil de la CGT, c'est-à-dire d'une institution jouissant de pouvoirs para-étatiques d'intervention et de contrôle de ces commissions dans le cadre d'un système politique bonapartiste achevé. Politica Obrera note que les « *coordinadoras* », dont elle souligne qu'elles n'ont pas le caractère de soviets, supplantent les syndicats là où elles le peuvent. S'il en est ainsi, c'est bien parce que l'appareil syndical ne leur paraît pas susceptible d'être mis au service des travailleurs, d'être réapproprié par eux.

Le caractère *bourgeois* de l'appareil syndical de la CGT se marque également par le fait qu'on n'assiste à aucune espèce d'éclatement de cet appareil sous la pression de la grève. Dans certains endroits, les bureaucrates plient devant la grève, mais sans se ranger du côté des travailleurs. Ils se font discrets mais ne se transforment à aucun moment en instruments de la grève.

Si la contradiction représentée par la coexistence sous un même sigle d'organes de caractère si différent a pu éclater avec une force inégalée jusqu'alors, c'est que *précédemment l'existence de Perón avait empêché que la contradiction ait libre cours et explose*. A partir de la mort de Perón, la désagrégation accélérée du bonapartisme laissait au contraire les travailleurs seuls face à face avec l'appareil haï, totalement étranger à eux, sans la présence de Perón pour brouiller les cartes. La voie que la grève générale de 1974 a ouverte a été celle de la destruction de la CGT de 1950 et sa reconstruction sur de nouvelles bases, un nouveau programme, comme une organisation indépendante par rapport à l'Etat, sur les ruines de l'appareil bourgeois créé par Perón et qui doit disparaître pour que la classe ouvrière argentine aille de l'avant.

Dirigée dans son mouvement quasi naturel contre le gouvernement et l'Etat, la grève générale se heurte à l'obstacle que nous avons signalé dans l'introduction. L'inexistence de toute organisation propre de la classe ouvrière, politique ou syndicale, assurant son indépendance de classe face à l'Etat a interdit la centralisation politique réelle d'un mouvement qui avait la force d'abattre Isabel Perón, du fait de l'impossibilité qu'il y avait de pouvoir formuler un mot d'ordre transitoire de gouvernement sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan.

C'est cette réalité qui se trouve derrière l'observation de Politica Obrera comme quoi :

> « La rapidité avec laquelle la bureaucratie syndicale peut faire cesser ce mouvement de grève, après la validation des conventions et la promesse de la démission de Lopez Rega, n'a rien à voir avec une illusion des masses en une possible réalisation de leurs objectifs. Ce que ce fait démontre, c'est leur désorientation face à l'ampleur des tâches que la débâcle gouvernementale laisse à résoudre : s'organiser résolument pour une lutte pour le pouvoir. » (28)

L'issue au niveau du pouvoir étant bouchée, la grève générale reflue. Le gou-

(27) *Revista Politica Obrera*, n° 1 (seconde époque), janv.-fév. 1976, p. 45.

(28) Document préparatoire au congrès de 1975.

vernement d'Isabel Perón est atteint à mort, mais ce n'est pas la classe ouvrière qui va pouvoir l'abattre.

CONCLUSION

Le coup d'Etat du 24 mars a donc mis fin à un gouvernement dont la classe ouvrière avait auparavant signé elle-même l'arrêt de mort. Les faiblesses politiques et les problèmes que la classe ouvrière doit résoudre dans la prochaine période se mesurent au fait qu'après avoir infligé au gouvernement d'Isabel Perón une sérieuse défaite, il lui a été impossible de se mobiliser contre ce gouvernement à partir d'une perspective de pouvoir propre, sur un mot d'ordre exprimant le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Dire cela n'est qu'une autre façon d'affirmer qu'il est tout à fait faux politiquement de rapprocher, de quelque manière que ce soit, le coup d'Etat du 24 mars du coup d'Etat chilien du 11 septembre 1973. La présence d'une aile « pinochetiste » dans l'armée et dans la junte, si forte soit-elle, ne suffit pas à faire du coup d'Etat argentin un coup d'Etat du 11 septembre. Le coup d'Etat chilien avait été précédé et rendu possible par une défaite politique préalable des masses aux mains de la direction de leurs propres partis, dans des conditions où elles continuaient néanmoins à s'identifier au gouvernement Allende. En Argentine, c'est un processus tout autre qui a eu lieu.

Mais dire cela, c'est indiquer aussi quelles sont les tâches politiques centrales auxquelles les militants ouvriers sont confrontés en Argentine et auxquelles l'organisation Politica Obrera doit répondre en premier dans la période ouverte immédiatement.

Ainsi que toute l'histoire de la lutte des classes des 30 dernières années l'indique, ce ne sont pas la combativité ou l'initiative face à la bourgeoisie qui ont fait défaut au prolétariat argentin, mais l'absence de tout parti occupant par ses liens historiques avec la classe ouvrière et par son programme *la place de parti ouvrier*, assurant au prolétariat son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'Etat.

La trahison des organisations traditionnelles qui a ouvert la voie au péronisme et lui a permis de construire le parti péroniste, de détruire les syndicats et la CGT du congrès de 1936, ont détruit l'indépendance de classe du prolétariat sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. *C'est cette indépendance de classe qui doit être reconquise sur la base du combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant* qui livre la bataille pleinement pour la reconquête également de l'indépendance de classe sur le terrain syndical.

La classe ouvrière argentine reprendra le chemin du combat contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Nul ne peut en douter qui comprend les rapports de force entre les classes tels qu'ils sont établis depuis 30 ans et les conditions aussi qui ont présidé au coup d'Etat du 24 mars.

Mais il faut cette fois-ci que le mouvement des militants ouvriers vers leur indépendance organisationnelle et politique par rapport au nationalisme bourgeois ne soit plus entravé, comme il le fut en 1956-1957 et de nouveau en 1969-1970, par l'existence d'obstacles politiques sérieux lui interdisant de déboucher sur la construction du parti ouvrier indépendant.

Le bilan du nationalisme bourgeois doit être tiré à fond. Le contenu de classe et les conséquences de la politique de Perón doivent être analysés du point de vue du prolétariat sur toute la période allant de 1944 à 1974. Toutes les tentatives enfin qui peuvent être faites pour ramener la classe ouvrière vers le nationalisme bourgeois en crise devront être combattues en toute clarté.

Ce combat est un combat international autant qu'argentin. La question du péronisme et le bilan des politiques menées en Argentine se situent parmi les problèmes centraux qui doivent être réglés dans le cours du combat pour la reconstruction de la IVe Internationale. Les orientations suivies en Argentine n'ont jamais été que l'expression dans le cadre argentin de l'ensemble des problèmes nés de la crise de la IVe Internationale et de l'activité liquidatrice du pablisme. L'orientation du PRT-ERP n'a été que l'aboutissement achevé, ainsi que le SWP l'a montré, de l'orientation petite-bourgeoise ouvertement pro-castriste et philo-

stalinienne défendue par la majorité du SU en Amérique latine. Le bilan du terrorisme gauchiste, et ensuite celui des politiques d'adaptation au péronisme, doit être poursuivi et conduit à son terme, en liaison avec le bilan du péronisme lui-même.

C'est à cette condition seulement que le péronisme sera bien mort, et les bases politiques et organisationnelles jetées pour que la classe ouvrière argentine puisse enfin *se constituer en parti, et par là-même en classe,* et prendre la tête des masses nationales opprimées dans le combat pour abattre l'impérialisme et la bourgeoisie argentine.

Etienne LAURENT,
Catherine TAVERNIER.

10 septembre 1976.

L'idéalisme de Gramsci

par César CORTE

2e partie : Gramsci révise le marxisme

La révolution prolétarienne : révolution culturelle

Il y a continuité politique dans la pensée de Gramsci depuis 1916-1917 jusqu'aux derniers écrits des **Cahiers de prison**, en passant par le Congrès de Lyon et l'article de 1926 inachevé sur la question méridionale. La défaite du prolétariat européen, le recul de la révolution européenne viendront renforcer l'idéalisme de Gramsci et l'amèneront à une révision du marxisme sur les questions de stratégie et de tactique d'abord, sur les problèmes du matérialisme dialectique ensuite, à travers l'élaboration de la **« philosophie de la praxis »**.

Le fond de l'affaire, c'est que partant du constat du recul de la révolution mondiale, de ses échecs, et ce, comme nous l'avons vu, en relation avec la politique de l'Internationale communiste, Gramsci en vient à remettre en cause l'unité mondiale de la lutte des classes, la définition de la révolution russe comme premier maillon de la chaîne de la révolution prolétarienne mondiale et, « idéologisant » la Russie et la révolution d'Octobre, il en vient à proposer une stratégie pour l'Europe occidentale qui serait fondamentalement différente de ce qui s'est passé en Russie. Ainsi propose-t-il une « interprétation » de la révolution russe qui transforme celle-ci en phénomène particulier ayant vaincu à cause de conditions spécifiquement russes, etc.

Il y a, de ce point de vue, continuité entre l'affirmation de 1917 selon laquelle le peuple russe avait en pensée, et au travers de la pensée de Lénine, sauté les étapes et établi pour cela sa dictature, et l'analyse qu'il en fait plus tard, selon laquelle, en Russie, la révolution a réussi par une politique offensive — guerre de mouvement, écrit-il —, parce que, dans ce pays, les masses exploitées, le prolétariat, la paysannerie, se trouvaient en contact direct avec l'appareil répressif et coercitif de l'Etat, et qu'une fois détruit l'Etat, la société bourgeoise n'existait plus. La différence, expliquera-t-il, est énorme avec l'Occident. Là, la politique offensive a échoué, il faut y substituer une guerre de positions, défensive, car en Occident, entre les masses et l'appareil d'Etat, il y a toute l'idéologie bourgeoise qui masque les

rapports d'exploitation et donne cohésion à la société.

La destruction de l'Etat, dira-t-il, ne saurait rien résoudre, il faut auparavant occuper le terrain tranchée par tranchée, c'est-à-dire réaliser l'hégémonie intellectuelle de la classe ouvrière sur la société, condition de la victoire de la révolution. Et, à partir de là, nous retombons sur nos pieds : il faut élaborer la philosophie de la praxis, la culture prolétarienne, la diffuser dans la classe ouvrière et la paysannerie, ce qui, dès 1916, constituait la position de Gramsci.

En 1919, dans l'**Ordine Nuovo**, tirant les leçons de la révolution russe et tentant de les appliquer à la situation italienne, Gramsci soulève le problème de l'alliance de la paysannerie et du prolétariat.

> « Etant données les conditions réelles, objectives, de la société italienne, la révolution aura pour protagonistes les villes industrielles, avec leurs masses compactes d'ouvriers d'usine... Mais avec les seules forces des ouvriers d'usine, la révolution ne pourra pas s'établir solidement et partout : il faut nécessairement souder la ville à la campagne, susciter dans les campagnes des institutions de paysans pauvres sur lesquelles l'Etat socialiste puisse se fonder et se développer... »
>
> *Ordine Nuovo*, 2 août 1919.

Nous avons ici le pendant de la conception idéaliste des conseils d'usine dans la manière dont Gramsci aborde la question de l'Etat. Mais la vie elle-même, l'expérience des révolutions allemande et hongroise vont charger le flou des formules d'un contenu précis. Ainsi, en 1920, Gramsci constate :

> « En Allemagne et en Hongrie, le mouvement des ouvriers ne fut pas accompagné par un mouvement des couches paysannes pauvres : les villes insurgées restèrent seules, entourées par l'incompréhension et l'indifférence des campagnes ; la réaction cléricale et capitaliste s'appuya solidement sur les campagnes... »
>
> *Avanti !* 20 janvier 1920.

Ce qui l'amènera, en 1926, à dire que la tâche du prolétariat, c'est d'obtenir le « consensus », le consentement intellectuel des paysans. Il ne s'agit pas pour Gramsci de prouver l'existence du pudding en le mangeant, de réaliser l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes en combattant contre l'Etat bourgeois, en se mettant à la tête du combat réel des paysans pauvres, mais d'obtenir le consensus, de réaliser l'alliance intellectuelle ouvriers-paysans, donc de convaincre, par la diffusion de la « **philosophie marxiste** », la paysannerie du rôle dirigeant du prolétariat.

> « Le prolétariat peut devenir classe dirigeante et dominante dans la mesure où il réussit à créer un système d'alliance qui lui permette de mobiliser contre le capitalisme et l'Etat bourgeois la majorité de la population laborieuse, c'est-à-dire, en Italie et dans les rapports de classe réels existant en Italie, dans la mesure où il réussit à obtenir le consensus des larges masses paysannes. »
>
> *La Question méridionale*, 1926.

Il ne s'agit pas des revendications, des intérêts des paysans pauvres, il s'agit de l'idée. Cette attitude idéaliste va d'ailleurs de pair avec la position droitière, boukharinienne, que Gramsci adopte sur l'alliance ouvriers-paysans en 1926, le « **socialisme à pas de tortue** », les concessions aux koulaks. Reprenant ses positions sur la « **conscience communiste** » des années 1920, en 1932 Gramsci explique que le prolétariat doit atteindre « **la conscience que ses propres intérêts, dans leur développement actuel et futur, dépassent le cercle corporatif, le groupe purement économique, peuvent et doivent devenir les intérêts des autres groupes subordonnés** ».

Parce que Gramsci conçoit la révolution prolétarienne comme une révolution culturelle, non comme un acte pratique débarrassant le prolétariat de l'idéologie bourgeoise qui lui colle après, l'intérêt de classe, l'intérêt matériel qui concentre la révolution est toujours présenté par lui comme limité et borné. Il ne comprend pas que la défense de l'intérêt borné, c'est l'universel. C'est pourquoi il faut d'abord que le prolétariat fasse sa révolution culturelle, accède dans la société bourgeoise à la « **conscience communiste** » pour pouvoir réaliser son hégémonie sur les autres couches exploitées. Cette conscience politique du prolétariat qui doit

l'amener à dépasser le « **cercle corporatif** » l'amène tout naturellement à s'aligner sur les intérêts des koulaks et c'est au nom de la préservation de l'alliance avec la paysannerie qu'en 1926 Gramsci prendra position pour les thèses de Staline et Boukharine. Voilà bien précisément où menait le dépassement du « **mesquin intérêt économique corporatif** ».

La révolution russe... dépassée

Comment Gramsci pose-t-il, pour l'Italie, la question de l'alliance des ouvriers et des paysans ? Nous l'avons vu, il s'agit pour lui d'obtenir le « **consensus** » de la paysannerie. Mais peut-être s'agit-il d'un lapsus ? Examinons plus avant son article sur « **la question méridionale** ». Il y a, écrit-il, en Italie du Sud, un monstrueux bloc agraire « **constitué sur trois couches sociales : la grande masse paysanne, amorphe et désagrégée, les intellectuels de la petite et moyenne bourgeoisie rurale, les grands propriétaires terriens et les grands intellectuels** ».

Analysant les mouvements paysans, Gramsci constate que ceux-ci n'ont pas d'organisation indépendante et qu'ils finissent toujours par se ranger derrière l'appareil d'Etat, communes, provinces, Chambre des députés, à travers « **les compositions et décompositions des partis locaux dont le personnel est constitué d'intellectuels mais qui sont contrôlés par les grands propriétaires et leurs hommes de confiance...** ». Les paysans ne produisent pas une couche d'intellectuels « organiques » : ils restent soumis aux intellectuels de la petite bourgeoise citadine, qui, eux, diffusent l'idéologie bourgeoise, laquelle va infester la paysannerie et la soumettre à l'emprise du bloc dirigeant. C'est la soumission intellectuelle de la paysannerie à l'idéologie bourgeoise qui permet le maintien de ce bloc et empêche les mouvements de révolte spontanés de rejoindre le prolétariat.

Que, pour Gramsci, les intérêts de classe, qu'il s'agisse de la paysannerie pauvre ou des ouvriers agricoles, soient moins importants que l'idéologie, cela ne fait pas de doute à la lecture de son article. Bien qu'il ait analysé l'origine et la place dans le processus de production de ces petits et moyens intellectuels du Sud, bien qu'il ait montré que ces intellectuels sont des bourgeois ruraux qui défendent leurs intérêts de classe contre le paysan, Gramsci parle des « **intellectuels méridionaux radicaux** » qui seraient en contradiction avec les grands propriétaires fonciers. Au-delà de cette contradiction formelle qui affirme l'apparition d'une fissure dans le bloc agraire du Sud, fissure qui n'est pas entre les paysans pauvres, salariés agricoles et les grands propriétaires fonciers, mais entre les petits intellectuels et les grands propriétaires terriens, Gramsci affirme que ce bloc agraire du Sud est renforcé par un bloc intellectuel national. En effet, le monstrueux bloc agraire du Sud ne se maintient, selon lui, que parce que fonctionne au-dessus de lui un bloc intellectuel sous la direction des grands intellectuels comme Croce, qui a « **séparé les intellectuels méridionaux radicaux des masses paysannes, en les faisant participer à la culture nationale et européenne, et, à travers cette culture, les a fait absorber par la bourgeoisie nationale et aussi par le bloc agraire** ».

A partir de là, les tâches sont clairement définies : il faut désagréger le bloc intellectuel qui est l'armature du bloc agraire — ce ne sont donc pas les intérêts communs de classe qui constituent cette armature — comme condition de la création d'organisations indépendantes des masses des paysans pauvres. La tâche consistera donc à ce que « **dans la masse des intellectuels se détermine une rupture de caractère organique, historiquement caractérisée : que se forme comme formation de masse une tendance de gauche, au sens moderne du terme, c'est-à-dire orientée vers le prolétariat révolutionnaire** » (1926).

Ainsi, au fil de la plume, les intellectuels bourgeois qui vivent de la rente foncière, de l'exploitation de la paysannerie, peuvent-ils devenir en masse les alliés du prolétariat, non pas communistes, dit Gramsci, mais orientés vers le prolétariat révolutionnaire. C'est pour lui non seulement une possibilité, mais la condition sine qua non de l'alliance des ouvriers et des paysans. Il faut détacher les paysans de l'idéologie bourgeoise, en conquérant les intellectuels bourgeois exploiteurs à la philosophie de la praxis que Gramsci élaborera. Il est nécessaire que la classe ouvrière réalise avant la prise du pouvoir son hégémonie politique et culturelle, telle est la condition de la révolution victorieuse.

Dans cet article de 1926, en continuité avec la pensée idéaliste des années 1916-1920, se trouvent posés l'ensemble des thèmes que développera Gramsci en prison durant dix années.

Pour mieux comprendre la démarche qui amènera Gramsci à l'élaboration de ce qu'il appelle la **« philosophie de la praxis »** et qui n'est pas une simple astuce face à la censure fasciste pour signifier le marxisme, mais est, bel et bien, une tentative d'élaborer une « philosophie », une idéologie, une culture « prolétarienne », il est nécessaire de revenir au point de départ : l'analyse de la révolution russe.

Gramsci établit un parallèle entre les guerres modernes et la science politique. De la même manière que la guerre entre Etats modernes ne peut plus être une guerre de mouvement mais une guerre de positions, compte tenu de l'évolution des forces productives et des moyens de destruction mis en œuvre, parallèlement, dans le domaine politique, pour ce qui est des Etats des pays capitalistes avancés, la guerre de positions doit être substituée à la guerre de mouvement.

> « La même réduction doit être faite dans l'art et la science politiques, au moins en ce qui concerne les Etats les plus avancés, où la « société civile » est devenue une structure très complexe et résistante aux « irruptions » catastrophiques de l'élément économique immédiat (crises, dépressions, etc.) : les superstructures de la société civile sont comme le système des tranchées dans la guerre moderne. »

En matière politique, la dernière expérience, l'expérience finale a été réalisée par la révolution russe. Mais maintenant, cela est dépassé et ne peut avoir quelque valeur que dans les sociétés « orientales ». Et Gramsci de proposer, contre la théorie marxiste, contre l'unité mondiale de la lutte des classes, son « explication » de la révolution russe. Reprenant la distinction de Hegel entre société politique et société civile, identifiant par ailleurs société civile et idéologie — ce qu'Althusser appellera les appareils idéologiques d'Etat —, Gramsci écrit :

> « En Orient, l'Etat étant tout, la société civile [*c'est-à-dire l'idéologie et les appareils idéologiques bourgeois NDLR*] était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre Etat [*comme institution coercitive — armée — police*] et société civile, il y avait un juste rapport et dans un Etat branlant on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'Etat n'était qu'une tranchée avancée, derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et casemates ; plus ou moins d'un Etat à l'autre s'entend, mais c'est justement ce qui demandait une attentive reconnaissance de caractère national. »
>
> *Notes sur Machiavel, sur la politique*, 1931-32.

Gramsci, bien que schématisant singulièrement les choses, part ici d'une juste constatation. Il est clair qu'en Russie les rapports de production, la société bourgeoise étaient bien moins développés, bien moins solides qu'ils ne l'étaient dans les pays capitalistes avancés, qu'il s'agisse de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, des USA. C'est d'ailleurs pourquoi Lénine et Trotsky, à de multiples reprises, ont expliqué : chez nous il a été plus facile de faire la révolution prolétarienne, mais précisément ce qui a facilité la prise du pouvoir va devenir un obstacle pour la société de transition, car il nous faut régler des problèmes qu'avaient réglés les pays capitalistes avancés. Dans ceux-ci, expliquent-ils, ce sera plus dur, la résistance, la force de la société bourgeoise, les rapports de production bourgeois étant bien plus développés.

Mais, pour Lénine comme pour Trotsky, il s'agit d'une même chaîne, la chaîne de l'impérialisme mondial dont la Russie était le maillon le plus faible. C'est toute la démarche des Thèses d'avril, singulièrement la première thèse. La conclusion qu'en tire Lénine est qu'il faut construire le parti mondial de la révolution. Gramsci, partant d'une constatation juste, l'isole, en fait un absolu et à partir de là développe un schéma arbitraire qui en vient à nier l'essentiel : l'unité de l'impérialisme, l'unité de la lutte des classes mondiale.

Que les rapports de production en Orient aient été moins développés, cela renvoyait à une question : celle du parti révolutionnaire, de sa politique. Gramsci, quant à lui, nous présente un schéma abstrait. En Russie, l'Etat était tout, pure

dictature, et la « société civile », l'idéologie bourgeoise, rien. C'est pourquoi la révolution a été facile. Remarquons tout d'abord qu'on pourrait retourner contre Gramsci ses propres remarques : le sabre ne saurait être séparé du goupillon y compris en Russie. Mais, à la base du sabre et du goupillon, il y a ce dont ne s'occupe pas Gramsci : les rapports de production, et il ne voit précisément pas le stade de développement atteint par le capitalisme ; il ne voit pas que la révolution russe est l'expression d'un processus mondial et ne peut s'expliquer que par le fait que la Russie faisait partie de ce système, lequel avait atteint le stade de la putréfaction impérialiste.

Alors que le problème auquel se trouve confronté Gramsci est très réel — résistance plus acharnée de la vieille société à cause de l'histoire même du développement des rapports de production —, que la question du parti mondial de la révolution est la question déterminante, et que dans les pays capitalistes avancés cette question concentre tous les problèmes, la méthode qu'il emploie, qui découpe le monde en blocs arbitraires, brise l'unité mondiale, l'amène à inventer des schémas abstraits, des recettes tournant le dos aux tâches du parti. Ainsi aboutira-t-il à faire de l'idéologie le concentré de la question de l'Etat, en dehors des rapports de production. Pourquoi la révolution italienne, la révolution allemande n'ont-elles pas vaincu ? Par l'absence d'un parti d'une part, par la faute de l'Internationale communiste de l'autre, mais, dans l'un et l'autre cas, à cause de la trahison de la social-démocratie. Donc, nous arrivons bien au plan des superstructures, mais à l'inverse de Gramsci cela nous renvoie à ce qui fonde la stratégie des partis : le stade atteint par le capitalisme, et le fait qu'il ne puisse plus développer les forces productives, donc à l'élaboration d'un programme transitoire.

La destruction de l'Etat bourgeois et « l'idéologie »

Pour Gramsci, la théorie de la révolution permanente élaborée par Trotsky est une généralisation abusive des conditions spécifiquement russes. C'est une généralisation de la guerre de mouvement, de l'offensive, valable pour la Russie, encore qu'il s'agisse d'un hasard, mais non pas pour les sociétés occidentales. Ainsi, écrit-il :

> « Il faut voir si la fameuse théorie de Bronstein sur la « permanence » du mouvement n'est pas le reflet politique de la théorie de la guerre de mouvement... et, en dernière analyse, le reflet des conditions générales, économiques, culturelles, sociales d'un pays où les cadres de la vie nationale [*les institutions privées de la domination de classe — l'idéologie bourgeoise et sa diffusion par l'école — les mass media — etc.*] sont embryonnaires et relâchés et ne peuvent devenir tranchées ou forteresses. »

Ces pauvretés théoriques qui font de l'Orient la terre privilégiée de la révolution, de la victoire de l'Octobre russe le produit de conditions très particulières sont reprises à plusieurs endroits dans les écrits de Gramsci. Selon lui, la théorie de la révolution permanente, « **point d'équilibre de deux principes méthodologiques** » — c'est-à-dire d'une part le fait qu'une société ne disparaît jamais avant d'avoir épuisé l'ensemble de ses possibilités et d'autre part le fait que l'humanité ne se pose jamais que des problèmes dont les prémices de solution se trouvent réunis en son sein — était valable en 1848, mais depuis, la militarisation de l'Etat, les guerres coloniales, etc., rendaient ce point de vue caduc. Pour lui, en 1848, n'existaient pas les grands appareils idéologiques d'Etat, les partis, etc., la société civile — et pour Gramsci il s'agit de l'idéologie bourgeoise — était faible..., qui plus est, l'appareil d'Etat lui-même était faible.

> « Concept politique de ce qu'on appelle la « révolution permanente », qui est né avant 1848 en tant qu'expression spécifiquement élaborée des expériences jacobines de 1789 à Thermidor. [*Contrairement à ce que dit Gramsci, c'est la révolution de 1848 elle-même qui fournira le matériau à l'élaboration de la révolution en permanence, Marx et Engels étant auparavant pour une action et même un parti communs, NDLR.*]

« La formule appartient en propre à une période historique où n'existaient pas encore les grands partis politiques de masse ni les grands syndicats économiques, et où la société était encore sous bien des aspects à l'état de fluidité : caractère plus arriéré de la campagne, très faible proportion de villes où s'exerce de façon à peu près absolue le monopole ou la direction effective politique d'Etat (ou franchement une seule : Paris pour la France) ; appareil d'Etat relativement peu développé et plus grande autonomie de la société civile par rapport à l'activité de l'Etat ; système déterminé des forces militaires et de l'armement national ; plus grande autonomie des économies nationales à l'égard des rapports économiques et du marché mondial, etc. » *Notes sur Machiavel.*

A lire de telles phrases sous la plume du « grand marxiste », on reste quelque peu interloqué. De la même manière que Gramsci reprochera à Trotsky une position qui est celle de Staline à propos de la stabilisation de l'Europe après le reflux de la révolution, ici nous voyons l'exposé de l'inverse même des fondements de la révolution permanente. L'apparition du prolétariat comme classe, avec ses intérêts propres, interdit à la bourgeoisie des pays arriérés de mener à bien les tâches démocratiques. En 1848, c'est justement, à l'inverse de ce que dit Gramsci, plus encore la peur du prolétariat européen que la peur de leur propre prolétariat qui interdit aux bourgeois allemands de faire la révolution. La théorie de la révolution permanente n'est donc que la traduction de ce renforcement objectif du prolétariat mondial et européen qui monte à l'assaut de l'ordre bourgeois, la traduction de l'unité de la lutte des classes mondiale, qui interdit à la bourgeoisie des pays arriérés de mener à bien, sous sa direction politique, ses propres tâches, comme par exemple en Allemagne où elle capitulera devant les junkers et les hobereaux prussiens.

Durant la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, la bourgeoisie en Allemagne, en Italie, bien qu'elle capitule politiquement devant les junkers, la monarchie, les propriétaires fonciers, réalise ses tâches aux « plans industriel et commercial ». L'abolition du mode de production féodal amènera les gouvernements bonapartistes-monarchiques à introduire des réformes lentes, des réformes bourgeoises concédées à la bourgeoisie (réforme des poids et mesures, etc.). Parce qu'à l'époque le capitalisme développe les forces productives, nous voyons des réformes démocratiques bourgeoises se réaliser dans le cadre des régimes bonapartistes-monarchiques. Cela tient tant au développement des forces productives qu'au combat du prolétariat qui, dans cette période, arrache droits et garanties. C'est pourquoi la théorie de la révolution permanente passera au second plan et ne retrouvera toute sa dimension qu'avec la transformation du capitalisme en impérialisme, quand la bourgeoisie atteint ses limites, qu'elle n'est plus capable de développer les forces productives.

La théorie de la révolution permanente, élaborée après la révolution de 1848, annonce les lignes générales d'un développement qui ne se réalisera que plus tard. Elle était l'expression de la combinaison des dernières révolutions bourgeoises et de la première vague de la révolution prolétarienne en Europe. Marx et Engels s'étaient trompés sur les délais, l'ère qui s'ouvrait n'était pas celle de la révolution prolétarienne, mais une époque de développement du capitalisme qui allait permettre au prolétariat d'arracher droits et conquêtes, de se constituer en classe en construisant ses organisations.

En réduisant la théorie de la révolution permanente à une recette dans une société où l'appareil coercitif de l'Etat est faible (administration, armée, police) et d'autre part n'est pas en correspondance avec la société civile (appareils idéologiques, qui, eux, sont autonomes et représenteraient alors autre chose que l'idéologie bourgeoise), Gramsci ne comprend pas le fond de la question. Et les conclusions qu'il en tire sont strictement inverses de la théorie marxiste. Si, après 1848, la bourgeoisie allemande a pu, y compris dans les cadres de l'Empire, accomplir un certain nombre de tâches relevant de la révolution bourgeoise, c'est parce que le capitalisme n'avait pas atteint son stade impérialiste. Loin de l'infirmer, cela ne fait que confirmer la théorie de la révolution permanente, de la révolution comme révolution mondiale qui trouvera son support dans l'œuvre de

Lénine et, à partir de là (ou plutôt à partir du commencement de la révolution mondiale), aura les matériaux de son plein développement.

Avant tous nos révisionnistes, Gramsci découpe le monde en zones, et, s'il concède que la révolution permanente a trouvé son application en Russie, elle ne saurait s'appliquer ailleurs. A partir de ses petits schémas sur les tranchées, la guerre défensive opposée à la guerre offensive d'une manière abstraite, il va bâtir un édifice idéologique pour justifier le « socialisme dans un seul pays ».

Poursuivant son raisonnement, il écrit :

> « Dans la période qui suit 1870, tous ces éléments changent. Avec l'expansion coloniale européenne, les rapports d'organisation de l'Etat sur le plan intérieur et international deviennent plus complexes et plus massifs, et la formule de 1848 de la « révolution permanente » est soumise à élaboration et trouve dans la science politique son dépassement dans la formule d'« hégémonie civile. »

Ainsi, la leçon que tire Gramsci de la Commune de Paris, c'est que la destruction de l'Etat doit être précédée, comme condition de la victoire, par la conquête de l'hégémonie civile, entendons par là la révolution culturelle, la conquête du peuple à une nouvelle conception du monde, à la « philosophie marxiste » ! Il poursuit :

> « Il se passe dans l'art politique ce qui se passe dans l'art militaire : la guerre de mouvement devient toujours davantage guerre de positions, et on peut dire qu'un Etat gagne une guerre dans la mesure où il la prépare dans tous ses détails et dans tous ses aspects techniques en temps de paix. La structure massive des démocraties modernes, considérée soit comme organisation d'Etat, soit ensemble d'associations opérant dans la vie civile [*les appareils idéologiques privés ou d'Etat*] constitue, dans le domaine de l'art politique, les « tranchées » et les fortifications permanentes du front dans la guerre de positions : elle fait quelque chose de seulement « partiel » du mouvement qui, auparavant, était toute la guerre. »
>
> *Notes sur Machiavel*, 1932-1933.

Autrement dit, la destruction de l'Etat bourgeois est quelque chose de subordonné au développement de l'idéologie marxiste, à la destruction des tranchées idéologiques de la bourgeoisie qui doit s'opérer de l'intérieur de la société bourgeoise par la réalisation de l'hégémonie politique et culturelle du prolétariat avant la révolution. La révolution ne peut être que la conséquence de la conquête de l'hégémonie culturelle par le prolétariat, entraînant derrière lui par la diffusion de sa vision du monde les autres couches exploitées. Au moins Gramsci estime-t-il à cette époque que c'est là la stratégie des pays occidentaux, car dans les pays arriérés la stratégie de la révolution permanente peut avoir quelque valeur.

> « Le problème se pose pour les Etats modernes, non pour les pays arriérés ou les colonies, où sont encore en vigueur les formes qui, ailleurs, ont été dépassées et sont devenues anachroniques. »
>
> *Notes sur Machiavel*, 1932-1933.

Contre la théorie de la révolution permanente, Gramsci, propagandiste du « socialisme dans un seul pays »

D'ailleurs, l'alignement de Gramsci sur la fraction dirigée par Staline est tel que, même pour les pays arriérés, il pense que la théorie de la révolution permanente n'a pas de valeur, qu'il s'agit d'un faux internationalisme, d'un cosmopolitisme — et nous retrouvons là la voix de son maître — à l'opposé du léninisme.

> « ... On pourrait dire que Bronstein, qui apparaît comme un « occidentaliste », était au contraire un cosmopolite, c'est-à-dire superficiellement national et superficiellement occidentaliste ou européen. Illitch, au contraire, était profondément national et profondément européen.

« Bronstein, dans ses souvenirs, rappelle qu'il lui fut dit que sa théorie s'était avérée bonne après quinze ans, et il répond à l'épigramme par un autre épigramme. En réalité, sa théorie en tant que telle n'était pas bonne, ni quinze ans avant ni quinze ans après : comme il arrive aux obstinés dont parle Guichardin, il devina en gros, c'est-à-dire qu'il eut raison dans la prévision pratique la plus générale ; cela revient à prédire à une enfant de quatre ans qu'elle deviendra mère, et quand elle a vingt ans, on dit : « je l'avais deviné », en ne se souvenant toutefois pas que lorsqu'elle avait quatre ans, on voulait violer l'enfant avec la conviction qu'elle deviendrait mère. »

Notes sur Machiavel, 1931-1932.

Alors qu'en 1905 Trotsky fait une analyse des forces internes de la révolution et s'efforce d'en prévoir les progrès d'ensemble, Gramsci se situe, lui, du point de vue des délais. Alors que Trotsky fait remarquer que l'échec de la révolution ferma toutes les perspectives, et pas seulement celles qu'il avait indiquées sur la révolution permanente, Gramsci fait endosser à Trotsky l'échec même de la révolution de 1905.

La révolution de 1905 ne pouvait triompher que comme révolution prolétarienne, comme le confirme la révolution d'Octobre. Son échec ne saurait, contrairement à ce que dit Gramsci, remettre en cause l'analyse des forces en action. De ce point de vue, la mauvaise foi de Gramsci ou sa myopie politique sont patentes, lorsqu'il établit un parallèle entre l'économisme aux environs de 1905 et la théorie de la révolution permanente à laquelle il oppose, encore en 1932, le concept de « dictature démocratique révolutionnaire ». Ainsi, pour Gramsci, Lénine combattait-il, en 1917, la théorie de la révolution permanente au nom de la dictature démocratique révolutionnaire, et Trotsky, qui aurait prétendument sous-estimé les illusions constitutionnelles des masses, auquel il oppose la propagande idéologique pour les soviets, le concept d'hégémonie, comme s'il ne s'agissait pas d'une question pratique.

« La lutte — écrit-il — peut et doit être menée en développant le concept d'hégémonie, de la même façon qu'elle a été menée pratiquement dans le développement de la théorie du parti politique et dans le développement pratique de la vie de partis politiques déterminés (la lutte contre la théorie de la révolution dite permanente, à laquelle on opposait le concept de dictature démocratique révolutionnaire, l'importance du soutien accordé aux idéologies constitutionnelles, etc.).»

Notes sur Machiavel, 1932-1933.

Que nous le sachions, jamais Trotsky ne s'est opposé à la propagande sur la question de la Constituante comme démarche tactique et les preuves ne manquent pas du ralliement de Lénine à la théorie de la révolution permanente dans les Thèses d'avril. Ainsi, dans la discussion des Thèses d'avril, disait-il à l'adresse des vieux-bolcheviks :

« Celui qui ne parle que de « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » retarde sur la vie, est en fait passé du côté de la petite bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne ; il doit être relégué aux archives des raretés « bolcheviques » d'avant la révolution. »

Dans *L'I.C. après Lénine*, T. 2, p. 321.

D'ailleurs, cela, Gramsci l'avait lui-même reconnu dans un texte du début 1924. A l'époque il écrivait :

« En 1905 déjà, il était évident que Trotsky pensait qu'en Russie une révolution socialiste et ouvrière pouvait se produire, alors que les bolcheviks entendaient seulement établir une dictature politique du prolétariat allié aux paysans, dictature servant de cadre au développement du capitalisme, dont la structure économique ne devait pas être modifiée. Il est également reconnu qu'en novembre 1917, Lénine et la majorité du parti étaient revenus à la conception de Trotsky et entendaient transformer non seulement le pouvoir politique mais encore le pouvoir industriel. »

Lettre du 9 février 1924.

Malgré cela, contre Trotsky, et c'est là son mérite historique pour les staliniens d'hier et d'aujourd'hui, Gramsci se fait le

propagandiste du « socialisme dans un seul pays », reprenant les élucubrations staliniennes sur les particularités nationales, verrues sur la figure d'un capitalisme abstrait que définissait Staline dès 1927 et qu'il reprenait en 1929.

Gramsci, se faisant le théoricien de la défaite et du recul, plaide pour l'alignement sur les conditions nationales — concessions aux koulaks — « **avant que se forment les conditions d'une économie planifiée à l'échelle mondiale** ». Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Que les conditions d'une économie planifiée ne sont pas réalisées en Europe ? C'est absurde, à moins d'entendre par là que le prolétariat n'a pas le pouvoir, que la révolution n'a pas vaincu. Mais précisément, cela ne peut être que l'axe de la politique de l'Etat ouvrier : réaliser ces conditions. Au lieu de cela, à l'image de Staline et Boukharine, Gramsci propose de s'aligner sur les forces nationales, en clair sur le recul de la révolution mondiale, et, en attendant, de gérer l'« Etat ouvrier » :

> « Une classe de caractère international, dans la mesure où elle guide des couches sociales étroitement nationales (intellectuels), et même souvent moins encore que nationales, particularistes et municipalistes (les paysans), doit se « nationaliser », en un certain sens, et ce sens n'est d'ailleurs pas très étroit, car, avant que se forment les conditions d'une économie planifiée à l'échelle mondiale, il est nécessaire de traverser des phases multiples où les combinaisons régionales (de groupes, de nations) peuvent être variées. D'autre part, il ne faut jamais oublier que le développement historique suit les lois de la nécessité tant que l'initiative n'est pas nettement passée du côté des forces qui tendent à construire suivant un plan de division du travail fondé sur la paix et la solidarité. »
>
> *Notes sur Machiavel*, 1932-1933.

Gramsci ne fait là que théoriser la politique de Staline-Boukharine, les concessions aux koulaks, le prix qu'il faut payer pour s'appuyer sur ces forces bourgeoises. Mieux, il va, à la suite des staliniens, accuser Trotsky de césarisme, de bonapartisme. La théorie de la révolution permanente conduirait à un « napoléonisme ».

> « La seconde phase est peut-être la pire, car on attend une forme de « napoléonisme » anachronique et anti-national (en effet, toutes les phases historiques ne se répètent pas dans la même forme). »
>
> *Notes sur Machiavel*, 1932-1933.

Encore une fois la « révolution culturelle »

Ce qui ne l'empêche nullement, au nom de la guerre de positions, de justifier la dictature du parti sur la classe, le pouvoir de la bureaucratie contre les masses. Ainsi, il écrit dans un article intitulé « **Passage de la guerre de mouvement (et par attaque frontale) à la guerre de positions dans le domaine politique** » :

> « Cela me semble le problème de théorie politique le plus important qu'ait posé la période d'après-guerre, et le plus difficile à résoudre de façon juste. Il est lié aux problèmes soulevés par Bronstein qui, d'une façon ou d'une autre, peut être considéré comme le théoricien de l'attaque frontale à un moment où elle ne peut qu'entraîner la défaite. »
>
> *Passé et Présent*, 1930-1932.

Il est assez pénible de lire de tels propos de la part d'un homme ayant participé au IV^e^ Congrès de l'I.C. et sachant pertinemment le rôle joué par Trotsky dans l'élaboration de la stratégie du Front unique ouvrier. Mais, pour Gramsci, les interventions de Trotsky sur cette question n'étaient qu'un faux-semblant. En fait, ce que nous livre en catimini Gramsci, c'est qu'il ne s'agit pas, en 1923, d'un recul momentané de la révolution, mais d'un recul profond nécessitant une révision complète du marxisme, qu'il entreprendra d'ailleurs en prison.

Ayant catalogué Trotsky comme le théoricien de l'offensive, ayant affirmé d'autre part qu'aujourd'hui la révolution se posait en termes défensifs, Gramsci va entreprendre la défense de Staline et justifier, parce qu'il se situe sur le terrain

du « socialisme dans un seul pays », l'offensive contre les opposants pour préserver le régime d'une désagrégation interne.

Il faut dire à sa décharge qu'à ce moment-là Gramsci est coupé de l'I.C. et même du parti italien, qui le boycotte depuis sa prise de position en faveur de l'Assemblée constituante, et qu'il ne connait pas précisément la situation en URSS. Mais, en tout état de cause, ses réminiscences sur la lutte à propos de la question de l'interdiction des fractions viennent à point pour les staliniens d'hier et d'aujourd'hui, et ce, en dépit de sa condamnation des méthodes bureaucratiques de Staline et Togliatti dans sa célèbre lettre de 1926. En effet, il écrit :

> « La guerre de positions [*la « stratégie » de la fraction stalinienne NDLR*] demande d'énormes sacrifices à des masses immenses de population ; pour cette raison, une concentration inouïe de l'hégémonie est nécessaire, et par conséquent une forme de gouvernement plus « interventionniste » qui prenne plus ouvertement l'offensive contre les opposants et organise en permanence l'« impossibilité » d'une désagrégation interne : contrôle en tous genres, politiques, administratifs, etc., renforcement des « positions » hégémoniques du groupe dominant, etc. »
>
> *Passé et Présent*, 1930-1932.

Le fond du problème, c'est pour Gramsci que la révolution s'est réalisée en Russie parce qu'étaient là réunies des conditions favorables : guerre impérialiste dans un pays arriéré où l'Etat était « suspendu » en l'air. Ce bref laps de temps a permis à Lénine de prendre le pouvoir. Mais ce, dans un environnement capitaliste isolant la Russie soviétique, et par là nécessitant de passer à une stratégie « défensive », c'est-à-dire en clair à la construction du « socialisme dans un seul pays ». Voilà ce qui légitime l'offensive contre les opposants présentés comme des partisans de l'offensive à tout prix, n'ayant rien compris à ce qui s'était passé en Europe dans les années 20.

Déjà, en 1924, reprenant ses articles de 1917, Gramsci introduisait une différence fondamentale entre la Russie et l'Europe occidentale :

> « La détermination, qui était directe en Russie et lançait les masses sur la voie de l'assaut révolutionnaire, se complique en Europe occidentale et centrale de toutes ces superstructures politiques créées par le développement plus important du capitalisme, elle rend l'action des masses plus lente et plus prudente, et exige du parti révolutionnaire toute une stratégie et une tactique bien plus complexes et de beaucoup plus longue durée que celles qui ont été nécessaires aux bolcheviks dans la période de mars à décembre 1917. »
>
> Lettre du 19 février 1924.

Nous voyons déjà dans ce texte combien est schématique l'appréciation de Gramsci qui ne part pas d'une appréciation globale de l'ère ouverte en 1917 et à l'intérieur d'une appréciation de chacune des périodes. Trotsky définissait cette période comme celle des tournants brusques. Ces tournants prenant à contrepied la direction de l'I.C., on a vu en Allemagne, sous la direction de Zinoviev, se succéder une politique d'offensive gauchiste à tout crin au moment du reflux de la révolution, puis une politique passive quand, en 1923, il s'agissait de préparer l'insurrection. Le jugement de Gramsci sur la complexité, encore qu'il soit entaché d'une méconnaissance de la tactique suivie dans la révolution russe où, entre février et octobre, se sont succédé des périodes d'offensive et de défensive, ne résout rien. Le fond de l'affaire, c'est que Gramsci pense qu'en 1923 la révolution n'était plus à l'ordre du jour. Peu à peu, parce qu'il ne part jamais d'une analyse mondiale de la situation, ce qu'en 1924 Gramsci présentait comme plus difficile, plus complexe, va se transformer en autre chose.

A la lutte des classes réelle, à son analyse, il va substituer le jeu de catégories abstraites, de concepts univoques, « guerre de positions », « guerre de mouvement », abusivement identifiés à une politique offensive, d'une part, au Front unique de l'autre, aboutissant en définitive à faire la démonstration qu'en Europe occidentale la révolution n'est pas possible sans auparavant révolutionner les âmes, faire la révolution culturelle. C'est dans le même mouvement que Gramsci a élaboré plus avant son idéoiogie de l'Etat qui, sous prétexte d'approfondir Marx et Lénine, va constituer une véritable révision de la théorie.

On a trop souvent eu, dit Gramsci, une conception étroite de l'Etat, réduit à l'appareil de coercition, de dictature de la classe dominante. C'est une erreur, dit-il, la notion large d'Etat comprend non seulement l'appareil gouvernemental, ce qu'il nomme la société politique, mais encore des institutions privées de domination de classe (syndicats patronaux, sociétés capitalistes, états-majors, etc.), ce qu'il nomme la « société civile » et qu'il va identifier aux appareils idéologiques et à l'idéologie bourgeoise elle-même.

> « Par « Etat » il faut entendre, non seulement l'appareil gouvernemental, mais aussi l'appareil « privé » d'hégémonie ou société civile. »
> *Notes sur Machiavel*, 1935.

A cette distinction entre société politique et société civile va correspondre un double rôle de l'Etat au sens large : d'une part la fonction de coercition, de dictature, prise en charge par l'appareil d'Etat lui-même, violence organisée, d'autre part le consentement qui sera assuré par des institutions privées, par la société civile. Cette double fonction se retrouve dans la distinction qu'introduit Gramsci entre dictature, coercition et hégémonie politique comme organisation du consensus social.

Ainsi, nous avons une société avec une organisation de la production, des classes sociales, qui correspond à l'infrastructure, et une superstructure composée de deux éléments : l'appareil coercitif de l'Etat et l'appareil privé idéologique. L'appareil privé idéologique a pour fonction d'assurer la liaison entre l'appareil d'Etat coercitif et l'infrastructure. Ce que sous-tend toute cette conception, c'est que, pour Gramsci, la classe bourgeoise ne parvient à exercer sa domination que parce que la classe ouvrière le veut bien, qu'elle l'accepte, en particulier en acceptant l'idéologie bourgeoise. Le point de départ de sa réflexion est celui-ci : l'Etat n'est pas l'expression pratique de la domination de classe comme nécessité historique à un stade donné du développement des forces productives. Il est violence, d'une part, et d'autre part « consensus », la conformisation de l'ensemble de la société aux valeurs éthiques, morales, de la classe dominante, cela, en dehors du développement réel de l'infrastructure.

L'Etat — dictature de classe — comprend comme fondement la société civile, l'organisation de la diffusion de l'idéologie bourgeoise : école, mass media, radio, maisons d'édition, qui visent à universaliser l'idéologie de la classe dominante et à la diffuser à tout le corps social. Par là, la bourgeoisie obtient le consensus à sa domination, établit sa direction intellectuelle et morale, tranchées de la société bourgeoise.

Rapports de production, le sabre et le goupillon

Tout le raisonnement de Gramsci a pour point de départ la juste constatation que les sociétés de classe ne reposent pas sur la seule violence, la seule coercition. En ce sens, on peut dire que la société de classe, dans le même moment où elle produit l'Etat — instrument de la dictature, bras armé de la classe économiquement dominante —, produit l'idéologie. Engels fait d'ailleurs remarquer que la première puissance idéologique, c'est l'Etat lui-même, qui, à son tour, engendre d'autres idéologies : droit, religion, philosophie. Toute domination de classe allie le sabre au goupillon. Il n'y a pas de violence sans curés et idéologues qui ont précisément pour fonction d'occulter la nature, le rôle et l'origine de l'Etat présenté comme le représentant de toute la société, qui ont pour mission de faire accepter y compris en la niant sur un plan symbolique l'oppression de classe telle qu'elle se présente. Mais l'Etat, les curés et autres idéologues sont eux-mêmes historiquement les produits nécessaires de la société, et trouvent dans l'organisation de la production, dans l'infrastructure, leur stabilité. Les idéologies ne peuvent jouer leur rôle et l'idée se présenter comme l'incarnation de l'intérêt général (voulu par Dieu ou réalisé comme produit du développement de l'idée) que pour autant que les rapports de production permettent le développement des forces productives. Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé les forces productives qu'elle était susceptible de développer. Avec le prolétariat apparaît, comme produit de son activité pratique, de sa négation pratique de la société bourgeoise en tant que force productive, le marxisme qui n'est pas une idéologie, mais est théorie scien-

tifique du prolétariat, expression consciente du mouvement inconscient du prolétariat par lequel celui-ci réalise dans la pratique et par la pratique son émancipation.

Si l'idéologie peut jouer un rôle, et elle en joue un très important assurément, ce n'est pas en dehors de la capacité de la société elle-même à assurer le développement des forces productives. C'est la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production qui fonde la révolution. Dans le régime capitaliste, cette contradiction prend la forme du prolétariat lui-même, force productive essentielle, qui pour assurer sa survie est amené à combattre la bourgeoisie et son Etat, à briser les rapports de production bourgeois. C'est du fait qu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne veut plus vivre comme avant, que naît la crise révolutionnaire. Surmontant sa situation de simple individu aliéné, le prolétariat, par sa solidarité de classe, se pose comme classe contre la bourgeoisie, son Etat, dans un acte pratique. Le combat du parti révolutionnaire contre l'idéologie bourgeoise n'est pas un combat entre idéologies. L'émancipation du prolétariat est un mouvement pratique qui a pour fondement, non un modèle quelconque de société mais sa situation matérielle dans la société bourgeoise, débarrassant, parce que mouvement pratique transformant la société, le prolétariat de l'idéologie bourgeoise.

Gramsci, partant de la constatation juste que coercition et idéologie vont de pair, partant du constat qu'une société n'a de stabilité que pour autant que l'idéologie parvient à assurer sa fonction, s'en arrête là dans l'analyse et transforme l'Etat et l'idéologie en abstractions a-historiques, en dehors de l'organisation de la production et du processus productif, en dehors de l'infrastructure. A partir de là, prenant un aspect de la question — il faut qu'en bas on ne veuille plus vivre comme avant —, il en fait un absolu, le transforme en idéologie, et propose une solution sur le terrain de l'idéologie : convertir le prolétariat à la « philosophie de la praxis », ce qui aurait pour effet de faire apparaître l'appareil répressif gouvernemental dans sa nudité, pour ce qu'il est : appareil répressif coercitif au service d'une classe sociale, enlevant ainsi à l'Etat son point d'appui essentiel.

Il faut remarquer que la crise révolutionnaire ne naît pas seulement du fait qu'en bas on ne veuille plus, mais aussi du fait qu'en haut on ne puisse plus gouverner comme avant. Et on ne peut plus parce que le mode de production a épuisé ses possibilités et est en crise. En posant l'idéologie, en posant l'Etat lui-même en dehors de l'infrastructure, Gramsci sombre dans l'idéologie. Les concepts semblent avoir une existence indépendante. Contrairement à ce que dit Gramsci, il faut affirmer que la stabilité d'une société de classe n'est pas dans l'idéologie, contrairement aux petits schémas qu'il nous offre en pratiquant le jeu combinatoire des concepts de « coercition » et d'« hégémonie ». Le fondement de la stabilité est dans l'infrastructure qui explique et l'Etat et les idéologies et la coercition et le consentement.

Tout le raisonnement de Gramsci trouve son fondement dans une interprétation fausse de la révolution française qui réalisa non pas l'« hégémonie idéologique », mais l'alliance de la paysannerie et de la bourgeoisie sur la base de la réforme agraire et de la liquidation des biens féodaux. C'est parce qu'en Italie les réformes bourgeoises se sont réalisées dans le cadre de la monarchie, parce qu'apparemment elles apparaissaient comme produit de l'idée, qu'elles semblent être le point de départ de la révolution.

Le mouvement d'émancipation du prolétariat, mouvement pratique ou mouvement idéologique ?

Gramsci reprend la célèbre affirmation de Marx selon laquelle les idées dominantes d'une époque sont celles de la classe dominante, mais il en tire une conclusion radicalement différente de celle de Marx qui, contrairement au « culturalisme » de Gramsci, affirme avec Engels dans **l'Idéologie allemande :**

> « Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener la chose elle-même à bien ; or, une telle transformation

ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »

K. Marx - F. Engels — *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1953, p. 65.

Pour Gramsci, au contraire, dans la société bourgeoise, il va s'agir de réaliser l'hégémonie politique, culturelle, morale de la classe ouvrière, par sa propre prise de conscience de soi, dans l'élaboration par les intellectuels du parti de l'idéologie prolétarienne, et sa diffusion parmi le prolétariat et ses alliés. Ainsi seront sapées les institutions idéologiques de la bourgeoisie, ainsi tomberont les tranchées qui permettront, lorsque cette hégémonie culturelle sera réalisée, lorsque ainsi sera fondé le nouveau bloc historique, de s'attaquer à l'appareil d'Etat lui-même. Pour Gramsci, ce ne sont pas les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière qui sont le moteur de la révolution, mais le rejet de l'idéologie bourgeoise.

Alors que Lénine dit que se crée une situation révolutionnaire quand « en haut » on ne peut plus gouverner comme avant et « qu'en bas » on ne veut plus, la preuve de cette « volonté » étant dans l'activité indépendante croissante des masses contre l'Etat bourgeois, Gramsci, lui, inversant la proposition, dit : si la bourgeoisie assure sa domination, c'est parce que la classe ouvrière, qui pourtant dispose dans le matérialisme dialectique de l'instrument scientifique de sa libération, veut, accepte cette domination par l'intermédiaire de l'acceptation de la Weltanschaung (conception du monde) bourgeoise.

Extrapolant la phrase de Marx selon laquelle les hommes prennent conscience des conflits de classe sur le terrain des idéologies, Gramsci, identifiant bourgeoisie et prolétariat, pose la question :

« La philosophie de la praxis soutient que les hommes acquièrent la conscience de leur situation sociale sur le terrain des idéologies ; a-t-elle par hasard exclu le peuple de cette manière de prendre conscience de soi ? »

A travers cette question, c'est toute la question du matérialisme qui est posée. Marx dit que le conflit de classe trouve sa traduction dans l'idéologie qui le reflète. Il ne dit pas que la prise de conscience de ce conflit se fait à **partir** de l'idéologie comme moteur. A l'inverse, il dit que la traduction de ce conflit aboutit dans les idées que se font les hommes. L'idéologie n'est pas le moteur de la prise de conscience du conflit de classe, y compris pour la bourgeoisie, contrairement à ce qu'affirme Gramsci. Non que les idées n'aient pas d'importance, au contraire, mais elles ne viennent que comme reflet du conflit politique matériel préexistant.

Qui plus est, la conscience de classe du prolétariat n'est pas une idéologie, il n'y a pas, contrairement à ce que sous-entend constamment Gramsci, identité entre le prolétariat et les classes qui l'ont précédé historiquement. Le rapport de la bourgeoisie à la société féodale n'est pas le même que celui du prolétariat à la société bourgeoise. C'est sur la base du développement de la puissance matérielle de la bourgeoisie que s'est développée sous la forme des « lumières » l'idéologie bourgeoise, au sein et contre la société féodale, et il n'est plus resté qu'à détruire le pouvoir politique.

C'est le même schéma que veut appliquer Gramsci pour ce qui est de la révolution prolétarienne, alors qu'il n'y a aucune base au développement dans la société bourgeoise du mode de production socialiste. Il y aurait effectivement une culture prolétarienne si on adoptait la vue bourgeoise de Gramsci selon laquelle le bastion, le premier territoire prolétarien, c'est l'usine. Cette pacotille autogestionnaire, à laquelle Gramsci reste fidèle quant au fond, repose sur une incompréhension de ce qu'est le prolétariat. L'« historicisme absolu » de Gramsci, c'est un relativisme historique qui voit dans le prolétariat une classe comme les autres. Il ne comprend pas la question fondamentale de la révolution comme acte pratique nécessaire à la transformation des hommes eux-mêmes ; il ne comprend pas que la négation du prolétariat comme classe de la société bourgeoise, dans un acte pratique qui est en même temps

son affirmation de soi, permettra seul, par le passage au communisme, de dégager cette conscience communiste qui ne sera pas une culture prolétarienne pour la bonne raison qu'il n'y aura plus de classes sociales. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas besoin de « parti révolutionnaire » mais d'une société d'éducation qui diffuserait la « philosophie de la praxis ».

Gramsci fait souvent référence à cette phrase de Marx expliquant que lorsque les idées s'emparent des masses, elles deviennent des forces matérielles. Pour Gramsci, cela signifie une chose claire : c'est le développement de l'idée elle-même qui permettra que les masses s'en emparent, alors que pour Marx, ce sont les conditions matérielles, le combat de classe qui font surgir l'idée dans les masses. Ce n'est que dans le combat de classe que peut surgir l'idée. En dehors de lui, le prolétariat est classe de la société bourgeoise, obligé de subir l'exploitation, aliéné dans la vente de sa force de travail et ses idées. Inversant la proposition de Marx, Gramsci transforme le marxisme en idéologie prolétarienne :

> « On trouve souvent dans Marx une allusion au sens commun et à la fermeté de ses croyances. Mais il s'agit d'une référence, non pas à la validité du contenu de ces croyances, mais précisément à leur robustesse formelle et par suite à leur caractère impératif lorsqu'elles produisent des normes de conduite. Dans ces références est au contraire contenu implicitement l'affirmation de la nécessité de nouvelles croyances populaires, c'est-à-dire d'un nouveau sens commun, et par conséquent d'une nouvelle culture et d'une nouvelle philosophie qui prennent racine dans la conscience populaire avec la même force et le même caractère impératif que les croyances traditionnelles. »
> *Notes critiques sur une tentative de manuel populaire de sociologie historique*, 1932-1933.

Partant de là, il va s'agir maintenant d'élaborer cette « philosophie de la praxis » qui n'a jamais été exposée par ses auteurs, mais se trouve implicitement contenue, selon Gramsci, dans un certain nombre d'aphorismes de Marx et Engels.

Il est tout à fait significatif que postulant l'existence implicite d'une philosophie de la praxis, Gramsci ne se demande pas pourquoi Marx et Engels n'ont pas fait cet exposé explicite de la « philosophie de la praxis », et pourquoi le développement du matérialisme dialectique a toujours été une bataille de parti qu'il s'agisse de **l'Idéologie allemande**, de **l'Anti-Dühring**, etc.

En fait, Gramsci opère un renversement idéaliste des Thèses sur Feuerbach. Il identifie philosophie, histoire, politique, pour légitimer un retour à l'idéologie, à la philosophie comme interprétation du monde. Ainsi modifie-t-il, pour les besoins de son entreprise, la XI[e] Thèse sur Feuerbach. Alors que le texte de Marx est ainsi rédigé : « **Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer** », Gramsci, lui, traduit Marx et Engels comme ceci : « **Les philosophes ont expliqué le monde, et il s'agit maintenant de le transformer** ».

Ainsi est justifié le maintien de la philosophie qui surgira comme une réflexion sur l'action, une systématisation de la conception du monde contenue dans l'action réalisée :

> « La philosophie de la praxis est née sous forme d'aphorismes et de critères pratiques par un pur hasard, parce que son fondateur a consacré ses forces intellectuelles à d'autres problèmes, en particulier économiques (sous une forme systématique), mais dans ces critères pratiques et dans ces aphorismes il existe implicitement toute une conception du monde, une philosophie. »

Cette identification, constante chez Gramsci, entre conception du monde, idéologie, philosophie, provient de sa « conception idéaliste » du monde, de la matière, du matérialisme.

Le matérialisme et l'universel subjectif de Gramsci

Il faut rattacher la pensée de Gramsci à tout un courant idéaliste qui va de K. Korsch à Lukacs, qui s'est développé en

réaction à l'opportunisme, à l'évolutionnisme vulgaire de la social-démocratie. Dans la critique de Plekhanov et de Boukharine, Gramsci va passer sur une position idéaliste. L'historicisme absolu de Gramsci transforme le marxisme en idéologie, de la même manière que pour lui la science, sous prétexte qu'elle n'atteint que des vérités relatives, fait partie historiquement, au même titre, du domaine de l'idéologie. Pour lui, la réalité, l'objectif, c'est l'universel subjectif et, du matérialisme dialectique, il ne faudrait retenir que le second terme.

Prétendant poursuivre et développer la pensée de Marx telle qu'elle est exprimée dans la Thèse I sur Feuerbach et qui montre comment le matérialisme métaphysique a méconnu l'aspect essentiel, à savoir l'activité humaine concrète, Gramsci en vient à la négation du monde objectif. Pour lui, l'objectif, c'est l'universel subjectif, c'est-à-dire le rapport idéologique de l'homme à la nature. La matière est une matière humaine, historique, elle n'a pas d'existence en dehors de l'homme. Ce n'est pas seulement la connaissance qui est humaine :

> « Nous ne connaissons la réalité que dans son rapport à l'homme et puisque l'homme est devenir historique, la connaissance et la réalité seraient aussi un devenir, l'objectivité sera un devenir, etc. »
>
> *Sur le matérialisme historique*, 1932-1933.

Sous prétexte que l'ancien matérialisme ne saisissait pas la réalité **« en tant qu'activité humaine concrète »**, mais uniquement comme objet ou intuition, Gramsci ne saisit, lui, la réalité que comme activité humaine qu'il réduit d'ailleurs à la conscience.

Reprenant la phrase d'Engels selon laquelle **« l'unité du monde consiste dans sa matérialité** démontrée... **par le long et laborieux développement de la philosophie et des sciences naturelles »**, Gramsci passe de cette affirmation sur la **démonstration** à autre chose : à savoir que l'activité humaine crée l'objectif, la matérialité, pas seulement dans la société mais aussi dans la nature. La dialectique de la nature serait un sous-produit de l'activité humaine. C'est en ce sens qu'il faut comprendre que **« la réalité serait aussi un devenir »**, **« puisque l'homme est devenir historique »**. Il y a un chassé-croisé perpétuel entre la connaissance du monde objectif et ce monde lui-même.

> « Objectif, dit-il, signifie toujours « humainement objectif », ce qui peut correspondre exactement à « historiquement objectif », autrement dit « objectif » signifierait « universel subjectif ». »
>
> *Notes critiques sur une tentative de manuel populaire de sociologie*, 1932-1933.

Sous prétexte que la « chose en soi » s'épuise dans le phénomène, comme l'affirment Marx et Engels, et n'est rien d'autre, que le phénomène est connu d'une manière relative, subjective, Gramsci en vient à la négation de cette réalité objective en dehors de la connaissance et de l'action que l'homme peut avoir sur elle.

Pour lui, la croyance des masses en une réalité objective extérieure à l'homme relève de la métaphysique et de la pensée religieuse. Ce serait un reste de l'hypothèse de la création du monde par Dieu.

Gramsci répugne à l'utilisation du terme matérialisme qu'il ne veut voir que comme matérialisme métaphysique, mécanisme. Pour lui, l'affirmation de la réalité en dehors de l'homme lui-même est ou bien une « métaphore » sans valeur ou bien du mysticisme. Ces accusations de mécanisme ne sont pas seulement adressées à Boukharine avec lequel Gramsci peut remporter de faciles victoires, mais à Marx lui-même qui aurait sacrifié à la mode, à des alliances politiques, et aurait outré sa pensée pour « choquer » le peuple et ne serait pas exempt de déviations mécanistes.

L'unité du monde, pour Gramsci, n'est pas dans sa matérialité, mais dans l'idéologie. Ainsi en arrive-t-il à écrire :

> « En tant que force naturelle abstraite, l'électricité existait même avant de devenir une force productive, mais elle n'opérait pas dans l'histoire, et elle était un sujet d'hypothèse dans l'histoire naturelle (et avant elle était le « néant » historique, parce que personne ne s'en occupait, et que pour mieux dire tous l'ignoraient). »
>
> *Notes critiques sur une tentative de manuel populaire de sociologie*, 1932-1933.

Autant dire que le caractère borné des relations de l'homme avec la nature est la preuve de l'inexistence de la nature elle-même. Si n'est d'objectivité que l'universel subjectif, autant dire que les épidémies qui ont décimé les hommes pendant des millénaires sont une preuve de l'existence de dieux puisque souvent la relation que les hommes établissaient entre ces phénomènes et eux se situait sur un terrain religieux (punition collective infligée à un peuple, etc.).

Cette position amène Gramsci à ranger la science dans le domaine de l'idéologie, à la mettre sur le même plan que la philosophie. Sous prétexte que le concept est vérité, connaissance relative, que ces vérités sont partielles, qu'elles sont la borne de l'activité bornée de l'homme, Gramsci subjectivise la réalité pour n'y voir que la seule activité de l'homme. Il y a une cohérence profonde entre cette position qui réduit la dialectique à la dialectique du sujet et de l'objet et la pratique politique que propose Gramsci au prolétariat :

Prendre conscience de soi à travers l'activité réflexive sur la praxis, les intellectuels du parti facilitant cette tâche par l'élaboration d'une conception du monde qui dépasse le sens commun, permettant à la classe ouvrière d'éduquer les classes alliées (paysans) et par là de les diriger, permettant la réalisation à travers cela de l'hégémonie culturelle et politique pour enfin parvenir à la dictature du prolétariat, la direction effective de l'Etat.

Faire du marxisme une « philosophie », fût-elle une **« philosophie de la praxis »**, liquider le matérialisme historique au profit d'un idéalisme historique, d'un **« humanisme intégral »**, d'un **« historicisme absolu »** qui abandonne le point de vue de classe, tels sont les mérites de Gramsci aux yeux de la bourgeoisie et de ceux qui ont lié leur sort au maintien de l'ordre bourgeois.

Le combat de Gramsci dans les rangs du parti socialiste italien, puis dans le P.C.I. ne lui a pas permis de dépasser le point de vue de sa jeunesse, le cadre de la pensée idéaliste italienne, elle-même produit du provincialisme de la bourgeoisie péninsulaire à l'heure du passage du capitalisme à son stade suprême. Gramsci, combattant l'opportunisme de la IIe Internationale, va trouver ses armes dans l'idéalisme néo-hégélien de la bourgeoisie italienne, fondant son combat sur la spontanéité du prolétariat. Le « culturalisme » de Gramsci, le volontarisme, c'est l'expression du refus du combat politique, d'une position opportuniste surestimant la spontanéité des masses pour ne pas se poser la question centrale, celle du parti, de son programme, de ses méthodes. Comme le faisait remarquer Trotsky :

> « Au cours de la révolution allemande de 1918, durant la révolution hongroise de 1919, dans le mouvement du prolétariat italien de septembre 1920, dans la grève générale anglaise de 1926, pendant l'insurrection viennoise de 1927, durant la révolution chinoise de 1925-27, à des degrés différents et sous des formes diverses, c'est toujours la même contradiction politique qui s'exprime : devant une situation révolutionnaire même, non seulement dans ses bases sociales, mais souvent par l'esprit combatif des masses, il manque le facteur subjectif...
>
> « ... Quand les premières sont mûres, alors la clef de tout le processus historique passe au facteur subjectif, c'est-à-dire au parti. L'opportunisme, qui vit conscient ou inconscient sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif, c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. Cela s'est manifesté pleinement lors des discussions sur les leçons de l'Octobre allemand, sur le comité anglo-russe et la révolution chinoise. Dans ces occasions, comme dans d'autres moins importantes, la tendance opportuniste est intervenue suivant une ligne qui comptait trop directement sur les « masses » en négligeant les problèmes du « sommet » de la direction révolutionnaire. »
>
> Trotsky, *L'I.C. après Lénine*, T. I, pp. 182, 183, 184.

Cette position fondamentale de Gramsci, qui tient chez lui à l'incompréhension de ce qu'est la classe ouvrière, des voies et des moyens par lesquels elle se hisse dans son combat de classe à la conscience de ses tâches historiques, l'amènera, au fur et à mesure des défaites du prolétariat mondial, à une révision

du marxisme, à un retour à ses premières positions « culturalistes », fera de lui le « théoricien », l'idéologue de ces défaites, que consacrent ses affirmations sur les rapports entre l'infrastructure et l'idéologie. Si, face à la montée du stalinisme dont il dénonce les méthodes, tout en se définissant comme un boukharinien, il annonce son désarroi, écrivant en 1926 : **« Aujourd'hui, nous n'avons plus la sûreté du passé, nous nous sentons immédiatement angoissés »**, c'est cependant dans la classe ouvrière elle-même qu'il ira trouver les causes des défaites. Peu ou prou, c'est la classe ouvrière infestée d'idéologie bourgeoise qui est responsable. Il faut, dit Gramsci, réformer les âmes et les cœurs, élaborer une « nouvelle culture », un nouveau « sens commun » prolétarien, permettant de saper les casemates idéologiques par lesquelles la bourgeoisie maintient sa domination de classe, réalisant un nouveau bloc historique.

« Théoricien » des superstructures, comme aiment à le présenter tous les antimarxistes, il ne comprend absolument pas le lien entre l'action de classe du prolétariat que guide l'intervention consciente du parti révolutionnaire et qui sourd comme une nécessité de sa position dans la société bourgeoise et sa prise de conscience de sa mission historique. Pour lui la révolution n'est pas le nécessaire produit de l'impasse de la société bourgeoise, n'est pas l'acte pratique par lequel, combattant la bourgeoisie, le prolétariat s'affirme comme classe dominante, se hissant par là à la conscience de sa mission historique et dans cet acte pratique se débarrassant de l'idéologie bourgeoise, pour lui la révolution c'est la réalisation d'un projet préexistant. La prise du pouvoir ne peut être que le couronnement de la révolution culturelle, le ciment de la société bourgeoise n'étant pas le monde matériel de la production mais l'idéologie. Ce n'est pas d'un parti dont le prolétariat a besoin, c'est d'une société d'éducation.

C'est le retour au socialisme utopique, mais dans des conditions où le capitalisme a épuisé ses possibilités, s'est transformé en impérialisme réaction sur toute la ligne. Cette utopie-là trouve ses sources, non dans l'immaturité des conditions objectives, mais dans leur début de pourrissement, dans l'absence de facteur subjectif.

L'identification par Gramsci de la science et de l'idéologie, sous prétexte que toutes deux sont du domaine des superstructures, est au plus haut point significative, le marxisme étant présenté comme une idéologie « non arbitraire » mais historiquement justifiée. Le marxisme, c'est pour Gramsci une philosophie et non la théorie scientifique du prolétariat, Marxisme ou hégélianisme étant tout un. Selon Gramsci, Hegel a eu le grand mérite de liquider la différence entre idéalisme et matérialisme. La grande originalité de la **« philosophie de la praxis »** contenue implicitement dans les aphorismes de Marx, explicitement contradictoire avec certaines de ses concessions à la masse inculte, c'est d'être une philosophie entièrement nouvelle, non un simple dépassement des fameuses « trois sources » du marxisme. L'originalité, Gramsci, y compris contre Croce lui-même, la voit dans le maintien de la « philosophie » mais surtout dans la négation du matérialisme.

Que le marxisme ne soit pas le produit des « trois sources » cela ne fait pas de doute. Il est, comme l'explique Labriola, l'expression, le produit de l'irruption du prolétariat sur la scène politique entre 1830 et 1848, il est le point de vue de la classe révolutionnaire qui, dans son activité pratique, se fait le fossoyeur de la vieille société, non comme philosophie, mais comme théorie scientifique de cette classe, expression consciente de son mouvement. Il est un point de vue de classe et non la réalisation de l'humanisme intégral, d'un quelconque projet d'une quelconque utopie sociale. C'est la théorie scientifique du prolétariat, **« la prise de conscience, d'une part, des oppositions de classes qui règnent dans la société moderne entre possédants et non-possédants, salariés et bourgeois, d'autre part, de l'anarchie qui règne dans la production »** (Engels, **l'Anti-Dühring**), il est l'expression consciente du mouvement inconscient par lequel le prolétariat tend à reconstruire la société sur des bases communistes.

Il faut le répéter : ce qui fonde la révolution prolétarienne, c'est l'incapacité du capitalisme à développer plus avant les forces productives, c'est la contradiction entre le caractère social des forces productives et la propriété privée des moyens de production. Les conditions de la révolution prolétarienne sont mûres depuis 1917. Ce qui manque, ce sont les conditions subjectives et les conditions subjectives, c'est le parti révolutionnaire.

Il ne fait pas la révolution en lieu et place de la classe ouvrière, mais guide son action de classe, qui, elle, naît du monde matériel de la production.

La question des superstructures, justement parce que les conditions objectives sont mûres, la question du parti est la question déterminante. Mais c'est précisément l'inverse du « subjectivisme » de Gramsci qui n'est, lui, que l'expression de la passivité du parti, du manque de confiance dans le prolétariat, qui n'est que l'« idéologie » de la défaite, du recul de la vague révolutionnaire, produit du facteur subjectif : la trahison de la social-démocratie et ensuite du stalinisme.

Il y a quelques années, certains théoriciens du « néo-capitalisme », des revendications « qualitatives », « culturelles », nous avaient présenté des « digests » indigestes de Gramsci comme produit de leurs réflexions propres. Puis ces messieurs se sont éclipsés devant la grève générale de mai-juin 1968, la révolution politique en Tchécoslovaquie.

Les plagiaires de Gramsci devaient reculer. La révolution mondiale est entrée, depuis, dans une nouvelle période et, contradictoirement, on voit réapparaître Gramsci avec, sur le drapeau qu'on lui a mis en main, la devise : **« Non pas l'Etat, mais l'idéologie d'abord. »** Ses idées colleraient-elles plus à la réalité de 1976 qu'à celle de 1965 ?

Les conceptions élastiques de Gramsci se sont chargées, sous la direction des staliniens, d'un pesant contenu : le « bloc historique », infrastructure superstructure, s'est transformé en « compromis » du même nom, à travers la filiation du « consensus » de l'« hégémonie ». Cette révolution « culturelle » a permis la transmutation de la démocratie chrétienne de Fanfani, du Vatican, en alliée objective de la classe ouvrière.

Gramsci n'est, aujourd'hui, pas plus responsable du compromis historique qu'il ne l'était hier de la main tendue aux fascistes ou de la « théorie » du Front populaire. Constatons seulement que sa conception de la « révolution culturelle », la notion « d'hégémonie », de « bloc historique », ses élucubrations sur les intellectuels viennent à point servir de paravent à une politique dont le maître mot est : la révolution prolétarienne, jamais ! Le Gramsci de la conquête interne de la société bourgeoise est d'un grand secours dans cette opération, non pour la force de ses idées mais parce que, combattant révolutionnaire, il est mort pour la révolution.

César CORTE.

SOMMAIRE

Révolution européenne : vers les fronts populaires, par Stéphane Just.. **1**

Mettre en pratique la politique de l'OCI, par Marc Lacaze **18**

Le droit à la santé, la Sécurité sociale, des conquêtes sociales révolutionnaires, par Denis Folias **(1re partie)** **37**

Espagne : un an après la mort de Franco, par Etienne Laurent **79**

Argentine : pour un bilan du péronisme, par Etienne Laurent **et** Catherine Tavernier **92**

L'idéalisme de Gramsci, par César Corte **(2e partie)** **127**



Prix du numéro : 8 F

Commission paritaire n° 51 695